

523.0/24

252LM012/1

(1939 - 1968)

Tarif spécial des abonnements.

Consignation de cartes d'abonnement.

523.0/24

S. N. C. F.

SECTION

1^{ère}

SERVICE COMMERCIAL

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

2^e Division

Tarif spécial des Abonnements

- Consignation

- Paiement des fichets cc 195

(500 533 0/43)

- Avis à adresser aux abonnés

IMP. CHAIX. — 0/W 12973-11-50. — 4822-11-50.

NUMÉROS	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
1		Remboursement de la consignation
2		Chambre de Commerce de Corbeil
3		M. Lelli à Ville d'Avray
4		Région Sud-Ouest
5		Ouest
6		Lucien Renard à Paris (voir divers)
7		5 ^{ème} Division (rétablissement consignation sur les cartes)
8		Suggestion tendant à la modification remboursement consignation
9		Règlement des fichets cc 195
10		Inscription du montant de la consignation sur cartes et fichets abonnés
11		Remb ^t Consignation Réunion du Comité Mixte des Services EX
12	juin 53	Suggestion de M. Kœgler IN ³ à Mursillans
13	juillet 53	" du Chef de gare de Menton (authentification des fichets cc 195)
14	6 nov	St ^e Anne - des Inc St Charles Berthuy
15	21 janv 1954	M. Legros (Inspection Air France)
16	14 fév 54	M. Philippe - Daniel Dreyfus
17	2 mars 54	M. Boursaud
18	3 avril 54	Question de M. Dequenne Jean - Remb ^t de la Consignation après résiliation
19	13 juillet 54	M. J. C. Stercy (Transmis à Nov)
20	18 sept 54	- 1 ^{ère} Division (Question de M. Dequenne - voir n° 18)
21	26 oct 54	- chef de la Comptabilité et du C.R. (Suggestion remb ^t Consignation)
22	28 nov 54	M. Jacques Vanderhaeghe
23	17 décembre 1954	Suggestion pour suppression consignation
24	17 janvier 1955	Extra cc 238 - Avis aux abonnés qui n'ont pas effectué leurs versements voir n° 25
25	23 mars 1955	Suggestion Le Lannou

25 1^{er} avril 1955 transmis à 5^e Division - Rejection lettre CC 238 (retour dans le prison)
26 14 mai - M. R. Heyden
27 24 juin - M^{me} G. LEBLANC à Paris
28 25 dec - M. Robert Charrelot
29 18 mai 1956 M. André Mouille à Brie-Comte-Robert
30 Avril 1959 M. VAN DAELE rue Bouradaise - Châteaues - Châteaues.

1

(1940-56)

Remboursement de consignation - divers.

523.0
40.10

24

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

2^e Division

SECTION 1

DOSSIER N° 523.0

SOUS-DOSSIER N° 40.10

Tarif spécial des Abonnements - Remboursement de
contribution.

DIVERS

Nos	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
1	dec 1940	M. Theodor Knecht (EST)
2	1-6-1944	M. Dumas à Nice
3	13-4-1949	M. Lucien Renard à Paris
4	4-10-49	M. NEVOT à Paris
5	24-2-50	M. Charles GURNAUD à Banteux
6	14-6-50	M. Robert BRETHIOT à Jossy. ls. Montlucamp
7	24-6-50	M. Etienne Alfred à Paris
8	24-6-50	M. Jean VAINFELD à Paris
9	4-10-50	M ^{me} S. de KUNWALD à Paris
10	17-10-50	M. Georges DELBOURG à Prades
11	7-11-50	M. Jean BOVAGNET à Lyon
12	2-5-51	M ^{me} DARDE à Blois
13	19-5-51	M. MEYER à Morsang s/Orge
14	20-6-51	M. Hector Eugène à Cosne
15	10-7-51	Chambre Syndicale V. de L. M. CARION à Brest
16	1-8-51	M. GRUNWALD à Paris
17	29-8-51	M. DAUDAL Quimper
18	18-9-51	M. WEILL à Paris
19	11.9/2-10-51	M ^{me} MICHON à Paris
20	20-9-51	M. GRUNBACH à Toulouse
21	20-5-52	M. ESPIOUSSAS à Cretail

22	23 août 1952	M. LAFORQUE à Toulouse
23	17 octobre 1952	M. CONTASSOT au Creusot
24	1 ^{er} décembre 1952	M. SANZ à Bordeaux
25	13 juin 1953	M. CAILLAUD à Montreuil
26	2 avril 1954	M. LEBIHAN à Paris
27	24 novembre 1954	M. SZARWASKI à Bois Colombes
28	1 ^{er} décembre -	M ^{me} ABDELIN à Villenouvelle
29	15 - -	M ^{me} LARQUEMIN à Asnières
30	22 août 1956	M. CLAUDON à Besançon

S.N.C.F.

Service Commercial
2ème Division
1ère Section

N° 523.0 17038R/015 TRANSMIS
40.10

à Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région de l'EST
en le priant, comme suite aux indications
de la C.C.T. du 2 janvier 1940, de bien
vouloir donner satisfaction à M. Knecht.

Paris, le 6 JANV 1940 1940

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé: MANGE


Remboursement de consignation sur carte
colon. Bollwiller (M. Knecht à Chaumont).

1

J'ai exposé la question aux chefs des
Divisions Commerciales en CCT de ce jour.
Ils ont pris acte de il est inutile d'envoyer
ce lettre.

Adresser simplement la carte et la recommandation
à l'Est en le désignant de donner cette section
(joint à CCT 2-1)

2-1



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

● MHP

le Décembre 19 40

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX

Tél. - TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région de l'Est

2^{ème} • DIVISION 1

Réf. 523.60

no 10

Les abonnés résidant habituellement en Alsace ou en Lorraine se sont vu refuser par les fonctionnaires allemands qui contrôlent les gares de l'ancien réseau Alsace-Lorraine, le remboursement de la consignation de leur carte et ils n'ont pu ensuite l'obtenir dans les autres gares de la S.N.C.F. le délai de 8 jours prévu pour la restitution de la carte étant périmé.

Dans les cas de l'espèce, il conviendra de donner satisfaction.

Vous voudrez bien en informer vos Arrondissements ainsi que votre Service des Détaxes. Il ne sera pas établi d'Avis Général Trafic à ce sujet, car il paraît inopportun de tenir au courant toutes nos gares des difficultés qui se produisent sur les lignes de l'ancien réseau Alsace-Lorraine

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,



Lith. A.G.M. 1

N.B. - Ci-joint carte de M. Jean Théodore Knecht - 30 avenue Victor Hugo à Chaumont, dont je vous prie de bien vouloir faire rembourser la consignation

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Cv

Valable jusqu'à nouvel avis.

AVIS GÉNÉRAL TRAFIC

Sous-Série Voyageurs N° 125

COL.

Nm.
52

Paris, le 20 novembre 1939.

OBJET

Régularisation des cartes délivrées en vertu du tarif spécial des abonnements, incomplètement utilisées par suite de la guerre.

Les **Avis Généraux Trafic - Sous-Série Voyageurs n° 93 et 104** des 12 septembre et 6 octobre 1939 ont porté à la connaissance des gares les mesures prises en faveur des abonnés mobilisés.

Ces dispositions viennent d'être étendues à d'autres catégories de voyageurs. Par ailleurs, des mesures nouvelles ont été décidées.

Pour tenir compte de cette situation, les dispositions applicables aux cartes délivrées en vertu du Tarif spécial des abonnements, incomplètement utilisées par suite de la guerre, sont réunies dans le tableau de la page 2 du présent Avis Général Trafic.

Les § 2 de l'Avis Général Trafic n° 93
et 1 » » n° 104
sont annulés,

Le Directeur du Service Commercial,
BOYAUX.

NATURE DU CONTRAT	TITRE OU CHAPITRE DU TARIF	SITUATION DU TITULAIRE	DISPOSITIONS APPLICABLES	PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR PAR L'AYANT DROIT
- Abonnements ordinaires, d'élèves, d'étudiants et d'apprentis.	Titre I (chap. 1, 2, 3)	Mobilisé. (1) (2)	Résiliation au prorata du nombre de jours d'utilisation. Si la carte a été déposée dans une gare en vue de la suspension de la vali- dité, ladite gare doit provoquer la résiliation et adresser au titulaire un avis lui demandant comment il désire être remboursé.	Pièce de l'Autorité Mili- taire indiquant la date d'appel sous les dra- peaux.
- Cartes donnant droit à la délivrance de billets à 1/2 tarif.	Titre III	Evacué d'office par l'Au- torité Militaire. (1) Requis civil. (1) Infirmière aux armées. (1) Autres abonnés et notam- ment les évacués volon- taires.	d° Résiliation aux conditions du tarif.	Pièce justifiant l'évacua- tion, la réquisition ou le départ aux armées.
- Cartes de famille.	Titre I (chap. 1) et Titre III	L'un ou plusieurs des membres de la famille, titulaires d'une carte, sont mobilisés.	Résiliation au prorata du nombre de jours d'utilisation pour l'ensemble des cartes délivrées. Si tous les membres de la famille n'ont pas été mobilisés et, s'il s'agit de paiements fractionnés, les membres de la famille non appelés peuvent continuer à utiliser leur carte en acquittant les versements qu'ils au- raient dû normalement effectuer pour ces cartes. Lors du renouvellement des cartes pour les membres de la famille non mobilisés, le prix du contrat est éta- bli compte tenu du nombre de per- sonnes devant voyager.	Pièces justifiant la mobi- lisation du titulaire.
- Cartes trimestrielles pour employés et ouvriers.	Titre I (chap. 4)	Mobilisé. Evacué d'office par l'Auto- rité militaire. Requis civil. Infirmière aux armées. Autres abonnés.	Remboursement de la différence entre la somme payée et les $\frac{x}{14}$ du prix de la carte (x représentant le nombre de voyages possibles depuis le début du contrat). La résiliation n'est pas admise.	Pièces justificatives visées ci-dessus.
- Cartes de travail.	Titre II	Quel que soit le motif de la cessation des voya- ges.	La résiliation n'est pas admise.	
- Cartes d'excursions. - Cartes de fin de semaine de sports d'hiver.	Titre IV Titre V	Régimes tarifaires dont l'application est suspendue.		

(1) En ce qui concerne les abonnements ordinaires, les mobilisés, les évacués d'office sur l'ordre des autorités militaires, les requis civils, les infirmières aux armées, rendus à leurs occupations du temps de paix, qui souscrivent au Bureau qui avait délivré la carte résiliée, dans un délai de 6 mois après cette résiliation, une nouvelle carte valable sur l'ancien parcours, bénéficient pour ce nouveau contrat, de la clause « renouvellement prévue pour les abonnements de 2^e année. »

(2) Les mobilisés qui ont déposé leur carte dans une gare en vue de la suspension de la validité peuvent, s'ils le désirent, obtenir la prorogation de cette validité, pourvu que l'interruption n'ait pas dépassé 6 mois.

M. achille Hado. 44. 2^e Wilson 2^e d'out of Moselle
demande remboursement contribution iate fo. 108
SERVICE COMMERCIAL *expirée Juin. 1940 (évacuation)*
avisée par les autorités allemandes)

2ème Division/1

TRANSMIS

n° 523.0/24-11455
45

à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale
de la Région E.S.T

*en le priant de bien vouloir donner
satisfaction à titre exceptionnel*

Paris, le

juin 1945

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.0/24
45.938 F

17/10 TRANSMIS à

Monsieur le Chef de la Division

Commerciale de la Région.....

Ouest

*en le priant de bien vouloir
donner satisfaction à titre tout à
fait exceptionnel.*

Paris, le 15 NOV 1948 194

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

*lettre du 8/10 de M. Millot demandant
successivement le 3^e de la carte au 1/2 tarif pour une
à expiration le 15 Octobre*

2

S.N.C.F.
Service Commercial

2ème Division
1ère Section

n° 523.0 129065 / 0250
40.10

TRANSMIS

à Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région d ... *Sud-Est*

en le priant de bien vouloir faire répondre
directement à l'intéressé. *dans le cadre
de la réglementation actuelle en accord
avec le Mouvement pour A.*

PARIS, le 4-6..... 1940

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

*Le Chef de la Division
du Trafic Voyageurs*

Signé : RETOURNARD

*M. Dumas 2 B^d Les Plaines à Nice demandant
accès à sa carte abt Nice. Préféré
désaleux honaire de 116 (de 54.5526" 15 d'p Nice)
remboursement carte abt de son petit fils d'ici.*

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 5230/24 / 378
15.8/207

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région . Ouest

Suite à notre lettre du 13 Avril

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le 20 Avril 1949

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Exp.: RETOURNARD

IUTE

Copie à Ouest pour nécessaire en ce qui concerne A.

ls.

2ème Division / 3150
523.0/24
14.268 F

3 - 6

13 avril 49

Monsieur Lucien RENAUD
14, rue Bleue
PARIS

Monsieur,

Par lettre du 6 avril, vous avez bien voulu me faire connaître que vous n'avez pu obtenir, le 5 avril, le remboursement de cartes à demi-tarif souscrites par vous et votre femme, périmées depuis le 11 Mars.

Vous faites valoir que vous avez dû vous rendre dans le Var au chevet d'une parente malade et que vous ignorez que le remboursement de la consignation pouvait être obtenu à n'importe quelle gare.

A { J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à titre tout à fait exceptionnel, nous consentons à donner satisfaction à votre demande sur justification de votre séjour à Hyères à l'époque indiquée.

Vous voudrez bien vous présenter à ce sujet dans une huitaine à la gare de Paris-Saint-Lazare.

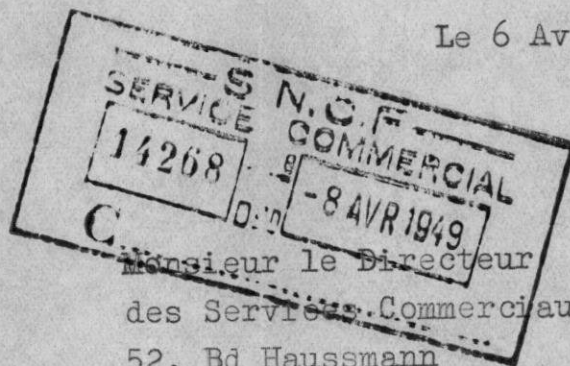
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé : RETOURNARD

Lucien R E N A U D
14, rue Bleue,
PARIS

Le 6 Avril 1949



ée - Acc. de Réc.

Monsieur le Directeur

des Services Commerciaux de la S.N.C.F.

52, Bd Haussmann

PARIS

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli deux cartes $\frac{1}{2}$ tarif périmées le 11 Mars 1949, établies au noms de :

Lucien RENAUD N° 19.663
Jeanne RENAUD N° 19.664, mon épouse

sur l'itinéraire PARIS-CROTH SOREL, via Dreux.

A présentation au renouvellement de ma carte le 5 Avril 1949, le remboursement du cautionnement m'a été refusé sous le prétexte que la limite de présentation était dépassée.

Je n'ai pu faire renouveler ma carte et présenter les anciennes avant le 5 Avril ayant été obligé de me rendre ainsi que ma femme à Hyères (Var) au chevet d'une parente malade.

J'ignorais d'autre part que le remboursement du cautionnement pouvait être effectué dans n'importe quelle gare du réseau français, aucune indication n'étant portée sur les fiches de demande de carte pas plus que sur les cartes elles-mêmes et je pensais que le remboursement se faisait dans la gare d'émission des dites cartes.

Je vous remets inclus un exemplaire de demande de carte et vous verrez qu'aucune indication relative à cette question n'y figure.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien donner une suite favorable à ma demande et vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes sentiments distingués.

[Signature]

3 pièces jointes

ls.

2ème Division
523. 0/24
14. 268 F

avril 49

Monsieur Lucien RENAUD
14, rue Bleue
PARIS

Monsieur,

Par lettre du 6 avril, vous avez bien voulu me faire connaître que vous n'avez pu obtenir, le 5 avril, le remboursement de cartes à demi-tarif souscrites par vous et votre femme, périmées depuis le 14 Mars.

Vous faites valoir que vous avez dû vous rendre dans le Var au chevet d'une parente malade et que vous ignorez que le remboursement de la consignation pouvait être obtenu à n'importe quelle gare.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à titre tout à fait exceptionnel, nous consentons à donner satisfaction à votre demande sur justification de votre séjour à Hyères à l'époque indiquée.

Vous voudrez bien vous présenter à ce sujet dans une huitaine à la gare de Paris-Saint-Lazare.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.0-24

1123

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région Ouest

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le - 4 OCT 1949

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : DEGOMET

*Lettre Su 30-9.49. de M. NEVOT, J.R. Emile Gilbert
à Paris - Demande remboursement consignation*

Juin 1949

^r
D 523.0/24

Monsieur le Chef de la
5ème Division

Comme suite à votre note CRE n° 1241 du 13 Mai relative à l'indication du délai de remboursement de la consignation sur les cartes d'abonnement (Titres I et III du Tarif Spécial des Abonnements) et à l'avis de la S.C.R. du 3/5/49 approuvé par la C.C.T. du 25 Mai, je vous indique sur le specimen ci-joint le texte qui pourrait être utilisé pour la réalisation de la mesure.

Bien entendu, le nécessaire ne devra être fait qu'à l'occasion d'un nouveau tirage des cartes.

L'Ingénieur en.Chef,
Chef de la 2ème Division ,

CR

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.30/24

859 F

232

MINUTE

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région Ouest

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le 24 FEV 1950 194

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé . DEGORNET

2 pièces

Lettre du 25-2-50 de M. Charles GURNAUD, 37, rue Volant à
Nanterre (Seine)
Demande de remboursement de la consignation de la carte 1/2
tarif 3^e classe tous jours n° 20466 périmée depuis le 15.9.49

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.0/24

25918 F. *728*

MINUTE

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région*Ouest*

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

*Si l'intéressé a bien souscrit une
nouvelle carte, je n'aurais pas d'objection à
lui donner satisfaction.*

Paris, le 4 JUIN 1950 194

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Sigt. DEGORNE

Lettre du 8.6.50 de M. Robert BRETHIOT - Directeur Général
de "Bret-Oil" 4, rue Jeanne d'Arc à Issy-les-Moulineaux (Seine)
Demande de remboursement de la consignation carte
1/2 tarif A n° 032810, toutes zones, périmée depuis le
19.5.50

CR

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.0/24
24927 F

7
MINUTE

TRANSMIS

189
à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région *Est*

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, 124 JUIN 1950 194

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé: RAUF

Lettre du 20.6.50 de M. ETIENNE Alfred, 216,
f^{te} S^t Denis, Paris 10^e

Remboursement de la consignation carte 1/2 tarif
3^{ème} classe, n° 12290, 10 zones, périmée depuis le
11.6.50.

2ème Division/1 $\frac{523.0/24}{27756 \text{ F.}}$ 4832

27 Juin

50

MINUTE

Monsieur Jean VAINFELD
2, rue Bochart-de-Saron
PARIS
(IX°)

Monsieur,

Par lettre du 20 Juin, vous avez bien voulu me faire connaître que vous n'avez pu obtenir, récemment, le remboursement de la somme de 200 francs, représentant le montant de la consignation de deux cartes d'abonnement souscrites par vous et votre femme, périmées depuis le 30 décembre 1947 .

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu des dispositions du Tarif spécial des Abonnements, le montant de la consignation reste acquis au Chemin de fer lorsque la carte n'est pas restituée dans les 8 jours qui suivent l'expiration de la validité .

Cette clause ne permet pas de rembourser la consignation de cartes périmées depuis plus de deux ans .

Je vous en exprime mes regrets .

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée .

Le Directeur du Service Commercial,

Sigat . DEGORNET

*Donner partie soulevée
au rouge de la
démouline*

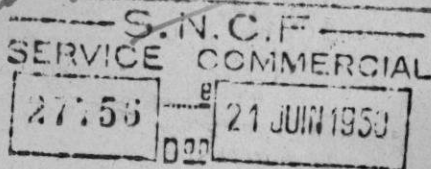
20 JUIN 1950

57



20 JUIN 1950

Téléph. Trud 13.71



Sec COMMERCIAL
POUR ATTRIBUTIONS

Monsieur le Directeur
de la S.N.C.F.

Monsieur le Directeur

Je suis âgé de près de 70 ans, et en 1946 j'avais encore une petite Villa à Conilly St Germain. Le 29-12-1947 je signais avec ma femme Louise Vainfeld un abandonnement de 12 mois à partir du 30 déc 1946 valable jusqu'au 30 dec 1947. Nos cartes portent les N^{os} 91998 et 91999.

J'ai cessé d'aller à Conilly en octobre 1947 quand j'ai vendu ma villa ma situa

tion ne me permettant plus
de payer les tarifs fixes
par les éminentes person-
nalités qui dirigent votre
société et où le déficit
est permanent.

Je ne voyage plus mais
voudrais retirer les roofigs
un secrétaire m'a dit qu'il
y avait prescription. Je
ne crois pas à la pres-
cription car sur la Carte
je lis remboursement
de la consignation à de-
mander dans les 8 jours
qui suivent la fin de la
bourse. Il n'y est
pas mention que cette
consignation est perdue.

Je vous prie dans
ces conditions de ne
pas me pénaliser parce
que je vous ai laissés
la disposition de ma

consignation. Votre so-
ciété n'a rien perdu
du fait de mon retard
à vous réclamer cette
somme et il est certain
qu'actuellement avec
ces 200 frs je ne pour-
rais pas acheter
autant qu'à la fin
de décembre 1947.

Dans l'espoir que
vous ferez ce que font
les Cies d'Autobus
qui remboursent
à n'importe quel
moment sans invo-
quer une prescription
qui n'existe pas.

J'espère recevoir
une réponse à ma

réclamation et je vous
prie d'agréer, Mon
seur le Directeur mes
distingués sentiments
Jean Vaupel

J'ajoutant que si vous
faites droit à ma demande
je demande la permission
de retirer des cartes que
je remettrais à votre ser
vice de detaxe la photo
de ma femme ainsi que la
mienne

Je me réjette à nou
veau

Votre tout dévoué

J Vaupel

2ème Division/1 $\frac{523.0/24}{27756 \text{ F.}}$

Juin

50

Monsieur Jean VAINFELD
2, rue Bochart-de-Saron

P A R I S
(IX°)

Monsieur,

Par lettre du 20 Juin, vous avez bien voulu me faire connaître que vous n'avez pu obtenir, récemment, le remboursement de la somme de 200 francs, représentant le montant de la consignation de deux cartes d'abonnement souscrites par vous et votre femme, périmées depuis le 30 décembre 1947 .

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu des dispositions du Tarif spécial des Abonnements, le montant de la consignation reste acquis au Chemin de fer lorsque la carte n'est pas restituée dans les 8 jours qui suivent l'expiration de la validité .

Cette clause ne permet pas de rembourser la consignation de cartes périmées depuis plus de deux ans .

Je vous en exprime mes regrets .

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée .

Le Directeur du Service Commercial,

SCC-COMMERCIAL C.F.
SERVICE COMMERCIAL
POUR-ATTRIBUTIONS

W. J. [unclear]

2 OCT 1950

C

9
sa

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème division /1

N° 523.0/24/10.615

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région OUEST

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le -4 OCT 1950 195

7 LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
7 L'Ingénieur en Chef
chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : DEGORNET

Lettre du 27-9-50 de M^{me} S. de KUNWALD, 25, rue Bayard, Paris 8^e

Demande remboursement de consignation 2 cartes 1/2 tarif, 3 mois,
Paris-Montparnasse - Gacognières, délivrées par Centre National de
Tourisme, périmées depuis fin juillet

Carte n° 790 - 122739 - 383341 au nom de M^{me} S. de KUNWALD
— 791 - 122740 - 383340 — E. RAGON

G.G.
S.N.C.F.
SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

n° 523.0/24

44176.F/10.882 TRANSMIS à :

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

MÉDITERRANÉE

en le priant de bien vouloir, s'il
n'a pas d'objection, donner satisfaction
à titre tout à fait exceptionnel.

Paris, le 17 OCT 1950.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

Lettre du 11.10.50 de M. Georges DELBOURG à Grades

Remboursement consignation carte 1/2 tarif périmée
depuis le 4.5.50.

sa

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème division /1

N° 523.0/24/11.448

11
MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division Commerciale

de la Région *SUD-EST*

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le 7 NOV 1950 1950.

/ LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

/ L'Ingénieur en Chef,

Chef de la Division du Trafic Voyageurs.

Signé : DEGORNET

Lettre du 1.11.50 de M. Jean BOVAGNET, 28, rue Vanbecour
Eyon

Demande remboursement consignation carte 1/2 tarif voyageur de commerce
B 036936 zones 5,6,7,8, primée depuis le 3.10.50
S'intéresse à souscrire une nouvelle carte à Paris-Invalides.

R

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division 1

N° 523.0/24

20037 F

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région SUD-OUEST

en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé.

Paris, le 2 mai 1951

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Signé: RETOURNARD

Lettre du 20-4-51 de M^{me} DARDE
68, rue Albert 1^{er} Blois (E et C)

Demande remboursement de consignation carte 1/2 tarif
périmée le 17-1-51

S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 521-810/2244F

523.0/24

810

13
MINUTE

TRANSMIS

à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

SUD-OUEST

en le priant de bien vouloir faire renseigner
directement l'intéressé dans le cadre de la
réglementation en vigueur.

Lettre du 14 mai 1957 de M. Paul MEYER
à Massang. sur - Orge (S et O)

Je n'ai pas accusé réception.

PARIS, le 19 MAI 1951 1950

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

Renseignements sur paiement des versements
carte A.O. un an (10 versements)

14
S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

1045

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

SUD-EST

en le priant de vouloir bien faire
répondre, directement à l'intéressé .

Paris, le 20 JUIN 1951

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

(L'ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

Lettre du 15-6-51 de M. Hector Eugène
Poste restante à Cosne (Nièvre)

Demande à payer le 3^{ème} versement d'une
carte de voyageur de commerce qui aurait dû
être affectée le 22 mars 1951.

15
S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

OUEST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le 195

10 JUIN 1951

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

Lettre G.H. MG. 93760 du 5.7.51 de M. G. HEREAULT
Secrétaire Administratif de la Chambre Syndicale Nationale
des Voyageurs Représentants et Placiers
12, rue de la Victoire Paris

Remboursement consignation carte V. de C. M. CARIOU
241, rue Jean Jaurès à Brest

16
S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

35056.F

MINUTE

2069

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

OUEST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le 1 AOUT 1951 195

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

Lettre du 27.7.51 de M. Edislas GRUNWALD
53, rue Rennequin Paris 17°

Demande de remboursement consignation carte V. de C.
B 44409 toutes zones périmée le 30.6.51
Bureau d'émission : Paris-Tivoli

17
S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

39246 F 2242

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

OUEST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le

29 AOÛT 1951 195

(LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

GISEL DEGORNET

Lettre du 23-8-51 de M. Michel DAOU DAL
Ey - Bos Ergué - Armel Quimper

Demande à effectuer 3^{ème} versement carte 1/2 tarif
V. de C. payée jusqu'au 29.7.51

S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

2282
MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région *NORD*

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le 18 SEPT 1951 195

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

Signé DEGORNET

Lettre du 8-9-51 de M. WEILL Daniel "DANY"
130 B^d de Ménilmontant Paris XX^e

- Demande remboursement de consignation carte
 $\frac{1}{2}$ tarif C 47929 périmée depuis le 11.6.51

19

S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

MINUTE

2338

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région OUEST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

(suite à ma note 523.0/24 /2283 du 18.9.51)

Paris, le 2- OCTO 1951

Il serait désirable que les cartes de correspondance
utilisées pour les détaxes indiquent l'adresse exacte du
bureau expéditeur

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Taux-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

Lettre du 25.9.51 de M^{me} C. MICHON
1142 Bd Berthier Paris 17

Transmet carte demandée par détaxes Ouest

S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

2283

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

OUEST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le

13 SEPT 1951

195

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

Lettre du 13.9.51 de M^{me} C. MICHON
142 Bd Berthier Paris 17°

Remboursement consignation carte 1/2 tarif n° 03361
Paris - Evreux - Paris Chartres perimée depuis le
31 août 1951

20
S.N.C.F.

Service Commercial

2ème Division /1

N° 523.0/24

2297
MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région

EST

en le priant de vouloir bien faire
répondre directement à l'intéressé .

Paris, le

20 SEPT 1951 195

/ LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

Signé: RETOURNARD

Lettre reçue le 18.9.51 de M. André GRUMBACH
15, rue Natabian à Toulouse

Demande à effectuer les 2^e et 3^e versements carte
voyageur de commerce n° 049298 souscrit à partir
du 22.2.51 à Paris. Est

CR

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division /1

N° 523.0/24

MINUTE

860

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division

Commerciale de la Région *SUD.OUEST*

*en le priant de bien vouloir faire
répondre directement à l'intéressé*

Paris, le

20 MAI 1952

195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Signé *DEGNET*

Lettre du 15.5.52 de M. P. ESPIOUSSAS
17, rue de Mesly à Créteil

Demande remboursement consignation carte X tarif périmée
depuis le 22 avril.

P. ESPIOUSSAS

CONSEILLER MUNICIPAL

17, Rue de Mesly

CRÉTEIL

Paris, le 23 Juillet 1952



Monsieur le Directeur Général
Service Commercial

S.N.C.F.

54 Bd Haussmann

PARIS (9ème)

1 /
js
Monsieur le Directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint le duplicata
de la lettre que je fais parvenir aux Services de la SNCF
Sud-Ouest, 1 Place Valhubert, relative à la réclamation
que je vous avais adressée le 15 Mai.

.Je vous en souhaite bonne réception et avec
mes remerciements,

Je vous prie de croire, Monsieur le D irecteur,
à mes meilleurs sentiments.

P. ESPIOUSSAS

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to P. Espioussas.

P. ESPIOUSSAS

CONSEILLER MUNICIPAL

17, Rue de Mesly

CRÉTEIL

Paris, le 23 Juillet 1952

S.N.C.F. Région Sud-Ouest

1 Place Valhubert

PARIS (13ème)

V/Réf. 6901 H 52

S.N.C.F. Sud-Ouest

9ème Section DC

DETAXES

5bis Bd de l'Hopital

*N° de lettre
6901 H/52*

Messieurs,

J'accuse réception de vos lettres des 29 Mai et 2 Juillet que j'ai trouvées à mon retour de voyage en AFRIQUE.

Je vous remercie de la décision que vous avez prise à mon égard. Je vous prie en conséquence, de trouver ci-joint ma carte d'abonnement.

Toutefois, la demande que j'avais formulée n'était pas à titre tout à fait personnel. Elle avait pour but de vous mettre en garde contre des réclamations ou des arguments contre la S.N.C.F. non justifiés.

Du reste, je tiens à vous signaler que rien n'est indiqué sur les anciennes cartes "Demi-Tarif" au sujet du remboursement. Je vous l'ai d'ailleurs déjà signalé dans ma première lettre.

Par contre, sur les nouvelles, un nota a été stipulé au sujet du remboursement.

Dans ces conditions, aucune réclamation n'est possible 8 Jours après son expiration.

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait suivant :

- Pour les personnes qui voyagent continuellement pendant toute l'année avec des cartes demi-tarif, catégorie ordinaire, ont de grandes difficultés d'obtenir des billets lors des congés payés.

Un exemple :

L'autre jour, ^y je devais me rendre à TARBES.

J'ai du, une première fois faire la queue pour savoir s'il

H juillet 52

.....

.....

y avait encore des couchettes de disponibles, et ceci à 8 Heures. A 9 H 15, j'avais la certitude d'avoir une couchette.

Je quittais donc ce bureau pour prendre mon billet où je passais à 10 H 20. Je revenais à nouveau à la queue aux couchettes où je passais devant le guichet à 11 H 50 pour m'entendre dire qu'il n'y en avait plus de disponibles au train en question. On me dit qu'on pouvait tout juste m'inscrire avec un numéro prioritaire et qu'il fallait que je vienne 1/2 heure avant le départ du train pour voir le Chef des Wagons couchettes.

J'ai fait remarquer au chef de service de location mon cas. Ce dernier me répondit purement et simplement :

" Heureusement que l'employé des locations est venu ce matin par ce que je n'avais personne à y mettre" .

D'après ce que j'ai pu comprendre, on aurait fermé le guichet.

Je pense que ce n'est pas là une réponse d'un chef de service. Du reste, les personnes qui étaient à la queue ont légèrement souri.

Je dois reconnaître que l'employé de location des couchettes fait son travail avec zèle et cherche à satisfaire tout le monde.

Je suis chef de service dans une grosse Entreprise. Lorsque un de mes subordonnés est absent et ne peut tenir sa place, je peux, moi, le remplacer. Il devrait en être autant dans un service public.

Tous ces petits faits peuvent discréditer une grande Société comme la S.N.C.F., et pourtant je dois dire que depuis la Libération cette Société a fait des efforts considérables et a été la première en état de marche.

En conséquence, je vous demande s'il ne serait pas bon que les personnes ayant des cartes demi-tarif et qui voyagent toute l'année, aient priorité pendant les vacances.

Je m'excuse de vous importuner.

Je vous prie de croire, Messieurs, à mes meilleurs sentiments.



P. ESPIOUSSAS

CR

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division /1

N° 523.0/24

43023 F

MINUTE

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division

Commerciale de la Région SUD-OUEST*pour telle suite qu'il jugera utile.*

Paris, le

23 AOUT 1952

195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Signé DEGORNET

Lettre du 21.8.52 de M. R. LAFORGUE, 41, avenue
de Lombay, Toulouse

Traitements de juillet non effectués - Carte 1/2 tarif
1 an valable à partir du 26.6.52

MINUTE

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

1765

Transmis à

Monsieur le Chef de la Division

Commerciale de la Région *SUD-EST**pour la suite utile.*

Paris, le

17 OCTO 1952

195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL

Signé *DICORNET*

Lettre du 12/10/52 de M. CONTASSOT
17, rue des Marbriers Le Creusot
Demande remboursement consignation
carte 1/2 tarif

24

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

MINUTE

1954

Transmis à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région

MÉDITERRANÉE

pour la suite utile

Paris, le 1- DECE 1952

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

SIGES DECORNET

Lettre du 22/11/52 de M. Armand SANZ
110, quai des Chartrons Bordeaux
Carte 1/2 tarif, un an, n° 083354 délivrée par
Perpignan le 18/6/52 - 2^e versement non effectué

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

21586F

1171

MINUTI

Transmis à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région

EST

*pour la suite utile*Paris, le 13 JUIN 1953¹⁹⁵

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Signé : ANDRÉ

Lettre du 10/6/53 de M. CAILLAUD Roger
Maire de Montrouil (Seine)

Demande remboursement consignation cartes 1/2 tarif
périmées

M/M
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (28)

RÉGION DE L'EST — EXPLOITATION — DIVISION COMMERCIALE 13, Rue d'Alsace - PARIS-X^e

Tél. : BOT. 48-80

TRU. 45-90

V/réf. :

N/réf. : C9.D1.908.620/54

Objet :

Paris, le

4 JAN 1955

19



Monsieur le Directeur Commercial

2ème Division/1

Votre transmission 523.0/24-2050 du 14.12.1954.

OBJET - Demande de remboursement de la consignation d'une carte d'abonnement formulée par M. ASSELIN, 39, rue Bernard Gante à Villemomble, à laquelle la gare de Paris-Est a opposé un refus.

Je vous informe que le Bureau des Détaxes de Paris-Est fonctionne comme un bureau d'Arrondissement. Par suite, il a opéré conformément à la Consigne qu'il a reçue et nous ne pouvons lui faire d'observations.

Les réclamations semblables ne nous sont transmises que si le réclamat revient sur l'affaire.

P, Le Chef de la Division Commerciale

Ufandy

MINUTE

2^{ème} Division/1

523.0/24 2050

14 décembre 54

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST,

pour la suite utile, en le priant de bien
vouloir rappeler à la gare de Paris-Est que
les demandes de remboursement de consignation
des cartes d'abonnement présentées après le
délai de 8 jours doivent être transmises à
la Division Commerciale (Détaxes).

J
LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
Ingénieur en Chef
Chef de la Division de France Voyageurs

Signé : RETOURNARD

Lettre du 5.12.54 de Mme. G. ASSELIN - 39, rue Bernard-
Gante - Villemomble.

Demande de remboursement consignation carte 1/2 tarif
périmée depuis le 31.10.54 refusée par Paris-Est -
Renseignements le 27.11.54 (note 871/I)

2^{ème} Division/1

décembre 54

523.0/24

TRANSMIS

à Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST,

pour la suite utile, en le priant de bien
vouloir rappeler à la gare de Paris-Est que
les demandes de remboursement de consignation
des cartes d'abonnement présentées après le
délai de 8 jours doivent être transmises à
la Division Commerciale (Détaxes).

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Lettre du 5.12.54 de Mme. G. ASSELIN - 39, rue Bernard-
Gante - Villemomble.

Demande de remboursement consignation carte 1/2 tarif
périmée depuis le 31.10.54 refusée par Paris-Est.
Renseignements le 27.11.54 (note 871/I)

S.N.C.F.

MINUTE

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

1947

TRANSMIS à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de
la Région

OUEST

pour la suite utile.

je n'aurais pas d'objection à
donner satisfaction, à titre exceptionnel.

PARIS, 124 NOVE 1954 195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Lettre du 17.11.54 de M. SZARWARSKI Stanislas
10, rue Pasteur Bois-Colombes (Seine)
Demande remboursement consignation carte périmée
depuis le 18.10.54

Signé : ANDRÉ

25, rue d'Astorg

PARIS 8°

ANJou I5.84

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXX

523 0/24

26

PARIS, le 30 Mars 1954

FLB/CK



S.N.C.F.
Direction Commerciale
54, Bld Haussmann
P A R I S

Monsieur le Directeur,

Concerne Abonnement demi-tarif.-

Depuis plusieurs années, je suis abonné toutes zones, toutes classes, carte demi-tarif (représentant de commerce).

Le 20 Janvier 53, il m'a été délivré la carte demi-tarif N° 9792, ci-jointe qui après prorogation est venue à échéance le 8 Février 1954.

Pour des raisons strictement personnelles et de santé, j'ai suspendu mes voyages pendant quelques semaines et ce n'est qu'aujourd'hui ou j'ai repris possession d'une nouvelle carte demi-tarif, toutes zones, toutes classes, partant du 31 Mars 1954 et portant le N° 332.3II.

Lorsqu'au guichet des abonnements de la Gare St Lazare, j'ai voulu, en retirant ma nouvelle carte, me faire rembourser de la consignation de l'ancienne, il m'a été dit de me reporter au verso de la carte, par voie d'un cachet limitant à 8 jours le délai de remboursement.

J'aurais donc dû me faire rembourser le 18 Février 1954 au plus tard.

En ma qualité de vieil abonné, toutes zones, toutes classes j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir reconsidérer la question et de bien vouloir me faire rembourser de la somme de Fr : 400.- coût de la consignation de mon ancienne carte.

Vous trouverez cette dernière sous ce pli et je vous en remercie à l'avance.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

F.Y. le BIHAN

1
Parasigner par
téléphone et être
par rembourser
sur le chèque
30.4

fait par 2 ins
22/4/54
inf

AJ

(20)

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523 0/24

2065

MINUTE

TRANSMIS à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de
la Région

OUEST

pour la suite utile.

PARIS, le 15 DEC 1954 195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs
Signé : ANDRÉ

Lettre du 11/12/54 de M^{me} LARQUEMIN
5, rue du Bois Osmières (Seine)

Demande remboursement carte AO
Paris - Osmières période depuis le 28 mai 1954

30
S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

1259

MINUTE

Transmis

à Monsieur le Chef

de la Division Commerciale de la
Région **SUD. EST**

pour la suite utile.

..A. P.J.

PARIS, le 22 AOUT 1956

Le Directeur Commercial,

L'ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

yt

Signé : RAMÉ

(Voir au dos)

Lettre du 19.8.56 de M. Lucien
CLAUDON 8, rue de la Viotte,
Besançon (Doubs)

Demande de remboursement de la
consignation d'une carte $\frac{1}{2}$ tarif
"voyageur de commerce" périmée
depuis le 30 juillet 1956.

S.T.

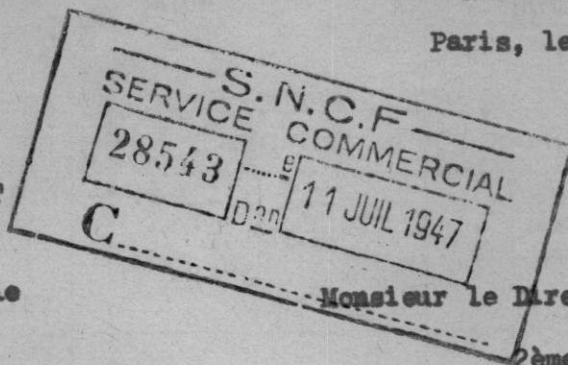
Paris, le

9 JUIL 1947

S.N.C.F.

Région du SUD-EST
EXPLOITATION

Division Commerciale
2ème Section
Voyageurs



Monsieur le Directeur du Service Commercial,

2ème Division - 1ère Section

Dr N° 1.000.045

V.R. N° 523.0/43/4660
17.670 F

- 1 pièce -

Suite à votre note, références en marge, du 7 Mai dernier, relative à une suggestion présentée par M. OUDIN, Président de la Chambre de Commerce de Corbeil (S. & O.) et tendant à une modification du texte qui figure au verso des cartes d'abonnement, au sujet du remboursement de la consignation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à vos instructions, un Agent supérieur de notre Arrondissement - Ex de Paris a effectué une démarche auprès de l'intéressé pour lui faire comprendre que la réalisation de la mesure préconisée ne présenterait pas d'intérêt.

Le compte rendu de cette démarche a fait l'objet d'un rapport dont vous trouverez copie ci-jointe.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale,

L'Inspecteur principal,

Paris, le 25 Juin 1947

S.N.C.F.

Région SUD-EST
EXPLOITATION*Copie*1^{er} Arrondissement
11ème Circ. Trafic
n° Dr. Voyageurs SCMonsieur l'Inspecteur Principal,
Chef du 1^{er} Arrondissement de l'Exploitation

- 4 pièces -

à P A R I S

Sous le n° 115.706 TL/3, vous m'avez demandé d'effectuer une démarche auprès de M. OUDIN, Président de la Chambre de Commerce de Cerbeil au sujet du texte relatif au remboursement de la consignation qui figure sur nos cartes d'abonnement.

J'ai fait le nécessaire dans le sens indiqué et j'ai présenté à M. OUDIN une carte pour lui faire constater que le texte relatif au remboursement ou au report de la consignation occupe, sur une carte mesurant 8 cm sur 12, un emplacement de 7 cm sur 3 cm 5. Le texte est d'ailleurs mis en caractères gras suffisamment apparents pour qu'aucun voyageur ne puisse prétendre ignorer le remboursement auquel il a droit.

M. OUDIN, qui sans doute, n'a pas voulu s'avouer vaincu, m'a dit que notre texte ne serait complet qu'autant qu'il mentionnerait le montant de la consignation. J'estime que cette prétention est excessive, car même si cette mention était portée, elle n'empêcherait pas les voyageurs distraits d'omettre de rendre leur carte dans le délai de 8 jours mentionné sur la carte.

En conséquence, cette affaire me paraît devoir être classée sans suite.

L'Inspecteur Divisionnaire
(Service Commercial)

Signé : BOILLOT

MINUTE

-lp-

2ème Division 1

523.0/43

17670 F

4660

7 Mai

47

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région SUD-EST

Comme suite à votre note 1.000.45 du 4 mars, je vous ai adressé copie de la lettre que nous avons fait parvenir, le 21 mars, au Président de la Chambre de Commerce de Corbeil pour l'informer qu'il n'était pas possible de réserver une suite favorable au voeu exprimé par la Chambre de Commerce le 20 Janvier tendant à modifier le texte relatif au remboursement de la consignation, qui figure sur les cartes d'abonnement.

Je vous adresse, ci-joint, une lettre par laquelle cette Chambre de Commerce insiste à nouveau sur la question. Je vous prie de bien vouloir faire effectuer une démarche auprès du Président de cet organisme pour lui faire comprendre que sa demande ne présente pas d'intérêt.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

Département de Seine-et-Oise

Corbeil, le 25 avril 1947.

CHAMBRE ~~SYNDICALE~~ DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

de CORBEIL

Commune aux Arrondissements
de Corbeil et d'Etampes

+-----

Siège : Corbeil à l'Hôtel de Ville

Téléphone : 406

Cabinet du Président

Monsieur le Directeur Commercial
de la S.N.C.F.

54, Bard Haussmann PARIS

Monsieur le Directeur,

Répondant à votre lettre 52 30 43 - 3177 du 21 mars, la Chambre de Commerce de Corbeil estime que si l'ensemble est très au courant, selon vous, des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation, il n'en résulte pas moins, que des observations qui lui ont été présentées par certains usagers, elle ne peut partager votre manière de voir et notre Compagnie pense, qu'à défaut de l'insertion de textes que vous jugez matériellement impossible, il y a lieu tout au moins d'apposer sur la carte un timbre humide portant l'indication suivante:

MONTANT DE LA CONSIGNATION : Frs X

La Chambre espère que vous voudrez bien tenir compte de sa suggestion et qu'elle ne se trouvera pas dans l'obligation de s'adresser au Ministre pour obtenir que la S.N.C.F. se conforme aux usages imposés au Commerce et à l'Industrie.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Signé: illisible

Département de Seine-et-Oise

CHAMBRE ~~SYNDICALE~~ DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

de CORBEIL
Commune aux Arrondissements
de Corbeil et d'Etampes

+-----
Siège : Corbeil à l'Hôtel de Ville

Téléphone : 406

Cabinet du Président

Corbeil, le 25 avril 1947.

Monsieur le Directeur Commercial
de la S.N.C.F.
54, Bard Haussmann PARIS

Monsieur le Directeur,

Répondant à votre lettre 52 30 43 - 3177 du 21 mars, la Chambre de Commerce de Corbeil estime que si l'ensemble est très au courant, selon vous, des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation, il n'en résulte pas moins, que des observations qui lui ont été présentées par certains usagers, elle ne peut partager votre manière de voir et notre Compagnie pense, qu'à défaut de l'insertion de textes que vous jugez matériellement impossible, il y a lieu tout au moins d'apposer sur la carte un timbre humide portant l'indication suivante:

MONTANT DE LA CONSIGNATION : Frs X

La Chambre espère que vous voudrez bien tenir compte de sa suggestion et qu'elle ne se trouvera pas dans l'obligation de s'adresser au Ministre pour obtenir que la S.N.C.F. se conforme aux usages imposés au Commerce et à l'Industrie.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Signé: illisible

MINUTE

21 Mars

47

2ème

52.30/43

9.875 F.

3177

Monsieur le Président
de la Chambre de Commerce de Corbeil
C O R B E I L
(Seine-&-Oise)

Monsieur le Président,

Comme suite à notre lettre 523.0/43 du 14 Janvier, vous avez bien voulu me communiquer un extrait du Registre des Délibérations de la Chambre de Commerce de Corbeil - Séance du 20 Janvier - demandant à nouveau la modification du texte relatif au remboursement de la consignation qui figure sur les cartes d'abonnement .

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans l'ensemble, notre clientèle est très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation et le nombre de personnes qui restituent leur carte, après le délai prévu, est insignifiant par rapport à l'ensemble des cartes délivrées .

Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une clause secondaire du tarif qu'il ne saurait être question de reproduire sur la carte alors que le format de celle-ci, conforme à la norme prévue pour les cartes d'identité, ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du contrat .

Dans ces conditions, il m'est pas possible de réserver une suite favorable au vœu présenté et je vous en exprime mes très vifs regrets .

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée .

/ Le Directeur
du Service Commercial,

/ L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

*Copies transmises
à 5^e Division (S.C.R.V.)
comme suite à la note
C.R.E.I. du 8 Mars 1947.
72.570
et au Ind. Est comme suite
à la note 1.000.045 du 4 Mars
au C.R.V. le 24 Mars 1947.*

Copie

21 Mars

47

2ème

52.30/43

9.875 F.

3177

Monsieur le Président
de la Chambre de Commerce de Corbeil
C O R B E I L
(Seine-&-Oise)

Monsieur le Président,

Comme suite à notre lettre 523.0/43 du 14 Janvier, vous avez bien voulu me communiquer un extrait du Registre des Délibérations de la Chambre de Commerce de Corbeil - Séance du 20 Janvier - demandant à nouveau la modification du texte relatif au remboursement de la consignation qui figure sur les cartes d'abonnement.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans l'ensemble, notre clientèle est très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation et le nombre de personnes qui restituent leur carte, après le délai prévu, est insignifiant par rapport à l'ensemble des cartes délivrées.

Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une clause secondaire du tarif qu'il ne saurait être question de reproduire sur la carte alors que le format de celle-ci, conforme à la norme prévue pour les cartes d'identité, ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du contrat.

Dans ces conditions, il n'est pas possible de réserver une suite favorable au vœu présenté et je vous en exprime mes très vifs regrets.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

*Copie transmise à
M. le chef de la Division
Commerciale de la Région
Nord-Est.*

*comme suite à la note
1.000.045 du 4 Mars*

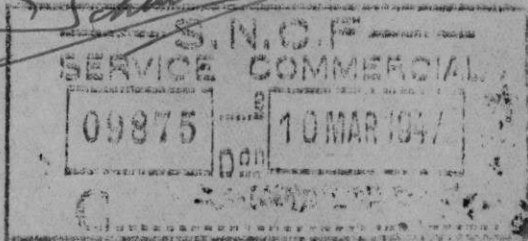
Paris, le 14 Mars 1947.

Le Directeur
du Service Commercial,
Signé: Retournaud.

CREI
n° 570 Transmis à Monsieur le chef de la
2^e Division du Service Commercial comme
suite à sa lettre 2^e D^e 2 523043/1 395
du 14 janvier 47 et en lui demandant de bien
voulir me faire parvenir ^{copie de sa} une réponse à
la Chambre de Commerce de Corbeil.

Paris, le - 8 MARS 1947

1 Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes



AP

PARIS, le

- 4 MAR 1947

S.N.C.F.
REGION du SUD-EST
EXPLOITATION

DIVISION COMMERCIALE

2ème Section

Voyageurs

N° I.000.045

1 pièce

Monsieur le Chef
de la Subdivision de la
Comptabilité des Recettes,
12, Rue de Budapest,
PARIS

Sous le couvert de ma note, même
numéro que la présente, du 11 décembre der-
nier, je vous ai transmis une suggestion
présentée par M. G. OUDIN, Président de la
Chambre de Commerce de Corbeil (S. & O.) et
tendant à une modification de la mention
qui figure au verso des cartes d'abonnement,
au sujet du remboursement de la consignation.

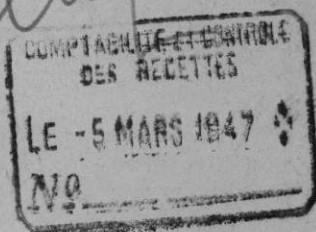
J'ai l'honneur de vous remettre, sous
ce pli et pour la suite que vous jugerez
utile, un extrait du procès-verbal de la
séance tenue le 20 Janvier dernier, par
les membres de l'Organisme précité, pour
examiner, notamment, la réponse faite à la
proposition dont il s'agit.

En ce qui concerne les réclamations
relatives à la non-application d'une réduc-
tion de 5 % sur le prix des billets et à
un incident survenu à la gare de Paris-Lyon,
des précisions ont été fournies à M. OUDIN
par notre Arrondissement-Ex de Paris.

L'inspecteur principal.

S.N.C.F.
COMPTABILITÉ
CONTROLE DES RECETTES

-6 MARS 1947

2^e 312g

Extrait du Registre des Délibérations

Séance du 20 Janvier 19 47

OBJET :

S.N.C.F.
Réclamations.

L'an mil neuf cent quarante-sept
le vingt Janvier

Les Membres de la Chambre de Commerce de Corbeil, dûment
convoqués par leur Président, se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Corbeil, lieu
ordinaire de leurs séances, sous la présidence de M. G. OUDIN

Nombre de Membres
en exercice :

14

Présents : MM. OUDIN, Président, HOURY et HARLÉ,
Vice-Présidents, GOBIN, Trésorier.
MM. DAILLOUX, LEGRAND, OUGIER, RENON, TAVEAU,
Membres titulaires.
MM. BRINON, CANET, CASSÉ, CHABANIER, HAMEL ,
MALTERRE, ROOS, SAGOT, VAISSIER, Membres correspondants

Absents excusés : MM. LAIROSTE, secrétaire, ALGRAIN
BEAUVALLET, BLANCHET, MACHAVOINE, Membres titulaires.
MM. APPAY, DENEUX, DOITTAU, LECESTRE, PETEL,
TESTUT, Membres correspondants.

Absents : MM.

Les Membres présents formant la majorité des Membres en exercice.

S. N. C. F.

RECLAMATIONS

Le Président fait part du regret que lui cause l'absence de M. DULAC, Inspecteur principal, Chef du 1^o arrondissement de l'Exploitation à la S.N.C.F. Il n'a pu répondre à la convocation qui lui avait été adressée pour la séance de ce jour.

Il eût souhaité lui poser quelques questions et notamment lui demander ce que compte lui répondre son Administration au sujet de deux réclamations présentées par ses soins suivant lettre du 4 de ce mois, au sujet : 1^o - du retard apporté à l'application de la réduction de 5 % par la S.N.C.F., alors que dès le 2 Janvier le Métropolitain respectait la décision prise par le Gouvernement; 2^o - et de l'ouverture vraiment irrégulière des guichets d'agents préposés, à Paris (à la gare P.L.M.), à la distribution des billets.

Sans réponse, quant à ces deux réclamations, qu'il ne perd pas de vue, il tiendra ses collègues informés du résultat de sa démarche.

Par ailleurs, il rappelle qu'il avait attiré l'attention de la même Administration sur le libellé des cartes d'abonnement.

Il a reçu à ce sujet la réponse que voici :

Le 14 Janvier 1947

"Monsieur le Président,

"Vous avez bien voulu attirer notre attention au sujet
"du libellé des cartes d'abonnement que vous désireriez plus explicitement en ce qui concerne le remboursement de la consignation.

"A notre grand regret, il n'est pas possible de vous
"donner satisfaction.

"En effet, au cours d'une étude récente en vue d'augmenter les facilités offertes à nos abonnés, en particulier pour les cartes à paiements fractionnés, nous avons été amenés à faire figurer sur les cartes un certain nombre d'indications nouvelles, ce qui nous a imposé la suppression de toutes les mentions qui n'apparaissaient pas comme indispensables, et ce fut le cas pour celle visant la consignation.

"Veuillez agréer, etc...

"Le Directeur du Service Commercial".

Cette réponse ne saurait nous donner satisfaction.

Les détails que légalement les commerçants doivent porter sur leurs factures ne leur "apparaissent peut-être pas indispensables". Il doivent néanmoins, malgré leur opinion per-

sonnelle et unilatérale, se soumettre aux obligations qui leur sont imposées. Si, pour les cartes à paiements fractionnés, la S.N.C.F. pense justifier sa façon de voir, elle ne fournit, pour les cartes à paiement unique, aucun argument en faveur de sa thèse.

Dans ces conditions, la Chambre de Commerce de Corbeil maintient son point de vue et exprime le très ferme désir que sa demande soit reconsidérée.

Pour extrait conforme.

Le Président :



G. OUDIN.

Minute

14 Janvier

47

Monsieur le Président
de la Chambre de Commerce de Corbeil
CORBEIL
(Seine-et-Oise)

2

/2

523043/1

395

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer notre attention au sujet du libellé des cartes d'abonnement que vous désireriez plus explicite en ce qui concerne le remboursement de la consignation.

A notre grand regret, il n'est pas possible de vous donner satisfaction.

En effet, au cours d'une étude récente en vue d'augmenter les facilités offertes à nos abonnés, en particulier, pour les cartes à paiements fractionnés, nous avons été amenés à faire figurer sur les cartes un certain nombre d'indications nouvelles ce qui nous a imposé la suppression de toutes les mentions qui n'apparaissaient pas comme indispensables, et ce fut le cas pour celle visant la consignation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur du Service Commercial,

Signé : MAROIS

Service Commercial
2ème Division

Le 14 Janvier 1947

14 / 1
Copie transmise à Monsieur le Chef de la 5ème Division
comme suite à sa lettre CRELN° 1466.

S.N.C.F.

Paris, le 18 DECE 1946

Service C
Comptabilité et
Contrôle des Recettes

CRE 1 N° 1466

Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division
du Service Commercial

S.N.C.F.	
SERVICE COMMERCIAL	
47051	19 DEC 1946
C	

Objet : Cartes d'abonnement.

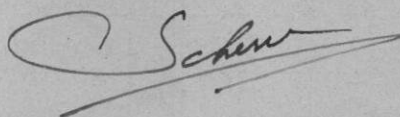
Je vous transmets ci-joint un dossier relatif à une demande de modification du libellé des cartes d'abonnement présentée par la Chambre de Commerce de Corbeil.

Le texte qui figure au verso des nouveaux modèles de cartes d'abonnement a été modifié sur la proposition de votre Service, et ne comporte plus la mention qui prévoyait que le remboursement de la consignment devait être demandé dans les huit jours qui suivent la fin de l'abonnement.

Il semble toutefois que les abonnés sont, dans leur ensemble, au courant des conditions du tarif. Dans ces conditions, si la situation signalée par la Région Sud-Est, au point de vue des demandes de détaxes, est la même sur les autres Régions, ce que pourrait indiquer la S.C.R., je pense que vous n'aurez pas d'objection à faire connaître à la Chambre de Commerce de Corbeil que sa proposition ne peut être retenue.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir une copie de votre réponse.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,



1
2/4 retour att. proposition

AM

Paris, le

11 DEC 1946

S.N.C.F.
Région du Sud-Est
EXPLOITATION
Division Commerciale
2ème Section - Voy.



Monsieur le Chef

N° 1.000.045

de la subdivision de la
Comptabilité des Recettes,

4 pièce jointe.

12, rue de Budapest,
PARIS.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, une suggestion présentée par M. G. OUDIN, Président de la Chambre de Commerce de Corbeil (S. et O.) et tendant à une modification de la mention qui figure au verso des cartes d'abonnement, au sujet du remboursement de la consignation.

Je crois devoir vous laisser le soin d'apprécier la suite qu'il convient de réserver à cette proposition et de répondre directement à l'intéressé, auquel je n'ai pas accusé réception.

Toutefois, des renseignements recueillis auprès de notre 9ème Section (Détares-Voyageurs), il résulte que le nombre de demandes de remboursement présentées après le délai de huit jours suivant l'expiration de la validité, est insignifiant par rapport à celui des cartes délivrées.

Dans ces conditions, il semble que la réalisation de la mesure préconisée ne présenterait qu'un faible intérêt dans la pratique.

Quoi qu'il en soit, je vous serais obligé de bien vouloir me remettre copie de votre réponse à M. OUDIN.

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division Commerciale

L'Ingénieur en Chef

M. L. ...

[Signature]

CORBEIL, LE 25 novembre 1946

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE CORBEIL

COMMUNE AUX ARRONDISSEMENTS
DE CORBEIL & D'ÉTAMPES

Siège : CORBEIL, à l'Hôtel de Ville
TÉLÉPHONE : 406

CABINET DU PRÉSIDENT

Le Président de la Chambre de Commerce
de Corbeil

A Monsieur DULAC
Inspecteur à la S.N.C.F.
Direction du Service Commercial
Gare de Lyon
PARIS
-:-:-:-

Monsieur l'Inspecteur,

Les cartes d'abonnement délivrées par la S.N.C.F. mentionnent un seul prix qui paraît, a priori, être celui de l'abonnement. L'utilisateur reste de ce fait dans l'ignorance que le montant d'une consignation se trouve compris dans la somme indiquée.

Considérant comme sans valeur une carte dont la validité est expirée, il arrive que les titulaires négligent de remettre les cartes arrivées à expiration, cartes dont ils s'estiment à bon droit être les légitimes propriétaires, et perdent ainsi le bénéfice du remboursement d'une somme qu'à leur insu ils ont consignée.

La S.N.C.F. objectera qu'une mention de remboursement figure sur les cartes d'abonnement. C'est exact; mais, de l'avis de la Chambre de Commerce, cette mention est tout à fait insuffisante et ne peut attirer l'attention des intéressés.

Il est désirable que figure sur les dites cartes un texte clair et explicite, texte qui pourrait être libellé comme suit:

" L'abonné, dans le délai de huit jours après
" l'expiration de l'abonnement, est tenu de faire la
" remise à une gare quelconque de la S.N.C.F. de la pré-
" sente carte.
" Passé ce délai, la somme de.....frs, montant
" de la consignation, restera acquise à la S.N.C.F."

....

La Chambre pense que sa suggestion sera prise
en considération

Et, dans cette attente, je vous prie de croire,
Monsieur l'Inspecteur, à l'assurance de ma considération
très distinguée.

Le Président,



G. OUDIN.

0J
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Le

Janvier

19 47

SERVICE COMMERCIAL

54, Boulevard Haussmann

PARIS - IX*

Tél. : TRinité 76.00

R. C. Seine 276.448 B

2 • DIVISION /2

Réf. : 523043/1

Monsieur le Président
de la Chambre de Commerce de Corbeil
CORBEIL

(Seine-et-Oise)

R
10-1
jt
Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer notre attention au sujet du libellé des cartes d'abonnement que vous désireriez plus explicite en ce qui concerne le remboursement de la consignation.

A notre grand regret, il n'est pas possible de vous donner satisfaction.

En effet, au cours de l'étude récente d'un nouveau modèle de carte, en examinant l'opportunité de maintenir, de compléter, ou de supprimer les textes figurant au verso, nous avons été amené à faire disparaître toute mention ayant trait à la consignation, l'expérience nous ayant prouvé que le nombre de voyageurs omettant de se faire rembourser étant infime.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

En effet, au cours d'une étude récente en vue d'améliorer les facilités offertes à nos abonnés, en particulier pour les cartes d'abonnement facturées, nous avons été amenés à faire disparaître sur la carte un certain nombre d'indications nouvelles qui nous a imposé la suppression de toute la mention qui n'apparaissant pas sur des formules, ^{annexes} ~~annexes~~ a été ^{et} ~~annexes~~ les pour aller voir la consignation.

MENUTE

CG

2ème division/1
523.0/24 /8059
33.916 F

22 août 47

Monsieur J. LELLI

14 bis Avenue de Balzac

VILLE D'AVRAY (S. et O.)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 12 août et de vous faire connaître que notre réponse du 16 juillet n'implique pas que nous ayons considéré vos arguments comme dénués de valeur. Dans nos décisions nous devons, en effet, tenir compte de considérations qui ne sont pas forcément conformes à l'intérêt particulier de chaque usager et, de ce fait, il ne nous est pas toujours possible d'adopter les suggestions qui nous parviennent de divers côtés.

Nos efforts tendent toujours à donner satisfaction dans la plus large mesure possible aux desiderata exprimés par notre clientèle mais ce désir est limité par la nécessité dans laquelle nous sommes de trouver des solutions pratiques et d'application facile qui, en même temps, nous garantissent au mieux contre les abus et les tentatives de fraudes, malheureusement fréquents.

Nous n'avons pas manqué de noter vos suggestions pour nous en inspirer le cas échéant, si les circonstances devenaient favorables, et c'est toujours avec la plus grande attention que nous examinerons celles que vous pourriez éventuellement nous adresser dans l'avenir.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RAME

PARIS le 12 Août 1947

Monsieur J. LELLI
14 Bis Avenue de Balzac
VILLE D'AVRAY (Seine-et-Oise)

S.N.C.F.	
SERVICE COMMERCIAL	
33916	14 AOÛT 1947
C.	

2^e ème division 523024
27722 F - 6871

S . N . C . F .

54 Boulevard Hausmann

PARIS (8)

Monsieur l'Ingénieur, Chef de Service
Division Voyageurs.

Monsieur,

Rentrant de voyage, je trouve votre honorée
du 16 juillet qui me donne la justification des frais que
j'ai eu à déboursier pour la perte de la carte d'abonnement,
ce dont je vous remercie,

Mais il me semble que la S.N. C.F.
se devrait de modifier ces formalités dans le sens de ma lettre
du 2 juin, la réclamation des usagers étant pris en considération
et soumis à un arbitrage composé de voyageurs et représentants
des services intéressés, car si à toute réclamation la S.N.C.F.
répond "réglements en vigueur", c'est bien un privilège sans
appel et non une marche vers un ~~métro~~ ; et quand avec des
grands slogans on vous répète, "Tout pour l'usager" Tout pour le
confort public" on s'aperçoit vite que se sont des panneaux
réclames, mais qu'en fait l'isolé n'a qu'à payer.

Espérons qu'un jour prochain la S.N.C.F. mettra
au point un conseil de voyageurs pour le plus grand bien de ceux-ci

Revenez, Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Mes Respectueuses Salutations.

[Signature]

MINUTE

Copie transmise
à M. le Chef de la Division
Commerciale de la Région (Bautin)
à titre de renseignements
de la part de M. Rame.
Paris, le 15 juillet 1947.

-yb-

2ème Division/2 523.0/24
27.722 F

6871

3
16 juillet 47

Monsieur J. LELLI

14bis Avenue de Balzac

VILLE d'AVRAY (S. et O.)

(x) sur: suite à la note
4.662. EXOC 2 du 16 juillet

Monsieur,

Par lettre du 2 juin, vous avez bien voulu nous faire connaître que vous trouviez excessifs le délai de 10 jours prévu pour la délivrance d'un duplicata de carte d'abonnement perdue ou volée ainsi que le versement d'une nouvelle consignation de 100 francs et vous demandez que soit examinée la possibilité :

- de réduire à 4 jours le délai de 10 jours prévu pour la délivrance d'un duplicata
- de supprimer le versement d'une nouvelle consignation,
- d'autoriser l'intéressé à circuler librement pendant la période où il est privé de sa carte.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le délai prévu par le tarif pour la délivrance d'un duplicata de carte d'abonnement perdue ou volée a été fixé à 10 jours pour permettre au chemin de fer d'effectuer des recherches et de mettre opposition à l'utilisation de la carte. Ce délai de 10 jours est indispensable pour assurer l'efficacité de la mesure.

Pendant cette période, le chemin de fer est exposé à des pertes de recettes, car la carte est souvent utilisée par une autre personne, dès lors, il est normal que l'abonné paie le prix des voyages qu'il effectue sans carte.

Quant à la nouvelle consignation elle sert de rémunération au chemin de fer pour la fourniture d'une 2ème carte et les frais de recherches et de constitution du dossier.

.....

Copie à
M. Rame
et M. Rame

Il n'est donc pas possible et je vous en exprime
tous mes regrets de réserver une suite favorable à votre
demande.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma
considération distinguée.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trapp-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

VJ. SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'OUEST — EXPLOITATION — 13, Rue d'Amsterdam - PARIS (8°)
Division Commerciale - 1re Subdivision - Trafic
2me Section - Voyageurs - Dr 662

V/réf. :

V/lettre du :

N/réf. n° EX.O.C2

Objet

Paris, le

4 JUIL 1947 194

Monsieur le Directeur
du Service Commercial
2me Division
54, Boulevard Haussmann, PARIS

Je vous transmets une lettre par laquelle M. LELLI, 14bis Avenue de Balzac, à Ville-d'Avray, nous fait connaître qu'il désirerait voir apporter quelques modifications dans la délivrance des duplicata de cartes d'abonnement.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me fournir les éléments nécessaires pour me permettre de répondre à l'intéressé.

- 1 pièce -

L'Ingénieur Principal :

Dany



PARIS le 2 Juin 1947

Monsieur J. LELLI
14 Bis Avenue de Balzac
VILLE D'AVRAY (Seine-et-Oise)

S . N . C . F .

Région de l'Ouest Exploitation
Division Commerciale- Détaxes

13 Rue d'Amsterdam - PARIS

DÉTAXES VOYAGEURS

N° 500518 F11

A COLLER SUR
VOTRE RÉPONSE

En fait l'usager
Monsieur l'Inspecteur Principal,

J'ai bien reçu votre réponse à ma demande du 5 courant, et ne doute pas qu'en me faisant verser 100 frs pour duplicata de carte et payer mes voyages pendant ce laps de temps de 10 jours, vos services se sont conformés aux règlements en vigueur.

Mais je trouve qu'en faisant cela, la S.N.C.F. applique des règlements rigides qu'elle devrait d'humaniser dans un sens plus large et ne pas pénaliser aussi lourdement un usager.

Pourquoi ces 10 jours, alors qu'une demande de carte est établie en 4 jours. - Pourquoi ce 2^{ème} versement de Frs. 100+-, alors que mettant opposition sur cette carte perdue, l'Administration est sûre de ne pas rembourser 2 fois, la personne l'ayant trouvée ne pouvant justifier son identité.

pour 48 heures
Pourquoi ne pas établir duplicata, car enfin en réglant l'abonnement la S.N.C.F. s'est engagé en échange à me transporter pendant la durée de mon abonnement.

A/
Comme dans toutes les Administrations, il doit y avoir une boîte à suggestions pour amélioration. - Les règlements ne sont pas immuables, dans le temps, l'Usager doit pouvoir faire appel, La S.N.C.F. est faite pour les voyageurs. - Il doit y avoir une liaison, un bureau d'Etudes, où certains faits ou idées peuvent être discutés et les réclamations entendues, Règlements reconsidérés à l'époque où nous sommes. - Réformes de structures, Nationalisation, l'Usager n'est pas que le payant, il doit pouvoir faire entendre sa voix.

Je vous prie donc, Monsieur l'Inspecteur Principal, de prendre ma réclamation en considération.

Demandant 1° - suppression en cas de perte ou vol de carte d'une deuxième consignation de 100 Frs.

2° - Que la période de 10 jours soit écourtée et le duplicata délivré sous 4 jours.

3° - Que pendant ces 4 jours un permis de circuler soit délivré à l'usager à sa déclaration de perte de carte.

Veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur, l'assurance de ma considération distinguée.

J. Lelli

MINUTE

ls.

2ème division
523.0/43

947 e

19 octobre 48

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de la
Région SUD-OUEST

103-01-71
Votre note du 14 octobre concernant votre proposition tendant à porter sur les nouvelles cartes d'abonnement la mention que le remboursement du montant de la consignation est à demander dans le délai de huit jours qui suit l'expiration de la validité de la carte.

Dans l'ensemble, notre clientèle est très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation, et le nombre de personnes qui restituent leur carte, après le délai prévu est insignifiant par rapport à l'ensemble des cartes délivrées.

Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une clause secondaire du tarif qu'il ne saurait être question de reproduire sur la carte alors que le format de celle-ci, conforme à la norme prévue pour les cartes d'identité, ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du contrat.

Par ailleurs, les imprimés mod. 238 CRV qui sont adressés aux abonnés au moment de l'échéance des paiements et qui sont actuellement en cours de réimpression, stipulent qu'un retard de 8 jours entraînerait la résiliation de la carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F.

Dans ces conditions, il ne paraît pas opportun de modifier la texture des cartes actuelles des Titres I et III du tarif spécial des abonnements.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

8/14/8.10

Région Sud-Ouest
EXPLOITATION
Division Commerciale
2ème Section
V. 103.01.71

Paris, le 14 OCT. 1948

1
3
Monsieur le Directeur
du Service Commercial
54, Boulevard Haussmann

Une abonnée qui était titulaire d'une carte d'abonnement valable d'Ablon à Paris-Orsay et dont la validité est arrivée à expiration le 28 juin 1948, nous a adressé une réclamation parce que la gare d'Ablon a refusé de lui rembourser la consignation de cette carte en raison de ce que le délai de huit jours prévu pour la restitution des cartes était dépassé.

La réclamante déclare qu'elle ignorait totalement cette clause et fait remarquer que celle-ci ne figure pas sur la carte.

Contrairement à ce qui existait sur les cartes ancien modèle, aucune mention relative au délai de remboursement de la consignation ne figure en effet sur les cartes du modèle mis en vigueur en mars 1947.

Il me paraît difficile dans ces conditions de maintenir le refus opposé par la gare d'Ablon et nous faisons le nécessaire pour le remboursement de la consignation à l'intéressée.

207
Afin d'éviter le renouvellement d'incidents de cette nature, je serais d'avis qu'à l'occasion d'un prochain tirage des cartes, il soit mentionné sur ces cartes que le remboursement de la consignation doit être demandé

...

dans le délai maximum de huit jours prévu
par le tarif.

LE CHEF DE LA DIVISION COMMERCIALE,

Clahur



EXPLOITATIONDivision Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquise à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

EXPLOITATION
Division Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquise à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

30/6 17004 1/14 0001

EXPLOITATION
Division Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquies à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

EXPLOITATION
Division Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquise à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

EXPLOITATION
Division Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquise à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

EXPLOITATION
Division Commerciale

AVIS DE SERVICE EX.O. 105 N° 1
Affaires Commerciales-Voyageurs

REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION DES
CARTES D'ABONNEMENT.

La consignation qui n'est pas réclamée dans un délai de huit jours compté à partir de la date d'expiration de la validité de la carte, est en principe acquise à la S.N.C.F. (1)

Actuellement, lorsque l'application de cette règle donne lieu à réclamation ou contestation la gare transmet la demande à la Division Commerciale (9ème section).

A partir du 1er juillet 1942 les gares saisiront en pareil cas leur Arrondissement (Section commerciale) qui aura qualité pour trancher.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale
COTTINET

(1) Tarif spécial des abonnements-Conditions communes d'application aux titres I-II-III-IV-et V- article 5.

4 AVR 1949 49

2814

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de la
Région OUEST

Votre note du 29 mars concernant votre proposition tendant à porter sur les nouvelles cartes d'abonnement la mention que le remboursement du montant de la consignation est à demander dans le délai de huit jours qui suit l'expiration de la validité de la carte.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma note du 13 septembre, dans l'ensemble, notre clientèle est très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation.

Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une clause secondaire du tarif qu'il ne saurait être question de reproduire sur la carte alors que le format de celle-ci, conforme à la norme prévue pour les cartes d'identité, ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du contrat.

Par ailleurs, les imprimés mod. 238 CRV, qui sont adressés aux abonnés au moment de l'échéance des paiements, stipulent qu'un retard de 8 jours entraînerait la résiliation de la carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F.

Dans ces conditions, j'estime que la modification demandée de la texture des cartes actuelles des Titres I et III ne serait à envisager que si le nombre de cartes restituées après le délai de 8 jours, était important eu égard au nombre total des cartes, ce qui ne semble pas être le cas.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

OL

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'OUEST - EXPLOITATION

13, rue d'Amsterdam - PARIS (8ème)

- Division Commerciale -

- 1ère Subdivision-Trafic - 2ème Section-Voyageurs -

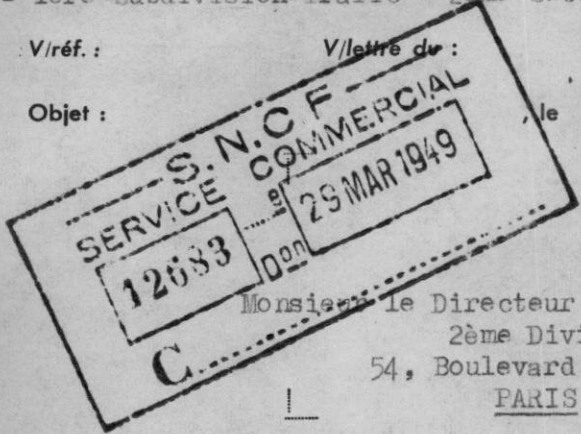
Viréf. :

V/lettre de :

N/réf.N° EX.O.C.2

Objet :

le 29 MARS 1949



Monsieur le Directeur du Service Commercial
2ème Division
54, Boulevard Haussmann
PARIS

Sur les cartes d'abonnement du modèle actuel, aucun texte ne stipule que le remboursement de la consignation de la carte peut être demandé dans n'importe quelle gare S.N.C.F., dans les huit jours qui suivent la fin de l'abonnement.

1
La suppression de ce texte, qui figurait sur les anciennes cartes, provoque de nombreuses réclamations de la part d'abonnés qui ne se présentent pas dans les délais pour obtenir le remboursement de leur consignation.

A notre avis, nous estimons que, pour éviter toute discussion avec la clientèle, il serait intéressant de rétablir cette clause au verso des cartes d'abonnement.

L'Ingénieur Principal :

*pour avis
a/s D*

8178

13 Sept.

48

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de la
Région OUEST

Votre note du 6 août concernant votre proposition tendant à porter sur les nouvelles cartes d'abonnement la mention que le remboursement du montant de la consignation est à demander dans le délai de huit jours qui suit l'expiration de la validité de la carte.

Dans l'ensemble, notre clientèle est très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation, et le nombre de personnes qui restituent leur carte, après le délai prévu, est insignifiant par rapport à l'ensemble des cartes délivrées.

Il ne s'agit d'ailleurs là que d'une clause secondaire du tarif qu'il ne saurait être question de reproduire sur la carte alors que le format de celle-ci, conforme à la norme prévue pour les cartes d'identité, ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du contrat.

Par ailleurs, les imprimés mod. 238 CRV. qui sont adressés aux abonnés au moment de l'échéance des paiements, et qui sont actuellement en cours de réimpression, stipulent "qu'un retard de 8 jours entraînerait la résiliation de votre carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F."

Dans ces conditions, nous ne voyons pas l'opportunité de modifier la texture des cartes actuelles des Titres I et III du tarif spécial des abonnements.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

J

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'OUEST — EXPLOITATION — 13, Rue d'Amsterdam - PARIS (8^e)

Division Commerciale-Comptabilité des Gares

Bureau des Etudes

V/réf.: COMPTABILITE ET CONTRÔLE
DES RECETTES V/lettre du :

N/réf.: Dr. N° X 201

Objet:

LE - 9 AOUT 1948

Paris, le - 6 AOUT 1948 1948

N°

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,
12 bis, Rue de Budapest, PARIS

Objet : Modification à apporter à la contexture
des nouvelles cartes d'abonnement (Titre I et Titre
III).

La contexture des nouvelles cartes d'abonnement
(Titre I et Titre III du Tarif) présente une lacune
fâcheuse.

Il n'est plus, en effet, indiqué sur ces cartes
que le remboursement du montant de la consignation
est à demander dans les huit jours qui suivent la
fin de l'abonnement.

De ce fait, beaucoup d'abonnés perdent de vue
cette clause, certains pensent qu'elle a été suppri-
mée. Dans tous les cas, cette omission nous prive
du meilleur argument qui pouvait être invoqué pour
repousser les demandes de remboursement tardives et
les agents en contact avec le public enregistrent des
protestations de celui-ci.

En conséquence, je vous serais obligé de bien
vouloir examiner la possibilité de faire figurer sur
les nouvelles cartes, la mention déjà prévue, à ce
sujet, sur les anciennes.

COMPTABILITE

CONTRÔLE

L'Inspecteur principal adjt

- 9 AOUT 1948

22 1 4749



GARE DE

Le

M

Je me permets de vous rappeler que la validité de votre carte d'abonnement n° est subordonnée au versement de la somme de que vous deviez effectuer au plus tard le en retirant le coupon correspondant à ce versement.

Un retard de 8 jours entraînerait la résiliation d'office de votre carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F.

C'est pourquoi je crois devoir vous recommander de passer à la gare dès que vous le pourrez (Bureau ouvert de h à h et de h à h) pour prendre possession du coupon qui vous manque.

Veuillez agréer, M
l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Chef de gare,



GARE DE

Le

M

Je me permets de vous rappeler que la validité de votre carte d'abonnement n° est subordonnée au versement de la somme de que vous deviez effectuer au plus tard le en retirant le coupon correspondant à ce versement.

Un retard de 8 jours entraînerait la résiliation d'office de votre carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F.

C'est pourquoi je crois devoir vous recommander de passer à la gare dès que vous le pourrez (Bureau ouvert de h à h et de h à h) pour prendre possession du coupon qui vous manque.

Veuillez agréer, M
l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Chef de gare,



Le

GARE DE

M

Je me permets de vous rappeler que la validité de votre carte d'abonnement n° est subordonnée au versement de la somme de que vous deviez effectuer au plus tard le en retirant le coupon correspondant à ce versement.

Un retard de 8 jours entraînerait la résiliation d'office de votre carte, sans remboursement et avec perte de la consignation au profit de la S.N.C.F.

C'est pourquoi je crois devoir vous recommander de passer à la gare dès que vous le pourrez (Bureau ouvert de h à h et de h à h) pour prendre possession du coupon qui vous manque.

Veuillez agréer, M
l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Chef de gare,

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS TITRE III

CATÉGORIE

Bureau
de confection

CARTE VALABLE MOIS

A PARTIR DU

payable à

en versements

JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
JUILLET	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.

Carte restituée le

à la gare de

Signature :

NOTA: Cette carte n'est pas valable sur les services routiers

Les fichets de paiement peuvent être retirés dans
n'importe quelle gare de la S.N.C.F.

1290 H. P. et Cie 80 W 34034. CC 155 C

S.N.C.F.

N°

25357

CARTE DONNANT DROIT A LA DÉLIVRANCE DE BILLETS A

DEMI-TARIF

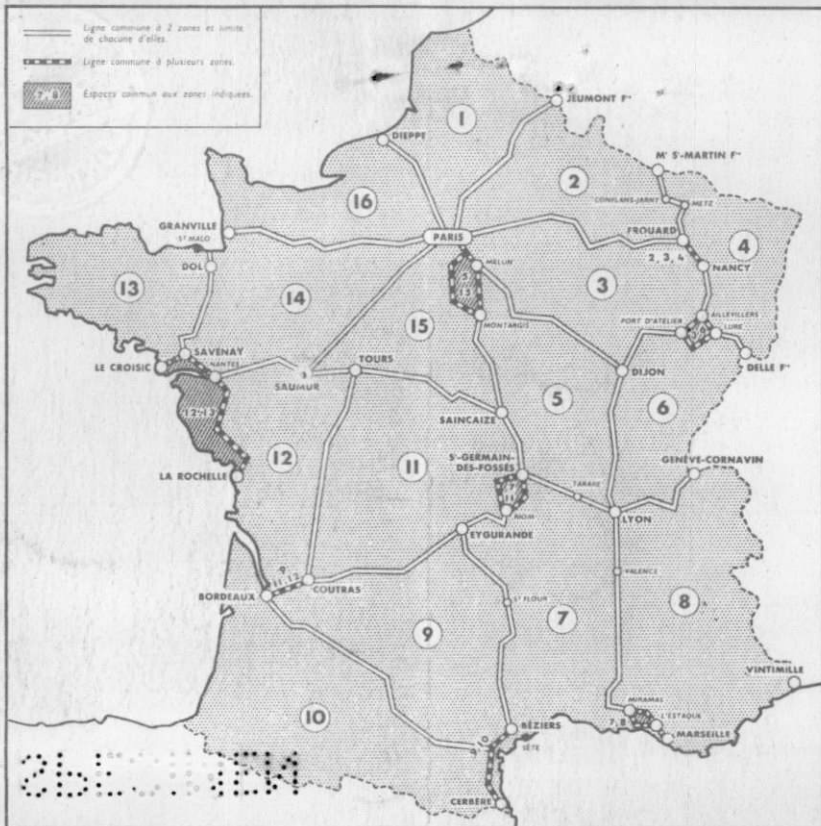
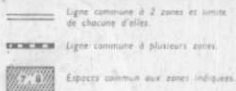
EN 3° CL.

FICHET DE PAIEMENT

M.

Signature :

PHOTOGRAPHIE



5230-24

7

Rétablissement sur les cartes
d'abonnement (Lettres I et III) de
la mention relative au remboursement
de la contiguation

NOTICE EXPLICATIVE

Jointe à la proposition de la S.N.C.F.
tendant au rajustement des suppléments W.L.
applicables aux grandes distances

(Chapitre II du Titre I du tarif des Dispositions Diverses)

Les suppléments prévus actuellement pour l'occupation d'une place de wagon-lit représentent, aux courtes et moyennes distances, une proportion équivalente à environ 78% du prix des billets de chemin de fer. Cette proportion diminue sensiblement à mesure que la distance kilométrique augmente pour n'être que de 58% dans la relation Paris-Menton par exemple.

En vue d'établir une meilleure relativité entre

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIVISION COMMERCIALE - EXPLOITATION - RÉGION DU NORD - 18, RUE DE DUNKERQUE - PARIS-X^e

Tél. : TRUdaine 99-40 à 43

P. C. Seine 276.448 B

Inter 33

Télégr. : NAFERNORD

V/réf. :

Objet :

N/réf. : **EX.N.c.t.2**
95/805I

Paris, le

19

14 MAI 1949

Monsieur le Directeur
du Service Commercial,

Certaines gares de notre Région et, notamment, la gare de Paris-Nord se trouvent souvent en discussion avec des abonnés qui présentent leurs cartes en vue du remboursement du montant de la consi-
gnation après le délai de 8 jours qui suit la date d'expiration du contrat prévu par le tarif.

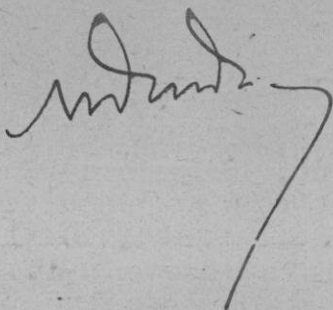
Les intéressés font valoir qu'aucune mention concernant ce délai ne figure plus sur les cartes d'abonnement du modèle actuel et qu'ils pensaient, par suite, que cette clause tarifaire avait disparu.

En vue d'éviter ces discussions parfois très vives, je vous serais obligé de vouloir bien examiner s'il ne serait pas possible de rétablir, à l'occasion d'une prochaine réimpression des divers modèles de cartes d'abonnement, la mention qui y figurait anciennement concernant

.....

le délai de 8 jours imparti par le
tarif pour le remboursement du
montant de la consignation.

Pr. le Chef du Service de l'Exploitat.
Le Chef de la Division Commerciale,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Indre', followed by a long, sweeping horizontal line that extends to the right.

b)- Cas douteux -

Région SUD-OUEST - La Sous-Commission est d'avis de donner suite à une proposition présentée par la Région Sud-Ouest:

DESPREZ - gare d'Hendaye - 146.720 francs - difficultés rencontrées pour obtenir les régularisations de licences d'exportation - application, à titre exceptionnel, du tiers du taux prévu à l'article 88 des C.G.A.T.M.

Par contre, la Sous-Commission estime qu'elle n'est pas qualifiée pour décider des dégrèvements à accorder dans les cas suivants pour lesquels la Région Sud-Ouest ne fait valoir que les relations commerciales, l'importance du trafic assuré ou la qualité des réclamants :

- Etablissements JOLIET et CHAUSSON - La Guerche-sur-L'Aubois - 1.199.210 francs. La Région Sud-Ouest propose un dégrèvement de 50 %.

- Grands Moulins de Paris - Paris-Tolbiac - 105.099 francs - La Région Sud-Ouest propose un dégrèvement de 50 %.

- Etablissement LATILHE et C^{ie} - Bordeaux-St-Jean - 7.533 francs. La Région Sud-Ouest propose un dégrèvement de 70 % en raison de la qualité du Directeur général de ces établissements.

2°)- Questions en dehors de l'Ordre du Jour

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

MEMENTO DE LA PRECEDENTE REUNION -

Le Mémento est approuvé.

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

Dr 88-47-SCR.- REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION AFFERENTE AUX CARTES
177 a 1 D'ABONNEMENT -

La Région Ouest signale des difficultés provenant de ce que les nouvelles cartes d'abonnement ne mentionnent plus le délai de remboursement de la consignation.

La Sous-Commission estime qu'il y aurait intérêt à faire figurer à nouveau cette mention sur les cartes pour éviter toute discussion avec les abonnés.

Prochaine Réunion : le mardi 17 mai 1949, à 14^h30.

S.N.C.F.

Sous-Commission
des
Réclamations
de la C.C.T.

N° 238

(105 em.) Monsieur Rami

Pour la question 2° (D.O.J)

REUNION DU 3 MAI 1949

NOTES de SEANCE

=====

1°)- Questions à l'Ordre du jour

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

I.- Dr 179-47-SCR.- TARIF 104 - WAGONS DE PARTICULIERS - TAXATION DES PARCOURS A VIDE ET CALCUL DES INDEMNITES POUR PRIVATION DE JOUISSANCE DES WAGONS AVARIES - DIFFICULTES RENCONTREES PAR LE B.L.I.D. -

(lettre CRC 7 n° 2719 du 30-4-49 de la Comptabilité des Recettes).

M. BERNON, de la Comptabilité des Recettes, signale les difficultés que rencontre le B.L.I.D. pour taxer les parcours à vide des wagons de particuliers avariés et pour calculer les indemnités pour privation de jouissance dues aux propriétaires.

Ces difficultés viennent surtout de ce que les ateliers de réparations n'appliquent pas les prescriptions qui ont été élaborées en accord avec le Service Central du Matériel.

Une Commission, composée de M. BERNON, d'un représentant du Service Commercial et du Secrétaire, convoquera un représentant du Service du Matériel pour lui indiquer les malfaçons relevées et l'inviter à prendre des mesures pour y mettre fin.

S.C.R. - n° 238 - 3-5-49

II.- Dr 35-49-SCR.- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS FORMULEE PAR L'EXPEDITEUR AU SUJET DES FRAIS DE STATIONNEMENT PERCUS DU DESTINATAIRE -

(lettre C/8-171 a 2-104-9 de la Région Méditerranée).

La Région Méditerranée demande si les gares peuvent déférer aux demandes des expéditeurs qui désirent connaître le montant des frais de stationnement payés par le destinataire.

Le Représentant du Service du Contentieux estime que les gares peuvent fournir ce renseignement. Le destinataire ne pourrait, à son avis, prétendre que le Chemin de fer lui a causé un préjudice en renseignant ainsi l'expéditeur.

./....

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

III.- Dr 184-45-SCR.- FICHES-RESERVES - MODIFICATIONS A APPORTER -

174 e 2

(lettre Dr 491 RS^t du 15-4-49 de la Région Ouest)

Le Service du Contentieux a fait remarquer que l'apposition du timbre à date et la signature de l'agent des litiges au bas du recto de la fiche, en dessous de l'emplacement réservé au destinataire pour prendre les réserves, équivalaient à une acceptation tacite de ces réserves.

La Région Ouest demande en conséquence s'il ne serait pas opportun de modifier la texture de la fiche-réserve R 1202.

Le Président fait remarquer que les constatations de l'agent reconnaisseur portées au verso de la fiche, sont susceptibles d'être dangereuses si la fiche doit être produite devant un tribunal.

Dans ces conditions, la S.C.R. charge une Commission, composée de représentants du Service du Contentieux, du Service Commercial, de la Région Ouest et du Secrétaire, de revoir la texture de la fiche-réserve.

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

IV.- Dr 31-49-SCR.- PROJET D'ACCORD AVEC LA SOCIETE DES NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE POUR LES MANQUANTS DE JOURNAUX ET PUBLICATIONS -

175 a 1

(lettre R.P. 12 A 01 du 2-4-49 de la Région Sud-Ouest)

La Région Sud-Ouest propose de conclure un accord avec la Société des Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne pour faciliter le règlement des litiges pour manquants de journaux et publications.

Les conditions de remise au transport et de livraison, très particulières, de la presse ne permettent pas d'effectuer des reconnaissances sérieuses tant au départ qu'à l'arrivée.

La Région Sud-Ouest propose de répartir les responsabilités forfaitairement en prenant pour base le montant des indemnités payées au cours d'une année par rapport au montant des recettes encaissées.

Le rapport entre ces deux chiffres est de 0,94 % pour l'année 1948 et de 1,25 % pour le dernier semestre compte tenu de la réduction provisoire de 50 % des barèmes appliqués depuis le 18 juin 1948.

./...

La Région Sud-Ouest propose de rembourser 0,75 % du montant des frais de transport aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne pour tenir compte des manquants. Les Nouvelles Messageries ont accepté ce pourcentage.

Cette formule, appliquée pendant l'année 1948, aurait permis une économie de l'ordre de 700.000 francs.

A défaut d'autres bases possibles d'accord, la Sous-Commission est d'avis d'adopter le système proposé par la Région Sud-Ouest.

Cependant il y a lieu de se réserver la possibilité de revoir le taux fixé à l'accord au cas où l'exécution du service s'améliorerait et où les manquants deviendraient moins nombreux.

Les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne ayant accepté de communiquer à la S.N.C.F. les documents comptables permettant de suivre l'importance des manquants, la Région Sud-Ouest garante de l'accord pourra vérifier chaque année si le taux prévu est toujours justifié.

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

V.- Dr 42-48-SCR.- UTILISATION DU FEUILLARD BORDE POUR LE CERCLAGE DES

174 a 1

COILS -

(tr. 504 . 10 du 1-4-49 du Service Commercial)

48-13 COO

(Suite au Mémento n° 215 du 20-4-48)

Le Service Central du Mouvement, en signalant au Service Commercial le feuillement bordé fabriqué par la Maison REBICHON, lui demande d'entreprendre une campagne pour recommander l'emploi de feuillards non coupants.

Le Service Commercial fera procéder à des essais de résistance à la rupture du feuillement Rebichon et il rendra compte de ces essais à la Sous-Commission.

S.C.R. n° 238 - 3-5-49

VI.- Dr 3-49-SCR.- DEGREVEMENTS CONSENTIS SUR LES DROITS DE STATIONNEMENT

177 a 2

a)- Dégrevements consentis -

Région NORD - 14 (arrivages massifs : 7, grève : 2, coupur de courant : 3, avaries au matériel de déchargement : 2).

./...

Jb.

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

Monsieur RAME,

Les nouveaux modèles de cartes d'abonnement ont été établis au début de 1947 en accord avec les 5ème et 6ème Divisions.

Les textes tarifaires (ou recommandations) inscrits sur ces cartes ont été réduits au minimum afin de permettre une meilleure présentation.

L'inscription du délai de remboursement de la consignation nous avait été demandée par la Chambre de Commerce de Corbeil et nous avons exprimé des regrets en faisant valoir que le format des cartes ne permet pas d'y inscrire les clauses essentielles du tarif et à plus forte raison des dispositions d'importance secondaire telles que celle relative au délai de remboursement de la consignation.

La question avait été posée également en octobre 1948 par le Sud-Ouest et plus récemment par l'Ouest à qui nous avons indiqué que la modification de la texture des cartes ne serait à envisager que si le nombre de cartes restituées après le délai de 8 jours était important eu égard au nombre total des cartes.

Plutôt que de poursuivre l'étude de cette question dans le sens proposé, l'Ouest a préféré reprendre cette dernière, par la bande, en saisissant la S.C.R.

Le moyen pratique de réaliser la mesure sans bouleverser les modèles actuels des cartes serait :

- soit d'ajouter au nota la mention "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité";

.../...

*La C.C.T. de moment
est approuvée sans qu'on
fasse de carte -
attention - ne nous en
à la 1^{re} occasion
1-6-49*

*Mardi posé
également
la question*

*pas d'objection -
à la fin de l'occasion
prochain voyage
20-5-*

- soit de compléter, comme ci-dessous, en petits caractères, la rubrique relative au remboursement de la consignation :

"Carte restituée le { au plus tard 8 jours
après l'expiration de
la validité.

Si la 5ème Division estimait cette modification possible, le nécessaire pourrait être fait à l'occasion d'un prochain tirage.

RD

19

92

a

Paris, le 15 JUIN 1949

CRE 10 n° 1516
Dr 151Monsieur le Chef de la 6ème Division
(Publicité)
du Service CommercialObjet : Modifications à apporter à la contexture des cartes du
Tarif Spécial des abonnements, titres I et III.

Comme suite à la lettre 5230/24-5200 du 9 juin, dont ci-joint copie, de la 2ème Division, je vous serais obligé de faire ajouter la mention : "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité" sur les clichés ci-après :

N° 1008, verso des cartes CC 151 A, B, C <i>(parcours)</i>	Titre I du tarif.
- 1009, recto des cartes CC 152 A, B, C <i>(zones)</i>	
N° 1015, verso des cartes CC 154 A, B, C <i>(parcours)</i>	Titre III du tarif
- 1016, recto des cartes CC 155 A, B, C <i>(zones)</i>	
CC 155bis, A, B, C <i>(surcote Vc)</i>	

Ci-joint, les 4 clichés dont il s'agit. *oui*Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Signé: SCHERER

COPIE TRANSMISE à M. le Chef de la 2ème Division du Service Commercial,
comme suite à sa lettre du 9 juin 1949, Dr 523.0.24/5200

Dr 5

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

*Y a-t-il tous les
modules sur
cartes
I et III*

2ème Division

9 Juin 1949

D^R 523.0/24

5200

Monsieur le Chef de la
5ème Division

7

Comme suite à votre note CRE n° 1241 du 13 Mai relative à l'indication du délai de remboursement de la consignation sur les cartes d'abonnement (Titres I et III du Tarif Spécial des Abonnements) et à l'avis de la S.C.R. du 3/5/49 approuvé par la C.C.T. du 25 Mai, je vous indique sur le specimen ci-joint le texte qui pourrait être utilisé pour la réalisation de la mesure.

Bien entendu, le nécessaire ne devra être fait qu'à l'occasion d'un nouveau tirage des cartes.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la 2ème Division,

Sig. ~~SECRET~~

~~SECRET~~; DAME

*copie
à Région Nord
suite à la Note
95/8051 du 14-5-49*

36

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS TITRE III

CATÉGORIE _____

Bureau
de confection _____

CARTE VALABLE _____ MOIS

A PARTIR DU _____

payable à _____

en _____ versements

JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
JUILLET	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.

Carte restituée le _____

à la gare de _____

Signature : _____

*Le remboursement de la consignation doit être demandé
auplus tard 8 jours après l'expiration de la validité.*

NOTA: Cette carte n'est pas valable sur les services routiers

Les fichets de paiement peuvent être retirés dans
n'importe quelle gare de la S.N.C.F.

1290. H. P. et Cie 80 W 34034. CC 155 A

S.N.C.F.

N°

11851

CARTE DONNANT DROIT A LA DÉLIVRANCE DE BILLETS A

DEMI-TARIF

EN 1,2° et 3° CL.

FICHET DE PAIEMENT

M. _____

Signature : _____

PHOTOGRAPHIE

0310345



Dr 88-47-SCR. - REMBOURSEMENT DE LA CONSIGNATION AFFERENTE AUX CARTES
177 a 1 D'ABONNEMENT -

La Région Ouest signale des difficultés provenant de ce que les nouvelles cartes d'abonnement ne mentionnent plus le délai de remboursement de la consignation.

La Sous-Commission estime qu'il y aurait intérêt à faire figurer à nouveau cette mention sur les cartes pour éviter toute discussion avec les abonnés.

S. N. C. F.

Service Commercial
5^e Division

RT

Paris, le 13 MAI 1949

SUBDIVISION DES ÉTUDES ET
DE L'INSPECTION

12^{bis} rue de Budapest. PARIS-9^e

CRE N° 1241

Monsieur le Chef de la 2^e Division
du Service Commercial

Objet: Indication du délai de rembourse-
ment de la consignation sur les cartes
d'abonnement.

Lors de la réunion de la S.C.R. du 3
mai 1949, la Région OUEST a signalé des dif-
ficultés provenant de ce que les nouvelles
cartes d'abonnement ne mentionnent plus le
délai de remboursement de la consignation.

Les différents modèles de cartes
d'abonnement en cause ayant été établis par
votre Division, je ne puis que vous laisser
le soin d'apprécier s'il y a lieu d'en mo-
difier les maquettes, pour tenir compte des
difficultés signalées par la Région OUEST.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Washy



2ème Division/1
523.0/24.

606

20 Juin 51

MINUTE

*Personne des champs
Belgiques*

Monsieur LE MATTRE
Représentant Général de la S.N.C.F.
French National Railroads
"La Maison Française"
Rockefeller Center
610, Fifth Avenue
NEW-YORK 20.N.Y.

(U.S.A.)

Le Révérend Père Louis SITTERS s'est présenté à un des bureaux de Paris porteur de la carte donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif toutes zones - 2ème et 3ème classe - n° 53 386 - valable 3 mois à partir du 15 juin.

Cette carte émise par le bureau de San-Francisco ne comportait pas le fichet justificatif du paiement, mais le voyageur était muni d'une lettre signée MONTHEARD et émanant de KOHL Bulding 400 Montgomery Street - SAN-FRANCISCO affirmant que la carte serait acceptée sans difficulté dans toutes les gares, pour l'obtention de billets au 1/2 tarif.

En raison de l'absence du ticket de règlement, cette carte a été, comme il se doit, refusée par les gares et nous fiant à la bonne foi du voyageur, nous avons régularisé ce titre sans effectuer de perception.

Mais il est regrettable que de pareils faits se produisent, faits qui font de la contre-publicité à notre pays.

Je vous demande donc de bien vouloir :

- veiller à ce que les cartes émises par vos bureaux soient établies correctement et comportent bien le fichet de paiement ainsi que les indications requises;
- me donner l'assurance que la carte du Révérend Père SITTERS a bien été payée.

.....

Dans la négative, à la rentrée du voyageur, vous
aurez à poursuivre l'encaissement du prix de ce titre.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RAME

-22-
2ème Division/1
523.0/24.

Juin 51

Monsieur LE MATTRE
Représentant Général de la S.N.C.F.
French National Railroads
"La Maison Française"
Rockefeller Center
610, Fifth Avenue
NEW-YORK 20.N.Y.

(U.S.A.)

Le Révérend Père LOUIS SITTERS s'est présenté à un des bureaux de Paris porteur de la carte donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif toutes zones - 2ème et 3ème classe - n° 53 386 - valable 3 mois à partir du 15 juin.

Cette carte émise par le bureau de San-Francisco ne comportait pas le fichet justificatif du paiement, mais le voyageur était muni d'une lettre signée MONTHEARD et émanant de KOHL Bulding 400 Montgomery Street - SAN-FRANCISCO affirmant que la carte serait acceptée sans difficulté dans toutes les gares pour l'obtention de billets au 1/2 tarif.

En raison de l'absence du ticket de règlement, cette carte a été comme il se doit refusée par les gares et nous fiant à la bonne foi du voyageur, nous avons régularisé ce titre sans effectuer de perception.

Mais il est regrettable que de pareils faits se produisent, faits qui font de la contre-publicité à notre pays.

Je vous demande donc de bien vouloir :

- veiller à ce que les cartes émises par vos bureaux soient établies correctement et comportent bien le fichet de paiement ainsi que les indications requises;
- me donner l'assurance que la carte du Révérend Père SITTERS a bien été payée.

.....

Dans la négative, à la rentrée du voyageur, vous
aurez à poursuivre l'encaissement du prix de ce titre.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

1.300.000 EX 95
1.350.000

2ème Division/l 523.0/24

3/16

7 avril 51

MINUTE

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région Sud-Est

Votre note du 6 mars concernant les suggestions de
M. Jean ROSETI, 26, boulevard Voltaire à Paris XIe.

1° - Délai de paiement des fichets CC.195

Etant donné que :

- les abonnés ont la possibilité d'effectuer les divers versements dans une gare quelconque (indication portée sur les cartes),
- les nouvelles formules de demande portent la mention :

"Le signataire de la présente demande reconnaît avoir pris connaissance du tarif";

il ne semble pas utile de rappeler par un texte, ni que les versements doivent être effectués à leur échéance (c'est là une règle courante pour tous les contrats), ni qu'il est accordé un délai de grâce, une telle mention risquant d'inviter les abonnés à retarder les règlements.

La réalisation de la mesure serait d'ailleurs difficile en raison de la longueur du texte à insérer sur les cartes.

D'autre part, il est à noter que l'abonné qui n'acquiesce pas ses versements dans un délai de 8 jours doit être informé par la gare intéressée, que, sauf régularisation dans les 8 jours, le contrat sera considéré comme résilié et la consignation acquise au Chemin de fer.

Dans le cas particulier, si la gare de Paris-St-Lazare a bien adressé un avis de cette nature à l'intéressé, celui-ci n'aurait pas dû ignorer ces dispositions.

....

2° - Remise d'une notice à chaque abonné

La présentation actuelle des formules de demande (double feuillet, dont les pages extérieures reçoivent les textes publicitaires et les pages intérieures les remarques et colonnes servant à la désignation des parcours et au décompte de la taxe) a été adoptée en 1946 à la suite d'une demande du Comité Mixte de la gare de Paris-Lyon.

Le dit Comité a fait remarquer à l'époque que les formules alors en usage (emplacement réservé au décompte de la taxe placé au verso de l'emplacement réservé aux éléments servant au dit décompte) ne donnaient pas satisfaction, l'agent taxateur devant retourner plusieurs fois la formule pour calculer la taxe, ce qui entraînait une perte de temps et des risques d'erreur.

Le retour à cette ancienne présentation amènerait les mêmes inconvénients qu'il vaut mieux éviter.

En tout état de cause, la remise aux voyageurs de la partie publicitaire ne donnerait pas entière satisfaction puisque n'y sont reprises que les conditions essentielles des tarifications et qu'il ne peut être question d'y faire figurer les clauses secondaires.

J'ajoute que les gares ne doivent pas refuser de laisser consulter les tarifs que notre clientèle peut, le cas échéant, se procurer.

f
LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trajet-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

524-2
M. 29
du 26 novembre 1946

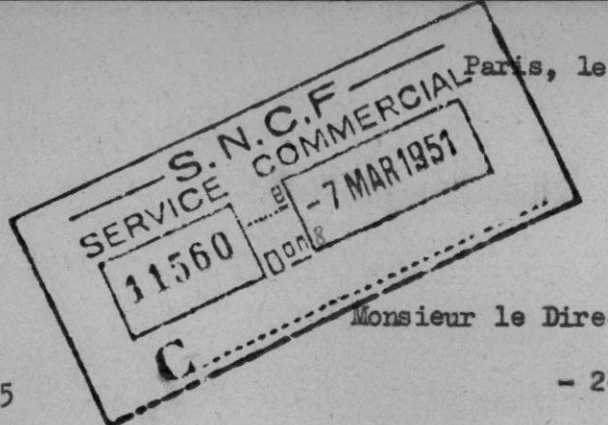
S.T.

S.N.C.F.
Région du SUD-EST

EXPLOITATION

Division Commerciale
2ème Section
Voyageurs

N° 1.300.000 EX.95
1.350.000



6 MAR 1951

Monsieur le Directeur du SERVICE COMMERCIAL

- 2ème Division -

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, la lettre de M. Jean ROSETI, 26 Boulevard Voltaire, à PARIS, qui attire notre attention sur les deux points suivants :

- paiement des fichets des cartes d'abonnement, plus de 15 jours après la date d'échéance fixée ;
- remise à chaque abonné d'une notice résumant les principales dispositions du Tarif.

Sans doute, n'est-il guère possible de reproduire sur les cartes d'abonnement, toutes les particularités concernant ces cartes et de donner à nos abonnés un exemplaire du Tarif utilisé.

Cependant, il semble opportun d'essayer, dans cet ordre d'idées, d'apporter le plus d'améliorations possibles, tant dans le libellé de la carte d'abonnement que dans la manière de faire connaître à notre clientèle les conditions qui lui sont imposées.

Sur ce dernier point, par exemple, la formule de demande, du modèle CC 126 (CRV) en vigueur pour les cartes à 1/2 tarif pourrait être aménagée, de manière à ce qu'il soit possible de laisser entre les mains de l'abonné le premier feuillet, lequel indiquerait au recto et au verso, les principaux avantages et les règles essentielles du Tarif utilisé, les parties réservées à la demande proprement dite et au bureau de confection étant reportées respectivement au recto et au verso du second feuillet.

En tous cas, j'estime que la suggestion de l'abonné intéressé, tendant à compléter la mention qui figure sur les cartes par l'indication du délai pendant lequel le versement peut être fait après l'échéance, mériterait d'être retenue.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre sentiment sur ces questions, afin de me mettre à même de répondre aux remarques présentées par M. ROSETI.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Commerciale,

L'Ingénieur Principal

A handwritten signature in dark ink, likely belonging to the Ingénieur Principal mentioned in the text.

Paris, le 8 Février 1951

Jean ROSETI
26, Bld Voltaire
PARIS XI°

Société Nationale des chemins de
fer français
20, Boulevard Diderot, 20

PARIS XII°

V/R.Division Commerciale
9ème Section-Détaxes Voyageurs

Messieurs,

Suite à votre lettre du 27 janvier 1951, je prends bonne note qu'il ne vous est pas possible, suivant vos règlements, de faire un accueil favorable à ma réclamation, néanmoins, qu'il me soit permis de profiter de cette occasion pour vous signaler l'anomalie de vos services, qui est cause de ce défaut de ma part.

J'ai en effet, souscrit comme tous les ans un abonnement demi-tarif, deuxième-troisième classe pour Dix zones. Cet abonnement a été numéroté à vos services S.N.C.F. 2.672 N°57.983

J'ai toujours l'habitude de payer des redevances au guichet St-Lazare où je prends ces cartes, je paye toujours au premier voyage suivant l'échéance du paiement.

A chaque signature annuelle de contrat, j'ai bien soin de lire la fiche que je signe et où il n'existe aucun extrait de règlement concernant les différents particuliers que je vous ai signalés.

Or, comme sur la carte que je possède, il est marqué en quatrième page la mention :

"Les fiches de paiement peuvent être retirées dans n'importe quelle gare". -

Je me suis présenté à la gare de DIJON à 20h,30, le samedi 20 janvier 1951 ; j'ai été reçu par l'agent 146 (fort peu aimable d'ailleurs) qui m'a dit ne pouvoir accepter le paiement de mon deuxième versement, la date de celui-ci étant dépassée de huit jours. (en fait 3 semaines).

Il est possible que ce règlement que je ne connais pas soit exact, mais alors pourquoi ne complétez-vous pas la phrase située à la quatrième page qui deviendrait ainsi :

.....

"Les fiches de paiement peuvent être retirées dans n'importe quelle gare de la S.N.C.F. à condition que l'échéance ne soit pas dépassée de plus de huit jours".

Peut-être pourriez-vous même, en délivrant chaque carte d'abonnement, faire donner un résumé succinct du règlement.

Etant jusqu'à présent admirateur de certains efforts faits par la S.N.C.F., je dois vous avouer ma déception de cette méthode qui n'est pas très commerciale.

Je serais très heureux de lire à l'avenir que vous désirez prendre des dispositions dans le sens que je vous ai indiqué.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations les plus distinguées.

signé : J. ROSETI.

Paris, le 8 Février 1951

Jean ROSETI
26, Bld Voltaire
PARIS XI^e

Société Nationale des chemins de
fer français
20, Boulevard Diderot, 20

PARIS XII^e

V/R. Division Commerciale
9^{ème} Section-Détaxes Voyageurs

Messieurs,

Suite à votre lettre du 27 janvier 1951, je prends bonne note qu'il ne vous est pas possible, suivant vos règlements, de faire un accueil favorable à ma réclamation, néanmoins, qu'il me soit permis de profiter de cette occasion pour vous signaler l'anomalie de vos services, qui est cause de ce défaut de ma part.

J'ai en effet, souscrit comme tous les ans un abonnement demi-tarif, deuxième-troisième classe pour Dix zones. Cet abonnement a été numéroté à vos services S.N.C.F. 2.672 N°57.983

J'ai toujours l'habitude de payer des redevances au guichet St-Lazare où je prends ces cartes, je paye toujours au premier voyage suivant l'échéance du paiement.

A chaque signature annuelle de contrat, j'ai bien soin de lire la fiche que je signe et où il n'existe aucun extrait de règlement concernant les différents particuliers que je vous ai signalés.

Or, comme sur la carte que je possède, il est marqué en quatrième page la mention :

"Les fiches de paiement peuvent être retirées dans n'importe quelle gare". -

Je me suis présenté à la gare de DIJON à 20h,30, le samedi 20 janvier 1951 ; j'ai été reçu par l'agent 146 (fort peu aimable d'ailleurs) qui m'a dit ne pouvoir accepter le paiement de mon deuxième versement, la date de celui-ci étant dépassée de huit jours. (en fait 3 semaines).

Il est possible que ce règlement que je ne connais pas soit exact, mais alors pourquoi ne complétez-vous pas la phrase située à la quatrième page qui deviendrait ainsi :

.....

"Les fiches de paiement peuvent être retirées dans n'importe quelle gare de la S.N.C.F. à condition que l'échéance ne soit pas dépassée de plus de huit jours".

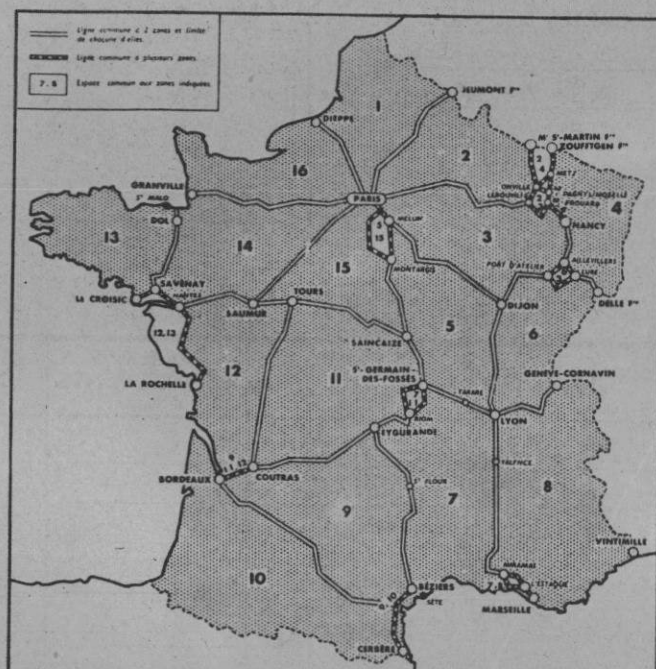
Peut-être pourriez-vous même, en délivrant chaque carte d'abonnement, faire donner un résumé succinct du règlement.

Etant jusqu'à présent admirateur de certains efforts faits par la S.N.C.F., je dois vous avouer ma déception de cette méthode qui n'est pas très commerciale.

Je serais très heureux de lire à l'avenir que vous désirez prendre des dispositions dans le sens que je vous ai indiqué.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations les plus distinguées.

signé : J. ROSETI.



LES CARTES AU DEMI-TARIF SONT AMORTIES RAPIDEMENT

Quelques exemples

(Cartes valables 1 an)

★ CARTES DE ZONES

sur 4 zones	parcours d'amortissement	6.000 km.
sur 10 zones	»	6.900 km.
toutes zones	»	8.400 km.

★ CARTES A PARCOURS DÉTERMINÉS

sur 25 km. en 16 voyages	Aller et Retour	
sur 60 km. » 13	»	»
sur 125 km. » 9	»	»
sur 250 km. » 7	»	»
sur 400 km. » 6	»	»
sur 600 km. » 4	»	»

PARIS IMP. LEFEBVRE 503545 - 01 à 05 W - 10970-4-50.



PERMETTANT D'OBTENIR DES BILLETS AU.

DEMI-TARIF

3 CATÉGORIES

- CARTE A : valable en toutes classes
- CARTE B : valable en 2^e et 3^e classes
- CARTE C : valable en 3^e cl. seulement

Quels sont les avantages de ces cartes ?

★ POSSIBILITÉ D'OBTENIR DES BILLETS AU 1/2 TARIF

- sur des ensembles de lignes appelés zones (4, 10 ou 16 zones contiguës : voir carte page 4).
- sur des parcours déterminés.

★ VALIDITÉ à partir d'un jour quelconque.

- 3, 12 mois : cartes à parcours déterminés.
- 1, 3, 6, 12 mois : cartes de zones.

★ PAIEMENTS

- en TROIS fois : carte d'un an. (Parcours supérieurs à 100 km.)
- en DEUX fois : carte de 6 mois.

★ POSSIBILITÉ

DE MODIFIER LE CONTRAT POUR :

- prendre une classe de voiture supérieure
- augmenter le nombre de zones
- utiliser un parcours plus long
- augmenter la validité.

DE RÉSILIER LE CONTRAT (carte de 6 mois ou d'un an).

★ RÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

- Aux membres d'une même famille (sauf pour les cartes de la bahnleue de Paris) ainsi qu'aux associés.

20 % pour la 2^e carte.

30 % pour la 3^e carte.

40 % pour la 4^e carte et les suivantes.

- Aux représentants de commerce.

50 % pour les cartes de zones seulement.

RENSEIGNEZ-VOUS DANS LES GARES

Faites votre demande

SUR CETTE FORMULE

et remettez-la à une gare au moins 5 jours à l'avance.

DEMI-TARIF

1

VALABLE mois (du au) **PAYABLE** en fois

PIÈCES PRODUITES

- ## PIÈCES JUSTIFICATIVES

- VU**
Le Chef de gare :

A le 19

NUMÉRO D'ORDRE

GARE

- BUREAU DE CONFECTION

TIMBRE A DATE DE LA GARE OU DU BUREAU QUI RECOIT LA DEMANDE

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS TITRE III
TARIFS SPÉCIAUX DE LA BANLIEUE DE PARIS - TITRE III; CHAPITRE IV

—TIMBRE A DATE DU BUREAU DE CONFECTION.

DÉCOMPTE

(CARTES A PARCOURS DÉTERMINÉS)

CALCUL DU PRIX DES CARTES

TOTAL

-ER-

V.103.OI.
72.

2ème Division/1
523.0/24.

2263

28 Février 51

MINUTE

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région SUD-OUEST

Votre note du 9 février, relative au remboursement
de la consignation des cartes d'abonnement (Réclamation de
M. de LIGARDE à Talence).

Je vous informe qu'il a été décidé en 1949 à la suite
du memento de la S.C.R. n° 238 du 3 mai 1949 de faire figurer
à nouveau sur les cartes une mention concernant le délai de
remboursement de la consignation.

En conséquence, au fur et à mesure des réapprovision-
nements, les cartes portent la mention :

"Le remboursement de la consignation doit être demandé
"au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité".

Par ailleurs, une indication analogue a figuré sur
les cartes jusqu'en juin 1947, date de mise en vigueur des
nouveaux modèles portant simplement "Carte restituée le"

Monsieur de LIGARDE abonné depuis 9 ou 10 ans ne de-
vrait donc pas ignorer l'existence de la consignation et dans
ces conditions, je serais d'avis d'exprimer des regrets.

J'ajoute qu'il est difficile d'admettre que l'intéressé
n'ait pas signalé, à chaque nouvelle demande, qu'il s'agissait
d'un renouvellement et, par suite, il est à présumer que la
consignation a été reportée automatiquement sur la carte sui-
vante, sans que son attention ait été attirée sur ce point.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RAME

80/13/07-2

Paris, le 9 FEV 1951

S.N.C.F.
REGION DU SUD-OUEST
EXPLOITATION
Division Commerciale
2ème Section

V. 103.01- 72

S.N.C.F.	
SERVICE COMMERCIAL	
06998	10 FEV 1951
C.....	

Monsieur le Directeur
du Service Commercial
54, boulevard Haussmann - PARIS

Objet - Remboursement de la consignation des
cartes d'abonnement.

Par lettre dont copie ci-jointe,
M. de LIGARDE, 13, rue Emile Loubet à Talence,
nous demande le remboursement de la consignation
des cartes 1/2 tarif qu'il a souscrites
ces dernières années.

Cet abonné déclare que, comme de nombreuses
personnes, il ignorait l'existence de la
consignation et que d'ailleurs aucune indication
ne figure à ce sujet tant sur la carte
que sur la formule de demande.

L'addition éventuelle sur les cartes
d'une mention concernant le remboursement de
la consignation a déjà été examinée et vous
m'avez fait connaître, par lettre 523.0/43 du
19 octobre 1948, qu'il ne vous paraissait pas
opportun de modifier la texture des cartes,
notamment parce que dans l'ensemble notre
clientèle est très au courant des règles tarifaires
fixant les conditions de remboursement
de la consignation.

La réclamation de M. de LIGARDE montre
que des abonnés ignorent jusqu'à l'existence
...

de la consignation sur les abonnements et que l'absence de toute indication à ce sujet sur les cartes a conduit certains d'entre eux à mettre en doute la bonne foi de la S.N.C.F.. Il semble donc que la question devrait être revue.

Un texte court tel que :

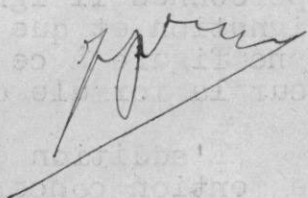
"Remboursement de la consignation: à demander dans les huit jours"

pourrait trouver place sur les cartes au-dessous de la mention : Carte restituée le

L'insertion d'un texte analogue sur la formule de demande ne nous paraît pas à envisager en raison de l'engagement ci-après qu'elle comporte: "Le signataire reconnaît avoir pris connaissance du tarif".

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre décision.

LE CHEF DE LA DIVISION COMMERCIALE

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

L. de LIGARDE
13, rue Emile Loubet
TALENCE

BORDEAUX, le 14 Décembre 1950.

actuellement : 18, rue Bahus - TALENCE

DIRECTION REGIONALE DE LA S.N.C.F.
Rue Amédée St-Germain
Service de la Comptabilité
B O R D E A U X

Messieurs,

J'utilise une carte demi-tarif depuis 9 ou 10 ans.
J'avais l'habitude de la payer à l'année en une seule fois.

L'année dernière au mois de Septembre 1950 j'ai renouvelé cette carte, mais j'ai demandé à la payer en 3 fois.

En versant la 2e tranche, il y a quelques jours, je me suis aperçu que le 1er versement ne représentait pas exactement le double des deux suivants.

L'Agent du guichet questionné, m'a répondu que cette différence représentait la valeur de consignation de la carte, soit 300 Frs. et que la dite consignation était remboursable à l'échéance de la carte.

Or, rien n'indique cette chose là, ni sur la carte, ni sur l'imprimé à remplir pour en demander le renouvellement.

Il s'en suit que, logiquement je n'ai jamais réclamé ce remboursement. Il en est de même pour de nombreuses personnes qui utilisent le 1/2 tarif et que j'ai questionnées à ce sujet.

Il me semble que si véritablement la S.N.C.F. a l'intention de rembourser cette consignation, elle pourrait au moins en aviser l'usager d'une manière ou d'une autre.

En ce qui me concerne, bien que je n'ai pas conservé les vieilles cartes, je vous prie de vouloir bien faire des recherches et me retourner la valeur de ces consignations depuis que j'use des 1/2 tarifs.

Veuillez agréer, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Signé : L. de LIGARDE

MINUTE

EX.O.C.²

2ème Division

523.0-24
22.086 F

5106

8
7 Juin 49

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région O U E S T

Suggestion de M. MONTEIL s/chef de bureau à Paris-St-Lazare tendant à modifier les modalités actuelles de remboursement de la consignation des cartes.

J'estime, comme vous, que les mesures proposées par M. MONTEIL ne sont pas suffisantes pour inciter les abonnés à restituer leur carte aussitôt après l'expiration du contrat.

La seule mesure véritablement efficace serait de prévoir un taux de consignation très élevé (plusieurs milliers de francs par exemple) mais une telle modification des règles actuelles n'aurait aucune chance d'être admise par le Ministère en raison des réactions violentes qu'elle provoquerait de la part des abonnés de condition modeste.

J'ajoute que pour attirer l'attention des intéressés sur le délai de restitution des cartes, nous envisageons de rétablir sur les cartes d'abonnement (Titres I et III) la mention qui y figurait jadis à ce sujet.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNAUD

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'OUEST - EXPLOITATION

Division Commerciale - 1re Subdivision-Trafic
2ème Section-Voyageurs

V/réf. :

V/lettre du :

N/réf. :

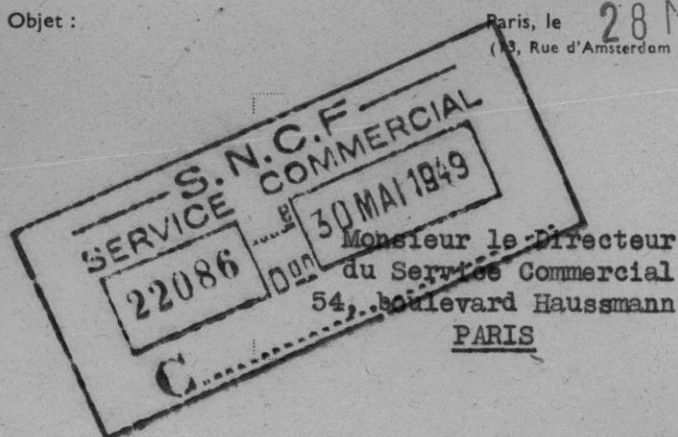
EX.O.C.2

Objet :

Paris, le

28 MAI 1949

(13, Rue d'Amsterdam 8°)



Je vous transmets, ci-joint, pour la suite que vous jugerez utile, une suggestion de M. MONTEIL, sous-chef de bureau à Paris-St-Lazare, tendant à modifier les modalités actuelles de remboursement de la consignation des cartes.

A notre avis, les mesures préconisées ne semblent pas suffisantes pour obtenir une restitution complète des cartes et, par suite, supprimer les possibilités de fraudes auxquelles M. MONTEIL fait allusion dans son rapport.

L'Ingénieur Principal :

- 1 pièce -

Paris, le 15 AVRIL 1949

RAPPORT SPECIAL

OBJET - Remboursement de la consignation des cartes -

Projet- Actuellement la consignation des cartes:
- d'abonnements (Titre I et III).
- d'identité, délivrées conjointement avec les billets de Famille,

est remboursée intégralement, si la demande en est faite dans les 8 jours qui suivent immédiatement l'expiration de l'abonnement, ou la rentrée du dernier membre de la famille.

Cette mesure qui tend à récupérer les titres ainsi périmés, et d'éviter leur utilisation irrégulière, indispose le voyageur de bonne foi, qui présente sa demande tardivement,
- soit, par méconnaissance des délais,
- soit, par impossibilité matérielle.

D'autre part, chaque refus de remboursement, donne un droit de propriété au titulaire, qui s'oppose à la restitution de la carte périmée.

Cette pratique laisse aux usagers, l'impression d'avoir été abusés, et fait naître en eux, un besoin de récupération certainement préjudiciable à notre Exploitation. Les cartes retirées par les agents du Contrôle en sont une preuve constante.

Pour remédier à cet état de chose, ne pourrait-on, admettre la restitution des titres périmés ayant un caractère permanent limité, dans les conditions suivantes:

- remboursement intégral de la consignation, si la carte est restituée dans les conditions actuelles.
- remboursement de la moitié de la consignation, si la restitution est faite après délai prescrit au tarif.

Cette mesure présenterait de nombreux avantages, qu'il n'est pas permis de négliger à une époque où la concurrence des transports est entrée dans sa phase active:

- garantie de notre Exploitation: restitution assurée dans une plus large mesure, les sommes remboursées étant largement compensées par la suppression de la fraude.

- Facteur Commercial: élimination des refus, qui laissent une impression défavorable, et provoquent dans la plupart des cas, des contacts difficiles avec une clientèle qu'il nous faut toujours ménager.

Le S.C.B.G.



Juin 49

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région O U E S T

Suggestion de M. MONTEIL s/chef de bureau à Paris-St-Lazare tendant à modifier les modalités actuelles de remboursement de la consignation des cartes.

J'estime, comme vous, que les mesures proposées par M. MONTEIL ne sont pas suffisantes pour inciter les abonnés à restituer leur carte aussitôt après l'expiration du contrat.

La seule mesure véritablement efficace serait de prévoir un taux de consignation très élevé (plusieurs milliers de francs par exemple) mais une telle modification des règles actuelles n'aurait aucune chance d'être admise par le Ministère en raison des réactions violentes qu'elle provoquerait de la part des abonnés de condition modeste.

J'ajoute que pour attirer l'attention des intéressés sur le délai de restitution des cartes, nous envisageons de rétablir sur les cartes d'abonnement (Titres I et III) la mention qui y figurait jadis à ce sujet.

LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,

J1

MINUTE

9

7 avril

55

2ème Division 1
523.0/24

1855

Monsieur Jasmin TAULEIGNE
7, Devin du Village

GENEVE

(Suisse)

Monsieur,

Par lettre du 9 mars adressée à "NOTRE TRAFIC", vous avez bien voulu suggérer à nouveau qu'une mention relative aux délais de règlement des fichets CC 195 soit portée sur les cartes d'abonnement.

Je vous signale que la réponse qui vous a été faite à ce sujet dans la "Tribune Libre" de "Notre Trafic" (N° 74 - Mars 1951) est toujours valable.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

/ Le Directeur Commercial,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

Jasmin TAULEIGNE
C.S.P.
Bureau Officiel
GENEVE

Genève, le 9 mars 1955

Domicile : 7 Devin du Village

"NOTRE TRAFIC"

54, boulevard Haussmann

PARIS

Monsieur le Rédacteur,

Tarif spécial des abonnements -

Art. 80 Fascicule I R.G.C.G.
Art. 5 Conditions s'appliquant aux cartes autres que les cartes
d'abonnement de travail et abonnement trimestriel.
Recueil général des tarifs S.N.C.F.

Concerne : Suppression de l'avis à adresser aux abonnés qui n'ont pas
retiré leurs fichets dans un délai de 8 jours.

A cet effet, je me permets de vous soumettre la suggestion
suivante :

NOTA (verso des cartes) pourrait être complété de la façon
suivante : les fichets de paiement peuvent être retirés dans n'importe
quelle gare. M.M. les abonnés sont informés qu'à défaut de régularisation
dans les 16 jours, l'abonnement sera considéré comme résilié.

Le remboursement

AVANTAGES

ECONOMIES : temps, papier, frais de poste, tout en sauvegardant
l'intérêt de la S.N.C.F.; les avis ne touchant pas parfois les abonnés
constamment en déplacement; d'autre part cette mise au point permettrait
d'éviter des malentendus avec les usagers, qui quoique lors de l'établis-
sement de la demande d'abonnement reconnaissent avoir pris connaissance du
tarif, mais à qui dans un esprit commercial qui doit être le plus large
en période difficile pour le rail, on ne peut tenir compte de façon trop
rigoureuse.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'expression de ma
considération très distinguée.

(s) TAULEIGNE

P.S. - Je tiens à garder l'anonymat, au cas où cette suggestion ne serait pas retenue.

Jasmin TAULEIGNE
C.S.P.
Bureau Officiel
GENEVE

Genève, le 9 mars 1955

Domicile : 7 Devin du Village

"NOTRE TRAFIC"

54, boulevard Haussmann

PARIS

Monsieur le Rédacteur,

Tarif spécial des abonnements -

Art. 80 Fascicule I R.C.C.G.

Art. 5 Conditions s'appliquant aux cartes autres que les cartes d'abonnement de travail et abonnement trimestriel.

Recueil général des tarifs S.N.C.F.

Concerne : Suppression de l'avis à adresser aux abonnés qui n'ont pas retiré leurs fichets dans un délai de 8 jours.

A cet effet, je me permets de vous soumettre la suggestion suivante :

NOTA (verso des cartes) pourrait être complété de la façon suivante : les fichets de paiement peuvent être retirés dans n'importe quelle gare. M.M. les abonnés sont informés qu'à défaut de régularisation dans les 16 jours, l'abonnement sera considéré comme résilié.

Le remboursement

AVANTAGES

ECONOMIES : temps, papier, frais de poste, tout en sauvegardant l'intérêt de la S.N.C.F.; les avis ne touchant pas parfois les abonnés constamment en déplacement; d'autre part cette mise au point permettrait d'éviter des malentendus avec les usagers, qui quoique lors de l'établissement de la demande d'abonnement reconnaissent avoir pris connaissance du tarif, mais à qui dans un esprit commercial qui doit être le plus large en période difficile pour le rail, on ne peut tenir compte de façon trop rigoureuse.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'expression de ma considération très distinguée.

(s) TAULEIGNE

avril 55

2ème Division 1
523.0/24

Monsieur Jassin TAULEICHE

7, Devin du Village

GENEVE

(Suisse)

Monsieur,

Par lettre du 9 mars adressée à "NOTRE TRAFIC", vous avez bien voulu suggérer à nouveau qu'une mention relative aux délais de règlement des fichets CC 195 soit portée sur les cartes d'abonnement.

Je vous signale que la réponse qui vous a été faite à ce sujet dans la "Tribune Libre" de "Notre Trafic" (N° 74 - Mars 1951) est toujours valable.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Commercial,

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL---
2ème Division/1

523.0/24/10.899

Paris, le 18 Octobre 1950

9

Monsieur le Chef de la
5ème Division

MINUTE

Votre note CRE 1 - Dr I3008 n° 2299 du 6 Octobre, relative à la suggestion de M. TAULEIGNE CSI à Genève, proposant de porter sur les cartes d'abonnement une mention au sujet du délai de règlement des fichets CC 195.

Etant donné que :

- les abonnés ont la possibilité d'effectuer les divers versements dans une gare quelconque (indication portée sur les cartes),
- les nouvelles formules de demande portent la mention :
"Le signataire de la présente demande reconnaît avoir pris connaissance du tarif",

Je suis d'accord avec vous pour ne pas donner suite à la suggestion présentée.

La réalisation de la mesure serait d'ailleurs difficile, en raison de la longueur du texte à insérer sur les cartes.

Enfin, il ne semble pas utile de rappeler par un texte ni que les versements doivent être effectués à leur échéance (c'est là une règle courante pour tous les contrats), ni qu'il est accordé un délai de grâce, une telle mention risquant d'inviter les abonnés à retarder les règlements.

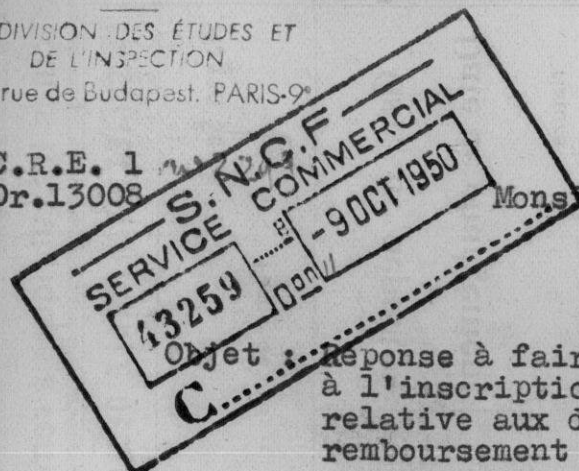
L'INGÉNIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS.

Signé : RETOURNARD

Réponse écrite
dans le n° 74 (mars 51)
de "Notre Trafic".

Paris, le - 6 OCT 1950

G.G.

SUBDIVISION DES ETUDES ET
DE L'INSPECTION12^{bis} rue de Budapest. PARIS-9^eC.R.E. 1
Dr.13008Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division,

18

Objet : Réponse à faire dans "Notre Trafic" à une suggestion relative à l'inscription sur les cartes d'abonnement d'une mention relative aux délais de règlement des fichets CC.195 et de remboursement des consignations.

Je vous adresse ci-jointe, la copie d'une suggestion présentée par M.TAULEIGNE, C.S.1 au B.O de GENEVE qui propose de faire porter sur les cartes d'abonnement, une mention relative aux délais de règlement des fichets CC.195 et de remboursement des consignations et propose, qu'en attendant une réimpression des modèles actuels de cartes, ces mentions soient apposées à l'aide d'un timbre.

Je rappelle qu'à la suite de votre lettre 2^{ème} Division, Dr.523-0/24-5200 du 9 juin 1949, nous faisons porter sur les cartes d'abonnement, au fur et à mesure des réimpressions, la mention "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité".

L'adjonction d'une mention relative aux conditions de règlement des fichets CC.195 nécessiterait un texte assez long en raison de la dualité du délai (8 jours à compter du lendemain de la date d'expiration de la période précédente, et, si à l'expiration de ce délai, l'abonné n'a pas acquitté ses versements, la gare lui adresse un avis l'informant que, sauf régularisation dans un délai de 8 jours à dater de cet avis le contrat sera considéré comme résilié et la consignation acquise de plein droit au Chemin de fer). Ce texte pourrait difficilement être imprimé sur les modèles actuels de cartes sur lequel les emplacements disponibles sont restreints. Ils présenteraient, au surplus, à notre avis, l'inconvénient d'inciter les abonnés à attendre l'avis adressé par la gare pour régulariser leur situation.

Je serais donc d'avis de maintenir le statu quo. Je vous serais, toutefois, obligé de bien vouloir me faire savoir si vous partagez cette manière de voir.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes

Schuer

Je ne suis pas d'avis de faire apposer des mentions sur les cartes d'abonnement à l'aide d'un timbre, car, en raison du format relativement réduit de ces cartes et du type déjà chargé, ces mentions, mal apposées, risqueraient de masquer les indications essentielles.

TAULEIGNE Jasmin C.S. 1
Bureau Officiel

Genève, le 19 septembre 1950

NOTRE TRAFIC
"Tribune Libre"

concerne :

renouvellement des fichets CC.195
Abonnements Titre I et III.

Monsieur le Rédacteur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la remarque suivante :

Maintes fois, les porteurs de cartes d'abonnement (à l'exception des voyageurs de commerce qui connaissent plus particulièrement nos règlements tarifaires) se présentent après les délais prescrits (article 126 R.G.C.G. fascicule I) et sont étonnés de notre opposition à leur donner satisfaction, prétendant que lors de la remise de la carte, ce détail n'a pas été porté à leur connaissance et qu'aucune mention à ce sujet n'y figure.

D'autre part, ils ajoutent comme raison valable que leurs occupations les éloignant de leur résidence, ils n'ont pu être touchés par l'avis les invitant à régulariser dans les 8 jours, et n'envisagent de le faire que lors d'un déplacement.

A une époque, où le chemin de fer connaît certaines difficultés et au moment où une grande propagande est faite en faveur des abonnements, il conviendrait pour indisposer le moins possible nos clients de porter au verso des dites cartes la mention faisant l'objet de l'article déjà cité, 3ème ligne, 2ème alinéa, ainsi que les délais prescrits pour pouvoir prétendre au remboursement de la consignation, comme cela figure sur les cartes modèle CC.165 titre II Famille.

En attendant la parution de nouvelles cartes, ces mentions pourraient être portées à l'aide d'un tampon ou papillon.

Veuillez recevoir, Monsieur le Rédacteur, mes salutations distinguées.

signé : TAULEIGNE

1ère Division 1/3
7174

26 septembre 1950

TRANSMIS à Monsieur le Chef de la
5ème Division,

en le priant de bien vouloir m'adresser le projet de réponse à faire paraître dans la "Tribune libre" de "NOTRE TRAFIC".

/LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL,
signature.

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

523.0/24

Paris, le 10 Octobre 1950

Monsieur le Chef de la
5ème Division

Votre note GRE 1 - Dr 13008 n° 2299 du 6 Octobre, relative à la suggestion de M. TAULEIGNE CSI à Genève, proposant de porter sur les cartes d'abonnement une mention au sujet du délai de règlement des fichets CC 195.

Etant donné que :

- les abonnés ont la possibilité d'effectuer les divers versements dans une gare quelconque (indication portée sur les cartes),
- les nouvelles formules de demande portent la mention :
"Le signataire de la présente demande reconnaît avoir pris connaissance du tarif",

Je suis d'accord avec vous pour ne pas donner suite à la suggestion présentée.

La réalisation de la mesure serait d'ailleurs difficile, en raison de la longueur du texte à insérer sur les cartes.

Enfin, il ne semble pas utile de rappeler par un texte ni que les versements doivent être effectués à leur échéance (c'est là une règle courante pour tous les contrats), ni qu'il est accordé un délai de grâce, une telle mention risquant d'inviter les abonnés à retarder les règlements.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS.

SOCIÉTÉ
NATIONALE
des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

Règlement

EX 102

RÈGLEMENT COMMERCIAL VOYAGEURS

F A S C I C U L E

12

FACILITÉS ACCORDÉES AUX
PERSONNES SE RENDANT AUX
FOIRES, EXPOSITIONS ET MANIFESTATIONS ANALOGUES

DISTRIBUTION

EX

1 - 2 - 3 - 4 - 11 - 13
14 - 15 - 16 - 18 - 23 - 33

34

Édition du 1^{er} Janvier 1946

(Tirage du 1^{er} février 1950)

523.0/24

or

Inscription du
montant de la consignation
sur les cartes et
les fiches "Abonné"

GL.

S.N.C.F.

SERVICE COMMERCIAL

2ème Division/1

N° 523.0/24
748

MINUTE

TRANSMIS

à Monsieur le Chef

de la ~~Division~~

Comptabilité et du Contrôle des Recettes

comme concernant particulièrement son Service.

- pour 1°, je pense qu'il suffirait de prévoir le détail du 1er versement (Voir ma note 523.0/24/4918 du 9 mai, en réponse à votre note CRE n° 915 du 28 avril)
- pour 2°, je partage l'avis de la Région Sud. Est.

La 10 MAI 1952 195

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

Signé : RETOURNARD

C O P I E

S.N.C.F.

Paris le 28 avril 1952

Région du SUD-EST

EXPLOITATION

Division Commerciale
2e section
VoyageursDIRECTION GENERALE
Direction Commerciale
2e division

n° 1.900.267

OBJET : Suggestions d'agent.

J'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation deux suggestions présentées par le Receveur-Chef TRIER, de la gare de Besançon-Viotte et tendant :

1°- à faire mentionner sur les cartes d'abonnement le montant de la somme qui est perçue à titre de consignation;

2°- à la création d'un imprimé unifié S.N.C.F. pour l'établissement de l'avis prévu par l'article 37 du Fascicule I R.G.C.G.

En ce qui concerne la 1ère suggestion, je ne pense pas qu'il soit opportun de surcharger les cartes par l'aposition d'un timbre humide comme le préconise l'agent intéressé. Par contre, je suis d'avis de faire figurer le montant de la consignation sur l'échéancier de la carte, exactement au dessous de la somme correspondant au versement effectué lors de la délivrance.

Quant à la création de l'imprimé visé au 2° ci-dessus, l'intérêt de la mesure ne serait probablement pas en rapport avec la dépense à engager, du fait qu'il faudrait approvisionner toutes les gares alors que celles-ci peuvent utiliser du papier usagé et qu'il leur suffit de copier le texte relativement court indiqué à l'article 37 du Fascicule I R.G.C.G..

P. Le Chef de la Division Commerciale,

signature

*révisé
1955*

C O P I E

Besançon le 20 février 1952

Monsieur le Chef de gare Principal

à BESANCON-VIOTTE

J'ai l'honneur de vous adresser la suggestion suivante :

- en raison du changement du montant de la consignation des différentes cartes qui, depuis le 4 février 1952 est fixée à 400 frs au lieu de 300 frs,

ne serait-il pas possible de faire porter sur ces cartes, par le bureau de confection, au moyen d'un timbre humide, le montant de la consignation - Exemple : "Consignationf".

Ce procédé éviterait les hésitations qui ne manqueraient pas de se produire au cours de l'année, lors du remboursement de la consignation, selon la validité des dites cartes (1 mois, 3 mois, 6 mois ou un an).

Cette méthode éviterait de rechercher la date de début de la validité et sa durée.

Le Receveur Chef

*Trier*TRIER Robert
à BESANCON-VIOTTE

SUGGESTION

L'article 37 du Fascicule I - R.G.C.G. donne les dispositions à observer lorsqu'un abonné veut acquitter ses versements dans une gare autre que celle qui a délivré la carte .

Cette gare doit adresser à l'Etablissement détenteur de la fiche abonné, une lettre dont le texte est indiqué au même article .

Certaines gares se conforment plus ou moins à ces dispositions et il est établi des lettres de tous modèles et de tous formats .

Un imprimé uniforme approvisionné au M.G. serait très souhaitable pour la bonne marche du service .

Le RCC TRIER, Robert

à BESANCON-VIOTTE .

C O P I E

S.N.C.F.

Paris le 28 avril 1952

Région du SUD-EST

EXPLOITATION

Division Commerciale
2e section
Voyageurs

n° 1.900.267

DIRECTION GENERALE
Direction Commerciale
2e divisionOBJET : Suggestions d'agent.

J'ai l'honneur de soumettre à votre appréciation deux suggestions présentées par le Receveur-Chef TRIER, de la gare de Besançon-Viotte et tendant :

1°- à faire mentionner sur les cartes d'abonnement le montant de la somme qui est perçue à titre de consignation;

2°- à la création d'un imprimé unifié S.N.C.F. pour l'établissement de l'avis prévu par l'article 37 du Fascicule I R.G.C.G.

En ce qui concerne la 1ère suggestion, je ne pense pas qu'il soit opportun de surcharger les cartes par l'aposition d'un timbre humide comme le préconise l'agent intéressé. Par contre, je suis d'avis de faire figurer le montant de la consignation sur l'échéancier de la carte, exactement au dessous de la somme correspondant au versement effectué lors de la délivrance.

Quant à la création de l'imprimé visé au 2° ci-dessus, l'intérêt de la mesure ne serait probablement pas en rapport avec la dépense à engager, du fait qu'il faudrait approvisionner toutes les gares alors que celles-ci peuvent utiliser du papier usagé et qu'il leur suffit de copier le texte relativement court indiqué à l'article 37 du Fascicule I R.G.C.G.

P. Le Chef de la Division Commerciale,

signature

C O P I E

Besançon le 20 février 1952

Monsieur le Chef de gare Principal

à BESANCON-VIOTTE

J'ai l'honneur de vous adresser la suggestion suivante :

- en raison du changement du montant de la consignation des différentes cartes qui, depuis le 4 février 1952 est fixée à 400 frs au lieu de 300 frs,

ne serait-il pas possible de faire porter sur ces cartes, par le bureau de confection, au moyen d'un timbre humide, le montant de la consignation - Exemple : "Consignationf".

Ce procédé éviterait les hésitations qui ne manqueraient pas de se produire au cours de l'année, lors du remboursement de la consignation, selon la validité des dites cartes (1 mois, 3 mois, 6 mois ou un an).

Cette méthode éviterait de rechercher la date de début de la validité et sa durée.

Le Receveur Chef

TRIER Robert
à BESANCON-VIOTTE

SUGGESTION

L'article 37 du Fascicule I - R.G.C.G. donne les dispositions à observer lorsqu'un abonné veut acquitter ses versements dans une gare autre que celle qui a délivré la carte .

Cette gare doit adresser à l'Etablissement détenteur de la fiche abonné, une lettre dont le texte est indiqué au même article .

Certaines gares se conforment plus ou moins à ces dispositions et il est établi des lettres de tous modèles et de tous formats .

Un imprimé uniforme approvisionné au M.G. serait très souhaitable pour la bonne marche du service .

Le RCC TRIER, Robert

à BESANCON-VIOTTE .

S. N. C. F.

SUBDIVISION DES ÉTUDES ET
DE L'INSPECTION
12^{bis} rue de Budapest. PARIS-9^e

CRE.1 n^o A.081
Dr. 13.104

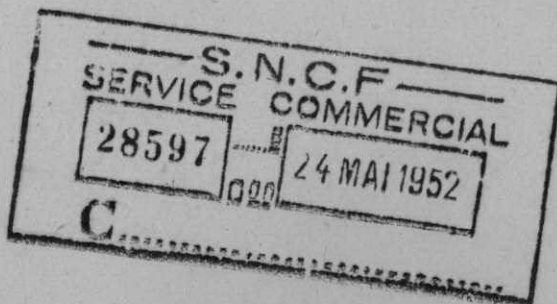
COPIE TRANSMISE à:
Monsieur le Chef
de la 2^{ème} Division
de la Direction Commerciale,

à titre d'information (suite à sa lettre
523-0/24-4918 du 9 mai). -

Paris, le 23 MAI 1952

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Schew



Paris, le 23 MAI 1952

GC

GRE.1 N° 1.080
Dr. 13.104

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région (toutes)

Objet : Indication distincte du montant
des consignations sur les cartes
d'abonnement et les fiches
abonné GC.196.

En vue de faciliter les travaux des re-
ceveurs lors du remboursement des consign-
tions sur abonnements, et en particulier
de leur éviter d'avoir à rechercher quel
était le montant de la consignation au mo-
ment de la souscription des abonnements,
je vous prie d'inviter à l'avenir les bu-
reaux de confection des cartes d'abonnement
à indiquer sur les échéanciers figurant au
verso des cartes et des fiches abonné GC.196
le détail des premiers versements à effec-
tuer, c'est-à-dire taxe proprement dite et
consignation.

- Exemple : 6.000
 + 400

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Signé : SCHERER

mai 1952

2ème Division /1

523.0/24 4918

MINUTE

V.R. : CRE n° 915

Monsieur le Chef

de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes

Votre note du 28 avril, relative à la suggestion présentée par M. TENDEZ Raymond, FEM à La Jonchère, tendant à reporter le montant de la consignation sur les cartes et les fiches "abonné" CC 196.

Je n'aurais pas d'objection à faire figurer le montant de la consignation sur la carte et la fiche "abonné".

A mon avis, il suffirait de détailler sur l'échéancier les éléments du 1er versement, le total étant à inscrire sur le fichet CC 195.

Exemple :

6.000 + 400

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

S. N. C. F.

RT

SUBDIVISION DES ÉTUDES ET
DE L'INSPECTION

12^{bis} rue de Budapest. PARIS-9^e

CRE N° 915

TRANSMIS

à Monsieur le Chef de la 2^e Division
de la Direction Commerciale,

en le priant de bien vouloir me faire
part de son sentiment sur cette sugges-
tion.

Paris, le 28 AVR 1952

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Wash



COPIE

LA JONCHERE S.O., le 13 avril 52 GC

N O T R E T R A F I C

PARIS

"Tribune Libre"

Monsieur le Directeur,

En vue de faciliter le travail des receveurs et autres agents chargés du remboursement de la consignation des cartes d'abonnement, je proposerais que le prix de cette consignation, qui est différente à presque chaque augmentation des Tarifs voyageurs, soit reportée et sur la carte elle-même et sur la fiche d'Abonné CC.196, un simple coup d'oeil suffirait à renseigner cet agent, sans avoir besoin de rechercher si cette carte a été établie ou non avant l'augmentation.-

Votre dévoué,

TENDEL

TENDEL Raymond FEM LA JONCHERE.

mai 1952

2ème Division /1

523.0/24

V.R. : CRE n° 915

Monsieur le Chef

de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes

Votre note du 28 avril, relative à la suggestion présentée par M. TENDEZ Raymond, FEM à La Jonchère, tendant à reporter le montant de la consignation sur les cartes et les fiches "abonné" CC 196.

Je n'aurais pas d'objection à faire figurer le montant de la consignation sur la carte et la fiche "abonné".

A mon avis, il suffirait de détailler sur l'échéancier les éléments du 1er versement, le total étant à inscrire sur le fichet CC 195.

Exemple :

6.000 + 400

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

2ème Division /1

9 mai 1952

523.0/24 4918

V.R. : CRE n° 915

Monsieur le Chef
de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes

Votre note du 28 avril, relative à la suggestion présentée par M. TENDEZ Raymond, FEM à La Jonchère, tendant à reporter le montant de la consignation sur les cartes et les fiches "abonné" CC 196.

Je n'aurais pas d'objection à faire figurer le montant de la consignation sur la carte et la fiche "abonné".

A mon avis, il suffirait de détailler sur l'échéancier les éléments du 1er versement, le total étant à inscrire sur le fichet CC 195.

Exemple :

6.000 + 400

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Tronc-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

- CALAIS.

L'activité du port reprend à nouveau de l'importance, principalement en ce qui concerne les importations qui ont surtout été alimentées par des arrivages importants de minerais (31.000 T. contre 4.600 T. le mois précédent) :

72.250 T. contre 64.755 T. en Novembre et 82.056 T. en Octobre.

- Importations : 67.454 T. contre 54.052 T. en Novembre
et 77.110 T. en Octobre

- Exportations : 4.796 T. contre 10.683 T. en Novembre
et 4.946 T. en Octobre.

40 navires à l'entrée

40 navires à la sortie.

Le tonnage transporté par fer a été de 56.802 T. dont 52.506 T. de marchandises importées et 4.296 T. de marchandises exportées, contre respectivement 40.015 T., 33.732 T., 6.283 T. en Novembre.

- BOULOGNE.

Le trafic total maritime se maintient au même niveau que le mois précédent :

51.192 T. contre 50.193 T. en Novembre et 61.652 T. en Octobre.

- Importations : 33.787 T. contre 37.468 T. en Novembre

- Exportations : 17.405 T. contre 12.725 T. en Novembre.

56 navires à l'entrée contre 55 en Novembre

56 navires à la sortie contre 68 en Novembre.

Le tonnage transporté par fer a été de 27.944 T. concernant les marchandises importées contre 26.070 T. en Novembre et de 16.170 T. concernant les marchandises exportées, contre 11.600 T. en Novembre.

S.N.C.F.

Région du Nord

Exploitation

g.L.

Comité Mixte Professionnel
du Service Régional EX.

REUNION

du Comité Mixte Professionnel du Service Régional EX.
en date du 16 JANVIER 1952

Etaient présents :

MM. PLOUVIEZ,	Ingénieur en Chef, Chef du Service, Président
LATOUCHE,	Ingénieur en Chef, Chef de la Division du Service Général
VALLET,	Ingénieur en Chef, Division du Mouvement.

Représentants du Personnel de Maîtrise et Cadres

MM. MUCHERIE,	Inspecteur Divisionnaire de 2ème classe à ARRAS
DUBOS,	Chef de gare de 1ère classe à LILLE
ALEXANDRE,	Inspecteur adjoint à PARIS-NORD

Représentants du Personnel d'exécution

MM. ROUMAZEILLE,	Commis de 1ère classe à LA CHAPELLE-TRIAGE
ANICOTTE,	Chef de train à CALAIS
MONIOT,	Sous-Chef de gare de 3ème classe au 6ème Arrondissement à Boulogne
MARTIN,	Facteur à AULNAY-sous-BOIS
PEREZ,	Caissier de 2ème classe à LA MADELEINE.

Représentants d'Organisations Syndicales

MM. SANDRAS,	Commis principal au BOURGET-TRIAGE (C.F.T.C.)
JOSEPH,	Facteur chef à CAMBRAI (C.G.T. - F.O.)
TERRADE,	Contrôleur Principal, Subdivision Technique de l'Exploitation à PARIS (Cadres)
MICHEL,	Chef de bureau de gare principal hors classe à PARIS (S.P.I.D.-C.G.C.)

SOMMAIRE

Suite à une question examinée antérieurement.

- Installation de barres protectrices sur les rames Banlieue. 4

Résultat des primes de rendement et de productivité des mois d'octobre et novembre. 4

ORDRE DU JOURI - Questions d'ordre général

- 1 - Exposé sur l'évolution du Trafic..... 5
- 2 - Fourniture de crayons à bille aux pointeurs..... 6
- 3 - Application des règles concernant le paye des agents..... 6
- 4 - Equipement des trains de manoeuvres de fourgons USA ou fatigués.. 6
- 5 - Utilisation des agents de gare pour l'accompagnement des trains.. 6
- 6 - Dispositif de protection des bûches qui sont utilisées pour les transports de tôles 7
- 7 - Horaires de mai 1952 7
- 8 - Remboursement des consignations de cartes d'abonnement..... 8
- 9 - Surtaxes variant avec le kilométrage..... 8
- 10 - Réduction sur les billets A.R. délivrés au public à l'occasion de manifestations sportives ou commerciales..... 8
- 11 - La Chapelle-Intérieure : réfection des bureaux du Service Commercial 9
- 12 - Suppression des appareils distributeurs de tickets de quai..... 9
- 13 - Habillement : Imperfections constatées dans la coupe des four- nitures assurées par la maison agréée d'Annoeullin..... 9

....

e) - Trafic total des ports :- DUNKERQUE.

Le trafic total du port a atteint un chiffre record. Il s'élève à 599.440 T. contre 551.967 T. en Novembre et 410.970 T. en Octobre. C'est le plus fort tonnage atteint par le port de Dunkerque depuis sa réouverture.

Le tonnage importé, qui représente la plus grosse partie de ce trafic, a été de 364.762 T. contre 330.703 T. en Novembre (+ 10,3 %) et 232.717 T. en Octobre (+ 56 %).

Le tonnage exporté, supérieur également à tous les tonnages enregistrés, s'élève à :

- 234.678 T. contre 221.264 T. en novembre (+ 6,6 %) et 178.253 T. en Octobre (+ 31,6 %)

- 141 navires à l'entrée contre 128 en Novembre

- 130 navires à la sortie contre 97 en Novembre.

L'augmentation constatée sur les importations porte principalement sur les sucres, houilles, laines, phosphates et vins.

Celle constatée sur les exportations porte notamment sur les céréales, les charbons de soude et les hydrocarbures.

Le tonnage transporté par fer a été de :

- 122.988 T. pour les marchandises importées, contre 114.254 T. en Novembre
- 156.081 T. pour les marchandises exportées, contre 166.336 T. en Novembre.

Le trafic par ferry est le suivant :

- Importations : 2.892 T. contre 3.855 T. en Novembre et 3.542 T. en Octobre.
- Exportations : 14.168 T. contre 18.947 T. en Novembre et 14.957 T. en Octobre.

Le nombre des voyages assurés par le ferry en Décembre a été de :

- 1 A.R. les 25,28 (2 fois)
- 2 A.R. les 2, 3, 8, 9, 10, 11, 13, 21, 23, 24, 26, 29 (12 fois)
- 3 A.R. les 1, 4, 5, 6, 7, 14, 17, 19, 22, 30 (10 fois)
- 4 A.R. les 12, 15, 16, 18, 20, 27, 31 (7 fois).

....

La moyenne journalière de l'extraction (98.467 T.) a été supérieure de 10.690 T., soit 12 % en plus, par rapport à celle du mois précédent (87.777 T.).

L'augmentation de l'extraction totale tient à la régularité du travail dans les Mines au cours du mois et à un absentéisme moins élevé.

3°) Industrie.

a) - Textile :

Bien que des difficultés se soient manifestées dans cette branche au cours du mois de Novembre, une nette amélioration a été enregistrée dans celle-ci au cours du mois de Décembre et le tonnage confié à nos voies dans la région lilloise s'est élevé à 8.222 T. contre 5.400 T. (+ 52 %) en Novembre et 7.900 T. en Octobre.

b) - Métallurgie :

Les usines métallurgiques font toujours preuve d'une grande activité. Le tonnage confié à nos voies s'est élevé à 212.600 T. contre 223.100 T. en Novembre (- 4,9 %) et 223.400 T. en Octobre (- 5 %).

Dans le bassin de Valenciennes, ce tonnage a été de 110.800 T. contre 118.500 T. en novembre (- 7 %) et 108.300 T. (+ 2,3 %) en Octobre et dans celui de Maubeuge, il s'est élevé à 101.800 T. contre 104.600 T. en Novembre (- 2,6 %) et 115.100 T. en Octobre (- 11,5 %).

Par rapport au mois de Décembre 1950, le tonnage expédié en Décembre 1951 a été supérieur de 20 % dans le bassin de Maubeuge et de 42 % dans le bassin de Valenciennes.

c) - Engrais :

Le tonnage remis à nos voies s'est élevé à 138.500 T. contre 103.500 T. en Novembre (+ 33 %) et 142.400 T. en Octobre (- 2,7 %).

L'industrie des engrais a connu une grande activité au cours du mois de Décembre qui est cependant un mois creux. L'approvisionnement des fabriques est généralement bon et l'importance des fabrications a permis de répondre à la demande qui reste très élevée.

d) - Produits chimiques :

On enregistre un regain d'activité des usines chimiques qui accroissent leur production d'acide sulfurique :

50.800 T. contre 47.700 T. en Novembre et 48.800 T. en Octobre.

....

- 14 - St-Quentin : Remarque concernant la paye de fin de mois..... 9
15 - Demande de reclassement des Al des Bif. Boucle et bif. Billy..... 10

II - Réglementation

- 16 - Régime d'exploitation de la ligne ARRAS-DOULLENS..... 10
17 - Mesures à prendre pour éviter le nez à nez dans les V.U.T. exploitées par consignes 10

III - Primes

- 18 - Seclin : Nouveau barème pour le décompte de la prime de productivité 11
19 - Abbeville : Révision de la prime de productivité 11
20 - Hazebrouck : Diminution de la prime de productivité 11

IV - Effectifs

- 21 - Exposé sur la situation des effectifs..... 12
22 - Lille-Délivrance : Révision de l'effectif..... 12
23 - Compiègne : Rétablissement du poste de CS2 Renseignements..... 13

V - Questions n'ayant pas reçu de solution dans les Comités Mixtes d'Etablissement

- 24 - 1ère Question du P.V. du C.M. de Terghier du 27 Novembre 1951 (déplacement du levier de manœuvre de l'aiguille 37)..... 13
25 - Questions 6, 8 et 10 du P.V. du C.M. de Boulogne du 16 novembre 1951 :
- 6 : mauvais état des dalles en ciment au pied du signal 11 - 12 - 13 .
- 8 : lanterne personnelle pour les pointeurs.
- 10 : construction d'une Consigne à Boulogne-Tintelleries..... 14
26 - Question N° 3 du P.V. d'Aulnoye en date du 12 Novembre 1951 (installation d'un micro au chantier Plaine-Sud)..... 14

....

Suite donnée à une question examinée antérieurement

Installation de barres protectrices sur les rames Bonlieue, en vue de rétablir l'intercommunication à l'usage des contrôleurs de route.

Le travail sera réplisé du 1er avril 1952 au 1er janvier 1953, date à laquelle tout sera terminé.

RESULTATS

des primes de rendement et de productivité

a) Primes de chantier

Nature de la prime	Nombre de chantiers		Nombre de primes ≤ 10		$10 < P \leq 20$		$20 < P \leq 30$		$30 < P \leq 40$		$P > 40$	
	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.
R.O.	21	21	-	-	-	-	-	-	1	1	20	20
RA + RA/RO	3	3	-	-	-	-	-	-	1	1	2	2
Manutention	8	8	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Bur. Marchand.	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1

b) Primes de productivité (gares de 1ère classe et au-dessus)

Nombre de gares	$P = 0$		$0 < P \leq 10$		$10 < P \leq 20$		$20 < P \leq 30$		$30 < P \leq 40$		$P > 40$	
	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.
34	-	-	-	-	-	3	3	4	4	5	27	22

....

Betteraves industrielles :

La campagne des betteraves tire à sa fin. Elle laisse l'impression d'une année moyenne au point de vue du rendement en poids et en sucre. Les rendises se sont élevées en Décembre à 305.700 T. contre 641.800 en novembre et 515.400 T. en Octobre. Depuis le début de la campagne et jusqu'au 13 Janvier, les rendises se sont élevées à 1.478.538 T. contre 1.931.218 T. pendant la même période de l'an dernier.

Il a été expédié 63.600 T. de sucre en Décembre 1951 contre 94.210 T. en Novembre 1951. Depuis le début de la campagne jusqu'au 13 Janvier, ces expéditions se sont élevées à 225.620 T. contre 312.330 T. pendant la même période de l'an dernier.

Marée :

La baisse saisonnière de ce trafic a entraîné une diminution très sensible du tonnage transporté au départ de Boulogne, qui a été le suivant :

	Décembre	Novembre	Octobre
Marée fraîche	9.584 T	11.538 T	12.788 T
Salaisons	294 T	387 T	496 T

Les importations de moules par Jeuront ont été de 2.536 T. contre 3.091 T. en Novembre et 382 T. en Octobre.

2°) Combustibles.

Le tonnage expédié par fer, en augmentation de 74.000 T. (+ 6 %), s'est élevé à 1.317.000 T. contre 1.243.000 T. en Novembre et 1.443.000 T. en Octobre.

La moyenne journalière des expéditions (54.900 T. contre 49.700 T. en Novembre) est en hausse sensible (10,4 %).

Le tonnage transporté par la voie d'eau s'est élevé à 340.000 T. contre 319.000 T. en Novembre (+ 6,5 %).

L'extraction totale a été de 2.363.000 T. pour 24 jours ouvrables contre 2.194.000 T. en Novembre pour 25 jours ouvrables.

....

Bovins et veaux :

24.413 têtes contre 24.351 en Novembre 1951 et 24.785 en Octobre 1951.

Porcs et moutons :

17.885 têtes contre 21.739 en Novembre 1951 et 31.368 en Octobre 1951.

Les importations de viande par le point frontière de Jeumont ont été seulement de :

367 T. contre 1.069 T. en Novembre et 917 T. en Octobre.

Pommes de terre :

L'écoulement de la récolte continue à s'effectuer lentement. L'importance de ce trafic au départ de la Région du Santeirre a été de :

8.480 T. contre 11.947 T. en Novembre,

et au départ de la Vallée de la Lys :

28.427 T. contre 39.040 T. en Novembre.

Culture maraîchère :

A St-Omer, la névente des légumes lourds a entraîné une baisse du trafic au départ de cette gare :

574 T. contre 889 T. en Novembre.

Le trafic des endives françaises est moins important que l'an dernier par suite du déficit de la production.

Il a été expédié au total sur l'ensemble de la Région :

765 T. contre 1.540 T.

Fruits et légumes à l'arrivée :

Les importations de fruits et primeurs du Maroc et d'Algérie qui ont débuté vers le 15 Novembre se sont très sérieusement accrues :

1.604 T. ont été remises au fer en décembre contre 270 T. en Novembre.

Les tonnages d'endives belges importées par fer ou remises à nos voies en gare de Feignies, se sont élevés à 1.090 T. contre 1.338 T. en Novembre.

Arboriculture fruitière :

Les arboriculteurs procèdent au traitement de leurs vergers. Les expéditions de pommes à couteau sont très faibles.

....

c) Prime de rendement des agents des trains et des agents du Contrôle de route

Moyenne journalière des 3 premiers éléments				Prime collective 4ème élément	
Agents de trains		Agents du contrôle de route		Octobre	Novembre
Octobre	Novembre	Octobre	Novembre		
25,75	26,09	25,82	26,02	37	38

A l'ouverture de la séance, un représentant du personnel d'exécution remet une résolution au Chef du Service.

Après avoir observé que les questions soulevées sortent des attributions du Comité Mixte Professionnel, le Président fait savoir que le texte ne peut être discuté, ni figurer au Procès-Verbal.

I - Questions d'ordre général1 - Exposé sur l'évolution du trafic.

Sur l'invitation du Chef du Service, M. VALLET fait l'exposé de cette question qui figure en annexe I au présent memento.

Le Chef du Service compare les résultats obtenus en 1951 avec ceux des exercices précédents et avec ceux d'avant guerre. Il se dégage que le trafic assuré en 1951 est supérieur à celui des autres exercices, alors que les effectifs d'agents, de locomotives, de voitures et de wagons sont plus réduits. Autrement dit les productivités des hommes et des outils ont considérablement augmenté.

Ces résultats sont dus à la modernisation du matériel et à la modernisation des méthodes d'exploitation et aussi à la compétence et aux efforts du personnel que le Chef du Service est heureux de féliciter.

Un Représentant du Personnel d'exécution exprime le vœu que cette amélioration de la productivité ait une influence favorable sur l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des Chemins de fer, notamment en matière de salaires.

....

2 - Résultat de l'étude de la fourniture de crayons à bille aux pointeurs.

De multiples essais d'utilisation de crayons à bille ont été effectués à la S.N.C.F. mais n'ont pas donné de résultat satisfaisant lorsque l'emploi en a été fait dans des conditions inconfortables, ce qui est le cas pour les pointeurs. Néanmoins, l'expérience va être renouvelée dans un triage de chaque Arrondissement et l'extension éventuelle aux autres établissements sera subordonnée au résultat de cette expérience.

Un représentant du personnel signale que les relevés modèle 12023 utilisés en particulier par les pointeurs sont imprimés sur du papier de mauvaise qualité, ce qui rend difficile leur établissement en 4 exemplaires.

Cette remarque sera signalée au Service A en vue d'obtenir une amélioration de la qualité du papier.

3 - Application des règles affichées concernant le paye des agents.

Exemple : l'Avis de Service prévoyait le paye des primes de fin d'année le 18 décembre.

A CHALIS, le chèque mis à la disposition du caissier n'était négociable que le 18 décembre, d'où impossibilité d'effectuer ces versements, l'ouverture de la banque s'effectuant à 9h. du matin et contrôle de l'argent reçu par celui-ci avant le paiement.

Il importe que les dates de paiement de la solde soient respectées. Les mesures nécessaires seront prises pour que les chèques adressés aux gares soient négociables la veille de la paye du personnel.

4 - Equipement des trains de manœuvres de fourgons U.S.A. ou fatigués.

Un Représentant du personnel signale que certains fourgons en bon état sont utilisés pour des navettes, alors que l'on emploie encore des fourgons U.S.A. ou fatigués pour des trains à long parcours.

Les instructions déjà données pour l'affectation des fourgons U.S.A. ou fatigués aux seuls trains de manœuvres seront renouvelées.

5 - Reprise de la question 11 du P.V. du C.M. de Boulogne du 16 Novembre 1951 (utilisation des agents à gare pour l'accompagnement des trains).

L'Instruction Générale EX. 5b prévoit que le personnel des gares peut être utilisé au Service des trains comme appoint pendant les périodes de fort trafic ou accidentellement en cas de défaillance d'un agent des trains.

L'augmentation des recettes du mois de Décembre par rapport à celles de Novembre (+ 25 %) est due au mouvement de voyageurs qui se produit chaque année à l'occasion des Fêtes de Noël et du Jour de l'An.

La comparaison avec les recettes du mois correspondant de 1938 (recettes portées à la valeur de 1951) et de 1950 fait apparaître pour Décembre 1951 une augmentation de 9,4 % par rapport à Décembre 1938 et de 14,4 % par rapport à Décembre 1950.

Les recettes marchandises et bagages ont été :

- Décembre 1951 : 4.814.000.000 contre 4.946.000.000 (1) en Novembre 1951
5.071.000.000 (1) en Octobre
et 4.424.000.000 (1) en Décembre 1950.

Cette comparaison fait apparaître une diminution de 2,7 % par rapport au mois précédent et une augmentation de 8,8 % par rapport à Décembre 1950.

Les indemnités payées pour vols en Octobre 1951 ont été de 866.200 frs contre 420.700 frs en Octobre 1950.

Le pourcentage d'indemnités payées par rapport aux recettes est de :

- 0,017 en Octobre 1951 contre 0,008 en Octobre 1950.

1°) Agriculture et denrées comestibles -

Produits laitiers :

Malgré l'avancement de la saison, la production laitière se maintient à un niveau élevé. On a même noté un accroissement sensible dans la Région de Beauvais où le trafic de lait en nature reste soutenu :

3.458 T. contre 3.408 T. en Novembre et 3.600 T. en Octobre.

Il en est de même en ce qui concerne les arrivages dans les gares Nord de Paris :

3.556 T. contre 3.481 T. en Novembre et 3.552 T. en Octobre.

Le trafic des produits laitiers reste stable au départ de la Thiérache et de la Vallée de la Bresle.

Animaux vivants :

L'accroissement de la demande au moment des Fêtes de fin d'année a occasionné un affermissement des cours de la viande. Malgré cela, les expéditions d'animaux vivants sont en baisse au départ de la Région Nord, sauf dans le Pas-de-Calais. Les arrivages dans les gares Nord de Paris se maintiennent en ce qui concerne les bovins et veaux, mais sont en baisse pour les porcs et moutons.

(1) Valeur convertie au niveau des prix actuels.

- 74,9 à 80,5 contre 77,2 à 89,4 le mois précédent

et 63,1 à 75,2 pendant Décembre 1950.

Le nombre de trains de voyageurs omnibus à l'heure a été de :

- 72,8 à 79,8 contre 80,5 à 83,4 le mois précédent

et 62,7 à 75,8 pendant Décembre 1950.

Les trains de banlieue oscillent entre :

- 82,9 et 91,7 contre 89,8 à 93,2 le mois précédent

et 75,7 à 81,3 en Décembre 1950.

Quant aux trains de R.A., leur circulation s'est maintenue à l'heure dans une proportion de :

- 80,4 à 90,5 contre 90,5 à 93,5 le mois précédent

et 65,9 à 79,8 en Décembre 1950.

Les trains de marchandises R.O. s'inscrivent pour une circulation à l'heure dans une proportion de :

- 75,2 à 85,6 contre 76,4 à 82,4 le mois précédent

et 64,1 à 73,8 en Décembre 1950.

INCIDENTS de CIRCULATION.

Aucun incident marquant ne s'est produit au cours des mois de Novembre et Décembre 1951.

IV - QUESTIONS COMMERCIALES.

A - VOLS.

Les derniers renseignements sont les suivants :

- Octobre 1951 - 31 vols dont 2 par des agents

- Octobre 1950 - 32 vols dont 1 par des agents.

B - RECETTES et INDEMNITES.

Recettes voyageurs en décembre : 860.000.000

contre : 688.000.000 en Novembre

et : 760.000.000 en Octobre.

La gare de BOULOGNE n'a fait qu'appliquer correctement les dispositions de cette Instruction.

Cette question a été également traitée en réunion du 20 décembre 1951 des délégués au 3ème degré. M. le Directeur s'est montré partisan de l'application de cette formule estimant que, pendant les périodes de pointe du trafic, il est normal de voir des agents de gare dans les fonctions de Chef de train, à la condition que ceux-ci ne soient mis en roulement que pour des parcours limités et qu'ils aient la formation nécessaire.

6 - De nombreuses avaries de bâches sont constatées dans les transports de tôles fines; bien que la lettre 10.056 DON 242 F du 27 février 1951 de la Division du Mouvement admette la non responsabilité des gares, des sanctions sont fréquemment infligées aux agents reconnaisseurs.

Dans la plupart des cas, il s'agit de bâches posées à même les chargements et qui ne comportent qu'un ou plusieurs paquets de tôles complétant les chargements des barres d'acier.

La délégation demande qu'un dispositif de protection soit étudié pour diminuer les avaries et éviter les sanctions non justifiées.

L'étude de cette question se poursuit. Dès juillet 1951, il a été prescrit d'utiliser les matelas anti-chocs pour protéger les bâches en contact avec les angles vifs des paquets de tôles fines. Les résultats obtenus sont satisfaisants.

D'autre part, 1.200 demi-arceaux ont été commandés et seront livrés en avril aux gares expéditrices de tôles fines, pour être posés sur les wagons et isoler les bâches des chargements.

Un fonctionnaire de la Division C et de la Division M, en compagnie d'un représentant du Service V.W. se rendront dans certaines gares expéditrices et vérifieront les résultats obtenus.

Un représentant du personnel signale le cas d'un expéditeur de tôles fines qui a fait confectionner des arceaux pour supporter les bâches et qui éprouve des difficultés pour le retour de ces arceaux.

Le cas cité sera examiné.

7 - Horaires de mai 1952 : détente de la marche des facultatifs voyageurs, limitation des restrictions à l'admission des voyageurs (voir question 3 de Lille le 28 Novembre), admission des cartes AH, régime des messageries et marchandises pour permettre un maximum de congés aux 14 juillet et 15 août.

10) La détente de la marche des trains facultatifs n'est pas souhaitable. Il importe, au contraire, que ces marches soient les plus rapides possibles

afin de permettre les jours de fêtes la mise en marche éventuelle d'un ou plusieurs trains supplémentaires.

2°) les restrictions d'admission des voyageurs au départ de Lille dans le train 338 seront levées pour le service d'été.

3°) la question de l'admission dans certains trains des voyageurs porteurs de cartes AH, fera l'objet d'un examen approfondi.

4°) la suppression de certains trains les jours de fêtes et le figeage des chantiers de triage sont laissés à l'initiative des Chefs d'Arrondissement. Ces derniers seront invités à appliquer ces dispositions le plus largement possible aux fêtes du 14 juillet et du 15 août, afin d'accorder au plus grand nombre possible d'agents les congés demandés.

8 - Extension des pouvoirs des grandes gares pour le remboursement des consignations de cartes d'abonnement (voir question 2 de Lille le 28 novembre).

Les remarques qui sont faites et qui sont pertinentes seront examinées en vue de rechercher une solution satisfaisante.

9 - V.F.I.L. - Nocivité des surtaxes variant avec le kilométrage S.N.C.F.

La Division C est chargée de l'étude de cette question et de ses incidences. Il convient d'en attendre le résultat.

10 - Nous constatons, sur la Région EST, un esprit commercial plus élevé que sur la Région NORD. Exemple : chaque fois qu'une manifestation quelconque (sportive, commerciale ou autres) est organisée à Reims, des billets A.R. avec 40 % de réduction sont délivrés au public, nous enregistrons en gare de Leon un afflux de voyageurs. Sur le Nord, les mêmes avantages demandés à destination d'une gare de la Région ont été refusés.

Il n'est délivré de billets à prix réduit à l'occasion de manifestations locales, sportives ou commerciales que lorsque cette mesure est susceptible de procurer un trafic supplémentaire et d'éviter que le client ne se reporte sur ces billets au détriment des billets ordinaires. Bien que la vente des billets à prix réduit à destination de Reims n'ait pas donné les résultats escomptés, une expérience sera néanmoins tentée sur la Région Nord lors d'une prochaine manifestation.

....

Le tonnage kilométrique est en augmentation de 3,38 % pour les voyageurs, de 1,43 % pour le R.A. et de 3,23 % pour le R.O.

C) Situation du matériel :

Les existences utilisables atteignent en Janvier 1952 :

- 302.278 wagons contre :
(298.536 en Janvier 1951
307.810 en Décembre 1951
et 304.820 en Novembre 1951.

D) Trafic de détail :

Compte tenu du nombre de jours ouvrables, les recettes du trafic de détail se sont maintenues sensiblement au même niveau qu'en Octobre.

De 536.721.000 en Octobre, et 505.845.000 en Novembre, elles sont passées à 476.111.000 en Décembre, la moyenne journalière s'élevant à 19.044.000 f. pour 25 jours ouvrables, contre 19.878.000 f. en Octobre pour 27 jours ouvrables et 20.233.000 f. en Novembre pour 25 jours ouvrables.

Elles sont également en augmentation sur celles des mois correspondants de l'année dernière où elles s'élevaient en Novembre à 360.000.000 et en Décembre à 342.000.000 f.

A noter que depuis l'an dernier les tarifs ont été aménagés en Janvier 1951 et ont subi une majoration de 10,157 % en Avril 1951, de 5,127 % en Août 1951 et de 5,127 % en Novembre 1951.

III - CIRCULATION.

La circulation des trains en Décembre est en régression assez sensible par rapport au mois précédent, mais en sérieuse amélioration par rapport à l'an dernier. Les retards constatés sont toujours attribuables à des ralentissements sur les chantiers de travaux (notamment en gare de Longueau au Pont du Boulevard Ney, entre Bif. d'Aulnay et Mitry, Arras et Roex, Chocques et Lillers, Landreies et Le Cateau, Caudry et Cattenières, Berguette et Thiennes, Sains-du-Nord - Fournies et Anor, et à des intempéries (brouillards fréquents et tempête).

C'est ainsi que le pourcentage des trains rapides et express à l'heure a varié de :

....

II - SERVICE MARCHANDISES.

A) Le nombre des wagons chargés et entrés chargés a été :

- du 7 au 13 Janvier 1950 de 71.879
- du 6 au 12 Janvier 1951 de 82.028
- du 8 au 14 Décembre 1951 de 91.998
- du 5 au 11 Janvier 1952 de 80.289

En Décembre 1951, il a été chargé sur le Nord 259.498 wagons contre 280.029 en Novembre 1951 et 276.000 en Juillet 1939. En Décembre 1950, il avait été chargé 256.880 wagons contre 277.250 en Novembre 1950.

Le nombre de wagons chargés et entrés chargés au cours de la semaine du 5 au 11 Janvier est inférieur de 2,7 % au nombre de wagons chargés et entrés chargés de la semaine correspondante de 1938, qui s'élevait à 82.489. Il est à noter que le chargement moyen d'un wagon, qui s'élevait en 1938 à 9 T., se maintient maintenant à environ 13 T.

A la date du 12 Janvier, le nombre de wagons en garage G.1 était de 5.270, se décomposant comme suit :

- K 2.780
- T 2.030
- Plats 460.

Le 14 Novembre, le nombre de wagons G.1 était de 3.460.

Nous avons, en outre, en garage sur nos voies :

- 410 wagons en garage G.2
- 2.050 " " E.3
- 13.180 " avariés dont 5.550 dans les ateliers.

La rotation du matériel se maintient aux environs de 8 jours.

B) Parcours et tonnages kilométriques :

Les chiffres de Novembre 1951 font ressortir, par rapport aux chiffres correspondants de 1950, une augmentation des parcours voyageurs (5,76 %), des parcours R.O. (3,87 %) et une diminution des parcours R.A. (1,25 %).

....

11 - Nous demandons la réfection totale des bureaux du Service Commercial de La Chapelle-Intérieure, Sections Expéditions et Arrivages. Il s'agit d'une baraque en planches construite à même le sol avec parquet disjoint laissant passer la poussière. De plus, 35 agents travaillent dans un milieu malsain, ce qui détermine départ au sanatorium et nombreux arrêts pour maladie.

La réalisation du projet qui est toujours en suspens, est subordonnée à la décision finale de la Douane et amènerait la disparition du barquement provisoire incriminé.

M. le Directeur est intervenu tout récemment auprès du Service de la Douane, afin d'obtenir rapidement sa décision. D'autre part, les travaux d'appropriation les plus indispensables vont être entrepris dans le barquement en question.

12 - Examen de la question N° 1 du Procès-Verbal de la gare de LILLE en date du 28 novembre 1951 - Suppression des appareils distributeurs de tickets de quai.

Les distributeurs automatiques doivent être maintenus, en raison des services qu'ils rendent incontestablement. On recherchera la possibilité d'adapter ces appareils à l'utilisation des différents types de pièces.

D'autre part, tous les guichets chargés de la délivrance des billets des gares de Paris-Nord et de Lille seront pourvus de tickets de quai, et un ticket sera vendu à tout client qui demanderait de la monnaie en vue de l'utilisation de l'appareil automatique.

13 - Nous demandons une intervention de la Région pour que des instructions soient données à la maison d'Annoeullin qui confectionne les uniformes des agents astreints à les porter pour que le travail soit fait correctement. Les costumes livrés sont trop étroits ou trop courts.

Satisfaction sera donnée au personnel dans son intérêt et dans l'intérêt de la S.N.C.F. car la tenue des agents est un facteur commercial important. Les vêtements qui ne donnent pas satisfaction seront renvoyés au fournisseur.

14 - St-Quentin - Les agents de cette gare protestent contre le non paiement en temps utile de la paie de fin de mois. Nous demandons que des mesures soient prises pour éviter ce retard qui gêne beaucoup de cheminots dans la période actuelle.

Cette question est réglée. Les dispositions utiles ont été prises pour éviter le retour d'un léger incident qui s'est produit en août 1951.

....

15 - Nous demandons le reclassement des postes Bif. Boucle et Bif. Billy situés à 4 Km 500 de la gare de Lens, tenus par des Al (Chefs de poste) au lieu de Ca.

Il s'agit de postes qui, malgré leur éloignement du BV sont compris dans les limites de la gare et ne peuvent, en conséquence, être assimilés à des postes de pleine voie. Pour tenir compte des opérations de sécurité que les aiguilleurs pourraient être appelés à effectuer, il leur a été accordé exceptionnellement le grade d'aiguilleur de 1ère classe.

Le relèvement de ces postes en Ca ne saurait être envisagé.

II - Réglementation

16 - Intentions de la Région au sujet des lignes à trafic restreint. Nous demandons le retour de l'IGS4 pour la ligne Arras-Doullens.

La Région n'a pas l'intention d'étendre le régime du trafic restreint à des lignes plus chargées que celles déjà soumises à cette réglementation. En ce qui concerne la ligne Arras-Doullens, l'abandon du régime du trafic restreint entraînerait une augmentation importante des dépenses d'exploitation que la situation actuelle ne justifie pas. Des mesures seront prises pour atténuer les difficultés rencontrées pendant la période d'extrême pointe de trafic (15 novembre - 10 Décembre) et notamment par l'octroi d'un renfort à la gare de Doullens pour alléger la tâche du Chef de gare qui assure en même temps les fonctions de chef de ligne.

Il est exact que cette section tend vers la limite du trafic que l'on peut admettre sur une ligne exploitée suivant le règlement du trafic restreint et la révision du régime d'exploitation devrait être envisagée si le trafic augmentait encore.

17 - Mesures à prendre pour éviter le "nez à nez" dans les V.U.T. exploitées par consignes (application des articles 61, 62, 69 et 70 de l'I.R.S.B., mais sans intervention des mécaniciens).

La circulation sur la voie unique temporaire est réglée par un "chef de circulation" en relation directe avec le régulateur de la ligne. La sécurité repose sur des demandes de voie effectuées par des agents qualifiés tout spécialement choisis. Cette méthode a fait ses preuves puisqu'elle est appliquée sur l'ensemble des Régions depuis plusieurs années sans jamais donner lieu à aucun incident.

....

EVOLUTION du TRAFIC au COURS des MOIS de NOVEMBRE et DECEMBRE 1951

I - SERVICE VOYAGEURS.

En Novembre, nous avons assuré le transport de :

	3 colonies de vacances	-	205 enfants
contre	2 " "	-	74 enfants en 1950
	62 groupes ordinaires	-	1.847 voyageurs
contre	62 " "	-	1.357 voyageurs en 1950.

Nous avons mis en marche 16 trains spéciaux garantis contre 13 en 1950.

En Décembre, nous avons assuré le transport de :

	27 colonies de vacances	-	880 enfants
contre	32 " "	-	1.066 enfants en 1950
	54 groupes ordinaires	-	1.647 voyageurs
contre	63 " "	-	1.255 voyageurs en 1950.

Nous avons mis en marche 18 trains spéciaux garantis contre 15 en 1950.

Le trafic voyageurs de Noël et Jour de l'An a été supérieur à celui de l'an dernier.

Le nombre de voyageurs Grandes Lignes au départ de Paris du 21 au 24 Décembre s'est élevé à 95.623 (pour 162 trains dont 41 supplémentaires) contre 80.940 (132 trains dont 24 supplémentaires) pour la période correspondante de 1950.

Le nombre de voyageurs Grandes Lignes à l'arrivée à Paris pour la période du 30 Décembre 1951 au 2 Janvier 1952 a été de 80.400 (145 trains dont 33 supplémentaires) pour 69.120 (125 trains dont 22 supplémentaires) pour la période correspondante de 1950.

....

25 - Questions 6, 8 et 10 du P.V. du C.M. de Boulogne du 16 novembre 1951.

(6 : mauvais état des dalles en ciment au pied du signal 11-12-13,

8 : lanternes personnelles pour les pointeurs,

10 : construction d'une consigne à Boulogne-Tintelleries).

1°) la remise en état des dalles en ciment se trouvant au pied du signal 11 - 12 - 13 a été effectuée en novembre 1951.

2°) la mise en service d'un nouveau type de lanterne électrique pour pointeur est envisagée dans un prochain avenir. De ce fait, la réserve existante de lanternes du type actuel sera utilisée pour doter les pointeurs, dans les grands centres, tout au moins d'une lanterne individuelle.

3°) après examen, M. le Directeur a décidé de réaliser en 1952 le projet déjà étudié de la construction de la consigne de Boulogne-Tintelleries.

26 - Question 3 du P.V. du C.M. d'Aulnoye en date du 12 novembre 1951 (installation d'un micro au chantier Plaine-Sud).

Le projet de sonorisation des têtes de faisceau "formation" des grandes gares de triage, ne prévoit pas l'installation d'un micro que pourrait utiliser le chef de manœuvres commandant le chantier. C'est pourquoi il n'en a pas été prévu à Aulnoye.

Le projet prévoit deux micros, l'un à la bosse, l'autre à la cabine d'aiguillage. On pourrait craindre qu'un 3ème micro amène de la confusion dans le commandement.

La Division des Etudes examinera la question.

La prochaine Réunion est fixée, en principe, au mercredi 19 Mars 1952 à 14h30.

III - Primes

Avant de procéder à l'examen des questions relatives aux primes inscrites à l'Ordre du Jour, M. LATOUCHE informe les représentants du personnel que le report sur Persan-Beaumont d'une partie du service des manœuvres assurée précédemment par Creil avait diminué le travail incombant à cette dernière gare dont le personnel ne recevait plus que le minimum de prime.

Depuis octobre dernier, de nouvelles modifications ont été apportées aux conditions d'exploitation de Creil et la prime de productivité s'est, de ce fait, élevée sensiblement. Néanmoins, les barèmes de calcul de la prime de productivité et de la prime RO seront revus dès que le nouveau cadre de la gare aura été fixé.

18 - Reprise de la 1ère question (Seclin) C.M. Collectif du 2ème Arrondissement du 1er décembre 1951 (nouveau barème pour le décompte de la prime de productivité).

La révision faite à compter du 1er septembre 1951 a eu pour objet d'adopter les bases de calcul de la prime aux conditions nouvelles de travail. L'application de cette formule a permis d'attribuer des primes de 33,35 en septembre, 41,67 en octobre, 45,60 en novembre.

19 - Reprise de la question 7 de la réunion du Comité Mixte d'Etablissement de la gare d'ABBEVILLE en date du 16 novembre 1951 (révision de la prime de productivité).

Ainsi que cela a déjà été précisé lors de la réunion du 21 novembre 1951 du Comité Mixte Professionnel, les barèmes de la prime d'Abbeville révisés en janvier 1951 n'ont permis d'attribuer jusqu'en juillet 1951 qu'une prime voisine du minimum garanti, en raison d'un excédent de personnel. Ce surnombre étant maintenant résorbé, l'application des barèmes donne des taux de base satisfaisants (septembre 40,14, octobre 53,70, novembre 48,51).

20 - Examen de la 2ème question du procès-verbal du Comité Mixte d'Hazebrouck en date du 24 novembre 1951 (prime de productivité) diminuée.

A la suite d'une réorganisation du service en mai 1951, la prime de productivité de la gare d'Hazebrouck avait atteint pendant plusieurs mois consécutifs un taux anormalement élevé de prime qu'il n'était pas justifié de maintenir. Les nouveaux barèmes appliqués depuis le 1er octobre 1951 ont tenu compte de cette situation nouvelle.

IV - Effectifs

21 - Exposé sur la situation des effectifs

L'effectif à disposition du Service EX. Nord s'est établi à 21.362 unités en fin décembre 1951, légèrement inférieur au plafond fixé pour cette date (21.400).

Les embauchages réalisés en septembre et octobre ont permis d'atteindre en novembre l'effectif de 21.449 correspondant à la pointe de trafic de ce dernier mois.

En fin 1951, le nombre d'auxiliaires était de 850 contre 340 au début de la même année.

Les embauchages correspondants ont été particulièrement difficiles dans les régions de Dunkerque, Valenciennes et Aulnoye pour lesquelles il a fallu pousser très loin le recrutement.

Pour 1952, les effectifs prévus au budget initial sont du même ordre que ceux de 1951 : moyenne mensuelle 21.480 - fin décembre 1952 : 21.400. Toutefois, ces chiffres devront être corrigés en cours d'année pour tenir compte des reports de service sur l'Est en mai prochain.

Au 1er janvier 1952, il y a eu 180 départs en retraite environ et les Chefs d'Arrondissement ont été autorisés à effectuer les embauchages nécessaires pour compenser les insuffisances résultant de ces départs.

Dans le courant de l'année 1951, 190 admissions au cadre permanent ont été prononcées, ce qui a permis de régulariser la situation de tous les auxiliaires anciens remplissant les conditions d'admission.

Pour le 1er semestre 1952 un crédit de 200 admissions a été attribué au Service.

22 - Reprise de la question N° 1 de la réunion du Comité Mixte d'établissement de la gare de Lille-Délivrance en date du 26 septembre 1951 "Révision de l'effectif".

M. LATOUCHE qui a examiné sur place la situation de la gare de Délivrance indique que la question 1/9 du Comité Mixte de cet établissement du 26 août 1951 visait deux questions : maintien des brigades complètes dans les chantiers et révision de l'effectif :

- 1°) sur le premier point, la situation déjà satisfaisante fin octobre, s'est encore améliorée grâce aux embauchages réalisés depuis cette date. Si l'on fait abstraction des agents en service doux ou inaptes au service des manœuvres, la gare de Délivrance dispose actuellement de 279 agents pour un cadre autorisé de 277. Toutes les brigades sont maintenues à effectif complet.

- 2°) sur le deuxième point, il a déjà été indiqué au Comité Mixte de novembre 1951 que le cadre établi en juillet 1950 avait prévu 17 agents "réserve" et "renfort". Depuis le mois de juillet dernier, le trafic de Délivrance s'est profondément modifié et la moyenne journalière des wagons entrés est passée de 1500/1600 à 1900/2000.

La gare a pu faire face à cet accroissement de trafic, parce que, à la faveur d'un état sanitaire satisfaisant, elle a pu disposer d'un nombre d'agents de réserve supérieur au chiffre de 17 annuellement prévu.

Néanmoins, comme la situation de ce triage semble stabilisée au niveau atteint depuis 6 mois, la mise au point de son effectif sera immédiatement entreprise, notamment pour la réserve.

- 23 - Ne serait-il pas possible de rétablir le poste de CS2 Renseignements de Compiègne qui donnerait satisfaction au public et faciliterait le travail de la gare. Ce poste pourrait être mixte : 1/2 journée Mouvement - 1/2 journée Renseignements; voir article du journal "Le Progrès de l'Oise" du mercredi 17 octobre 1951.

L'existence d'un agent spécialisé aux "Renseignements" ne se justifie que dans les gares desservant des centres beaucoup plus importants que Compiègne.

Les renseignements peuvent être fournis aux usagers, soit par le personnel du bureau voyageurs pour ceux demandés en gare, soit par l'agent utilisé en renfort au standard pendant la période de pointe ou par un agent dirigeant ou par le personnel des bureaux pour ceux demandés téléphoniquement.

L'augmentation des effectifs de la gare de COMPIEGNE ne se justifie pas et toutes dispositions doivent être prises par le Chef de gare pour qu'on réponde au téléphone et qu'on donne les renseignements demandés en gare.

V - Questions n'ayant pas reçu de solution dans les Comités Mixtes d'Etablissement

- 24 - 1ère question du P.V. du C.M. de Tergnier du 27 novembre 1951 (déplacement du levier de manœuvre de l'aiguille 37).

Cette question est résolue et les travaux sont en cours.

....

.....

NORD

1ère Division 1/3

NOTE EN CIRCULATION

30
1

MM. ~~LOHIER~~

GUIBERT

DAUBEMARD

~~CINSBURGER~~

BIDET

~~RAME~~

~~MERMET~~

BARJOT

SCHERER

~~LORIDON~~

BUCHER

CAIT

Retour à la porte 406 -
pour classement

523.0

20 Mars - 12 heures

11

24

Comité mixte professionnel des Services Ex

14 mars 1952

Quetray

XIV

Remboursement des consignations

des cartes d'alimentation par les gares

PV du C.M.P. Roux du 26/1/52

Quetray 8

COMITE MIXTE PROFESSIONNEL
des
SERVICES D'EXPLOITATION

Réunion du 14 Mars 1952

Extension des pouvoirs des grandes gares pour
le remboursement des consignations des
cartes d'abonnement

Cette question a été examinée par le Comité Mixte Professionnel EX de la Région à l'initiative de la gare de Lille qui a signalé que de nombreux abonnés laissent passer le délai limite de 8 jours prévu par le tarif pour le remboursement de la consignation des cartes d'abonnement. Les gares n'étant pas autorisées à rembourser cette taxe après ce délai, les dits abonnés adressent alors une demande de détaxe dont l'examen entraîne tout un échange de correspondance et de formalités qui seraient supprimés si ce délai était allongé.

A la suite de cette suggestion la Division Commerciale Nord avait proposé de porter à un an le délai de remboursement de la consignation dans le cas de renouvellement du contrat sans interruption.

A cette proposition la Direction Commerciale a opposé l'argumentation ci-après :

- les abonnés ne manquent pas d'indiquer à chaque nouvelle demande qu'il s'agit d'un renouvellement et il y a alors report de la consignation sur la nouvelle carte;
- les demandes de remboursement après renouvellement doivent donc être rares et par suite la proposition de la Division Commerciale présente peu d'intérêt;
- il faut éviter dans toute la mesure du possible de laisser dans les mains des voyageurs des titres périmés dont certains seraient tentés de se servir;
- depuis 1949, au fur et à mesure des réapprovisionnements, il est imprimé sur les cartes une mention indiquant le délai de remboursement de la consignation. Dans un très proche avenir, il ne restera donc plus beaucoup de cartes ne précisant pas le délai de remboursement.

Pour ces diverses raisons, il paraît préférable de maintenir le statu quo.

A noter que le montant actuel de la consignation 400 Fr. correspond à un parcours de 80 km au plein tarif. Il suffit donc de tout petits voyages faits avec une carte périmée pour récupérer le montant de la consignation.

Paris, le 15 mars 1952

2

Monsieur RAMÉ,

Le Comité Mixte a parlé, comme vous le savez, de l'extension des pouvoirs des gares pour le remboursement des consignations des cartes d'abonnement.

Il a été signalé que, contrairement à ce que vous avez indiqué dans la note ci-jointe, même lorsqu'il s'agit d'un renouvellement, lorsque le renouvellement n'est pas demandé dans les délais de remboursement de la consignation, il n'y a pas report; on demande une nouvelle consignation et on rembourse l'ancienne par détaxe.

S'il en est ainsi, il semble qu'il y a des gares qui n'appliquent pas les instructions.

Voulez-vous débrouiller cette question et la régler ?

Tout ce que demandent les délégués, c'est l'autorisation pour les gares de reporter la consignation sur la nouvelle carte en cas de renouvellement.

EXTRAIT DU PROCES VERBAL N° 59

de la séance du 9 Mai 1952

DU COMITE MIXTE PROFESSIONNEL DES SERVICES CENTRAUX EXPLOITATION

.....
XVII - Suite aux questions traitées précédemment -
.....

9°)- Remboursement des consignations des cartes d'abonnement par les gares -

(P.V. N° 58 du C.M.P.E. du 14 mars 1952 - Question XIV- 1°)

Il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés, dès qu'ils ne sont plus valables, des mains des voyageurs et c'est pourquoi au fur et à mesure des réapprovisionnements, il est imprimé sur les cartes d'abonnement une mention indiquant le délai de remboursement de la consignation. Dans un très proche avenir, il ne restera donc plus beaucoup de cartes ne précisant pas le délai de remboursement et par suite, les cas de restitution tardive deviendront de plus en plus rares.

Le Règlement Général de la Comptabilité des Gares prévoit que pour les renouvellements d'abonnement, le montant de la consignation est reporté sur le nouveau contrat, mais on ne peut considérer comme renouvellement une demande de carte faite à une date quelconque pouvant être très éloignée de la date d'expiration du contrat précédent. La règle des huit jours s'applique donc au report et au remboursement de la consignation et toute mesure plus libérale irait à l'encontre du but poursuivi qui est de faire rentrer aussitôt que possible, les cartes venues à expiration, afin d'éviter leur utilisation.

En conséquence, il paraît préférable de laisser les choses en l'état et il serait seulement désirable que les Guichetiers profitent de toutes les occasions pour rappeler aux abonnés le délai de remboursement de la consignation.

^ Une telle action réduirait sans doute dans une forte proportion le nombre des demandes tardives de remboursement ce qui est précisément le but de la question posée.
.....

if Dejournet

Quelle suite a été donnée à cette note ?

S-9

peu

[Signature]

(A)

La réponse a été donnée à 1^{er} gen
le 16 avril 1952 (Question III)

(B)

Le P.V. 4059 de la séance du 9 Mai
tenait compte de cette réponse.

RD

4/9/52

Monsieur Lefebvre
4-9

tu
muni

[Signature]

RD

Paris, le 15 mars 1952

Monsieur RAMÉ,

Le Comité Mixte a parlé, comme vous le savez, de l'extension des pouvoirs des gares pour le remboursement des consignations des cartes d'abonnement.

Il a été signalé que, contrairement à ce que vous avez indiqué dans la note ci-jointe, même lorsqu'il s'agit d'un renouvellement, lorsque le renouvellement n'est pas demandé dans les délais de remboursement de la consignation, il n'y a pas report; on demande une nouvelle consignation et on rembourse l'ancienne par détaxe.

S'il en est ainsi, il semble qu'il y a des gares qui n'appliquent pas les instructions.

Voulez-vous débrouiller cette question et la régler ?

Tout ce que demandent les délégués, c'est l'autorisation pour les gares de reporter la consignation sur la nouvelle carte en cas de renouvellement.

RD

m

N° 5230/54

COMITE MIXTE PROFESSIONNEL
des
SERVICES D'EXPLOITATION

Réunion du 14 Mars 1952

Extension des pouvoirs des grandes gares pour
le remboursement des consignations des
cartes d'abonnement

page A

Cette question a été examinée par le Comité Mixte Professionnel EX de la Région à l'initiative de la gare de Lille qui a signalé que de nombreux abonnés laissent passer le délai limite de 8 jours prévu par le tarif pour le remboursement de la consignation des cartes d'abonnement. Les gares n'étant pas autorisées à rembourser cette taxe après ce délai, les dits abonnés adressent alors une demande de ^{de}détaxe dont l'examen entraîne tout un échange de correspondance et de formalités qui seraient supprimés si ce délai était allongé.

page B

A la suite de cette suggestion, la Division Commerciale Nord avait proposé de porter à un an le délai de remboursement de la consignation dans le cas de renouvellement du contrat sans interruption.

A cette proposition la Direction Commerciale a opposé l'argumentation ci-après :

- au fond on ne le fait pas.*
- les abonnés ne manquent pas d'indiquer à chaque nouvelle demande qu'il s'agit d'un renouvellement et il y a alors report de la consignation sur la nouvelle carte;
 - les demandes de remboursement après renouvellement doivent donc être rares et par suite la proposition de la Division Commerciale présente peu d'intérêt;
 - il faut éviter dans toute la mesure du possible de laisser dans les mains des voyageurs des titres périmés, dont certains seraient tentés de se servir;
 - depuis 1949, au fur et à mesure des réapprovisionnements, il est imprimé sur les cartes une mention indiquant le délai de remboursement de la consignation. Dans un très proche avenir, il ne restera donc plus beaucoup de cartes ne précisant pas le délai de remboursement.

Pour ces diverses raisons, il paraît préférable de maintenir le statu quo.

A noter que le montant actuel de la consignation 400 Fr. correspond à un parcours de 80 km au plein tarif. Il suffit donc de tout petits voyages faits avec une carte périmée pour récupérer le montant de la consignation.

RD

523.0 / 24

B

EXTRAIT DU PROCES VERBAL N° 59

de la séance du 9 Mai 1952

DU COMITE MIXTE PROFESSIONNEL DES SERVICES CENTRAUX EXPLOITATION

.....
XVII - Suite aux questions traitées précédemment -
.....

9°) - Remboursement des consignations des cartes d'abonnement par les gares -

(P.V. N° 58 du C.M.P.E. du 14 mars 1952 - Question XIV- 1°)

Il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés, dès qu'ils ne sont plus valables, des mains des voyageurs et c'est pourquoi au fur et à mesure des réapprovisionnements, il est imprimé sur les cartes d'abonnement une mention indiquant le délai de remboursement de la consignation. Dans un très proche avenir, il ne restera donc plus beaucoup de cartes ne précisant pas le délai de remboursement et par suite, les cas de restitution tardive deviendront de plus en plus rares.

*le
montant*

Le Règlement Général de la Comptabilité des Gares prévoit que pour les renouvellements d'abonnement, le montant de la consignation est reporté sur le nouveau contrat, mais on ne peut considérer comme renouvellement une demande de carte faite à une date quelconque pouvant être très éloignée de la date d'expiration du contrat précédent. La règle des huit jours s'applique donc au report et au remboursement de la consignation et toute mesure plus libérale irait à l'encontre du but poursuivi qui est de faire rentrer aussitôt que possible, les cartes venues à expiration, afin d'éviter leur utilisation.

En conséquence, il paraît préférable de laisser les choses en l'état et il serait seulement désirable que les Guichetiers profitent de toutes les occasions pour rappeler aux abonnés le délai de remboursement de la consignation.

^
Une telle action réduirait sans doute dans une forte proportion le nombre des demandes tardives de remboursement ce qui est précisément le but de la question posée.
.....

PARIS, 1^e

16 Avril 1952

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2^{ème} Division
52039.

Monsieur le Chef de la 1^{ère} Division,

Suite à votre note 3147 du 20/3.

Veuillez trouver ci-après les réponses aux questions non encore liquidées, posées par le Comité Mixte Professionnel des Services Centraux Exploitation.

I - MODIFICATION A APPORTER AUX BILLETS VOYAGEURS.

a) Impression plus nette des chiffres (en particulier 3 et 5) sur les billets.

Les nouveaux numéroteurs dont sont dotés, au fur et à mesure des remplacements, les machines à billets comportent des chiffres 3 dont la forme permet d'éviter toute confusion avec les 5.

b) Suppression des billets à destinations multiples dans les grandes recettes. Le biffage des destinations non utilisées retarde la distribution.

Les gares de la banlieue de Paris ont été dispensées, d'une manière générale, de biffer les destinations non utilisées sur les billets fixes à destinations multiples. (article 10 - renvoi I - du fasc. I du R.G.C.G.).

En outre, les Divisions Commerciales ont été autorisées à donner, le cas échéant, des instructions à certaines grandes gares en vue de la suppression du biffage des destinations non utilisées.

.....

(A)

II - ADJONCTION D'UN CADRE SUPPLEMENTAIRE AU COUPON " ALLER "
DES BILLETS CC 139 POUR L'INSCRIPTION DE LA DISTANCE ET
DU PRIX.

Cette demande a pour but de faciliter l'examen des demandes de détaxes sur présentation des coupons d'aller et d'éviter les demandes en communication au C.R.V. des formulaires de demandes des billets.

Or sauf pour le tarif général, aucune détaxe ne peut être consentie sur le vu d'un coupon d'aller puisque la réduction n'est acquise par le voyageur qu'autant qu'il effectue un voyage AR ou circulaire en se conformant aux clauses du tarif.

Il est donc nécessaire dans les décomptes relatifs aux détaxes sur billets délivrés aux conditions des tarifs spéciaux de tenir compte des trajets effectués à l'aller et au retour, trajets qui peuvent être différents.

Il ne semble pas indiqué de prévoir des règles différentes suivant qu'il s'agit du tarif général ou d'autres tarifs. L'inscription de la taxe et de la distance sur les coupons d'aller paraît donc sans intérêt, mais représenterait pour les gares un surcroît important de travail.

Au surplus, la distance et la taxe ne pourraient être inscrites sur les coupons d'aller des billets fixes en raison du petit format de ces coupons.

En conséquence, il n'est pas possible de réaliser la mesure demandée.

III - EXTENSION DES POUVOIRS DES GRANDES GARES POUR LE REMBOURSEMENT DES CONSIGNATIONS DE CARTES D'ABONNEMENT.

En vertu du tarif les cartes d'abonnement doivent être restituées dans les huit jours qui suivent la date d'expiration du contrat à défaut de quoi la consignation n'est pas remboursée.

Cette disposition a été adoptée afin d'inciter les abonnés à restituer leur carte dès que possible et d'éviter ainsi qu'ils les utilisent après l'expiration de leur validité.

A

Il est en effet du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres ~~non valables~~ soient retirés dès qu'ils ne sont plus valables des mains des voyageurs et c'est pourquoi au fur et à mesure des réapprovisionnements, il est imprimé sur les cartes d'abonnement une mention indiquant le délai de remboursement de la consignation. Dans un très proche avenir, il ne restera donc plus beaucoup de cartes ne précisant pas le délai de remboursement par suite, les cas de restitution tardive deviendront de plus en plus rares.

.....

Le Règlement Général de la Comptabilité des Gares prévoit que pour les renouvellements d'abonnement, le montant de la consignation est reporté sur le nouveau contrat, mais on ne peut considérer comme renouvellement une demande de carte faite à une date quelconque pouvant être très éloignée de la date d'expiration du contrat précédent. La règle des huit jours s'applique donc au report et au remboursement de la consignation et toute mesure plus libérale irait à l'encontre du but poursuivi qui est de faire rentrer aussitôt que possible, les cartes venues à expiration, afin d'éviter leur utilisation.

En conséquence, il paraît préférable de laisser les choses en l'état et il serait seulement désirable que les Guichetiers profitent de toutes les occasions pour rappeler aux abonnés le délai de remboursement de la consignation.

Une telle action réduirait sans doute dans une forte proportion le nombre des demandes tardives de remboursement ce qui est précisément le but de la question posée par le Comité.

Je vous fournirai dès que possible les réponses aux deux questions ci-après qui font actuellement l'objet d'une étude en commun avec les Régions.

- 1° - Arrondissement du prix des billets voyageurs aux 5 F ou aux 10 F. pour permettre une distribution plus rapide.
- 2° - Réduction de la validité des billets AR banlieue au jour même de l'émission en vue d'éviter les fraudes.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Reboumard

REGION NORD

Exploitation

S.L.

Comité Mixte Professionnel
du Service Régional EX.

R E U N I O N

du Comité Mixte Professionnel du
Service Régional EX.
en date du 16 Janvier 1952

.....

8°- Extension des pouvoirs des
grandes gares pour le remboursement
des consignations de cartes d'abonne-
ment (voir question 2 de Lille le 28
Novembre).

Les remarques qui sont faites et
qui sont pertinentes seront examinées en
vue de rechercher une solution satis-
faisante.

PROCES-VERBAL de la 80^e Réunion du Comité Mixte
d'Etablissement en date du 28/II/195I

.....

2ème question - Les membres du CME. demandent la modification de l'article 5 des Conditions Communes d'Application des Titres I, II, III du Tarif des Abonnements et de l'article 36 du R.G.C.G. qui prévoient que la consignation des cartes ne peut être remboursée que dans un délai maximum de 8 jours après expiration de la date de validité.

Il arrive très fréquemment que des voyageurs oublient ce délai, et quand ils se présentent pour obtenir ce remboursement de cautionnement nous devons le leur refuser et les inviter à faire une lettre à la D.C. pour obtenir ce remboursement (155 demandes à Lille depuis Janvier 195I). Or, ce remboursement leur est accordé à 100 % des cas quand il n'excède pas quelques mois, mais il a nécessité : une lettre faite par le client et un nouveau dérangement, un enregistrement de dépôt à la gare, la transmission à la D.C., étude et création du dossier à la D.C., envoi d'une lettre par poste au client, double de cette lettre de crédit à la gare, dérangement du client, remboursement, prise de crédit, le tout augmenté d'une dépense de 15 frs pour frais de correspondance de la D.C.

Il nous semble que ce délai pourrait être allongé ou que des pouvoirs pourraient être donnés aux Chefs de Services locaux surtout quand il s'agit d'un renouvellement car, voyez vous, nous passons pour des paperassiers, pour ne pas dire plus, aux yeux des voyageurs, surtout quand ceux-ci nous laissent entre les mains des sommes variant entre 10, 20, 30, 50, 75 et même 100.000 frs pour un nouvel abonnement.

Ce qui est vrai pour Lille l'est pour l'ensemble de la SNCF. et il n'y a pas de petites économies, soit en frais de correspondance qu'en temps de travail du personnel.

REPONSE - Cette question dépasse le cadre local. Le Chef d'Etablissement saisira le Chef d'Arrondissement pour examen s'il y a lieu. Toutefois, en ce qui concerne la gare de Lille, des éléments d'études seront fournis par note spéciale jointe au présent P.V.

C O P I E

Région NORD

Janvier 1952

Division Commerciale

Remboursement des consignations d'abonnement

après le délai de 8 jours imparti par le Tarif

Les demandes de remboursement de consignation présentées après le délai de 8 jours sont examinées par la Division Commerciale qui, en principe, observe la pratique suivante :

Cartes des Titres I et III renouvelées sans interruption

Remboursement de la consignation si la demande est présentée dans le délai d'un an.

Cartes du Titre I non renouvelées :

Refus quel que soit le délai, à moins de considérations particulières (personnalité du demandeur, nature de l'abonnement etc ...).

Cartes du Titre III non renouvelées :

En raison de la campagne menée pour l'utilisation des cartes à 1/2 tarif, la consignation est remboursée :

- dans le délai d'un mois si la carte comporte au verso la mention du délai de restitution dans les 8 jours,
- dans le délai d'un an, si la carte ne comporte pas cette mention.

Au cours d'un récent Comité Mixte, un représentant du personnel a proposé que les gares soient autorisées à rembourser d'office la consignation, après le délai légal, afin de ne pas indisposer la clientèle qui supporte mal les formalités imposées pour obtenir le remboursement d'une somme minime par rapport au prix de l'abonnement.

Sans aller jusqu'au remboursement d'office dans tous les cas, la Région Nord serait disposée à autoriser le remboursement par les gares, dans le délai d'un an, de la consignation, lorsque l'abonnement périmé a été renouvelé sans

...

C O P I E

Janvier 1952

Région Nord

interruption. Ce remboursement serait effectué après apposition au verso de la carte par le Chef de Service responsable (Chef de gare ou Chef de Bureau de gare) d'une mention autorisant l'opération.

Remboursement des consignations d'abonnement

L'adoption de la mesure proposée est subordonnée à une autorisation du C.R.V. qui doit valider les prises de crédit.

Les demandes de remboursement de consignation présentées après le délai de 8 jours sont examinées par la Division Commerciale qui, en principe, observe la pratique suivante :

Cartes des Titres I et III renouvelées sans interruption

Remboursement de la consignation si la demande est présentée dans le délai d'un an.

Cartes du Titre I non renouvelées :

Reins quel que soit le délai, à moins de considérations particulières (personnalité du demandeur, nature de l'abonnement etc...).

Cartes du Titre III non renouvelées :

En raison de la campagne menée pour l'utilisation des cartes à 1/2 tarif, la consignation est remboursée :

- dans le délai d'un mois si la carte comporte au verso la mention du délai de restitution dans les 8 jours,
- dans le délai d'un an, si la carte ne comporte pas cette mention.

Au cours d'un récent Comité Mixte, un représentant du personnel a proposé que les gares soient autorisées à rembourser d'office la consignation, après le délai légal, afin de ne pas indisposer la clientèle qui apporte mal les formalités imposées pour obtenir le remboursement d'une somme minime par rapport au prix de l'abonnement.

Sans aller jusqu'au remboursement d'office dans tous les cas, la Région Nord serait disposée à autoriser le remboursement par les gares, dans le délai d'un an, de la consignation, lorsque l'abonnement périmé a été renouvelé sans

...

gv

8ème Division/1 523.0/24 *2u81*

29 février 52

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région NORD,

Votre suggestion ci-jointe tendant à autoriser les gares à rembourser d'office la consignation des cartes, dans le délai d'un an, lorsque l'abonnement périmé a été renouvelé sans interruption.

D'une façon générale, les abonnés n'omettent pas de signaler, à chaque nouvelle demande, qu'il s'agit d'un renouvellement et, par suite, la consignation est reportée automatiquement sur la carte suivante.

De ce fait, les demandes de remboursement présentées après un renouvellement sans interruption doivent être très rares.

Par ailleurs, il n'est pas indiqué d'inciter les voyageurs à conserver les cartes longtemps après l'expiration du contrat et il est préférable de maintenir les règles actuelles quitte à examiner libéralement les demandes de remboursement présentées tardivement.

Au surplus dans un proche avenir les voyageurs ne pourront plus arguer de leur ignorance, une mention relative au délai de remboursement de la consignation étant imprimée sur les cartes au fur et à mesure des réapprovisionnements.

Pour ces diverses raisons je suis d'avis de maintenir le statu quo.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RAME

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

VOYAGEURS ET BAGAGES

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS

TITRE I

CARTES D'ABONNEMENT ORDINAIRE

CHAPITRES	NATURE DES ABONNEMENTS	RÉGIONS INTÉRESSÉES
Chapitre 1 ^{er}	Abonnements ordinaires.....	Toutes régions.
	— d'élèves, d'étudiants et d'apprentis.....	
	— pour certains réformés pensionnés de guerre.....	
	— de famille.....	
Chapitre 3.....	Abonnements de commissionnaires-bagagistes.....	Toutes régions.
Chapitre 4.....	Abonnements trimestriels pour employés et ouvriers.....	

CHAPITRE PREMIER

Toutes Régions

ABONNEMENTS ORDINAIRES,
ABONNEMENTS D'ÉLÈVES, D'ÉTUDIANTS ET D'APPRENTIS,
ABONNEMENTS POUR CERTAINS RÉFORMÉS PENSIONNÉS DE GUERRE,
ABONNEMENTS DE FAMILLE

1^o ABONNEMENTS ORDINAIRES

Ces abonnements s'adressent à toute personne, abstraction faite de sa situation ou de sa profession.

2^o ABONNEMENTS D'ÉLÈVES, D'ÉTUDIANTS ET D'APPRENTIS

Ces abonnements s'adressent exclusivement :

- Les abonnements d'élèves, aux enfants et jeunes gens, âgés de vingt et un ans au plus à la date initiale de l'abonnement, qui fréquentent régulièrement les écoles, institutions, lycées, collèges, cours municipaux de dessin et autres établissements similaires d'enseignement primaire, secondaire, commercial, industriel ou professionnel;
- Les abonnements d'étudiants, aux jeunes gens, âgés de vingt-huit ans au plus à la date initiale de l'abonnement, qui suivent régulièrement l'enseignement des Facultés ou des Établissements d'enseignement supérieur, tels que l'École Centrale des Arts et Manufactures, l'École des Mines, l'École des Ponts et Chaussées, l'École des Beaux-Arts, l'École des Arts décoratifs, l'École de Pharmacie, l'Institut Agronomique, les Écoles Nationales d'Agriculture;
- Les abonnements d'apprentis, aux apprentis âgés de dix-huit ans au plus à la date initiale de l'abonnement et dont

le contrat (1) satisfait aux conditions de la Loi du 20 mars 1928 relative à l'organisation de l'apprentissage et de celle du 18 janvier 1929 (apprentis agricoles).

Pour bénéficier de ces abonnements [a, b ou c], les intéressés sont tenus de joindre à leur demande un certificat du directeur, du chef, etc., de l'école, de l'établissement, etc., qu'ils fréquentent, ou du patron chez lequel ils travaillent attestant leur âge et leur qualité d'élève, d'étudiant ou d'apprenti.

Cette pièce doit être visée, pour certification matérielle de la signature, par l'autorité compétente.

Les apprentis doivent, en outre, présenter à l'appui de leur demande de carte, leur contrat d'apprentissage (1).

Les abonnements ne peuvent être souscrits que pour le parcours que doit effectuer l'élève, l'étudiant ou l'apprenti pour se rendre du lieu où il réside pendant la durée de ses études ou de son apprentissage, à l'établissement dont il suit les cours, ou dans lequel il fait son apprentissage.

3° ABONNEMENTS POUR CERTAINS RÉFORMÉS PENSIONNÉS DE GUERRE

Ces abonnements ne s'adressent qu'aux réformés pensionnés de guerre ayant 100 % d'invalidité qui bénéficient des dispositions de l'article 10 de la Loi du 31 Mars 1919.

Pour bénéficier de ces abonnements, les intéressés sont tenus d'indiquer sur leur demande le numéro de leur carte d'invalidité ainsi que la désignation de l'Office Départemental qui l'a émise. Cette carte doit être présentée à la gare pour prendre livraison de la carte d'abonnement.

Lorsque l'invalidé est accompagné d'un guide, ce guide est transporté gratuitement.

4° ABONNEMENTS DE FAMILLE

Ces abonnements ne s'adressent qu'aux personnes désignées à l'article 2 du § B des Conditions communes d'application du présent tarif.

PARCOURS

Les abonnements ordinaires donnent droit à la libre circulation :

A) — sur les lignes de certaines zones désignées :

1^{er} groupe : 16 zones

2^e groupe : zones spéciales autour de Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Nancy-Ville.

(Voir Annexe I la désignation des zones)

B) — sur des parcours déterminés.

PRIX

Les abonnements sont souscrits pour un nombre quelconque de mois compris dans une période d'un an.

Le prix d'une carte ordinaire, d'élève, d'étudiant, d'apprenti et de famille est égal au produit de la mensualité (normale ou réduite selon le cas), définie ci-après, par les nombres indiqués dans le tableau ci-dessous :

Cartes valables

1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	7 mois	8 mois	9 mois	10, 11 (2) et 12 mois
2	3 1/2	5	6	7	8	9	10	11	12

La mensualité normale est calculée conformément aux barèmes ci-après.

La mensualité réduite est obtenue en appliquant, à la mensualité normale, les réductions prévues, selon le cas, aux 2^e, 3^e et 4^e ci-après.

Le prix d'une carte pour les réformés pensionnés de guerre (voir 3^e ci-dessus) est égal au produit de la mensualité réduite définie ci-dessus par le nombre de mois de validité de la carte.

Si, à l'expiration de la validité d'une carte annuelle, l'abonné souscrit un nouvel abonnement, valable pour les mêmes zones ou les mêmes parcours, le prix de cet abonnement est égal, quelle que soit la durée de validité, au produit de la mensualité par le nombre de mois de validité.

Le montant de la mensualité normale ou réduite est arrondi au franc.

Lorsque, pour une carte valable sur des parcours déterminés, l'abonné désire avoir la faculté de circuler entre deux points par plusieurs itinéraires, le montant de la mensualité est calculé sur les distances cumulées en comptant les parcours en tronc commun ou en impasse pour leurs longueurs réelles et chacune des autres sections formant circuit pour les 3/4 de sa longueur. Dans ce cas, l'abonné peut monter ou descendre à l'une quelconque des gares situées sur les itinéraires indiqués sur sa carte.

Si les itinéraires indiqués par l'abonné sont des itinéraires habituellement suivis et si l'abonné désire pouvoir s'arrêter sur un seul de ces itinéraires, à son choix, la mensualité est calculée sur la distance correspondant à l'itinéraire le plus long.

(1) Tant que les Lois du 20 Mars 1928 et du 18 Janvier 1929 relatives à l'organisation de l'apprentissage ne seront pas applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la production du contrat d'apprentissage ne sera pas exigée à l'appui des demandes d'abonnement présentées par des apprentis faisant leur apprentissage dans l'un de ces trois départements.

(2) Lorsqu'il est demandé la première année un abonnement de 10 ou de 11 mois, il est délivré un abonnement valable un an.

1° ABONNEMENTS ORDINAIRES

		MENSUALITÉ				
		1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe		
		fr.	fr.	fr.		
A) Cartes de zones (1)	zones du 1 ^{er} groupe	1 ^{re} zone.....	11.730 »	9.380 »	7.820 »	
		2 ^e zone.....	2.100 »	1.680 »	1.400 »	
		3 ^e zone.....	1.620 »	1.300 »	1.080 »	
		4 ^e zone.....	930 »	740 »	620 »	
		par zone en sus.....	585 »	470 »	390 »	
	(une même carte ne peut comprendre que des zones contiguës)					
	zones du 2 ^e groupe	zone autour de Paris.....	14.070 »	11.260 »	9.380 »	
		zones autour de Marseille, Lyon, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Nancy-Ville — par zone	11.730 »	9.380 »	7.820 »	
	B) Cartes valables sur des parcours déterminés (1) (2)	Pour chaque palier de	Jusqu'à 7 kilomètres.....	1.347 »	1.078 »	898 »
			2 kilomètres en excédent	de 7 jusqu'à 15 km.	281 6	225 2
— 15 — 25				112 8	90 2	75 2
— 25 — 41				100 2	80 2	66 8
— 41 — 49				61 8	49 4	41 2
5 kilomètres en excédent			de 49 — 74	155 »	124 »	103 3
			— 74 — 199	93 3	74 6	62 2
10 kilomètres en excédent			de 199 — 399	150 »	120 »	100 »
			— 399 — 599	94 1	75 2	62 7
			— 599 — 999	75 »	60 »	50 »
	— 999 — 1.099	56 6	45 2	37 7		
	— 1.099 — 1.199	37 8	30 2	25 2		
	— 1.199 km	19 1	15 2	12 7		

2° ABONNEMENTS D'ÉLÈVES, D'ÉTUDIANTS ET D'APPRENTIS

Prix d'un abonnement ordinaire réduit de 50 %.

3° ABONNEMENTS POUR CERTAINS RÉFORMÉS PENSIONNÉS DE GUERRE

Prix d'un abonnement ordinaire réduit de 50 %.

4° ABONNEMENTS DE FAMILLE

1 ^{re} carte.....	Prix d'un abonnement ordinaire ;	
2 ^e carte	— d ^e —	réduit de 20 % ;
3 ^e carte	— d ^e —	réduit de 30 % ;
4 ^e carte et chacune des suivantes.	— d ^e —	réduit de 40 %.

(1) Voir Annexe II, les dispositions spéciales relatives aux abonnements spéciaux pour trains rapides désignés.

(2) Voir Annexe IV les dispositions spéciales concernant la ligne électrique de Saint-Gervais-les-Bains-Le Fayet à Chamonix-Mont-Blanc et à la frontière suisse.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ART. 1. — Paiement

Le prix peut être réglé en une seule fois ou par versements fractionnés.

A. — Règlement la première année du prix des abonnements ordinaires, d'élèves, d'étudiants, d'apprentis et de famille.

a) *Paiements mensuels.* — Premier versement : 2 mensualités;

Deuxième et troisième versements : 1 mensualité 1/2;

Autres versements : 1 mensualité jusqu'à amortissement du prix de la carte.

b) *Paiements trimestriels* (Abonnements de 10, 11 et 12 mois) :

— 1^{er} versement..... 5 mensualités ;

— 2^e et 3^e versements..... 3 mensualités ;

— 4^e versement..... 1 mensualité.

B. — Règlement à partir de la 2^e année du prix des abonnements désignés en A et règlement du prix des abonnements pour réformés pensionnés de guerre désignés au 3^e quelle que soit l'année.

a) *Paiements mensuels* : premier versement et chacun des suivants : 1 mensualité.

b) *Paiements trimestriels* (Abonnements de 10, 11 et 12 mois) :

— 1^{er}, 2^e et 3^e versements. 3 mensualités ;

— 4^e versement..... nombre de mensualités restant à courir sur le prix de la carte.

Le montant du versement (unique ou fractionné) est arrondi au franc après addition, le cas échéant, des surtaxes locales.

ART. 2. — Utilisation des cartes. — Les abonnés, à l'exception des titulaires de cartes d'élèves, d'étudiants ou d'apprentis, ont le droit de prendre ou de quitter le train à toutes les stations des parcours indiqués sur leur carte dans les conditions prévues aux Tableaux de la marche des trains pour les voyageurs au plein tarif.

Lorsqu'un abonné s'arrête à une gare où l'arrêt n'est pas autorisé, il est considéré comme étant sans titre de transport.

Les cartes de zones ne sont valables que sur les lignes comprises dans la ou les zones inscrites sur les cartes.

Les cartes d'abonnement à parcours déterminés ne sont valables que pour le ou les itinéraires indiqués sur ces cartes et pour les itinéraires détournés dont l'emprunt est autorisé sans supplément de prix par les Tableaux de la marche des trains.

Pour l'admission dans les trains :

— le titulaire d'une carte valable sur l'ensemble des lignes d'une ou de plusieurs zones est assimilé, pour les parcours à effectuer dans cette ou ces zones, à un voyageur porteur d'un billet à parcours simple (de la classe de l'abonnement) remplissant les conditions de parcours prévues pour la circulation des trains dans cette ou ces zones ;

— le titulaire d'une carte à parcours déterminés est assimilé à un voyageur porteur d'un billet à parcours simple (de la classe de l'abonnement) pour une distance correspondant au parcours total inscrit sur la carte.

ART. 3. — Résiliation. — Les titulaires de cartes d'abonnement, ou, en cas de décès, leurs ayants droit, peuvent, sur leur demande, obtenir la résiliation de l'abonnement aux conditions suivantes :

a) *Abonnements individuels* :

L'abonnement est résilié au cours de la première année : le prix de l'abonnement souscrit est ramené au prix de l'abonnement du nombre de mois d'utilisation, les fractions de mois comptant pour un mois.

L'abonnement est résilié au cours de la deuxième année ou des années suivantes : le prix de l'abonnement est ramené au produit de la mensualité par le nombre de mois d'utilisation.

En cas de décès, la demande de résiliation n'est admise que si elle est formulée dans le délai de trois mois à compter du jour du décès.

Les abonnements pour réformés pensionnés de guerre désignés au 3^e sont résiliés dans les conditions fixées pour les abonnements individuels résiliés au cours de la deuxième année.

b) *Abonnements de famille* :

La résiliation motivée, soit par la cessation des versements de l'un des titulaires, soit pour toute autre cause,

s'effectue suivant les règles indiquées ci-dessus, simultanément pour tous les titulaires de l'abonnement de famille.

Toutefois, si ces derniers y ont avantage, ils peuvent demander que le contrat primitif soit remplacé par la combinaison suivante comportant la même date initiale :

1° — pour le titulaire qui disparaît : perception du prix d'un abonnement ordinaire d'une validité suffisante pour couvrir la durée d'utilisation effective, par lui, du contrat primitif ;

2° — pour les autres titulaires : délivrance d'un abonnement de famille de la même durée que le contrat primitif.

ART. 4. — Modification du contrat. — La modification du contrat est admise pour la période à échoir du contrat, dans les cas suivants :

- augmentation du nombre de zones du 1^{er} groupe, inscrites sur la carte,
- remplacement d'un parcours déterminé par un autre,
- changement de classe de voiture.

Elle est également admise lorsqu'elle a pour objet la prolongation de la validité primitive de la carte pour une période ne pouvant, en aucun cas, porter la validité totale à une durée supérieure à un an.

S'il s'agit d'un contrat de cartes de famille, la modification ayant trait à l'augmentation du nombre de zones, au changement de parcours ou à la prolongation de la validité primitive n'est admise que si elle est demandée pour l'ensemble des cartes.

Dans tous les cas, la modification doit être demandée au moins cinq jours à l'avance à une gare quelconque.

La demande doit être accompagnée d'un exemplaire du portrait de l'intéressé ou de chacun des souscripteurs s'il s'agit de cartes de famille.

A. — Modification pour augmentation du nombre de zones du 1^{er} groupe ou remplacement d'un parcours déterminé par un autre.

Le contrat en cours est tout d'abord résilié ; puis il est formé, pour le nouveau parcours ou la nouvelle classe, un nouveau contrat d'une durée de validité égale à la validité qui restait à courir sur l'ancien contrat.

1° — Conditions de résiliation du contrat initial.

a) La modification est demandée au cours de la première année.

Lorsque la mensualité du contrat initial a une valeur inférieure à celle de la mensualité du nouveau contrat, le prix de l'abonnement souscrit est ramené au produit de la mensualité par le nombre de mois d'utilisation.

Si la mensualité du contrat initial a une valeur supérieure à celle de la mensualité du nouveau contrat, le prix de l'abonnement souscrit est ramené au prix de l'abonnement du nombre de mois d'utilisation augmenté :

- d'une 1/2 mensualité supplémentaire s'il s'agit d'un abonnement de 2 mois utilisé 1 mois ;
- d'une mensualité supplémentaire s'il s'agit d'un abonnement de plus de 2 mois utilisé 1 mois ;
- d'une 1/2 mensualité supplémentaire s'il s'agit d'un abonnement de plus de 2 mois utilisé 2 mois.

b) La modification est demandée au cours de la deuxième année ou des années suivantes.

Le prix du contrat initial est ramené au produit de la mensualité par le nombre de mois d'utilisation.

2° — Prix du nouveau contrat.

a) La modification est demandée au cours de la première année.

Le prix du nouveau contrat est égal au produit de la nouvelle mensualité par la différence entre le nombre total de mensualités qui devait être perçu pour le premier contrat souscrit et le nombre de mensualités dont le montant est conservé par le Chemin de fer à la suite de la résiliation de ce même contrat.

b) La modification est demandée au cours de la deuxième année ou des années suivantes.

Le prix du nouveau contrat est égal au produit de la nouvelle mensualité par la différence entre le nombre de mensualités indiqué dans le tableau de l'article « Prix » pour un contrat de la durée de validité du premier contrat souscrit et le nombre de mensualités dont le montant est conservé par le Chemin de fer à la suite de la résiliation de ce même contrat.

Le règlement du prix du nouveau contrat est effectué dans les conditions énoncées à l'article premier (paragraphe A) en tenant compte que le nombre total de mensualités versées par l'abonné, à un moment quelconque à partir de la modification du contrat, doit toujours être égal au nombre de mensualités indiqué dans le tableau de l'article « Prix » pour un contrat de la durée de validité du premier contrat souscrit.

* *

La modification du contrat dans les conditions indiquées ci-dessus n'est applicable qu'autant que la résiliation pure et simple du contrat initial, aux conditions de l'article 3, n'est pas plus avantageuse pour l'abonné.

B. — Modifications pour changement de classe de voiture.

Il n'y a pas de résiliation du contrat et la mensualité à percevoir pour la nouvelle classe de voiture est celle qui aurait été appliquée si le contrat avait été souscrit à l'origine dans cette classe.

Le prix du contrat jusqu'à la date de la modification est évalué comme il est indiqué en A - 1° ci-dessus (Conditions de résiliation du contrat initial).

Le prix à percevoir à partir de la date de la modification est déterminé comme il est indiqué en A - 2° ci-dessus (Prix du nouveau contrat).

Si la demande de changement de classe de voiture s'accompagne d'une demande d'augmentation de zones du 1^{er} groupe ou de remplacement d'un parcours déterminé par un autre, il y a lieu d'appliquer les conditions prévues en A pour ces dernières modifications. Le contrat est donc résilié et il est formé un nouveau contrat.

* *

Les abonnements pour réformés pensionnés de guerre désignés au 3° du préambule sont modifiés dans les conditions énoncées aux paragraphes A et B ci-dessus pour les abonnements modifiés au cours de la deuxième année ou des années suivantes.

C. — Modification pour prolongation de validité.

Qu'il s'agisse d'un contrat à paiement unique, ou à paiements fractionnés, d'une carte individuelle ou de cartes de famille, la somme à percevoir pour modification du contrat pour prolongation de validité est égale à la différence entre le prix de la carte demandée (ou des cartes demandées) et le prix de la carte (ou des cartes) dont l'abonné est muni.

Dans le cas de paiement unique, cette différence doit être réglée au moment de la demande de modification du contrat.

S'il s'agit de cartes à paiements fractionnés, les paiements à effectuer, à partir de la date de modification du contrat, correspondent à ceux qui auraient été normalement effectués, si la (ou les) nouvelle carte avait été demandée au moment de la conclusion du contrat primitif.

* *

ART. 5. — Bagages. — Les élèves, les étudiants et les apprentis ne peuvent présenter à l'enregistrement que leurs bicyclettes et leurs outils de travail.

Le titulaire d'une carte d'abonnement doit présenter ou faire présenter sa carte pour prendre ou faire prendre livraison de ses colis, faute de quoi la taxe des excédents de bagages est appliquée sur le poids intégral des colis.

CHAPITRE 3

TOUTES RÉGIONS

ABONNEMENTS DE COMMISSIONNAIRES-BAGAGISTES

Art. 1. — Délivrance et utilisation des cartes. — Il est délivré aux commissionnaires-bagagistes, sur justification qu'ils remplissent bien les conditions prévues par le décret du 12 Janvier 1939, des cartes d'abonnement en toutes classes, dont le prix est celui d'une carte d'abonnement ordinaire (voir Chapitre premier - Prix - 1° - B) augmenté de 60 %.

En outre, le Chef d'une entreprise de transports par commissionnaires-bagagistes peut, sur justification que cette entreprise remplit bien les conditions prévues par le décret du 12 Janvier 1939, souscrire des abonnements dits "de Maison", au nom des personnes à son service, en conservant la faculté de demander le transfert d'une carte en cours d'utilisation au profit d'un titulaire autre que celui au nom duquel l'abonnement primitif a été souscrit.

La nouvelle carte est délivrée dans un délai maximum de trois jours après la réception de la demande de transfert (ce jour non compris) et contre remise de la carte remplacée.

Dans les trains où ils sont admis, les commissionnaires-bagagistes peuvent faire enregistrer comme bagages des colis ne faisant pas partie de leur bagage personnel.

La carte d'abonnement ne donne droit, chaque jour, de minuit à minuit et dans chaque sens, qu'à un seul voyage ininterrompu, aussi bien dans le cas où le titulaire n'effectuerait qu'une partie du parcours pour lequel la carte est valable que dans le cas où il effectuerait la totalité de ce parcours. Pour l'application de cette clause, la date de départ est considérée comme date du voyage.

En conséquence, la carte d'abonnement doit être revêtue, à la diligence du titulaire et avant chaque voyage, du timbre à date de la gare de départ. A défaut de l'accomplissement de cette formalité, le voyageur est considéré comme étant sans titre de transport.

Art. 2. — Trains. — Les titulaires de cartes d'abonnement sont admis dans tous les trains, à l'exception de ceux qui sont désignés aux Tableaux de la marche des trains. Lorsqu'un porteur de carte d'abonnement de commissionnaire-bagagiste emprunte un train interdit, il est considéré comme étant sans titre de transport.

Art. 3. — Bagages. — Les bagages doivent être présentés à l'enregistrement 30 minutes au moins avant l'heure réglementaire de départ du train.

Pour l'enregistrement de ses colis, un commissionnaire-bagagiste ne peut présenter aucun titre de transport concurrent avec sa carte d'abonnement.

Les bagages doivent être retirés par le titulaire de la carte d'abonnement lui-même, dès leur mise à sa disposition après l'arrivée du train et sur la présentation simultanée de la carte d'abonnement et du bulletin de bagages.

Dans le cas où les bagages ne seraient pas retirés aussitôt après l'arrivée du train, comme aussi dans le cas où la carte d'abonnement ne serait pas produite, la taxe prévue pour le transport des bagages serait appliquée sur le poids intégral des colis.

Art. 4. — Colis à main. — Le poids total des colis à main ne peut excéder 15 kilogrammes pour chaque titulaire de carte d'abonnement.

CHAPITRE 4

Toutes Régions

ABONNEMENTS TRIMESTRIELS POUR EMPLOYÉS ET OUVRIERS

ART. 1. — **Délivrance des cartes.** — Des cartes nominatives d'abonnement trimestriel sont délivrées en 3^e classe, pour tout parcours ne dépassant pas 300 kilomètres, aux employés et ouvriers travaillant dans une localité éloignée de celle où réside leur famille, pour leur permettre de se rendre dans leur foyer.

Il n'est délivré de cartes que pour la localité où est situé le domicile principal de la famille.

Par famille, il faut entendre :

- la femme (ou le mari) pour les employés et ouvriers mariés ;
- les parents, grands-parents, beaux-parents, ou enfants pour les employés et ouvriers célibataires ou veufs.

ART. 2. — **Demande.** — La demande de carte, établie sur une formule délivrée par le Chemin de fer, doit être remise à la gare qui dessert le lieu de travail.

Elle comporte :

- une attestation du patron ou chef de service, avec signature dûment légalisée, certifiant la qualité d'employé ou d'ouvrier des intéressés ;
- une attestation du Maire ou du Commissaire de Police de la localité où réside la famille, indiquant le lien de parenté qui unit le demandeur aux personnes près de qui il se rend, et précisant que ces personnes ont leur domicile principal dans la localité.

ART. 3. — **Validité** — Les abonnements sont de trois mois et partent du 1^{er} du mois pendant lequel ils sont souscrits.

ART. 4. — **Prix.** — Le prix de l'abonnement s'obtient en réduisant de 50 % le prix du plein tarif de la 3^e classe afférent à sept voyages (aller et retour).

ART. 5. — **Utilisation des cartes.** — Les voyages peuvent être effectués seulement en fin de semaine ou à l'occasion des fêtes désignées à l'article 4 des Tarifs Généraux.

Les cartes peuvent être utilisées sept fois par trimestre :

- à l'aller — le vendredi, le samedi, le dimanche ou le lundi ;
 - la veille ou le jour des fêtes.
- au retour — le dimanche soir, le lundi ou le mardi matin ;
 - le soir des fêtes ou le lendemain matin.

Les arrêts en cours de route ne sont pas autorisés.

Lorsqu'un porteur de carte d'abonnement trimestriel se surclasse, s'arrête en cours de route, emprunte un train interdit ou un train soumis à des conditions de parcours, utilise sa carte un jour autre que ceux prévus au tarif, il est considéré comme étant sans titre de transport.

Les cartes sont munies d'autant de coupons qu'il y a de voyages à parcours simple à effectuer ; chaque coupon à utiliser doit être frappé du timbre à date de la gare de départ. A défaut de l'accomplissement de cette formalité, le voyageur est considéré comme étant sans titre de transport.

Les cartes sont retirées par la gare destinataire du dernier voyage.

TITRE II

CARTES D'ABONNEMENT DE TRAVAIL

ART. 1. — **Objet.** — Des cartes hebdomadaires de travail sont délivrées en 3^e classe sur les parcours ne dépassant pas 60 kilomètres (1) désignés dans une Nomenclature tenue à la disposition du Public dans les gares, à tout travailleur, employé ou ouvrier qui justifie, dans les conditions énoncées ci-après, qu'il a à accomplir chaque jour, sauf les jours de repos prévus par les lois ou règlements, le trajet du lieu de sa résidence au lieu de son travail et retour.

ART. 2. — **Prix.** — Les prix des cartes d'abonnement de travail sont calculés d'après la distance du parcours désigné, conformément au Tableau des prix inséré à la fin du présent titre.

ART. 3. — **Demande.** — Les travailleurs qui veulent s'abonner doivent en faire la demande au chef de la gare de départ sur une formule, délivrée par le Chemin de fer, qui doit être présentée 24 heures au moins à l'avance.

La demande indique le parcours à effectuer. Elle doit être accompagnée d'une attestation du patron ou chef de service avec signature dûment légalisée, indiquant la qualité d'ouvrier ou d'employé des intéressés, leur lieu de travail et certifiant qu'ils ont à accomplir chaque jour, sauf les jours de repos prévus par les lois ou règlements, le trajet du lieu de leur résidence au lieu de leur travail et retour.

ART. 4. — **Délivrance des cartes.** — Les cartes sont délivrées pour la période commençant le lundi et finissant le dimanche suivant, sur présentation d'une carte d'identité spéciale avec photographie, valable six mois, qui est remise au voyageur avec la première carte hebdomadaire.

Il ne peut être délivré à chaque abonné qu'une carte par semaine.

ART. 5. — **Utilisation des cartes.** — L'abonné peut, soit à l'aller, soit au retour, prendre ou quitter le train à une gare intermédiaire du parcours pour lequel sa carte a été souscrite, en abandonnant tout droit au parcours non effectué.

Les cartes ne sont valables que pour l'itinéraire qu'elles indiquent et pour les itinéraires détournés dont l'emprunt est autorisé sans supplément de prix par les Tableaux de la Marche des trains.

L'abonné qui se surclasse, qui emprunte un itinéraire non autorisé ou qui ne peut produire la carte d'identité spéciale en même temps que la carte hebdomadaire est considéré comme étant sans titre de transport.

Les cartes ne donnent droit qu'à un seul voyage aller et retour par 24 heures pour 6 jours de la semaine.

Au moment de la délivrance de la carte, le voyageur doit indiquer le jour pendant lequel il ne doit pas utiliser sa carte.

ART. 6. — **Trains.** — Les cartes ne peuvent être utilisées que dans les trains indiqués aux Tableaux de la Marche des trains. Lorsqu'un porteur de carte d'abonnement de travail emprunte un train interdit, il est considéré comme étant sans titre de transport.

Le Chemin de fer peut, pour certaines relations, créer des catégories de cartes dont l'emploi est limité, pour chaque catégorie, à des groupes de trains répondant aux conditions de prise et de cessation du travail des abonnés.

Le Chemin de fer peut, dans certains trains, spécialiser au transport des abonnés des compartiments ou des voitures désignés d'une façon apparente.

Dans un train comportant des compartiments ou des voitures spécialisés, la carte d'abonnement ne donne droit qu'à l'admission dans ces compartiments ou voitures.

ART. 7. — **Bagages.** — Les colis à main que les abonnés peuvent prendre avec eux dans les voitures sont seuls admis. Toutefois, les abonnés peuvent faire enregistrer comme bagages leurs bicyclettes et leurs outils de travail.

(1) Cette limite est portée à 75 kilomètres pour les parcours compris dans une zone de 75 kilomètres autour de Paris.

TABLEAU DES PRIX (1)

DISTANCES	PRIX	DISTANCES	PRIX	DISTANCES	PRIX	DISTANCES	PRIX
	fr.		fr.		fr.		fr.
6 kilom.	125 »	24 kilom.	366 »	42 kilom.	625 »	60 kilom.	761 »
7 —	134 »	25 —	384 »	43 —	634 »	61 —	769 »
8 —	144 »	26 —	400 »	44 —	641 »	62 —	775 »
9 —	150 »	27 —	416 »	45 —	650 »	63 —	781 »
10 —	166 »	28 —	434 »	46 —	659 »	64 —	789 »
11 —	184 »	29 —	450 »	47 —	666 »	65 —	795 »
12 —	194 »	30 —	466 »	48 —	675 »	66 —	801 »
13 —	210 »	31 —	466 »	49 —	684 »	67 —	809 »
14 —	216 »	32 —	484 »	50 —	691 »	68 —	815 »
15 —	234 »	33 —	500 »	51 —	700 »	69 —	821 »
16 —	250 »	34 —	516 »	52 —	709 »	70 —	829 »
17 —	266 »	35 —	534 »	53 —	715 »	71 —	835 »
18 —	276 »	36 —	550 »	54 —	721 »	72 —	841 »
19 —	294 »	37 —	566 »	55 —	729 »	73 —	849 »
20 —	310 »	38 —	584 »	56 —	735 »	74 —	855 »
21 —	326 »	39 —	600 »	57 —	741 »	75 —	861 »
22 —	334 »	40 —	609 »	58 —	749 »		
23 —	350 »	41 —	609 »	59 —	755 »		

(1) Voir Annexe IV les dispositions spéciales concernant la ligne électrique de Saint-Gervais-les-Bains-Le Fayet à Chamonix-Mont-Blanc et à la frontière suisse.

TITRE III

CARTES DONNANT DROIT A LA DÉLIVRANCE DE BILLETS AU DEMI-TARIF

CARTES A : en toutes classes
CARTES B : en 2^e et 3^e classes
CARTES C : en 3^e classe seulement

Ces cartes s'appliquent aux catégories de personnes désignées ci-après :

1^o CARTES ORDINAIRES

Ces cartes s'adressent à toute personne, abstraction faite de sa situation ou de sa profession.

2^o CARTES DE FAMILLE

Ces cartes s'adressent aux personnes désignées à l'article 2 du § B des Conditions communes d'application du présent tarif.

3^o CARTES D'ASSOCIÉS (*)

Ces cartes s'adressent :

— aux associés, aux gérants statutaires ou au directeur ayant la signature sociale d'une même entreprise commerciale ou industrielle;

— à deux personnes au plus ayant la direction :

— d'une même société anonyme (Président du Conseil d'Administration, Directeur Général);

— d'une même société à responsabilité limitée (gérants).

Pour bénéficier de ces cartes, les intéressés sont tenus de présenter, à l'appui de leur demande :

a) l'acte de société ou un exemplaire du journal d'annonces légales contenant sa publication, s'il s'agit de sociétés en nom collectif ou de gérants de sociétés en commandite; un acte portant délégation de signature sociale, s'il s'agit de directeurs des mêmes sociétés;

b) une copie de la délibération du conseil d'administration, nommant le Président et de la décision nommant le Directeur Général, s'il s'agit d'une société anonyme;

c) l'acte de société ou l'acte postérieur nommant le gérant, ou un exemplaire du journal d'annonces légales qui a publié l'acte, s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée.

4^o CARTES D'ADMINISTRATIONS ET D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU INDUSTRIELLES (VOIR ANNEXE III, LES DISPOSITIONS APPLICABLES A CES CARTES)

PRIX

1^o CARTES ORDINAIRES

A. — Cartes de zones (voir Annexe I, la désignation des zones)

ZONES	UN MOIS			TROIS MOIS			SIX MOIS			UN AN		
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Une zone du 1 ^{er} ou du 2 ^e groupe...	5.320	3.910	3.130	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Jusqu'à 4 zones du 1 ^{er} groupe.....	»	»	»	10.200	7.500	6.000	16.580	12.190	9.750	25.500	18.750	15.000
De 5 à 10 zones —	»	»	»	11.800	8.680	6.940	19.180	14.100	11.280	29.500	21.690	17.350
De 11 à 16 zones —	10.760	7.910	6.330	14.350	10.550	8.440	23.320	17.150	13.720	35.870	26.380	21.100

Une même carte ne peut comprendre que des zones contiguës.

(*) Dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ces cartes peuvent être délivrées à deux membres au plus de la direction d'une même société anonyme ayant à la fois la signature sociale et la direction générale de cette société et les intéressés sont tenus de produire à l'appui de leur demande de carte un extrait du registre du commerce faisant mention de l'enregistrement des statuts de la société.

Dispositions spéciales concernant les voyageurs et représentants de commerce

Il est accordé, sur le prix des cartes ordinaires prévues ci-dessus (valables trois mois, six mois ou un an), une réduction de 50 % aux voyageurs et représentants de commerce.

Pour bénéficier de cette réduction, les voyageurs ou les représentants de commerce doivent être titulaires de la carte professionnelle d'identité instituée par la loi du 8 Octobre 1919, modifiée par celle du 2 Août 1927. Ils doivent, en outre, joindre à la demande prévue à l'article premier du § B des conditions communes d'application du présent tarif une déclaration particulière de leurs chefs de maison de commerce ou d'industrie attestant que l'intéressé exerce, pour leur maison, d'une manière permanente, la profession de voyageur ou de représentant de commerce ; cette déclaration, pour être valable, doit être visée par la Chambre de Commerce française établie en France, en Corse, en Algérie, dans une Colonie française ou un Pays de Protectorat, dont le ressort comprend l'Etablissement du Chef de maison.

Les intéressés doivent mentionner sur leur demande les numéros, date et lieu de délivrance de leur carte professionnelle d'identité et présenter cette carte à la gare pour prendre livraison de la carte donnant droit à la délivrance de billets au demi-tarif.

Cette dernière carte, d'un modèle spécial, leur donne accès, dans la limite des places disponibles, à certains trains désignés aux Tableaux de la marche des trains. Elle leur donne droit également, pour le transport de leurs échantillons enregistrés comme bagages, à une réduction de 50 % sur les droits d'enregistrement fixés par l'article 15 des Tarifs Généraux (Voyageurs, bagages et chiens accompagnés) et sur le prix de transport des excédents.

B. — Cartes valables sur des parcours déterminés (1)

1° Cartes de saison

	TROIS MOIS			SIX MOIS		
	A	B	C	A	B	C
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
De 0 à 25 kilomètres.....	1.280	940	750	2.080	1.530	1.220
De 26 à 49 —	1.910	1.400	1.120	3.110	2.280	1.830
De 50 à 74 —	2.550	1.880	1.500	4.150	3.050	2.440
De 75 à 99 —	2.880	2.120	1.690	4.670	3.440	2.750
De 100 à 149 —	3.830	2.820	2.250	6.220	4.580	3.660
De 150 à 199 —	5.180	3.800	3.040	8.410	6.180	4.950
De 200 à 299 —	5.820	4.280	3.420	9.450	6.950	5.560
De 300 à 499 —	7.090	5.220	4.170	11.520	8.480	6.780
De 500 à 699 —	7.720	5.680	4.540	12.550	9.230	7.380
De 700 à 999 —	9.000	6.620	5.300	14.630	10.760	8.610
De 1.000 à 1.499 —	10.200	7.500	6.000	16.580	12.190	9.750

2° Cartes d'un an

	A	B	C
	fr.	fr.	fr.
De 0 à 25 kilomètres.....	3.200	2.350	1.880
De 26 à 29 —	3.590	2.640	2.110
De 30 à 39 —	4.390	3.230	2.580
De 40 à 49 —	4.780	3.510	2.810
De 50 à 74 —	6.380	4.690	3.750
De 75 à 99 —	7.190	5.290	4.230
De 100 à 149 —	9.570	7.040	5.630
De 150 à 199 —	12.940	9.510	7.610
De 200 à 299 —	14.540	10.690	8.550
De 300 à 499 —	17.730	13.040	10.430
De 500 à 699 —	19.310	14.200	11.360
De 700 à 999 —	22.510	16.550	13.240
De 1.000 à 1.499 —	25.500	18.750	15.000

(1) Voir Annexe IV les dispositions spéciales concernant la ligne électrique de Saint-Gervais-les-Bains-Le Fayet à Chamonix-Mont-Blanc et à la frontière suisse.

2° CARTES DE FAMILLE

1 ^{re} carte.....	Prix d'une carte ordinaire ;	
2 ^e carte.....	—	réduit de 20 % ;
3 ^e carte.....	—	réduit de 30 % ;
4 ^e carte et chacune des suivantes.....	—	réduit de 40 %.

Lorsque des membres de la même famille souscrivent en même temps, pour une durée d'un an, et pour le même parcours, une ou plusieurs cartes d'abonnement ordinaire (*Titre I du présent tarif*) et une ou plusieurs cartes reprises au présent titre, la ou les cartes d'abonnement ordinaire entrent en ligne de compte pour l'application des réductions prévues ci-dessus.

Dans ce cas, les cartes donnant droit à la délivrance de billets au demi-tarif prennent rang après les cartes d'abonnement ordinaire dont le prix est calculé conformément aux dispositions du titre I du présent tarif.

3° CARTES D'ASSOCIÉS

1 ^{re} carte.....	Prix d'une carte ordinaire ;	
2 ^e carte.....	—	réduit de 20 % ;
3 ^e carte.....	—	réduit de 30 % ;
4 ^e carte et chacune des suivantes.....	—	réduit de 40 %.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ART. 1. — Paiement.

A. — Cartes valables sur des parcours déterminés inférieurs ou égaux à 100 kilomètres.

Le prix doit être réglé en une seule fois.

B. — Cartes valables sur des parcours déterminés supérieurs à 100 kilomètres et cartes de zones.

Le prix d'une carte d'un mois ou de trois mois doit être réglé en une seule fois.

Le prix d'une carte de six mois ou d'un an peut être réglé en une seule fois ou en plusieurs fois de la façon suivante :

CARTES VALABLES	1 ^{er} VERSEMENT A LA SOUSCRIPTION DE LA CARTE	VERSEMENT A EFFECTUER AVANT LE COMMENCEMENT	
		DU 2 ^e TRIMESTRE	DU 3 ^e TRIMESTRE
Six mois.....	Prix d'une carte de trois mois.	Différence entre le prix d'une carte de six mois et le prix d'une carte de trois mois.	
Un an.....	— d° —	— d° —	Solde du prix de la carte.

ART. 2. — Délivrance des billets au demi-tarif. — Les billets au demi-tarif sont délivrés sur présentation de la carte, et ne peuvent être utilisés que dans les limites de validité de celle-ci.

Il n'est rien remboursé au titulaire qui est dans l'obligation de prendre des billets ordinaires, à défaut de la production de sa carte au guichet de la gare de départ.

ART. 3. — Surclassement.

En cas de surclassement régulier :

a) si la carte est valable pour la classe de voiture dans laquelle le voyageur veut monter, le supplément est calculé au demi-tarif ;

b) si la carte n'est pas valable pour la classe de voiture dans laquelle le voyageur veut monter, le supplément est calculé au plein tarif.

ART. 4. — **Résiliation.** — Les titulaires de cartes, ou, en cas de décès, leurs ayants droit, peuvent demander la résiliation du contrat ; cette résiliation s'effectue dans les conditions suivantes :

a) Cartes individuelles :			CONDITIONS DE RÉSILIATION	
Nature de la carte	Validité de la carte	Résiliation	Période d'utilisation de la carte depuis la date d'émission jusqu'au jour de résiliation ou au jour du décès	Le prix de la carte
Cartes de zones.	Un mois	non admise	»	»
Cartes de zones et cartes valables sur des parcours déterminés.	Trois mois	non admise	»	»
	Six mois	admise	plus de trois mois trois mois au plus	n'est pas réduit est ramené au prix d'une carte de trois mois
	Un an	admise	plus de six mois six mois au plus trois mois au plus	n'est pas réduit est ramené au prix d'une carte de six mois est ramené au prix d'une carte de trois mois

En cas de décès, la demande de résiliation n'est admise que si elle est formulée dans le délai de trois mois à compter du jour du décès.

b) Cartes de famille ou d'associés :

La résiliation motivée, soit par la cessation des versements de l'un des titulaires, soit pour toute autre cause, s'effectue, suivant les règles indiquées ci-dessus, simultanément pour tous les titulaires du contrat collectif.

Toutefois, si ces derniers y ont avantage, ils peuvent demander que le contrat primitif soit remplacé par la combinaison suivante comportant la même date initiale :

1° pour le titulaire qui disparaît : perception du prix d'une carte ordinaire d'une validité suffisante pour couvrir la durée d'utilisation effective, par lui, du contrat primitif ;

2° pour les autres titulaires : délivrance de cartes de famille ou d'associés de la même durée que le contrat primitif.

ART. 5. — **Modification du contrat.** — La modification du contrat n'est admise qu'autant qu'elle a pour objet :

— le remplacement, pour la période entière du contrat, d'une carte par une autre carte donnant droit à la délivrance de billets au demi-tarif pour une classe supérieure ou pour un nombre de zones du 1^{er} groupe plus important, ou par une autre carte valable sur un parcours plus long ;

— la prolongation de la validité primitive de la carte pour une période ne pouvant, en aucun cas, porter la validité totale à une durée supérieure à un an.

S'il s'agit d'un contrat de cartes de famille ou d'associés, la modification ayant trait à l'augmentation du nombre de zones, à l'allongement de parcours ou à la prolongation de la validité primitive n'est admise que si elle est demandée pour l'ensemble des cartes.

Dans tous les cas, la modification doit être demandée au moins cinq jours à l'avance à une gare quelconque. La demande doit être accompagnée d'un exemplaire du portrait de l'intéressé ou de chacun des souscripteurs s'il s'agit de cartes de famille ou d'associés.

Le supplément à payer est égal :

a) s'il s'agit du remplacement d'une carte ordinaire, à la différence entre le prix de la carte demandée et le prix de la carte à remplacer ;

b) s'il s'agit du remplacement d'une ou de plusieurs cartes de famille ou d'associés, à la différence entre la somme des prix des cartes du contrat modifié et la somme des prix des cartes du contrat initial, tous ces prix devant s'entendre des prix afférents à la période entière du contrat initial.

Dans le cas de modification d'un contrat à paiements fractionnés, il est perçu, au moment de l'échange des cartes, la différence entre la somme déjà versée et celle qui aurait été payée si la ou les nouvelles cartes avaient été délivrées dès l'origine du contrat ; les sommes à verser ultérieurement sont celles qui résultent du contrat modifié.

Les intéressés ont toujours le choix entre la modification du contrat dans les conditions indiquées ci-dessus ou sa résiliation aux conditions de l'article 4.

CONDITIONS COMMUNES D'APPLICATION AUX TITRES I, II ET III

A. — CONDITIONS S'APPLIQUANT A TOUTES LES CARTES

ART. 1. — **Utilisation des cartes.** — La carte est exclusivement personnelle et doit être présentée à toute réquisition. A défaut de cette présentation, le voyageur est en situation irrégulière et considéré comme étant sans titre de transport (sans titre de transport valable, s'il s'agit du titulaire d'une carte donnant droit à la délivrance de billets au demi-tarif). Toute carte trouvée entre des mains autres que celles du titulaire est retenue par les agents du Chemin de fer et annulée. Dans ce cas, il n'est fait au titulaire aucun remboursement, même partiel, du prix de la carte qui reste complètement acquis au Chemin de fer, ainsi d'ailleurs que la consignation, indépendamment de tous dommages et intérêts à lui réclamer, le tout sans préjudice de toutes poursuites correctionnelles.

Le titulaire d'une carte n'a droit à aucune indemnité pour changement de service régulièrement autorisé. Il n'a droit également à aucune indemnité pour défaut de place et retard, à moins qu'en raison de leur importance ou de leur fréquence non justifiée par un cas de force majeure ou par les nécessités du service de l'exploitation, ils ne constituent une faute lourde.

ART. 2. — **Bagages.** — Le voyageur prend l'engagement de ne pas emporter avec lui, ou de présenter comme lui appartenant, des colis ne faisant pas partie de son bagage personnel (les échantillons des voyageurs de commerce sont assimilés aux bagages personnels). Cette règle n'est toutefois pas opposable au commissionnaire-bagagiste titulaire d'une carte du Titre I, chapitre 3.

B. — CONDITIONS S'APPLIQUANT AUX CARTES AUTRES QUE LES CARTES D'ABONNEMENT DE TRAVAIL (Titre II) ET D'ABONNEMENT TRIMESTRIEL (Titre I — Chapitre 4)

ART. 1. — **Demande.** — La demande est établie sur une formule délivrée par le Chemin de fer. Elle doit être présentée pour les cartes d'abonnement ordinaire et les cartes donnant droit à la délivrance de billets au demi-tarif, 5 jours au moins à l'avance à une gare quelconque.

ART. 2. — **Personnes susceptibles de bénéficier des cartes de famille.** — Sont considérées comme faisant partie de la famille, les personnes ci-après désignées habitant sous le même toit :

Mari, femme, leurs ascendants et leurs conjoints, leurs descendants (1) et leurs conjoints, ainsi que les serviteurs.

ART. 3. — **Cartes de famille et d'associés.** — Les cartes doivent être souscrites, en même temps, pour les mêmes zones ou pour le même parcours et la même durée de validité.

Toutefois, une nouvelle carte peut être demandée postérieurement, à la condition que la validité commence à la même date que celle des cartes de la première souscription.

Il est délivré une carte individuelle pour chacun des souscripteurs.

Ces cartes peuvent être de classes différentes. Dans ce cas, pour le calcul des prix, la carte de la classe la plus élevée est considérée pour chaque nature de cartes comme la première et les autres sont rangées par ordre décroissant de classe.

ART. 4. — **Cartes à paiements fractionnés.** — Les cartes peuvent être délivrées à une gare quelconque.

En cas de paiements fractionnés, l'abonné peut également effectuer ses versements successifs à une gare quelconque.

Pour les cartes de famille et d'associés, tous les versements doivent être effectués simultanément et pour la même période. Si, pour une cause quelconque, l'un des titulaires cesse ses versements, tous les titulaires du contrat collectif sont tenus de restituer leur carte et de résilier le dit contrat.

(1) Les orphelins de père et de mère sont assimilés aux descendants des personnes qui les ont recueillis avant leur majorité.

Le titulaire d'une carte à paiements fractionnés est considéré comme voyageant avec une carte périmée lorsqu'il n'a pas acquitté tous les versements venus à échéance.

ART. 5. — **Consignation.** — Lors de la délivrance de la carte, l'abonné verse une somme de quatre cents francs pour garantie de restitution de la carte.

Les cartes doivent être restituées à une gare quelconque, soit directement, soit par envoi postal recommandé, au plus tard dans les huit jours qui suivent l'expiration de leur validité; le montant de la consignation est alors remboursé à l'intéressé.

En cas de non-restitution de la carte dans le délai prévu, le montant de la consignation reste acquis au Chemin de fer.

Lorsque l'abonné, qui use de la faculté de régler le prix de sa carte par versements fractionnés, n'acquitte pas ses versements dans un délai de huit jours, à compter du lendemain de la date d'expiration de la période précédente, la gare intéressée lui adresse un avis l'informant que, sauf régularisation dans un délai de huit jours à dater de cet avis, le contrat sera considéré comme résilié et la consignation acquise de plein droit au Chemin de fer.

ART. 6. — **Perte ou vol de la carte.** — En cas de perte ou de vol de sa carte, le titulaire est tenu d'en donner immédiatement avis à la Division Commerciale de la Région d'émission (1).

Toute carte dont la perte ou le vol a été ainsi déclaré peut être remplacée par un duplicata.

Ce duplicata ne peut être délivré qu'après l'expiration d'une période de dix jours sur présentation d'une carte d'identité comportant une photographie. En outre, il est perçu une nouvelle consignation.

La consignation déposée en garantie de la restitution d'une carte perdue ou volée, et non retrouvée, est acquise au Chemin de fer.

Tant qu'il n'est pas en possession du duplicata de sa carte, le titulaire doit se munir de billets dont le prix n'est pas remboursé; il en est de même lorsque le voyageur a égaré momentanément sa carte.

NOTA. — 1° Les Tarifs Généraux (Voyageurs, bagages et chiens accompagnés) sont applicables en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

2° Sauf stipulation contraire dans les Tarifs de la Banlieue de Paris, les dispositions du présent tarif ne sont pas applicables dans les relations entre elles des gares situées sur les lignes soumises aux Tarifs de la Banlieue de Paris.

(1) Région EST.....: Division Commerciale, 13, rue d'Alsace, Paris (10°).
Région NORD.....: — d° — 18, rue de Dunkerque, Paris (10°).
Région OUEST.....: — d° — 13, rue d'Amsterdam, Paris (8°).
Région SUD-OUEST.....: — d° — 1, place Valhubert, Paris (13°).
Région SUD-EST.....: — d° — 20, boulevard Diderot, Paris (12°).
Région MÉDITERRANÉE.....: — d° — 44, rue Saint-Lazare, Marseille.

ANNEXE I

Toutes Régions

DÉSIGNATION DES ZONES

ZONES DU 1^{er} GROUPE

NUMÉRO des ZONES	DÉLIMITATION DES ZONES
1	Zone limitée au sud par les lignes.... <ul style="list-style-type: none"> — Dieppe-Paris (Saint-Lazare), via Serqueux, Pontoise. — Paris (Nord)-Jeumont-frontière, via Creil, Saint-Quentin. Ces deux lignes comprises
2	Zone à l'intérieur du périmètre limité par <ul style="list-style-type: none"> la frontière belge ou luxembourgeoise entre Feignies-frontière et Zoufftgen-frontière. les lignes <ul style="list-style-type: none"> — Paris (Nord)-Feignies-frontière, via Creil, Saint-Quentin. — Paris (Est)-Nancy-Ville, via Eprenay, Vitry-le-François, Frouard. — Frouard-Zoufftgen-frontière, via Metz, Thionville. Ces trois lignes comprises
3	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes..... <ul style="list-style-type: none"> — Paris (Est)-Metz, via Eprenay, Vitry-le-François, Onville. — Metz-Dijon, via Aillevillers, Lure, Vesoul, Culmont-Chalindrey. — Dijon-Paris (Lyon), via Sens. Ces trois lignes comprises
4	Zone située à l'est de la ligne..... <ul style="list-style-type: none"> — Mont-Saint-Martin-frontière, Onville, Pagny-sur-Moselle, Nancy-Ville, Belfort, Delle-frontière. Cette ligne comprise
5	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes..... <ul style="list-style-type: none"> — Paris (Lyon)-Lyon, via Dijon. — Paris (Lyon)-Lyon, via Malesherbes, Saint-Germain-des-Fossés, Tarare. Ces deux lignes comprises
6	Zone à l'intérieur du périmètre limité par <ul style="list-style-type: none"> la frontière suisse entre Delle-frontière et Genève-Cornavin. les lignes <ul style="list-style-type: none"> — Lyon-Delle-frontière, via Dijon, Culmont-Chalindrey, Port-d'Atelier-Amance, Aillevillers, Belfort. — Lyon-Genève-Cornavin. Ces deux lignes comprises

NUMÉRO des ZONES	DÉLIMITATION DES ZONES		
7	Zone à l'intérieur du périmètre limité par.....	le littoral méditerranéen entre Marseille et Sète. les lignes { <ul style="list-style-type: none"> — Sète-Lyon, via Béziers, Saint-Flour, Eygurande-Merlines, Clermont-Ferrand, Gannat, Saint-Germain-des-Fossés, Tarare. — Lyon-Marseille, via Valence, Tarascon. 	Ces deux lignes comprises
8	Zone à l'intérieur du périmètre limité par.....	la frontière suisse ou italienne entre Genève-Cornavin et Vintimille-frontière. les lignes { <ul style="list-style-type: none"> — Genève-Cornavin-Lyon. — Lyon-Marseille, via Valence, Tarascon, Miramas, Port-de-Bouc, l'Estaque. 	Ces deux lignes comprises
9	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes..... et ligne Narbonne-Cerbère.	le littoral méditerranéen entre Marseille et Vintimille-frontière. { <ul style="list-style-type: none"> — Bordeaux-Béziers, via Toulouse. — Bordeaux-Eygurande-Merlines, via Coutras, Périgueux. — Eygurande-Merlines-Béziers, via Saint-Flour. 	Ces trois lignes comprises
10	Zone limitée au nord par la ligne.....	— Pointe-de-Grave-Béziers, via Bordeaux, Toulouse.	Cette ligne comprise
11	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes.....	{ <ul style="list-style-type: none"> — Tours-Bordeaux, via Poitiers. — Coutras-Saint-Germain-des-Fossés, via Périgueux, Eygurande-Merlines, Clermont-Ferrand, Vichy. — Tours-Saint-Germain-des-Fossés, via Bourges, Saincaize. 	Ces trois lignes comprises
12	Zone à l'intérieur du périmètre limité par.....	le littoral atlantique entre Le Croisic et Bordeaux. les lignes { <ul style="list-style-type: none"> — Le Croisic-Tours, via Nantes. — Tours-Bordeaux, via Poitiers. 	Ces deux lignes comprises
13	Zone limitée à l'est par la ligne.....	— St-Malo-St-Servan-Dol-La Rochelle, via Rennes, Nantes.	Cette ligne comprise
14	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes.....	{ <ul style="list-style-type: none"> — Paris (Montparnasse)-Granville, via Dreux, Argentan. — Paris (Montparnasse)-Savenay, via Chartres, Saumur, Nantes. — Savenay-Folligny, via Rennes et Dol. 	Ces trois lignes comprises
15	Zone à l'intérieur du périmètre limité par les lignes.....	{ <ul style="list-style-type: none"> — Paris (Lyon)-Saincaize, via Melun. — Paris (Montparnasse)-Saumur, via Chartres. — Saumur-Saincaize, via St-Pierre-des-Corps, Bourges. 	Ces trois lignes comprises
16	Zone à l'intérieur du périmètre limité par.....	le littoral de la Manche entre Dieppe et Granville. les lignes { <ul style="list-style-type: none"> — Paris (St-Lazare)-Dieppe, via Pontoise, Serqueux. — Paris (Montparnasse)-Granville, via Dreux, Argentan. 	Ces deux lignes comprises

ZONES DU 2 ^{me} GROUPE	
DÉSIGNATION de la GARE CENTRE DE LA ZONE	DÉLIMITATION DES ZONES
Paris	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : — Amiens, Tergnier, Laon, Reims, Châlons-sur-Marne, Troyes, Saint-Florentin-Vergigny, Montereau, Moret, Montargis, Gien, Orléans, Voves, Chartres, Dreux, Laigle, Conches, Evreux, Louviers, Pont-de-l'Arche, Rouen, Serqueux, Amiens.
Marseille	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par : — les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : Perpignan, Sète, Nîmes, Alès, Bessèges, Lalevade-d'Ardèche-Prades, Le Teil, La Voulte-sur-Rhône, Livron, Valence, Moirans, Grenoble, Veynes, Briançon. — la frontière italienne au sud de Briançon. — le littoral méditerranéen.
Lyon	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : — Genève-Eaux-Vives, La Roche-sur-Foron, Aix-les-Bains, Montmélian, Grenoble, Moirans, Valence, Saint-Rambert-d'Albon, Peyraud, Firminy, Le Puy, Darsac, Saint-Georges-d'Aurac, Clermont-Ferrand, Gannat, Moulins, Paray-le-Monial, Chagny, Mâcon, Bourg, Bellegarde, Genève-Cornavin.
Bordeaux	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par : — les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : La Rochelle, Saintes, Cognac, Angoulême, Thiviers, Périgueux, Monsempron-Libos, Agen, Auch, Tarbes, Puyôo, Bayonne, Hendaye. — le littoral de l'Atlantique entre La Rochelle et Hendaye.
Nantes	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par : — les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : Quiberon, Auray, Loudéac, Saint-Brieuc, Rennes, Laval, Le Mans, Aubigné, Saumur, Thouars, Bressuire, Fontenay-le-Comte, La Rochelle. — le littoral de l'Atlantique entre Quiberon et La Rochelle.
Toulouse	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par : — les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : Cerbère, Narbonne, Béziers, Séverac-le-Château, Capdenac, Cahors, Monsempron-Libos, Agen, Auch, Tarbes, Bousens, La Tour-de-Carol. — la frontière pyrénéenne entre La Tour-de-Carol et Cerbère.
Nancy-Ville	Zone située à l'intérieur du périmètre limité par : — la frontière luxembourgeoise ; — les gares désignées ci-après (les lignes reliant ces gares comprises) : Zoufftgen-frontière, Thionville, Sarreguemines, Diemeringen, Ingwiller, Mommenheim, Strasbourg, Rothau, Saint-Dié, Gérardmer, Épinal, Aillevillers, Port-d'Atelier-Amance, Culmont-Chalindrey, Chaumont, Saint-Dizier, Vitry-le-François, Châlons-sur-Marne, Verdun, Conflans-Jarny, Longuyon, Mont-Saint-Martin-frontière.

ANNEXE II

ABONNEMENTS SPÉCIAUX POUR TRAINS RAPIDES DÉSIGNÉS

Les abonnés titulaires de cartes de 1^{re} ou de 2^e classe du titre I — chapitre 1^{er} — du Tarif spécial des Abonnements (cartes de zones et cartes valables sur des parcours déterminés) peuvent souscrire un abonnement supplémentaire spécial les dispensant du paiement à chaque voyage du supplément spécial perçu par application du titre II du Tarif des Dispositions Diverses pour l'emprunt de certains trains rapides désignés.

L'abonnement supplémentaire spécial peut être demandé pour un nombre quelconque de mois de la validité de l'abonnement principal, les mois de validité des deux contrats devant coïncider date pour date.

PRIX. — Il est perçu, tant en 1^{re} qu'en 2^e classe, pour chaque mois de validité de l'abonnement spécial, la taxe ci-après :

TAXES	PARCOURS (OU ZONES)
	POUR LESQUELS A ÉTÉ SOUSCRIT L'ABONNEMENT PRINCIPAL
1.400 fr.	Abonnement de 5 à 16 zones.
1.700 fr.	Abonnement de 1 à 4 zones et abonnement valable sur des parcours déterminés de 400 km. et au-dessus.
2.000 fr.	Abonnement valable sur des parcours déterminés inférieurs à 400 km.

Cette taxe est tout à fait distincte du prix de l'abonnement principal.

Elle est perçue intégralement de tous les abonnés quelle que soit la réduction applicable au prix de l'abonnement principal.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Art. 1. — Demande. La demande doit être faite par écrit.

Art. 2. — Paiement. Le prix peut être réglé en une seule fois ou par versements mensuels.

ANNEXE III

CARTES D'ADMINISTRATIONS ET D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU INDUSTRIELLES DONNANT DROIT A LA DÉLIVRANCE DE BILLETS AU DEMI-TARIF.

Ces cartes s'adressent au personnel d'une même administration ou d'une même entreprise commerciale ou industrielle, voyageant pour le compte de cette dernière.

Art. 1. — Demande. La demande doit être faite par l'administration ou la maison au moyen d'un bordereau fournissant pour chaque voyageur les indications prévues pour les cartes ordinaires individuelles par la formule de demande du chemin de fer.

Cette demande doit être présentée au moins dix jours à l'avance à une gare quelconque.

Art. 2. — Prix.

- jusqu'à 5 cartes prix des cartes ordinaires;
- pour chaque carte de la 6^e à la 50^e prix d'une carte ordinaire réduit de 20 %;
- pour chaque carte de la 51^e à la 100^e prix d'une carte ordinaire réduit de 30 %;
- pour chaque carte de la 101^e à la 150^e prix d'une carte ordinaire réduit de 35 %;
- pour chaque carte à partir de la 151^e prix d'une carte ordinaire réduit de 40 %.

Art. 3. — Paiement. Le prix doit être réglé en une seule fois.

Art. 4. — Validité. Un an.

Art. 5. — Cartes. Les cartes peuvent s'appliquer à des classes de voitures, des zones du premier groupe (4 zones, 10 zones ou 16 zones) ou des parcours différents. Dans ce cas, pour l'application de la réduction, les cartes sont rangées par ordre décroissant du prix des cartes ordinaires valables pour les classes de voitures, le nombre de zones ou les parcours demandés.

Elles doivent être souscrites en même temps et pour la même date d'origine de validité.

Toutefois, de nouvelles cartes peuvent être demandées postérieurement, à la gare d'émission, à la condition que la validité commence à la même date que celle des cartes de la première souscription.

Les cartes supplémentaires sont taxées au prix des cartes ordinaires, la taxe appliquée étant redressée en fin de contrat, par voie de détaxe, compte tenu de l'ensemble des cartes souscrites.

La demande de détaxe doit être présentée par l'administration ou la maison, dans les trois mois qui suivent la fin du contrat. Elle doit être accompagnée d'un bordereau indiquant la gare d'émission des cartes et les diverses dates auxquelles elles ont été souscrites en précisant le nombre de cartes demandées à chacune de ces dates.

Art. 6. — Résiliation. La résiliation du contrat ne peut être demandée que pour l'ensemble des cartes.

Elle s'effectue simultanément pour toutes les cartes suivant les règles prévues pour les cartes ordinaires individuelles.

Art. 7. — Modification du contrat. La modification du contrat peut s'appliquer soit à l'ensemble des cartes, soit à une ou quelques cartes seulement.

Le supplément à payer est égal :

- dans le cas de remplacement de toutes les cartes. { à la différence entre la somme des prix des cartes du contrat modifié et la somme des prix des cartes du contrat initial, tous ces prix devant s'entendre des prix afférents à la période entière du contrat initial.
- dans le cas de remplacement d'une ou de plusieurs cartes. { à la somme (ou au total des sommes) qui serait perçue (perçu) s'il s'agissait de la modification d'une (ou de plusieurs) carte ordinaire individuelle.

Art. 8. — Restitution des cartes. Les cartes doivent être restituées par la maison à la gare d'émission.

Le Tarif spécial des Abonnements est applicable aux cartes d'administrations et d'entreprises commerciales ou industrielles, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

ANNEXE IV

RÉGION SUD-EST

Ligne électrique de Saint-Gervais-les-Bains-Le Fayet à Chamonix-Mont-Blanc
et à la frontière suisse

Les distances d'application de cette ligne sont comptées seulement pour moitié (avec arrondissement, le cas échéant, au kilomètre supérieur) pour la taxation des :

- CARTES D'ABONNEMENT ORDINAIRE
- CARTES DONNANT DROIT A LA DÉLIVRANCE DE BILLETS AU 1/2 TARIF
- CARTES D'ABONNEMENT DE TRAVAIL

valables sur des parcours déterminés compris à l'intérieur du département de la Haute-Savoie.

gv

2ème Division/1 523.0/24

24/81

29 FEVR 195252

MINUTE

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région NORD,

Votre suggestion ci-jointe tendant à autoriser les gares à rembourser d'office la consignation des cartes, dans le délai d'un an, lorsque l'abonnement périmé a été renouvelé sans interruption.

D'une façon générale, les abonnés n'omettent pas de signaler, à chaque nouvelle demande, qu'il s'agit d'un renouvellement et, par suite, la consignation est reportée automatiquement sur la carte suivante.

De ce fait, les demandes de remboursement présentées après un renouvellement sans interruption doivent être très rares.

Par ailleurs, il n'est pas indiqué d'inciter les voyageurs à conserver les cartes longtemps après l'expiration du contrat et il est préférable de maintenir les règles actuelles quitte à examiner libéralement les demandes de remboursement présentées tardivement.

Au surplus dans un proche avenir les voyageurs ne pourront plus arguer de leur ignorance, une mention relative au délai de remboursement de la consignation étant imprimée sur les cartes au fur et à mesure des réapprovisionnements.

Pour ces diverses raisons je suis d'avis de maintenir le statu quo.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RAME

Copie à
M. Courteau
le 3.3.52

B. B.

Je propose une note
dans le cas pour
M. Delassus
22-2

Pour la cct

du 25 Janvier 52 M. Rame,

C. joint avis
de M. Cousteaux.

Reçu par M. Delassus

Voilà il me donne votre avis. On comprend
mal le cas, éroqué
par M. Delassus,
d'un abonné qui
renouvelle sa carte
sans reporter la
consignation sur la
nouvelle carte ou en
demandant le rembour-
sement quand il
prend la nouvelle carte.
Pendant le délai d'un
an courtois, j'aurai
2 cartes.

23-1

M. Dejean.

Courrez suite à votre transmission de

2 janvier -

C. joint. Note sur la question

Youdiez s. je s. p. p. ,

huteur au courant de

la note donnée ?

14.2.52

RD

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

3ème Division

535/52/75

13/2/52

QUESTION POSEE PAR LA DIVISION COMMERCIALE DE LA REGION NORD

Remboursement des consignations d'abonnement après le délai de 8 jours imparti par le tarif.

Observations de la 5ème Section

A - Cartes renouvelées sans interruption -

D'une façon générale, le voyageur n'oublie pas qu'il a déjà versé une consignation pour la carte arrivant à expiration. Le remboursement de cette consignation s'opère donc automatiquement lors de la conclusion du nouveau contrat. Les cas de remboursement hors délai doivent être par conséquent très rares.

B - Cartes non renouvelées -

L'inobservation du délai de 8 jours est plus fréquente et résulte le plus souvent de motifs indépendants de la volonté du voyageur (maladie, absence, etc...) Certains réclamants invoquent l'ignorance des conditions particulières du tarif.

Dans les deux cas A et B nous appliquons des règles très libérales (fixées par mémento SCV. du 8.7.38) c'est-à-dire remboursement :

- si une nouvelle carte fait suite immédiatement à l'ancienne
- en cas de maladie, absence à l'étranger, deuil etc.. sur justifications probantes.

...

- si le retard n'est pas très important et la bonne foi du voyageur évidente.
- lorsque la personnalité du demandeur ou la nature de l'abonnement justifie une mesure particulière.

Pour notre part, nous ne voyons rien à modifier aux règles actuelles qui sont scrupuleusement observées par les Bureaux des Détaxes et qui donnent toute satisfaction tant aux voyageurs de bonne foi qu'aux "clients" du chemin de fer.

L'argument suivant lequel les voyageurs supportent mal les modalités imposées pour obtenir le remboursement hors délai semble quelque peu exagéré. En effet, nous avons eu maintes fois à examiner des demandes tardives, soit écrites, soit verbales et, à aucun moment, le voyageur ne s'est élevé contre ces formalités; on conçoit mal d'ailleurs qu'un réclamant puisse émettre des récriminations contre un état de fait qu'il a lui-même provoqué. Le grief le plus souvent invoqué à l'encontre du chemin de fer est l'absence, au verso des cartes, d'une mention du délai de restitution.

Il suffit donc que cette mention (qui sera imprimée sur les nouvelles cartes) soit reproduite sur les imprimés actuellement en stock au moyen d'un timbre humide. L'attention de l'abonné étant suffisamment attirée, on éliminerait ainsi 95 % des demandes de détaxe.

Par ailleurs, un allongement du délai ne changerait rien à la question sauf qu'il nous exposerait à rembourser au bout de 14 ou 15 mois alors qu'actuellement les retards ne dépassent pas généralement 2 mois.

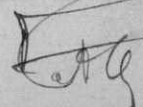
Jusqu'à maintenant nous n'avons jamais chargé les gares d'opérations d'ordre extra-tarifaire et ce serait à notre avis une grave erreur de déroger à cette règle.

Si nous voulons éviter les abus, il faut laisser aux Divisions Commerciales et à la Direction Commerciale la responsabilité de la décision.

En définitive, nous ne voyons pas l'opportunité de retenir la suggestion Nord qui ne paraît nullement se justifier par des circonstances de fait et nous proposons en conséquence :

- statu quo en ce qui concerne le délai de restitution et les formalités de remboursement,
- de prescrire dans le plus bref délai, l'apposition d'une mention appropriée sur les imprimés actuellement en stock.

Le Chef de la 5ème Section,



C O P I E

Région NORD

Janvier 1952

Division Commerciale

Remboursement des consignations d'abonnement
après le délai de 8 jours imparti par le Tarif

Les demandes de remboursement de consignation présentées après le délai de 8 jours sont examinées par la Division Commerciale qui, en principe, observe la pratique suivante :

Cartes des Titres I et III renouvelées sans interruption

Remboursement de la consignation si la demande est présentée dans le délai d'un an.

Cartes du Titre I non renouvelées :

Refus quel que soit le délai, à moins de considérations particulières (personnalité du demandeur, nature de l'abonnement etc ...).

Cartes du Titre III non renouvelées :

En raison de la campagne menée pour l'utilisation des cartes à 1/2 tarif, la consignation est remboursée :

- dans le délai d'un mois si la carte comporte au verso la mention du délai de restitution dans les 8 jours,
- dans le délai d'un an, si la carte ne comporte pas cette mention.

Au cours d'un récent Comité Mixte, un représentant du personnel a proposé que les gares soient autorisées à rembourser d'office la consignation, après le délai légal, afin de ne pas indisposer la clientèle qui supporte mal les formalités imposées pour obtenir le remboursement d'une somme minime par rapport au prix de l'abonnement.

Sans aller jusqu'au remboursement d'office dans tous les cas, la Région Nord serait disposée à autoriser le remboursement par les gares, dans le délai d'un an, de la consignation, lorsque l'abonnement périmé a été renouvelé sans

...

interruption. Ce remboursement serait effectué après apposition au verso de la carte par le Chef de Service responsable (Chef de gare ou Chef de Bureau de gare) d'une mention autorisant l'opération.

L'adoption de la mesure proposée est subordonnée à une autorisation du C.R.V. qui doit avaliser les prises de crédit.

Paris, le 18 Juin 1953

2ème Division/1

523.0/24

5419

12

MINUTE

Monsieur le Chef de la
lère Division 1/3

Votre note n° 4087 du 10 juin
1953.

Ci-joint, en retour, l'épreuve
de la réponse à la suggestion de
M. KOEGLER, IN 3 à Morvillars tendant à
la suppression du délai de remboursement
de la consignation des cartes d'abonne-
ment.

Une rectification de détail y
a été apportée.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC-
VOYAGEURS,

Signé : RETOURNARD

H.B.

1ère Division 1/3

Paris, le 10 JUIN 1953

n° 4087

COMMUNIQUE à Monsieur le Chef
de la 2ème Division

l'épreuve de la réponse à une suggestion devant
figurer sous la rubrique "Tribune Libre" de
"Notre Trafic" du mois prochain.

Je vous prierais de bien vouloir me faire
connaître si cette réponse a toujours conservé
sa valeur et s'il n'y a pas lieu d'y apporter
des corrections.

/ Le DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur Principal



Koegler Aimé
IN 3
MORVILLARS
Belfort 14

MORVILLARS, le 22.12.1952

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre la suggestion suivante tendant à supprimer le dernier alinéa de l'art.36 Fasc. 1 R.G.C.G. ainsi qu'au Manuel de comptabilité.

Remboursement de consignation de carte

Je ne vois pas la raison pour laquelle le voyageur porteur de carte doit se faire rembourser dans un délai de huit jours, passé ce délai la gare doit demander la détaxe en joignant la carte et lettre explicative.

Il n'y a que désavantage :

- 1°) Client mécontent lorsqu'il se présente passé le délai
- 2°) Correspondance - Détaxe
- 3°) Le client aura attendu 15 jours ou un mois pour se voir rembourser sa carte.

Dans l'espoir que ma demande soit prise en considération, daignez agréer, Monsieur, l'expression de mon profond respect.

(s) KOEGLER

DIRECTION COMMERCIALE

Paris, le : 7 JANV 1953

1ère Division 1/3

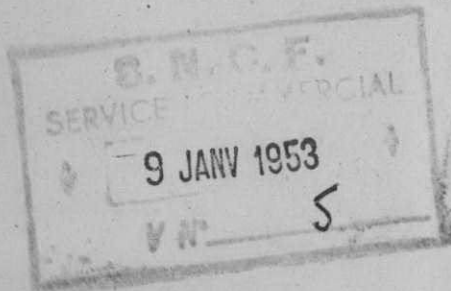
TRANSMIS à :

N° 149.

Monsieur le Chef de la 2ème Division

en le priant de bien vouloir m'adresser le projet de réponse à faire paraître dans la "Tribune Libre" de Notre Trafic.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
Le Chef Adjoint de la Direction Commerciale



[Handwritten signature]

Paris, le Juin 1953

2ème Division/1

523.0/24

Monsieur le Chef de la
lère Division 1/3

Votre note n° 4087 du 10 juin
1953.

Ci-joint, en retour, l'épreuve
de la réponse à la suggestion de
M. KOEGLER, IN 3 à Morvillars tendant à
la suppression du délai de remboursement
de la consignation des cartes d'abonne-
ment.

Une rectification de détail y
a été apportée.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC-
VOYAGEURS,

S.N.C.F.

MINUTE

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24
35551 F

16/10

TRANSMIS

à Monsieur le Chef

de la ~~2~~ Division

Comptabilité et du Contrôle
des Recettes

(Subdivision des Etudes et Inspection)

comme concernant ~~particulièrement~~
son Service (suite à communication
téléphonique du 29 juillet)

Le 30 JUIL 1953 195

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

Signé: RETOURNARD

Note des Etudes Générales -

Suggestion B. 33243

rappel de la note du 19 janvier 1953 relative à
l'authentification des bulletins CC 195

✓ Signature

de la part de la

par CRE

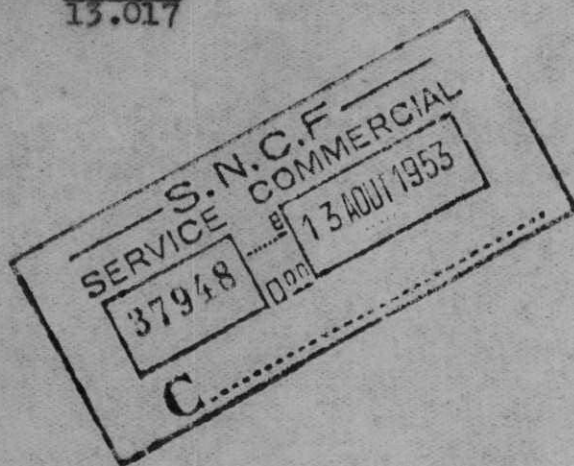
6 signatures

20.4.

CRE. 1 N° 1432
Dr. 13.007
13.017

12 AOUT 1953

13



Monsieur le Directeur
des Etudes Générales

V. Réf. : B. N° 3349 du 22 juillet 1953.

Objet : Suggestion du CG de Menton concernant les abonnements voyageurs.

Je ne puis que vous confirmer les termes de ma lettre CRE. 1 N° 187 en date du 9 février 1953 par laquelle je vous informais que nous procédions, en liaison avec la Direction Commerciale (2ème Division), à une étude générale sur les abonnements voyageurs qui pourrait conduire à de profondes modifications tant du point de vue tarifaire que du point de vue compatible des règles actuelles.

L'étude de longue haleine dont il s'agit est toujours en cours et j'estime qu'il est nécessaire d'en attendre les conclusions avant de pouvoir répondre à la suggestion que vous avez bien voulu me transmettre.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Signe : Cousin

CRE. 1 N°
Dr. 13.007
13.017

Copie transmise à
Monsieur le Chef de la 2ème Division
de la Direction Commerciale

à titre d'information, et comme
suite à sa lettre N° 523.0/24 - 1610
du 30 juillet 1953.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,
Cousin

MINUTE

114

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

2150

Transmis à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région OUEST

pour la suite qui il jugera utile.

*L'intéressé en déplacement aux États-Unis
demande le remboursement de la consignation
de la carte ci-jointe, périmée depuis le
17 septembre 1953.*

Paris, le

6 NOV 1953

195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voies

Signé : RETOURNARD

Js.

S.N.C.F.-Région OUEST
Exploitation

Paris, le 14 NOV. 1953
13, rue d'Amsterdam (8ème)

Division Commerciale
(EX.O.C.9)

Détaxes voyageurs

Dr. N° 39.962 FV

Monsieur le Directeur Commercial,

Comme suite à votre transmission du

6 novembre référence 2^e Division / 4 n° 523.0/24/1950

relative à une demande de détaxe présentée par
Société Anonyme des Anciens Etablissements Charles Berthier,

je vous informe que cette affaire a été réglée

le 12 novembre par le paiement d'une

somme de 400 francs.

LE CHEF DE LA SECTION
DÉTAXES et CONTRAVENTIONS :



La remission pourra être
immédiatement remboursée à M. Legros par
le Bureau Annexé fiscal - sur
autorisation que nous lui demandons.

21/1/54.

—

Provis a Bureau
de conservation
21-1
J. fort.

—

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

G cl b N° 4914



M. Legros
Paris - 10



le 18 Janvier 1954

Monsieur le Directeur Commercial,

M. Etienne LEGROS, Contrôleur d'Etat d'AIR-FRANCE, m'a signalé que, s'étant adressé le 11 Janvier 1954 à la gare de PARIS-MONTPARNASSE pour renouveler sa carte de demi-tarif de 2ème classe PARIS-EST - MULHOUSE-Ville, il s'est vu refuser le reversement du cautionnement versé le 30 Novembre 1952 au moment de la délivrance de sa carte périmée, étant donné que le remboursement en cause aurait dû être demandé dans un délai de 8 jours après le 19 Décembre 1953, date d'expiration de la carte.

L'intéressé signale toutefois qu'il se trouvait absent de FRANCE durant la période de 8 jours en cause, soit du 18 au 27 Décembre dernier.

Je l'ai, dans ces conditions, invité, par la lettre dont copie ci-jointe, à se présenter à la Direction Commerciale (2ème Division - 1ère section : Tarifs intérieurs) pour se faire rembourser, et vous serai obligé de bien vouloir donner les instructions nécessaires à cet effet.

1/
remboursement de
me cautions versé
et

[Signature]

renvoyer au
remboursement
21-1

523.0 / 24

M. Legros est venu le 22 janvier à 16h
et a été remboursé sur le champ par
Tivoli -

classe
1

23/1/54

Janvier

54

Mon Cher Ami,

Je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre du 11 Janvier 1954.

J'ai immédiatement donné les instructions utiles en vue du remboursement du cautionnement afférent à votre carte de demi-tarif de 2ème classe PARIS-EST - MULHOUSE-Ville.

Il vous appartiendra de vous présenter personnellement, muni de la carte périmée, à notre Division Commerciale (Deuxième Division, 1ère section. Tarifs intérieurs), 54, Boulevard Haussmann PARIS (9e), qui vous reversera la somme en cause contre émargement.

Veillez agréer, Mon Cher Ami, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

Monsieur Etienne LEGROS,
Contrôleur d'Etat de la Compagnie
Nationale AIR-FRANCE,
2, rue Marbeuf, *Tel.*
PARIS (8e)

Ely { 20-60 -
 { 38-95 -

1^{er} the

Mise au point (L.T)

Géométrie du document

Agence pour l'UTC 140 km
Soudanais - Adm P S/Am

Le mot de l'UTC

Travaux effectués par chacun. Importance

Travail

Echange des documents

- Date mise en mo

1) Remarques
2) Si on fait quelque chose → mettre

3) Si on gère

ball de ping

doivent s'abstenir de tout dire
même

1 de h t (L.T)

Conférence
disputer

9 heures

Elaf 108-02
100-00

16, PLACE VENDÔME

PARIS

OPÉRA 40-04

DIRECTION COMMERCIALE
POUR ATTRIBUTIONS

28 JANV 1954

29 JANV 1954

S.N.C.F.
SERVICE COMMERCIAL

05147

30 JAN 1954

Le 27 Janvier 1954.....

SOCIÉTÉ NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 Rue Saint-Lazare
PARIS.

Messieurs,

J'ai à nouveau recours à vous pour obtenir le remboursement du petit dépôt sur ma carte périmée N° 096.208 que je n'ai pu présenter dans les huit jours réglementaires.

J'étais en effet en voyage et ayant été retenu j'ai dû faire établir ma nouvelle carte à Bordeaux où je me trouvais, et où il m'a été délivré une carte N° 109.693 que j'ai d'ailleurs fait étendre à dix zones. La Gare de Bordeaux m'a dit de me présenter à Paris pour le dit remboursement, je viens seulement de rentrer et votre Agence du Boulevard des Capucines invoque les délais, ce qui est exact, pour ne pas l'effectuer.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir ce que vous pouvez faire en l'occurrence, et vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

Philippe Daniel-Dreyfus.

Ch. Daniel-Dreyfus

Communication
téléphonique

L'intéressé nous apportera
sa carte pour rembourser
le 27/1/54



SOCIETE NATIONALE DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

88 Rue Saint-Lazare

PARIS

MINUTE

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.00/24

380

TRANSMIS à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de
la Région... EST....

pour la suite utile

*Je me suis pas opposé dans la
ces particularités à ce que
satisfaction soit donnée à
l'intéressé malgré le retard apporté
à la remise de la carte.*
PARIS, le 2 mai 1954

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

L'Ingénieur Principal,

Signé : RETOURNARD

*Demande de M. Bernard qui demande le
remboursement de la cause, de deux cartes/tarif
autres à expiration en fin 1953.*

13 février 1954

5ème Division

550.63 - 765



Monsieur le Chef
de la 2ème Division

Je vous prie de trouver ci-joint une lettre dans laquelle M. BOUSSARD, Représentant à Theuley-les-Lavoncourt (Haute-Saône), nous demande le remboursement du cautionnement de deux cartes $\frac{1}{2}$ tarif venues à expiration le 5 avril 1953.

Etant donné que ce client a renouvelé ses cartes et qu'il a versé un don généreux à l'Orphelinat des Chemins de fer Français, je crois qu'il serait de bonne politique de lui rembourser le cautionnement versé.

LE CHEF DE LA 5ème DIVISION,



O.H. -

Direction Commerciale

2ème Division/I

523.0/24

SMW

18 SEPT 1954

MINUTE

18
[Signature]

Monsieur le Chef de la 1ère Division

Votre note n° II.095 du 13 septembre relative à une question posée par M. DEQUENNE F.E.N. à la Ferté-Hauterive.

La réponse à faire figurer sous la rubrique "Tribune Libre" de "Notre Trafic" est toujours valable et il n'y a pas lieu de la modifier.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

1 pièce jointe

Stagné : RETOURNARD

DIRECTION COMMERCIALE

PARIS, le 13 Septembre 1954

1ère Division 1/3

1 P.J.

n° 11095

Communiqué à Monsieur le Chef
de la 2ème Division

1

l'épreuve de la réponse à une suggestion devant
figurer sous la rubrique "Tribune Libre" de "Notre
Trafic" du mois prochain.

Je vous prierais de bien vouloir
me faire connaître si cette réponse a toujours conservé
sa valeur et s'il n'y a pas lieu d'y apporter des
corrections.

LE CHEF DE LA 1ère DIVISION,



3 avril 1954

2ème Division /1

523.0/24

2315

MINUTE

Monsieur le Chef
de la 1ère Division

Votre note 1/3 n° 2012 du 22 mars.

Je vous donne ci-après le projet de réponse à faire paraître dans la "Tribune Libre" de "Notre Trafic".

M. DEQUERRE Jean, F.E.N. à La Ferté Hauterive, demande si la consignation doit être remboursée dans le cas de résiliation d'une carte du titre I du tarif spécial des abonnements.

L'article 24 "Résiliation" du Fascicule 5 du R.C.V. prévoit que le montant de la consignation est remboursé.

(L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS

Signé : RETOURNARD

LA FERTE-HAUTERIVE, le 10 mars 1954

18

Monsieur,

Je m'excuse de vous déranger pour peu de chose, mais je serais très heureux si vous pouviez me renseigner par retour du courrier.

Voilà le fait : Une jeune fille possédant une carte à parcours déterminé (Titre 1 des Abonnements) valable 6 mois, à paiement mensuel, pour une cause que je crois d'ordre pécuniaire, résilie son contrat au bout de 5 mois et rend sa carte dans les délais réglementaires (elle avait fait 5 versements sur 6). Doit-on lui rembourser la consignation ?

Nous avons un différend entre collègues, voudriez-vous nous départager.

DEQUERRE Jean
FEN

LA FERTE HAUTERIVE S.E.

5 Moulins 14

1^{ère} Division 1/3

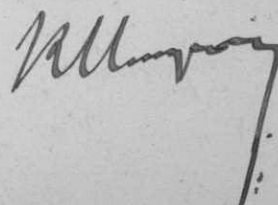
Paris, le 22 MAR 1954

n° 2012

TRANSMIS à Monsieur le Chef de la 2ème Division

en le priant de bien vouloir m'adresser le projet de réponse à faire paraître dans la "Tribune Libre" de "Notre Trafic".

Le DIRECTEUR COMMERCIAL,



avril 1954

2ème Division /1

523.0/24

Monsieur le Chef
de la 1ère Division

Votre note 1/3 n° 2012 du 22 mars.

Je vous donne ci-après le projet de réponse à faire paraître dans la "Tribune Libre" de "Notre Trafic".

M. DEQUERRE Jean, F.E.N. à La Ferté Hauterive, demande si la consignation doit être remboursée dans le cas de résiliation d'une carte du titre I du tarif spécial des abonnements.

L'article 24 "Résiliation" du Fascicule 5 du R.C.V. prévoit que le montant de la consignation est remboursé.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGERS

AJ

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N°

523. 0/24/1247

19
MINUTE

TRANSMIS à :

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale de
la Région

NORD.

pour la suite utile.

PARIS, le 13 JUIL 1954 195

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : ANDRÉ

*Lettre reçue le 9/7/54 de M. J. C. STERCO
Ponts-et-Chaussées à Etrenx (Aisne)*

Demande remboursement consignation carte résiliée.

18 décembre 1954

2ème Division /1

523.0/24

6502

MINUTE

Monsieur le Chef

de la Comptabilité et du Contrôle
des Recettes

Votre note CRE 1 - Dr 13.008 du 29 novembre relative au
remboursement de la consignation des cartes d'abonnement.

En ce qui concerne le remboursement de la consignation
des cartes d'abonnement, la question tarifaire est réglée :

- a) l'abonné rend sa carte dans les 8 jours qui suivent l'expiration du contrat : le montant de la consignation est remboursé ;
- b) l'abonné rend sa carte avant l'expiration du contrat. Il s'agit alors d'une résiliation. Il lui est remboursé :
 - la différence entre le total des versements effectués et le prix de l'abonnement (de 1ère année ou renouvelé) correspondant au nombre de mois d'utilisation (à la coupure de validité du délai d'utilisation pour les cartes ½ tarif);
 - le montant de la consignation.

La suggestion présentée par M. GUILLEMOT, CS1 REN à Chartres, concerne uniquement les modalités de règlement des sommes en cause, qui sont précisément prévues au Fascicule 1 du R.G.C.S.

.....

Le premier alinéa de l'article 36 traite du cas général des cartes restituées dans les 8 jours qui suivent l'expiration de leur validité (a ci-dessus). Il n'est donc pas applicable dans l'exemple cité par l'auteur de la suggestion, qui paraît confondre les versements non effectués et les versements effectués dont la constatation ne peut être faite immédiatement (fichet de paiement égaré) et qui font l'objet du renvoi 1).

Au sujet des dispositions du dit renvoi, j'estime que la demande de détaxe prévue pourrait être éventuellement supprimée si la gare saisie de la demande de remboursement pouvait vérifier directement le paiement auprès de la gare détenant la fiche abonné.

L'article 39 traite notamment de la résiliation (b ci-dessus).

Dans le cas particulier signalé, c'est le dernier paragraphe qui est applicable. Mais, étant donné qu'en vertu du 1er paragraphe, les demandes de résiliation doivent être transmises à la Division Commerciale, les gares ne peuvent pas rembourser d'office le montant de la consignation.

Pour ma part, je ne serais pas opposé à autoriser le remboursement d'office de la consignation lorsque la résiliation ne donne pas lieu à remboursement d'un reliquat sur le prix de la carte, c'est-à-dire quand la demande de résiliation est présentée au moment de l'expiration d'un fichet (ou dans les 8 jours qui suivent).

Par ailleurs, je pense que les demandes de modification ou de résiliation devraient être transmises au bureau de confection, les demandes donnant lieu à contestation ou présentées après le délai de 8 jours. étant seules transmises à la Division Commerciale pour détaxe éventuelle.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre avis sur ces propositions et, le cas échéant, m'adresser le projet des modifications au Fascicule 1 du R.G.C.G.

Une copie de la réponse à la suggestion me serait agréable.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,

Signé: RETOURNARD

S. N. C. F.Comptabilité et Contrôle
des RecettesSUBDIVISION DES ETUDES ET
DE L'INSPECTION12^{bis}, rue de Budapest. PARIS-9^e

C.R.E. 1

D^r. 13.008

PARIS, le 29 NOV 1954

Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division
de la Direction Commerciale

V/Réf. : 1/523.0/24 du 26/10/54.

Objet : Suggestion d'agent. Remboursement de la consignation
des cartes d'abonnement.

Si la suggestion de Monsieur GUILLEMOT a pour objet principal une simplification des opérations de contrôle incombant à la gare, elle n'en soulève pas moins la question du mode de remboursement de la consignation (d'office ou par voie de détaxe), laquelle n'est traitée ni par les tarifs, ni par le R.C.V., ni par le R.G.E.R. dans le cas d'une résiliation de l'abonnement.

Puisque vous ne jugez pas opportun de préciser dans l'un de ces documents les conditions de remboursement de la consignation, je vous serais obligé de bien vouloir néanmoins, pour me permettre de répondre à notre correspondant, me préciser pour les 2 cas ci-après si ce remboursement doit être effectué d'office ou par voie de détaxe.

1^o) L'abonné demande la résiliation de son contrat dans les 8 jours suivant la date d'expiration de la période précédente.

2^o) Même demande, formulée entre le 8^{ème} et le 16^{ème} jour suivants la date d'expiration de la période précédente, en réponse à la demande que la gare lui a adressé conformément au 4^{ème} alinéa de l'article 5 des Conditions Communes d'application aux titres I II III du Tarif des Abonnements.

La Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes



Paris, le 26 Octobre 1954

21

MINUTE

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes

Votre note CRE 1 n° 1507 du 14 octobre, relative à la suggestion de M. GUILLEMOT, CSI REN à CHARTRES, tendant à autoriser les gares à rembourser d'office la consignation des cartes d'abonnement dans le cas d'abandon de contrat à l'expiration d'un fichet de versement.

Les conditions tarifaires du remboursement de la consignation des cartes d'abonnement font l'objet de l'Art. 5 des Conditions Communes d'application aux Titres I, II et III, § B du tarif spécial des Abonnements.

Ces dispositions, qui sont portées à la connaissance du Public, résument nettement pour les cartes réglées soit en une seule fois soit par versements fractionnés, les obligations de l'abonné pour toucher le montant de la consignation.

La suggestion présentée par M. GUILLEMOT vise exclusivement une simplification éventuelle des opérations de contrôle auxquelles doit procéder la gare dans certains cas particuliers.

Pour ce qui me concerne, je n'aurais pas d'objection à ce que soient appliquées les dispositions prévues pour la résiliation lorsque l'abonné restitue sa carte avant l'expiration du contrat.

Mais s'agissant d'une question d'ordre exclusivement comptable (qui, de ce fait, ne peut trouver place dans le Fasc. 5 du R.C.V.), je ne puis que vous laisser le soin de réserver à cette suggestion la suite qu'il vous paraîtra opportun d'y donner compte tenu des précisions données à ce sujet à l'Art. 39 du Fasc. I du R.G.C.G.

L'INGENIEUR EN CHEF
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC-VOYAGEURS,

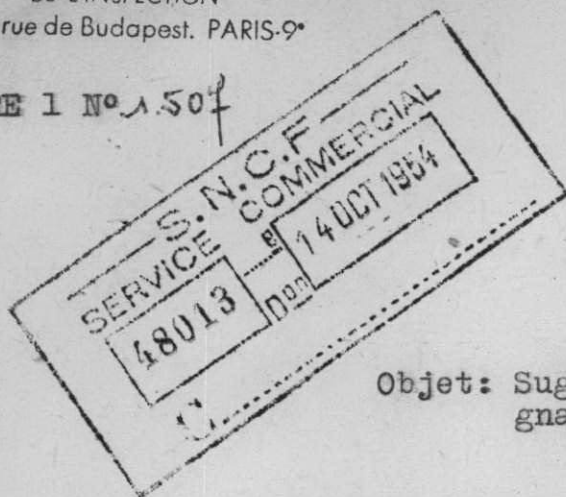
Signé: RETOURNÉ

Paris, le 14 OCT 1954

JP

M. M. M. M.

CRE 1 N° 1507

Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division
de la Direction CommercialeObjet: Suggestion concernant les remboursements de consi-
gnation des cartes d'abonnement.

A

L'auteur de la suggestion, dont je vous transmets ci-joint copie, propose que les demandes de remboursements de consignation afférentes à des cartes d'abonnement dont la dernière échéance n'a pas encore été réglée ne soient plus adressées aux Divisions Commerciales (Détaxes), mais soient satisfaites d'office par les gares.

Cette question étant d'ordre tarifaire, je vous laisse le soin de renseigner notre correspondant.

D'autre part, j'estime qu'il serait logique que les dispositions de l'article 36 du Fascicule 1 du R.G.C.G. (stipulant dans quels cas les gares doivent régler d'office ou transmettre aux Divisions Commerciales les demandes de remboursement de consignation) figurent dans le Fascicule 5 du R.C.V. plutôt que dans notre Règlement de Comptabilité.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de votre sentiment sur ce dernier point.

/ Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

En imposant une consignation sur les cartes d'abonnement la S.N.C.F. a recherché, je me l'imagine, à inciter la clientèle à les restituer pour en éviter l'usage frauduleux.

A quelle nécessité répond le premier alinéa de l'art. 36 au fascicule 1 du R.G.C.G. qui stipule que la dernière échéance doit être payée pour rembourser cette consignation?

A quoi donc sert cette procédure qui complique le Service et indispose la clientèle par de nouvelles formalités administratives paperassières (demandes de détaxes). Un client abandonnant sa carte en cours de validité résilie son contrat d'office par non paiement.

Je ne vois pas pourquoi une gare ne pourrait pas d'office rembourser une consignation en tenant compte évidemment que la date d'expiration du dernier fichet encaissé ne soit pas postérieure à 8 jours ?

Il suffirait à mon avis à cette gare d'annoter en conséquence la fiche CC.196 si elle la possède, ou d'en aviser comme pour les fichets CC.195 la gare qui la détient.

à CHARTRES, le 20 septembre 1954

signé : GUILLEMOT

CS¹ REN 2601910

CHARTRES

Ref: 1^{re} Division 1/3

N° 11.400 du 29.9.54.

22

29 novembre 5

Monsieur Jacques VANDERHAEGEN
59, rue Marceau
TOURCOING
(Nord)

7ème Division -
554.071

Monsieur,

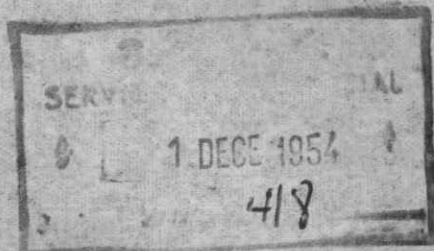
Comme suite à votre lettre du 17 novembre, je suis heureux de vous adresser une documentation sur notre service "train + auto".

En ce qui concerne la carte 1/2 tarif Paris - Maubeuge, valable en 2ème classe, vous aux termes de nos tarifs, la remettre à une gare dans les huit jours suivant l'expiration de sa validité pour vous faire rembourser la caution de 400 f. Dans ce cas particulier, je demande à notre Région du Nord de rembourser cette somme et je lui transmetts votre carte.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de considération distinguée.

/ LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Signé : BARJOT



Abt un air
cibance
novembre 1954.

D.R.

23

22 décembre 1934 54.

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
de la Région SUD-OUEST
- 2ème Section -

1ère Division 1/3
Etudes

n° 13555

Votre lettre V. 434. Cl. 199 du 23 novembre dernier.

Je vous donne, ci-après, les éléments de la réponse qui pourrait être faite aux deux suggestions faisant l'objet de votre lettre sus-visée :

1°) - Suppression de la consignation des cartes d'abonnement

Il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables.

La seule mesure véritablement efficace pour faire rentrer les titres périmés serait de prévoir un taux de consignation très élevé (plusieurs milliers de francs par exemple), mais une telle modification n'aurait aucune chance d'être admise par le Ministère en raison des réactions qu'elle provoquerait de la part des abonnés de condition modeste qui n'admettraient pas d'avoir à faire l'avance d'une somme trop élevée.

Notre clientèle d'abonnés d'ailleurs est, dans l'ensemble, très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation. Les cartes éditées depuis 1919 comportent une mention à ce sujet et le nombre de cartes rendues après les délais est inférieur par rapport au nombre de cartes délivrées.

Bien que le montant actuel de la consignation ne soit pas suffisant pour inciter les abonnés à restituer leur carte aussitôt après l'expiration du contrat, la suppression de cette consignation irait à l'encontre du but poursuivi.

Dans ces conditions, j'estime qu'il y a lieu de maintenir le statu quo.

.....

2°) - Aménagement à l'article 63 du Fascicule 6 du R.C.V. (groupes)

Article 63 - Colonies comprenant :

- des enfants F.N. bénéficiant d'une réduction supérieure à 50 %;
- des enfants de cheminots.

Le paragraphe B du dit article stipule :

L'organisateur doit :

- a) inscrire ces enfants à la fin de la liste nominative sous une rubrique "Enfants de familles nombreuses" ou "Enfants de cheminots", avec indication en regard :
 - soit du numéro du permis pour le voyage AR,
 - soit du numéro des billets AR à prix réduit établis pour l'aller et le retour,
 - soit du numéro de la carte de circulation S.N.C.F.;
- b) présenter en même temps que la demande, les permis, billets, cartes de circulation visés ci-dessus.

L'auteur de la suggestion fait remarquer que pour le point 2°) - l'organisateur ne peut inscrire le numéro des billets F.N. puisqu'il ne les possède pas et qu'en outre ils ne peuvent être établis que simultanément avec le collectif. Ils doivent ensuite porter la mention "Colonies de vacances, billet collectif n°" avec l'indication de la validité spéciale du dit billet.

Pour remédier à cette difficulté, l'intéressé demande que le point 2°) - soit complété par la mention : " - soit le numéro des cartes F.N."

Contrairement aux remarques faites par l'intéressé, les billets F.N. ne doivent pas obligatoirement être établis simultanément avec le collectif. L'organisateur doit se les procurer, au préalable, aux guichets des gares sur présentation des cartes afférentes, inscrire lui-même les numéros des billets sur la liste nominative et remettre ensuite sa demande de billet collectif au bureau intéressé accompagnée des Billets F.N..

C'est seulement à ce moment que ce bureau établit le billet collectif et porte sur les billets F.N. joints à la demande, la mention "colonies de vacances, billet collectif n°" sans avoir à y mentionner la validité spéciale du collectif; les billets F.N. annexés à la formule de demande sont adressés par la gare à C.R.V. (alinéa c du paragraphe C).

Il n'y a pas lieu en conséquence d'apporter de modification sur ce point puisque l'organisateur peut disposer des billets à prix réduit F.N. avant l'établissement de la demande au collectif.

Par ailleurs, l'intéressé pose la question suivante concernant le paragraphe C alinéas e et e de l'article 63 : "Pourquoi établir et joindre à la demande les billets F.N. ? Il serait beaucoup plus simple de faire le décompte sur la demande :

- des enfants bénéficiant de la réduction du tarif,
- des enfants bénéficiant d'une réduction supérieure

et inscrire la somme totale perçue sur le billet. Cette situation serait beaucoup plus claire, éviterait de nombreuses explications et économiserait un temps précieux surtout pendant la période des vacances."

La S.N.C.F. est remboursée, en vertu des dispositions de l'article 20 bis de la Convention du 31 août 1937, de la charge résultant de l'obligation qui lui est faite d'appliquer, sur ses lignes, des réductions aux membres des Familles Nombreuses.

Cette charge est évaluée sur la base du trafic réellement effectué par les membres F.N.; il est donc nécessaire que les billets "F.N." soient délivrés à part et annexés à la formule de demande pour que la statistique voyageurs en tienne compte au titre "F.N." et non au titre "Colonies de vacances", la S.N.C.F. n'étant pas remboursée pour ce dernier tarif.

Il n'est donc pas indiqué de modifier la méthode actuelle qui, d'ailleurs, n'a donné lieu jusqu'ici à aucune difficulté particulière.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

Signé: GUIBERT

17 DEC 1954

(23)

DIRECTION COMMERCIALE

MINUTE

2ème Division/1

523.0/24

6593

Monsieur le Chef de la 1ère Division

Votre note 1/3 Etudes n° 12910 du 29 novembre.

Je vous donne ci-après les éléments de réponse aux suggestions présentées par la Région Sud-Ouest.

1°- Suppression de la consignation des cartes d'abonnement

Il est du plus grand intérêt, pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables.

La seule mesure véritablement efficace pour faire rentrer les titres périmés serait de prévoir un taux de consignation très élevé (plusieurs milliers de francs par exemple), mais une telle modification n'aurait aucune chance d'être admise par le Ministère en raison des réactions qu'elle provoquerait de la part des abonnés de condition modeste qui n'admettraient pas d'avoir à faire l'avance d'une somme trop élevée.

Notre clientèle d'abonnés d'ailleurs est, dans l'ensemble, très au courant des règles tarifaires fixant les conditions de remboursement de la consignation. Les cartes éditées depuis 1949 comportent une mention à ce sujet et le nombre de cartes rendues après les délais est infime par rapport au nombre de cartes délivrées.

Bien que le montant actuel de la consignation ne soit pas suffisant pour inciter les abonnés à restituer leur carte aussitôt après l'expiration du contrat, la suppression de cette consignation irait à l'encontre du but poursuivi.

Dans ces conditions, j'estime qu'il y a lieu de maintenir le statu quo.

...

A

2°- Aménagement à l'article 63 du Fascicule 6 du R.C.V.
(groupes)

Article 63 - colonies comprenant :

- des enfants F.N. bénéficiant d'une réduction supérieure à 50 %,
- des enfants de cheminots.

Le paragraphe B du dit article stipule :

L'organisateur doit :

- a) inscrire ces enfants à la fin de la liste nominative sous une rubrique "Enfants de familles nombreuses" ou "Enfants de cheminots", avec indication en regard :
 - soit du numéro du permis pour le voyage AR,
 - soit du numéro ~~des~~ billets AR à prix réduit établis pour l'aller et le retour,
 - soit du numéro de la carte de circulation S.N.C.F.
- b) présenter en même temps que la demande, les permis, billets, cartes de circulation visés ci-dessus.

(point) L'auteur de la suggestion fait remarquer que pour le 2°-, l'organisateur ne peut inscrire le numéro des billets F.N. puisqu'il ne les possède pas et qu'en outre ils ne peuvent être établis que simultanément avec le collectif. Ils doivent ensuite porter la mention "Colonies de vacances, billet collectif n°" avec l'indication de la validité spéciale du dit billet.

Pour remédier à cette difficulté, l'intéressé demande que le point 2°- soit complété par la mention : "-soit le numéro des cartes F.N.".

Contrairement aux remarques faites par l'intéressé, les billets F.N. ne doivent pas obligatoirement être établis simultanément avec le collectif. L'organisateur doit se les procurer au préalable aux guichets des gares sur présentation des cartes afférentes, inscrire lui-même les numéros des billets sur la liste nominative et remettre ensuite sa demande de billet collectif au bureau intéressé accompagnée des Billets F.N.

C'est seulement à ce moment que ce bureau établit le billet collectif et porte sur les billets F.N. joints à la demande, la mention "colonies de vacances, billet collectif n°" sans avoir à y mentionner la validité spéciale du collectif; les billets F.N. annexés à la formule de demande sont adressés par la gare à C.R.V. (alinéa c du paragraphe C).

Il n'y a pas lieu en conséquence d'apporter de modification sur ce point puisque l'organisateur peut disposer des billets à prix réduit F.N. avant l'établissement de la demande du collectif.

Par ailleurs, l'intéressé pose la question suivante concernant le paragraphe C alinéas c et e de l'article 63 : "Pourquoi établir et joindre à la demande des billets F.N. ? Il serait beaucoup plus simple de faire le décompte sur la demande :

- des enfants bénéficiant de la réduction du tarif,
- des enfants bénéficiant d'une réduction supérieure

et inscrire la somme totale perçue sur le billet. Cette situation serait beaucoup plus claire, éviterait de nombreuses explications et économiserait un temps précieux surtout pendant la période des vacances."

La S.N.C.F. est remboursée, en vertu des dispositions de l'article 20 bis de la Convention du 31 août 1937, de la charge résultant de l'obligation qui lui est faite d'appliquer sur ses lignes des réductions aux membres des Familles Nombreuses.

Cette charge est évaluée sur la base du trafic réellement effectué par les membres F.N.; il est donc nécessaire que les billets "F.N." soient délivrés à part et annexés à la formule de demande pour que la statistique voyageurs en tienne compte au titre "F.N." et non au titre "Colonies de vacances", la S.N.C.F. n'étant pas remboursée pour ce dernier tarif.

Il n'est donc pas indiqué de modifier la méthode actuelle qui, d'ailleurs, n'a donné lieu jusqu'ici à aucune difficulté particulière.

L'INGENIEUR EN CHEF,
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,

Signé: RETOURNARD

ag

29 novembre 1954

1ère Division 1/3

Etudes

n° 12.910

Copies transmises

à Monsieur le Chef de la
2ème Division

. avec prière de vouloir bien me mettre en
mesure de répondre à la Région Sud-Ouest.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
Le Chef Adjoint de la Direction Commerciale

Mieux



Paris, le 23 novembre 1954

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST
EXPLOITATION
DIVISION COMMERCIALE

2ème Section

V. 424.01.199

Monsieur le Directeur Commercial,

Je vous transmets ci-jointe la copie de deux suggestions. La première tend à supprimer la consignation perçue lors de la délivrance des cartes d'abonnement. La seconde tend à ne plus exiger l'achat de billets individuels de "Familles nombreuses" des enfants faisant partie de Colonies de Vacances et bénéficiant d'une réduction "Familles Nombreuses" supérieure à 50 % ; le billet collectif de Colonie de Vacances serait alors taxé en tenant compte du nombre d'enfants bénéficiant seulement de la réduction prévue pour les Colonies de Vacances et du nombre d'enfants bénéficiant d'une réduction supérieure.

Concernant la première suggestion, nous ne pensons pas que l'enjeu d'une consignation de 500f soit de nature à éviter des fraudes puisque celles-ci pourraient aisément porter sur des sommes bien supérieures. Dans ces conditions, je serais bien d'avis de ne plus percevoir de droit de consignation pour les abonnés.

Aussi, les clients qui manifestent leur fidélité au Rail par l'achat d'une carte seraient désormais traités comme les porteurs de cartes "Familles nombreuses".

Concernant la seconde suggestion, nous pensons que la situation critiquée s'explique par la nécessité de permettre à la S.N.C.F. de se faire rembourser les charges correspondant au transport des enfants de familles nombreuses à prix réduit. La méthode suggérée nous priverait de ce remboursement ; elle nous paraît donc à rejeter.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous approuvez notre manière de voir sur ces deux questions.

LE CHEF DE LA DIVISION COMMERCIALE,

signé : J. BOREL

Paris, le 15 novembre 1954

n° 789-790

Monsieur le Chef de la Division Commerciale
(2ème Section)

En application de l'Instruction de Service P 17 j
n° 1 du 17 mars 1951, j'ai reçu les deux suggestions suivantes:

1°) Consignation sur les cartes d'abonnement

La perception d'une consignation, dont le principe était pour faire rentrer les cartes échues, est-elle toujours une obligation, une nécessité et d'un résultat réel?

Le client n'est pas le même qu'au moment de la création du tarif des abonnements. Le voyageur est maintenant un homme très "courant" des affaires, souvent il paie, mais ne sait pas qu'une partie de sa carte peut lui être remboursée dans les huit jours de l'échéance. Les transmissions de en plus nombreuses des cartes échues augmentent chaque année.

Les formalités comptables pour celles remboursées dans les délais sont longues et lourdes. Les sommes acquises, que la clientèle considère comme un vol ou une majoration de tarif, paient-elles les quantités de papier utilisé et le temps du personnel ?

Supprimons cette consignation sur les cartes d'abonnement et procédons par l'annulation, comme pour les cartes de familles nombreuses qui, elles, n'ont pas de consignation et sont en plus grand nombre.

2°) Aménagement à l'article 63 du Fascicule 6 du R.C.V.

§ B - a) Il y a : l'organisateur doit inscrire avec indication en regard :

- 1° - soit du numéro du permis pour le voyage AR
- 2° - soit du numéro de la carte de circulation S.N.C.F.
- 3° - soit du numéro des billets AR à prix réduit établis pour l'aller et le retour.

.....

Pour ce 3°, comment voulez-vous que l'organisateur puisse inscrire le n° des billets puisqu'il ne possède pas ces pièces, qui ne peuvent être établies que simultanément avec le collectif, étant donné que :

- les dits billets doivent porter la mention "Colonie de vacances, billet collectif n° ...

et comporter une validité spéciale, égale à celle du billet collectif.

Pour remédier à cette difficulté, il y aurait lieu de modifier le 3° comme suit, soit le numéro des cartes familiales nombreuses.

§ C - c et e) - Pourquoi établir et joindre à la demande les billets en question ?

Il serait beaucoup plus simple de faire le décompte sur la demande :

- des enfants comportant la réduction du tarif,
- des enfants comportant une réduction supérieure

et inscrire la somme totale perçue, sur le billet collectif. Cette situation serait, vis-à-vis du client, beaucoup plus claire, éviterait de nombreuses explications et économiserait un temps précieux surtout au moment des colonies.

En plus de ces avantages certains, les contrôleurs de route auraient la possibilité de vérifier le tout sans avoir recours aux renseignements des accompagnateurs parfois plus ou moins au courant de ces questions administratives. Ces agents ne feraient pas de perceptions, qui font par la suite objet de demandes de détaxe, qui alourdissent notre machine administrative.

Nos rapports commerciaux avec les organisateurs y gagneraient".

Je vous serais très obligé de vouloir bien examiner ces deux suggestions et me faire connaître votre avis.

L'Ingénieur Principal,

signé : CHARZAT

2°- Aménagement à l'article 63 du Fascicule 6 du R.C.V.
(groupes)

Article 63 - colonies comprenant

- des enfants F.N. bénéficiant d'une réduction supérieure à 50 %,
- des enfants de cheminots.

Le paragraphe B du dit article stipule :

L'organisateur doit :

- a) inscrire ces enfants à la fin de la liste nominative sous une rubrique "Enfants de familles nombreuses" ou "Enfants de cheminots", avec indication en regard :
 - soit du numéro du permis pour le voyage AR,
 - soit du numéro des billets AR à prix réduit établis pour l'aller et le retour,
 - soit du numéro de la carte de circulation S.N.C.F.
- b) présenter en même temps que la demande, les permis, billets, cartes de circulation visés ci-dessus.

(point) L'auteur de la suggestion fait remarquer que pour le 2°, l'organisateur ne peut inscrire le numéro des billets F.N. puisqu'il ne les possède pas et qu'en outre ils ne peuvent être établis que simultanément avec le collectif. Ils doivent ensuite porter la mention "Colonies de vacances, billet collectif n°" avec l'indication de la validité spéciale du dit billet.

Pour remédier à cette difficulté, l'intéressé demande que le point 2° soit complété par la mention : "-soit le numéro des cartes F.N.".

Contrairement aux remarques faites par l'intéressé, les billets F.N. ne doivent pas obligatoirement être établis simultanément avec le collectif. L'organisateur doit se les procurer au préalable aux guichets de gare sur présentation des cartes afférentes, inscrire lui-même les numéros des billets sur la liste nominative et remettre ensuite sa demande de billet collectif au bureau intéressé accompagnée des Billets F.N.

C'est seulement à ce moment que ce bureau établit le billet collectif et porte sur les billets F.N. joints à la demande, la mention "colonies de vacances, billet collectif n°" sans avoir à y mentionner la validité spéciale du collectif; les billets F.N. annexés à la formule de demande sont adressés par la gare à C.R.V. (alinéa c du paragraphe C).

Il n'y a pas lieu en conséquence d'apporter de modification sur ce point puisque l'organisateur peut disposer des billets à prix réduit F.N. avant l'établissement de la demande du collectif.

Par ailleurs, l'intéressé pose la question suivante concernant le paragraphe C alinéas c et e de l'article 63 : "Pourquoi établir et joindre à la demande des billets F.N. ? Il serait beaucoup plus simple de faire le décompte sur la demande :

- des enfants bénéficiant de la réduction du tarif,
- des enfants bénéficiant d'une réduction supérieure

et inscrire la somme totale perçue sur le billet. Cette situation serait beaucoup plus claire, éviterait de nombreuses explications et économiserait un temps précieux surtout pendant la période des vacances."

La S.N.C.F. est remboursée, en vertu des dispositions de l'article 20 bis de la Convention du 31 août 1937, de la charge résultant de l'obligation qui lui est faite d'appliquer sur ses lignes des réductions aux membres des Familles Nombreuses.

Cette charge est évaluée sur la base du trafic réellement effectué par les membres F.N.; il est donc nécessaire que les billets "F.N." soient délivrés à part et annexés à la formule de demande pour que la statistique voyageurs en tienne compte au titre "F.N." et non au titre "Colonies de vacances", la S.N.C.F. n'étant pas remboursée pour ce dernier tarif.

Il n'est donc pas indiqué de modifier la méthode actuelle qui, d'ailleurs, n'a donné lieu jusqu'ici à aucune difficulté particulière.

L'INGENIEUR EN CHEF,
CHEF DE LA DIVISION DU TRAFIC VOYAGEURS,

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS - TITRE I

CATÉGORIE

Bureau de
confection

CARTE PAYABLE

à _____ en _____ versements

JANV.	FÉV.	MARS	AVR.	MAI	JUIN
JUIL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.

PAIEMENTS ÉCHELONNÉS

Le titulaire peut retirer les fichets constatant le paiement dans n'importe quelle gare SNCF.

Il lui suffit d'indiquer, huit jours à l'avance, à la gare qui lui a remis la carte, la gare à laquelle il désire payer.



REMBOURSEMENT OU REPORT DE LA CONSIGNATION

(à demander à n'importe quelle gare SNCF, dans les huit jours qui suivent la fin de l'abonnement).

PAYÉ à la gare d _____

REPORTÉ sur la carte N° _____

TIMBRE QUITTANCE

Le _____

Signature :

NOTA. Cette carte n'est pas valable sur les Services routiers.

Imp. Hemmerlé, Petit et C^e, 80 W 44546 — 376-7-45. CC 151 C.

S.N.C.F.

CARTE N° 00004 3^e CL.

D'ABONNEMENT

VALIDITÉ DEMANDÉE.....MOIS

à partir du.....

FICHET DE PAIEMENT

Photographie

M.....

Signature du titulaire :

PARCOURS

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS, TITRE I

CATÉGORIE

Bureau de confection

CARTE VALABLE **MOIS, A PARTIR DU**

payable à **en** **versements**

JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE

Carte restituée le

à la gare de

Signature :



NOTA : Cette carte n'est pas valable sur les services routiers.

Les fichets de paiement peuvent être retirés dans n'importe quelle gare de la S.N.C.F.

S. N. C. F.

1^e

N°

CLASSE

CARTE D'ABONNEMENT

M. _____

Signature :

PHOTOGRAPHIE

FICHET DE PAIEMENT

NOUVEAU

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'OUEST — EXPLOITATION — 13, Rue d'Amsterdam - PARIS (8°)
Division Commerciale-Trafic Voyageurs

V/réf. :

V/lettre du :

N/réf. :

Objet :

N° EX.OC.21 O.B
Paris, le 19

Divers N° 2

23 JUIN 1955

Monsieur le Directeur Commercial
(2ème Division)

reçu le 23/3/55
Notre lettre N° 352 du 11 Mars 1955.

Je vous serais obligé de me faire
connaître la suite que vous estimez devoir
réserver à la suggestion de M. LE LANNOU
S.C.B.G., qui a fait l'objet de ma note
précitée.

L'Ingénieur Principal :

Dechane

S.N.C.F.	
SERVICE COMMERCIAL	
33527	23 JUIN 1955
C	

MINUTE

24 mars

55

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région OUEST

2ème Division-
523.0/24

Vr EX.OC 21/352

Suite à votre note du 11 mars par laquelle vous me transmettez une suggestion de M. LE LANNOU SCBG Liq. à Paris-St-Lazare, ayant pour objet de supprimer la résiliation d'office du contrat d'abonnement lorsque l'abonné n'acquitte pas ses versements dans le délai prescrit.

D'autre part, pour éviter toute contestation pour le remboursement de la consignation vous estimez qu'il convient de modifier le texte qui figure sur les cartes d'abonnement qui deviendrait "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 15 jours après l'expiration de la validité du dernier fichet apposé sur la carte".

D'après mes renseignements le nombre de fiches CC 196 qui sont renvoyées aux gares par le C.R.V. n'a été que de 126 pour la période du 1er septembre 1954 au 1er mars 1955, soit une moyenne de 21 pour un mois ce qui est infime par rapport au nombre d'abonnés sur l'ensemble des lignes S.N.C.F. (cartes délivrées en 1954). 235.000

Cette constatation permet de conclure que la grande majorité des abonnés respectent les règles constantes des contrats qui exigent que les règlements soient effectués à leur échéance.

L'application de cette règle est toutefois tempérée par le fait que nous avons admis deux délais de 8 jours pour permettre à l'abonné de régler le versement à effectuer.

....

HC

En conséquence il ne saurait être question de supprimer la clause du tarif qui nous permet de pénaliser l'abonné défaillant, en résiliant son abonnement, d'autant plus que les facilités actuelles : possibilité d'effectuer les versements à une gare quelconque, délais de paiement de 16 jours, remise au C.R.V. un mois après la cessation du paiement des fiches CC 196, permettent à l'abonné de bonne foi de régulariser sa situation assez longtemps après l'expiration du dernier fichet.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

1000285

1954

Cotes inscrites abstraction faite des
révisions

Cote I = 85,7 millions

Cote III = 149,4 -

- Ensemble au trafic -

Total 235,1

NOTA: Les fiches de paiement peuvent être retirées dans n'importe quelle gare de la S.N.C.F. Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité.

Jombart 31 W 6197-6198 7-53

CC 152 C

à la gare de

Carte restituée le

Signature du Receveur :

JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE

payable à en versements

CARTE VALABLE

MOIS, A PARTIR DU

Bureau de confection

CATÉGORIE

TARIF SPÉCIAL DES ABONNEMENTS, TITRE I

S. N. C. F.

3^e
CLASSE

N° 006006

CARTE D'ABONNEMENT

M. _____

Signature :

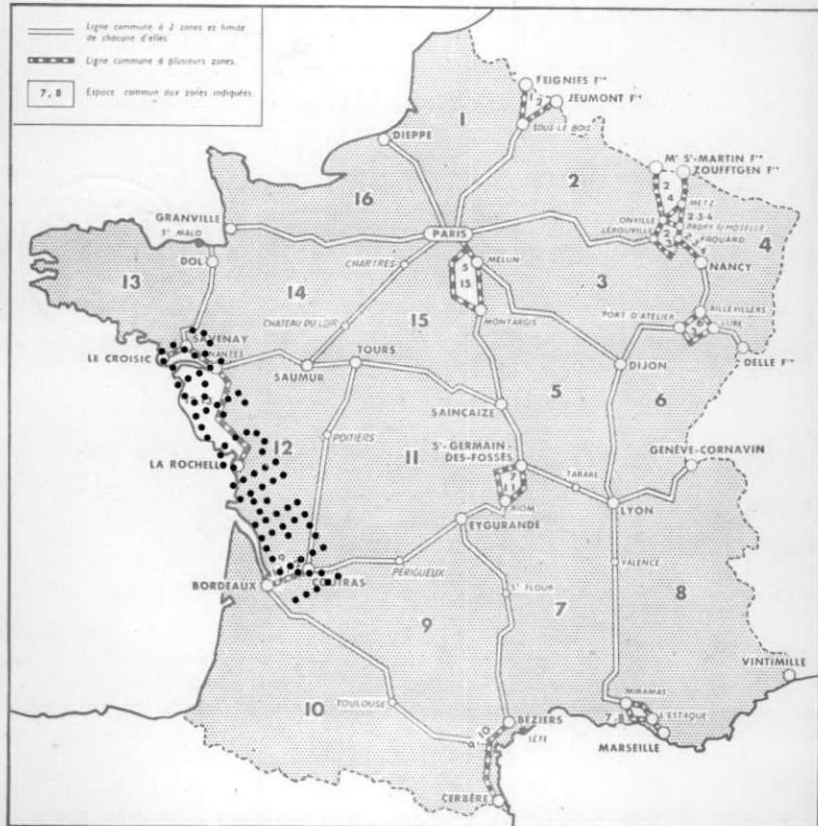
PHOTOGRAPHIE

FICHET DE PAIEMENT

— Ligne commune à 2 zones et limite de chacune d'elles.

— Ligne commune à plusieurs zones.

7, 8 Espace commun aux zones indiquées.



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'OUEST — EXPLOITATION — 13, RUE D'AMSTERDAM - PARIS (8°)

Division Commerciale — Trafic Voyageurs

V/réf. :

V/let. du

N/réf. : Ex.O.C. 21 352
Divers n° 2

Objet :

Paris, le 11 MARS 1955 19



Monsieur le Directeur Commercial
(2ème Division)

Je vous adresse, ci-joint, copie de la suggestion de M. LE LANNOU, SCBG Liq. à Paris-St-Lazare, concernant les réclamations et les difficultés suscitées par la résiliation d'office du contrat d'abonnement prévue par le tarif spécial (article 5 - § B des Conditions Communes d'application).

L'enquête effectuée permet de déterminer qu'en province les inconvénients se présentent moins fréquemment qu'à Paris où, par contre, les dispositions tarifaires actuelles gênent un plus grand nombre d'abonnés, notamment pendant la période des vacances.

Considérant que la suppression de la clause visée n'entraînerait que très peu de fraudes, nous n'aurions pas d'objection à la suppression de "la résiliation d'office proposée par M. LE LANNOU".

Les gares conserveraient les fiches "Abonné" jusqu'à la date d'expiration du contrat souscrit.

Le nombre de clients abandonnant en cours d'année leur abonnement étant relativement faible, il n'en résulterait aucune difficulté sérieuse pour les gares et cela éviterait les allées et venues de la dite fiche, qui se produisent assez souvent entre la gare et le C.R.V.

Toutefois, si cette solution n'était pas adoptée, afin d'éviter toute contestation relativement à la restitution de la consignation de 500 Fr, il y aurait lieu de ^{modifier} ~~compléter~~ les dispositions qui figurent actuellement sur les cartes d'abonnement en portant à 15 jours la durée du délai de remboursement de la consignation.

Ces dispositions pourraient être ainsi libellées:

"Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 15 jours après l'expiration de la validité du dernier fichet apposé sur la carte".

L'Ingénieur Principal :

Mesure

Monsieur LE LANNOU Jean
n° CP. : 19.05.622
SCBg Liq. Bureau des Abonnements
Paris-Saint-Lazare

C O P I E

à
Monsieur le Chef de la Subdivision
"Secrétariat" du Service Général Ex
(Suggestions)
13, rue d'Amsterdam à PARIS (8ème)

Résiliation d'office du contrat d'abonnement

L'article 5 du paragraphe B des Conditions Communes d'application aux Titres I, II et III du Tarif Spécial des Abonnements stipule que, lorsque l'abonné, qui use de la faculté de régler le prix de sa carte par versements fractionnés, n'acquitte pas ses versements dans un délai de huit jours, à compter du lendemain de la date d'expiration de la période précédente, la gare intéressée lui adresse un avis l'informant que, sauf régularisation dans un délai de huit jours à dater de cet avis, le contrat sera considéré comme résilié et la consignation acquise de plein droit au Chemin de fer.

Journellement, des abonnés se présentent à nos guichets après l'expiration du délai, pour payer leur échéance. Nous devons refuser ce paiement et nous mécontentons notre clientèle.

La résiliation est subordonnée à l'envoi par la gare intéressée d'un avis. Presque tous les clients nient avoir reçu cet avis. Si le voyageur s'adresse à la gare dans laquelle il doit effectuer ses versements, nous pouvons affirmer que cet avis a bien été envoyé en consultant la fiche "Abonné" annotée en conséquence; il nous est alors répondu : Je ne l'ai pas reçu, j'ai déménagé, j'étais en voyage en vacances, j'étais malade, je n'ai pu me présenter.... Si l'abonné se présente à une autre gare, il n'est pas possible de savoir, avec certitude, que l'avis lui a bien été adressé, car il y a, malheureusement, beaucoup d'omissions. Nous considérons donc le contrat comme résilié sans pouvoir prouver qu'une des conditions de la résiliation prévue par le Tarif est remplie.

Outre cette difficulté, légale si je puis dire, nos abonnés ne comprennent pas le motif de cette résiliation d'office. Ils savent très bien que si la validité est expirée, ils ne peuvent se servir de leur carte sans être en situation irrégulière, avec toutes les suites qui en découlent. Cette objection nous est souvent présentée pour les cartes à $\frac{1}{2}$ tarif, car celles-ci doivent être examinées par le Receveur qui délivre le billet et il y a les contrôleurs de trains. Evidemment, sur les lignes de la Banlieue de Paris existent d'une part, les carnets de billets et d'autre part le contrôle est rapide, ce qui peut inciter les fraudeurs à utiliser une carte péri-
mée. Mais le risque est le même pour les cartes entièrement payées et non restituées à l'expiration de leur validité.

.....

Les abonnés soutiennent aussi que la S.N.C.F. ne perd rien lorsque leurs versements sont attardés, car, s'ils ont laissé passer un ou deux mois, comme le cas est fréquent pendant les vacances, sans régler leur échéance, ce sont un ou deux mois pendant lesquels ils n'ont pas voyagé et pendant lesquels ils vont payer. Cette thèse paraît aussi exacte, mais il leur est possible de demander la détaxe pour les voyages effectués pendant cette interruption, s'ils ont eu la précaution de se munir de reçus de billets. Cet écueil est inévitable en faisant signer au client retardataire, au moment où il vient payer, un engagement qu'aucune demande de détaxe ne sera présentée entre la date d'expiration du dernier fichet et la date de délivrance du nouveau.

De plus, il nous est souvent dit que "la SNCF. avait de l'argent à perdre" en avisant ses clients. Effectivement, nous dépensons du temps d'agent, du papier, des enveloppes, des timbres (Notre Bureau de St-Lazare envoie en moyenne 450 avis par mois) d'autant plus que cet avis est souvent inutile; ils ne parviennent pas par suite d'adresses erronées, par suite de déménagements; l'abonné ne peut se présenter, malade, en voyage; ou bien l'abonné a payé dans une autre gare et la note prévue par l'article 37 du fascicule I du RGCG. n'est pas parvenue à la gare intéressée (non envoyée ou égarée) - 30 abonnés par mois environ sur les 450 avisés par notre bureau nous font savoir qu'ils ont réglé ailleurs, combien d'autres ne daignent pas répondre, pensant qu'il s'agit d'un manque de coordination "inexcusable" de nos services ?

Je suggère donc que la suppression de la résiliation d'office du contrat pour non paiement à date fixe et corollairement celle de l'avis, qui mécontentent notre clientèle et nous créent une dépense sans apporter à la S.N.C.F., en contre-partie de bien grands avantages, soit envisagée.

Pratiquement, les gares conserveraient les fiches "Abonné" jusqu'à la date d'expiration de l'abonnement prévue lors de la formation du contrat, sauf, bien entendu, en cas de résiliation volontaire, ce qui permettrait à l'abonné de se mettre à jour, dans n'importe quelle gare et à n'importe quel moment, à condition qu'il y ait intérêt. Les fiches ainsi conservées peuvent être facilement classées dans un petit meuble sans encombrement.

De plus, pour inciter les clients à régler rapidement leur échéance et leur éviter la perte de la consignation s'ils ont l'intention de résilier leur contrat, je pense qu'il faudrait ajouter au nota imprimé au verso des cartes d'abonnement "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 8 jours après l'expiration de la validité" la mention "du fichet apposé sur la carte". Car la formule courte actuelle peut prêter à confusion dans l'esprit des abonnés : certains d'entre eux comprennent l'expiration de la validité "de la carte".

Paris, le 15 Janvier 1955
(S) LE LANNOU

Cépie

23

mars

55

2ème Division

523.0/24

15 v u.

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région OUEST

Vr EX.OC 21/352

Suite à votre note du 11 mars par laquelle vous me transmettez une suggestion de M. LE LANNOU SCBG Liq. à Paris-St-Lazare, ayant pour objet de supprimer la résiliation d'office du contrat d'abonnement lorsque l'abonné n'acquitte pas ses versements dans le délai prescrit.

D'autre part, pour éviter toute contestation pour le remboursement de la consignation vous estimez qu'il convient de modifier le texte qui figure sur les cartes d'abonnement qui deviendrait "Le remboursement de la consignation doit être demandé au plus tard 15 jours après l'expiration de la validité du dernier fichet apposé sur la carte".

D'après mes renseignements le nombre de fiches CC 196 qui sont renvoyées aux gares par le C.R.V. n'a été que de 126 pour la période du 1er septembre 1954 au 1er mars 1955, soit une moyenne de 21 pour un mois ce qui est infime par rapport au nombre d'abonnés sur l'ensemble des lignes S.N.C.F. (cartes délivrées en 1954). (235.000)

Cette constatation permet de conclure que la grande majorité des abonnés respectent les règles constantes des contrats qui exigent que les règlements soient effectués à leur échéance.

L'application de cette règle est toutefois tempérée par le fait que nous avons admis deux délais de 8 jours pour permettre à l'abonné de régler le versement à effectuer.

....

En conséquence il ne saurait être question de supprimer la clause du tarif qui nous permet de pénaliser l'abonné défaillant en résiliant son abonnement d'autant plus que les facilités actuelles : possibilité d'effectuer les versements à une gare quelconque, délais de paiement de 15 jours, remise au C.R.V. un mois après la cessation du paiement des fiches CC 196, permettent à l'abonné de bonne foi de régulariser sa situation assez longtemps après l'expiration du dernier fichet.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : RETOURNARD

(om 268)

523.0/24

25

Suggestion tendant à modifier
 le texte de l'avis à adresser aux abonnés
 qui n'acquittent pas leurs versements en
 temps utile
 (modèle CC 238) modèle au verso

I	11 janvier 1955	Note EX.O.C.21 Divers n° 2 transmettant suggestion de M. LE LANNOU à Paris St. Lazare
II	17 - -	Transmis à CCR
III	17 mars -	Note CRE 1 n° 371 Dr 13.010
IV	1 ^{er} avril -	Transmis à 5 ^{ème} Don
V	26 - -	Copie note adressée à CRE par 5 ^{ème} Don
VI	14 juin -	Note CRE 1 n° 912 Dr 13.010
VII	17 - -	Fiche A. Boilest
VIII	20 - -	Transmis à 5 ^{ème} Don
IX	4. 5. 62	- - -



Le

GARE DE

M

Je me permets de vous rappeler que la validité de votre carte d'abonnement n° est subordonnée au versement de la somme de que vous deviez effectuer au plus tard le en retirant le coupon correspondant.

Un retard de 8 jours entraînerait la résiliation d'office de votre carte, avec perte de la consignation.

C'est pourquoi je crois devoir vous recommander d'effectuer ce versement le plus tôt possible à une gare quelconque de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, M
l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Chef de gare,

*cachet ajouté par
la gare de Paris-Est*

C. 69

P.S. Si vous avez effectué ce versement à une autre gare, qui a omis de nous aviser, nous vous prions de considérer cette lettre comme nulle et non avenue.

S.N.C.F.

Copie

Paris, le 11 janvier 1955

Région de l'OUEST
Exploitation13, rue d'Amsterdam
PARISMonsieur le Directeur Commercial
(2ème Division)Division Commerciale - Trafic
Voyageurs
EX O.C. 21

Nous vous adressons la copie ci-jointe de la suggestion émise par M. LE LANNOU S.C.B.G. (Liquidateur - Bureau des Abonnements de la gare de Paris-Saint-Lazare) concernant la modification du texte de la lettre (modèle C.C. 238) adressée aux abonnés lorsque ceux-ci ont omis de verser en temps opportun le montant du fichet à renouveler.

Cette initiative nous paraît heureuse, en raison des plaintes provoquées par le texte actuel qui peut paraître comminatoire vis à vis de certains clients.

Le projet soumis par M. LE LANNOU devrait à notre avis être retouché.

Si vous êtes d'accord pour faire modifier l'imprimé actuel, nous vous proposons le projet ci-dessous :

M

J'ai l'honneur de vous informer que la validité du fichet de votre carte d'abonnement est expirée depuis le

Je me permets d'appeler votre attention à ce sujet car cette situation vous expose à des désagréments que nous voudrions vous épargner.

Il vous suffira, pour éviter la résiliation d'office de votre carte et la perte de la consignation, de bien vouloir régler dans le délai maximum de huit jours (à une gare quelconque de la S.N.C.F.) la somme de montant du nouveau fichet tenu à votre disposition.

Je vous remercie d'avance et vous prie d'agréer, M^r
l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur Principal,

(s)

Copie

COPIE

Monsieur LE LANNOU Jean
N° CP : 19.05.622
SCBG. Liq. Bureau des Abonnements
Paris-Saint-Lazare

à

Monsieur le Chef de la
Subdivision "Secrétariat" du
Service Général Ex. (Suggestions)
13, rue d'Amsterdam - PARIS (8°)

Lettre d'avis aux abonnés

Les versements faits par les abonnés sont inscrits sur une fiche CC 196 avec indication de la date de validité du dernier fichet délivré. Lorsque, 8 jours après cette date, nous n'avons pas eu connaissance du versement suivant, nous avisons le client par lettre CC 238 dont modèle ci-joint.

Or, presque journellement, nous avons des plaintes des abonnés sur la rédaction du texte de cette lettre. D'après eux, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une mesure vexatoire, d'une mise en demeure intolérable, " Nous ne sommes pas des commerçants, heureusement qu'il n'existe qu'une S.N.C.F. en France " et il est parfois difficile de leur faire comprendre qu'il ne faut pas prendre cet avis comme une menace, mais qu'au contraire, nous leur écrivons, dans leur intérêt, pour éviter la résiliation de leur abonnement et la perte de leur consignation.

Pour ne pas choquer la susceptibilité de notre clientèle, parfois difficile, ne pourrions-nous pas assouplir un peu les termes de la lettre ? Je vous adresse, à cet effet, un modèle qui pourrait, peut-être, satisfaire nos pointilleux abonnés.

Paris, le 10 décembre 1954

(s) LE LANNOU

S.N.C.F.

Gare de

PROJET

M

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le fait que la validité de votre carte d'abonnement n° est expirée depuis le

Vous savez sans doute qu'un retard de huit jours dans le renouvellement de la validité d'une carte d'abonnement est susceptible de provoquer la résiliation d'office de cette carte et la perte de la consignation.

Je crois qu'il est de mon devoir d'essayer de vous éviter ces ennuis et c'est pourquoi je me permets de vous recommander de ne pas tarder à faire la régularisation utile.

Je vous précise que le montant de votre prochain versement est de francs et que vous pouvez l'effectuer à une gare quelconque de la S.N.C.F.

Je vous prie d'agréer, M
l'expression de mes sentiments dévoués.

LE CHEF DE GARE,

Bureau des Abonnements
Salle des Pas-Perdus
Paris-Saint-Lazare

M

Je me permets de vous rappeler que la validité de votre carte d'abonnement n° est subordonnée au versement de la somme de que vous deviez effectuer au plus tard le en retirant le coupon correspondant.

Un retard de 8 jours entraînerait la résiliation d'office de votre carte, avec perte de la consignation.

C'est pourquoi je crois devoir vous recommander d'effectuer ce versement le plus tôt possible à une gare quelconque de la S.N.C.F.

Veuillez agréer, M
l'assurance de mes sentiments dévoués.

LE CHEF DE GARE,

523.0/24

MINUTE

25 II
#11

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1.

N° 523.0

81

TRANSMIS à :

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes

12 bis rue de Budapest

PARIS

pour la suite qu'il jugera utile.

PARIS, le 17 janvier 1955

LE DIRECTEUR COMMERCIAL,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du trafic voyageurs

Signé : ANDRÉ

Original note EX OC 21 du 11.1.55
Pièces N° 2 et suggestion

-81-

S. N. C. F.

Comptabilité et Contrôle
des Recettes

SUBDIVISION DES ETUDES ET
DE L'INSPECTION

12^{ble}, rue de Budapest PARIS-9^e

528.0/24

25 III

Paris, le 17 MARS 1955

III

CRE 1 N° 374
Dr 130104

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région de l'OUEST
10^{ème} Section

V/Réf : Divers n° 2 du 11 janvier 1955.

Objet : Modification de la texture de
la lettre CC.238 (CRV).

Je suis bien d'accord sur l'opportunité
de modifier la lettre susvisée.

Il sera tenu compte du texte proposé
par M. LE LANNOU et modifié par vos soins
lors du prochain tirage des lettres CC.238
(CRV).

Je vous prie de vouloir bien faire
part de la suite donnée à cette suggestion
à son auteur en lui adressant nos félicita-
tions pour l'intérêt qu'il porte à la bonne
marche du Service.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Signé: SCHERER
en lui demandant
de lui faire parvenir
le nécessaire au
bureau de la
Comptabilité
des Recettes
du 17 MARS 1955

CRE 1 N°
Dr 130104
V/Réf : 423.0-31
du 17 janvier 1955

TRANSMIS à
Monsieur le Chef
de la 2^{ème} Division
de la Direction
Commerciale,

à titre d'information
de Monsieur le Chef de la
Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,
Paris, le 17 MARS 1955
Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

Signé: SCHERER

CC 238 CRV

—S.N.C.F.—
SERVICE COMMERCIAL

14808

21 MAR 1955

C

-ER-

MINUTE

25
IV

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/34

TRANSMIS

à Monsieur le Chef de la
5^e Division

en le priant de bien vouloir faire
procéder à la réfection du cliché
en cause.

Le 15 avril 1955

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic-
Voyageurs,

Signé : ANDRÉ

- Copies - Note EX 0 C 21 Divers n° 2 du 11.1.55
- suggestion & lettres CC 238.
- Note CREA n° 371 Dr 3010 du 1.4.55

JB.

523.0/24

Andonier

26 Avril 1955.

25
V

Copie transmise à
Monsieur le Chef de la 2ème Division
pour le tenir au courant. *écrite à son personnel*
n° 523.0/36 du 26 Avril 1955
Paris, Le Chef de la 5ème Division.

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

V.Réf. : C.R.E. 1 N° 371

Dr. 13010

550.05

18/8

La 2ème Division de la Direction Commerciale m'a transmis,
comme vous le lui aviez demandé le texte proposé par M. LE LANNOU pour
la rédaction de la lettre CC.238 (C.R.V.).

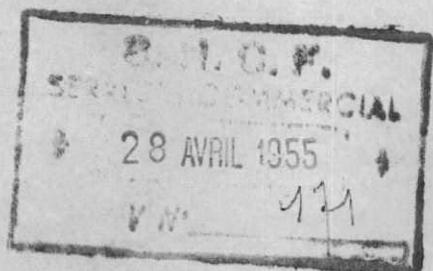
Avant de faire établir le cliché qui servira à imprimer ce
document je me permets de vous soumettre une autre rédaction de cette
lettre.

Je vous serais reconnaissant de me dire si vous êtes d'accord
pour accepter ce ^{notre} texte.

Dès que je connaîtrai votre réponse je ferai établir aussitôt
le cliché qui remplacera le cliché n° 1298.

Le Chef de la 5ème Division,

Signé : BARJOT



Avril 1955.

M

Sans doute n'avez-vous pas pris garde que la validité de votre carte d'abonnement expirait le

Vous ne voulez certainement pas voyager avec une carte qui n'est pas en règle.

Demandez donc dès que possible à la gare de votre choix une nouvelle vignette qui vous sera remise contre la somme de

Je dois vous recommander de le faire dans les 8 jours ; car, ce délai passé, vous ne pourriez plus éviter la résiliation de votre carte ~~et~~ⁿⁱ la perte de la consignation.

Veillez agréer, M , l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de gare,

Paris, le 14 juin 1955

25

VI

Comptabilité et Contrôle de
des Recettes

524.0/24

Subdivision des Etudes et
de l'Inspection

CRE 1 N° 912
Dr 13.010

Copie

Monsieur le Chef de la 2ème Division
de la Direction Commerciale

V/Réf. : 423.0.31 du 17 janvier 1955
Objet : Modification du texte de la lettre CC 238(CRV)

Ainsi que vous le savez et conformément aux prescriptions de l'article 80 du Fascicule 1 du R.G.C.G., il est adressé aux abonnés n'ayant pas effectué le versement de leurs échéances dans les délais réglementaires une lettre CC 238 (CRV).

Or, à la suite de plaintes reçues d'abonnés considérant la lettre précitée comme une mise en demeure vexatoire, un agent de la Région de l'Ouest a présenté une suggestion tendant à modifier le libellé de l'imprimé en cause. Le texte proposé étant, à mon sens, intéressant à retenir, je vous avais demandé par lettre CRE 1 n° 370 - Dr 13.010 du 17 mars dernier, de bien vouloir faire le nécessaire auprès du Service de la Publicité pour la réfection du cliché visé par la mesure (cliché n° 1298).

Je-ne-suis-pas

Dr, la 5ème Division m'a transmis, avant l'établissement du cliché susvisé, une nouvelle rédaction, dont ci-joint copie.

Je ne suis pas entièrement d'accord sur ce libellé et je pense que le texte ci-après pourrait être définitivement adopté :

" Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que la validité du fichet de votre carte d'abonnement est expirée depuis le.....

Je me permets d'appeler votre attention à ce sujet car cette situation vous expose à des désagréments que nous voudrions vous épargner.

Demandez donc dès que possible à la gare de votre choix un nouveau fichet qui vous sera remis contre la somme de; je dois vous recommander de le faire dans les 8 jours, car passé ce délai, vous ne pourriez plus éviter la résiliation de votre carte, ni la perte de la consignation.

.....

Veillez agréer, M..... l'assurance de ma
considération.

Le Chef de Gare, "

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire
part de votre sentiment.

/Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

signature

P.S. Si vous êtes d'accord, je vous laisse le soin
de faire le nécessaire auprès de la 5ème Division pour
que le cliché correspondant soit établi le 15 juillet
au plus tard, le Magasin Général de Noisy devant être
réapprovisionné dans les plus courts délais.

523 0/24

25

VII

La rédaction de la lettre type
à envoyer aux abonnés a été
élaborée entre 5^e Division et CRE.

Il semble normal que la
mise au point définitive soit
faite par la 5^e Division qui
avait rédigé le 1^{er} texte; pour
éviter toutes complications avec la
Publicité nous pensons qu'il
convient de lui adresser officiellement
la note du CRE du 14 juil.

Pour décision

v. 6. 15

oui
a

25

VIII

S. N. C. F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

978

MINUTE

TRANSMIS

à Monsieur le Chef de la 5^e Division

*comme suite à sa transmission
du 26 avril 1955.*

*(Note CRE 1 n°: 912 Dr 13.010 du 14.6.55
concernant la modification à apporter à la
lettre CC 238)*
le

20 JUIN 1955

195

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic Voyageurs,

Signé : RETOURNAND



Le

— GARE DE —

PARIS TIVOLI.
88, RUE ST. LAZARE, 91

M

J'ai l'honneur de vous informer que la validité du fichet de votre carte d'abonnement est expirée depuis le

Je me permets d'appeler votre attention à ce sujet, car cette situation vous expose à des désagréments que nous voudrions vous épargner.

Demandez donc dès que possible, à la gare de votre choix, un nouveau fichet qui vous sera remis contre la somme de

Je dois vous recommander de le faire dans les 8 jours, car passé ce délai, vous ne pourriez plus éviter la résiliation de votre carte, ni la perte de la consignation.

Veuillez agréer, M
l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de gare,

Mise d'avis aux abonnés, résiliations

au dossier

DOCUMENT (Numero du modèle)
C. C. 238 (C.R.V.)

FORMAT PAPIER 135 x 210 $\frac{m}{m}$



Le

— GARE DE —

M

J'ai l'honneur de vous informer que la validité du fichet de votre carte d'abonnement est expirée depuis le

Je me permets d'appeler votre attention à ce sujet, car cette situation vous expose à des désagréments que nous voudrions vous épargner.

Demandez donc dès que possible, à la gare de votre choix, un nouveau fichet qui vous sera remis contre la somme de

Je dois vous recommander de le faire dans les 8 jours, car passé ce délai, vous ne pourriez plus éviter la résiliation de votre carte, ni la perte de la consignation.

Veuillez agréer, M
l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de gare,

C. C. 238 (C.R.V.)

2ème Division/1
523.0/24

22093

IX

Transmis à :
Monsieur le Chef
de la 5ème Division

pour la suite qu'il jugera utile.

Le texte de cette lettre a été élaboré
entre sa Division et C.R.E.

Nous n'avons pas accusé réception.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

Signé : CRESP

4. Mai 1962

MAISON WAROQUET

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 14.000.000 DE FRS

SIÈGE SOCIAL: 10, Rue Franklin - LE HAVRE

R.C. HAVRE 8.1287

BOITE POSTALE N°218
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
WAROQUET - HAVRE
TÉLÉPHONE 42 20-49
(3 LIGNES GROUPEES)

COMPTE CHÈQUES POSTAUX
ROUEN 46-14



Le 21 AVRIL 1962

Monsieur DELACARTE

Directeur des Services Commerciaux

88 Rue Saint Lazare

PARIS 8°

*Cette lettre est
présentée pour correction*

Monsieur le Directeur,

J'ai une carte d'abonnement en 1ère classe entre LE HAVRE & ROUEN depuis, entre 22 ou 23 ans, c'est vous dire que je suis connu sur l'aligne, notamment par le Chef de Gare de Rouen.

Le fichet de ma carte expirait le 5 avril 1962; comme j'étais en voyage dans une autre direction je n'ai pas fait dégager le fichet à tel point que le lundi 16 avril au matin j'ai payé mon billet pour aller au Havre et le fichet n'a été dégagé que dans la journée du 16.

Aussi j'ai été très étonné de recevoir de la Gare de ROUEN une lettre circulaire rédigée en de pareils termes, me disant que je m'exposais à des désagréments. Cette expression est quelque peu déplacée et constitue en somme une menace.

Je vous communique cette circulaire qui m'étonne alors que la courtoisie est de rigueur à la S.N.C.F. avec les clients.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Mr Paul WAROQUET
10 Rue Cousin- ROUEN

P. Waroquet

MINUTE

14 mai 55

2ème Division

523.0/24

2/30

Monsieur R. LEYDON

27, rue de Passy, 27

P A R I S

(16è)

Monsieur,

Par lettre du 8 mai, vous avez bien voulu demander pour quelle raison la consignation de 500 F, perçue des voyageurs qui souscrivent une carte donnant droit aux billets au $\frac{1}{2}$ tarif est définitivement perdue pour le voyageur si le remboursement en est demandé plus de 8 jours après l'expiration de la validité, même lorsque ces voyageurs souscrivent un nouvel abonnement.

Vous faites valoir que la clause imprimée sur la carte ne précise pas que cette consignation est définitivement perdue après le délai ci-dessus.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le tarif des Abonnements, qui est à la disposition du Public dans les gares, comporte une clause concernant spécialement la consignation qui stipule expressément que "le montant de la consignation reste acquis au chemin de fer en cas de non "restitution de la carte dans le délai prévu".

La formule de demande comporte en outre une mention particulière attestée et signée par le voyageur qu'il reconnaît avoir pris connaissance du tarif.

Le délai de 8 jours couvre largement la possibilité de renouveler la carte $\frac{1}{2}$ tarif et passé ce délai on peut supposer que l'usager abandonne le remboursement de cette consignation, qu'il reprenne ou non une nouvelle carte.

.....

Je me permets de vous faire remarquer d'ailleurs que pour bénéficier du régime avantageux prévu pour les abonnements ordinaires renouvelés, l'abonné doit souscrire son deuxième abonnement valable immédiatement après l'expiration de celui arrivé à expiration.

La réponse qui vous a été faite par notre gare de Paris-Montparnasse était donc justifiée.

Toutefois, je suis disposé à vous faire rembourser cette consignation, à titre exceptionnel, si vous souscrivez deux cartes de la même durée pour la même destination.

Le nécessaire serait fait éventuellement par notre gare de Paris-Montparnasse, sur présentation de la présente.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

1 L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic Voyageurs

Signé : RETOURNARD

27 mai

Paris 8 Mai 1955

R. LEYDON

27 Rue de Passy

Paris 16^e



à Société Nationale
des Chemins de fer français
Service

Messieurs.

J'ai l'honneur de porter à votre
connaissance les faits suivants -

Je me suis présentée le Mardi 4 Mai
à votre bureau de la Gare Montparnasse
pour faire renouveler pour une période de
12 mois les 2 cartes 1/2 tarif 3^e classe
N° 455036 LEYDON Raphaël et 455037
Madame LEYDON Blandine, parcours Paris
Pornichet qui étaient venues à expiration
le 14 Avril 1955 -

Votre agent m'a fait savoir que la
somme de 500 francs consignée pour chaque
carte lors de leur achat était définitive-
ment acquise par votre Société, le rembourse-
ment n'ayant pas été demandé dans les
huit jours après l'expiration de la validité.

Cette clause est en effet inscrite au
dos des cartes dans les termes suivants :

" le remboursement de la consignation
" doit être demandé au plus tard
" 8 jours après l'expiration de la
" validité

Je me permets de vous faire remarquer
que cette phrase n'indique pas de façon
catégorique que, si le remboursement
n'est pas demandé, la somme consignée

Cartes moy
remboursées
le 11.5.55

est définitivement perdue pour votre clientèle
et acquise à votre société. - Votre phrase ne
renseigne pas d'une façon précise sur une
conclusion que votre clientèle et moi-même
en particulier ne peut sincèrement imaginer,
surtout comme c'est mon cas je desirais
acquiescer une nouvelle carte en profitant
naturellement de la 1^{re} contiguation versée -

Je vous avoue franchement que
j'avais cru comprendre que la contiguation
était perdue en cas de non renouvellement
de carte, ce qui est normal.

Je vous serais infiniment obligé
de me faire connaître votre opinion qui
je l'espère sera favorable à l'interpréta-
tion que je me suis permise de vous
soumettre -

Veuillez agréer mes
meilleures salutations distinguées.

Leyon

S. N. C. F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523 0/24

3141

MINUTE

TRANSMIS

à Monsieur le Chef de la 5^e Division

comme suite à sa note
554027/2696 du 8 juin.

le

24 JUIN 1955

195

[L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic Voyageurs,

Signé : RETOURNARD

(523.0/24/3141)
Lettre du 24 juin 1955
à M^{me} LEBLANC
à Paris.

JM.

MINUTE

24 juin 55

2ème Division/1
523.0/24

344

Madame G. LEBLANC
11 bis, rue Hégésippe Moreau
PARIS 18°

Madame,

Par lettre du 3 juin, vous avez bien voulu faire part de l'étonnement que vous cause le fait d'avoir eu à verser :

- une consignation de 500 francs au moment de la délivrance de votre carte $\frac{1}{2}$ tarif
- une nouvelle consignation de 500 francs pour l'établissement d'un duplicata.

Vous estimez que la confection des cartes fait partie du travail de la S.N.C.F. et que ces perceptions sont injustifiées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu du tarif spécial des abonnements, dont les dispositions sont obligatoires pour le chemin de fer comme pour le Public :

- l'abonné verse, lors de la délivrance de la carte, une somme de 500 francs pour garantie de restitution de la carte;
- en cas de non restitution de la carte dans les huit jours qui suivent l'expiration de la validité, le montant de la consignation reste acquis au chemin de fer;
- il est perçu une nouvelle consignation pour la délivrance d'un duplicata de carte perdue ou volée;
- la consignation déposée en garantie de la restitution d'une carte perdue ou volée et non retrouvée, est acquise au chemin de fer.

Ces dispositions ont été adoptées afin d'inciter les abonnés à restituer leur carte dès que possible et d'éviter ainsi qu'ils les utilisent après l'expiration de leur validité.

Il est, en effet, du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables.

En outre, un délai est prévu pour la délivrance d'un duplicata de carte perdue ou volée afin de permettre au chemin de fer d'effectuer des recherches et de mettre opposition à l'utilisation de la carte.

La nouvelle consignation sert de rémunération au chemin de fer pour la fourniture d'une 2ème carte et les frais de recherches et de constitution de dossier.

Par ailleurs, je vous signale que le montant de la consignation peut être remboursé dans une gare quelconque.

Veuillez agréer, Madame, mes respectueux hommages.

Le Directeur Commercial,

L'Ingénieur en Chef

Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé : **RETOURNÉ**

5ème Division

554.027

8696

11/6
8 Juin 1955



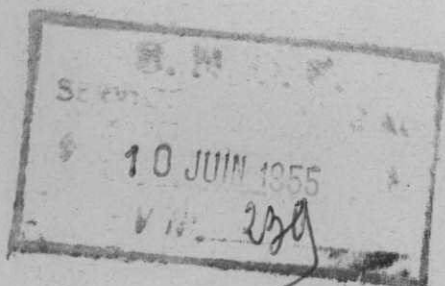
Monsieur le Chef de la 2ème Division .

Je vous prie de trouver, ci-joint, une lettre du 3 Juin dans laquelle Madame LEBLANC, 11 bis rue Moreau, à Paris, s'étonne d'avoir à déposer un cautionnement de 500 Fr au moment de la souscription d'une carte demi-tarif .

Je vous serais obligé de bien vouloir vous charger de la réponse à faire à Mme LEBLANC, en me tenant au courant .

Je n'ai pas accusé réception.

Le Chef de la 5ème Division,



G. LEBLANC
11bis Rue Hég. Moreau
PARIS
(18me)

Paris le 3 juin 1955

S.N.C.F.
54, Bd. Haussmann
PARIS
(9me)

Reçu

copie 5

A l'attention de la Direction

Messieurs,

Au vu de votre publicité sur les cartes 1/2 tarif, en reconnaissant les avantages, j'en ai fait la demande.

Je fus toutefois étonnée à la remise de la carte que l'on me réclamât 500.-Frs de consignation alors que rien n'indiquait cette particularité sur vos divers prospectus et que lors de ma demande de renseignements à vos guichets, on ne m'en eût pas avertie. A la lecture détaillée de la carte je m'aperçus même que le remboursement ne pouvait s'effectuer que 8 jours au plus tard après la date limite de validité. Et si l'on se trouve absent, qu'advient-il de la somme ?

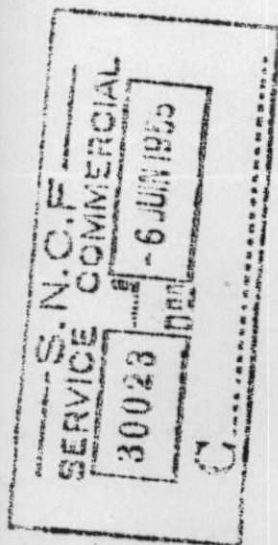
Or, il se trouve que quelque temps après, j'eus la malchance d'être dépossédée de tous mes papiers d'identité, y compris la carte 1/2 tarif, contenus dans une pochette perdue ou volée plus vraisemblablement. J'adressai donc à vos services une demande de duplicata de cette carte et l'on m'apprit que je devais à nouveau verser 500 Frs. Avancer 500 Frs à la S.N.C.F., je trouvais déjà cela un peu fort, une deuxième fois, j'estime qu'il y a abus.

1/ cette consignation ne se justifie pas. Vous avez vous-mêmes établi vos prix et si vous les maintenez, c'est que vous y trouvez des avantages, la confection de ladite carte fait partie du travail que vous proposez vous mêmes (assez lourdement d'ailleurs puisque vous insistez sur la gratuité du bon donnant les renseignements, ce serait je crois excessif si vous les faisiez payer....)

2/ dans le cas cité, une simple attestation ne serait-elle pas suffisante en vous référant au dossier établi? (j'admets qu'une photographie soit indispensable).

Je serais curieuse de savoir comment vous justifiez ces demandes de fonds que des particuliers ne pourraient se permettre de faire sans mécontenter et perdre leur clientèle.....

G. Leblanc



juin 55

2ème Division/1
523.0/24

Madame G. LEBLANC
11 bis, rue Hégésippe Moreau
PARIS
18°

Madame,

Par lettre du 3 juin, vous avez bien voulu faire part de l'étonnement que vous cause le fait d'avoir eu à verser :

- une consignation de 500 francs au moment de la délivrance de votre carte $\frac{1}{2}$ tarif
- une nouvelle consignation de 500 francs pour l'établissement d'un duplicata.

Vous estimez que la confection des cartes fait partie du travail de la S.N.C.F. et que ces perceptions sont injustifiées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu du tarif spécial des abonnements, dont les dispositions sont obligatoires pour le chemin de fer comme pour le Public :

- l'abonné verse, lors de la délivrance de la carte, une somme de 500 francs pour garantie de restitution de la carte;
- en cas de non restitution de la carte dans les huit jours qui suivent l'expiration de la validité, le montant de la consignation reste acquis au chemin de fer;
- il est perçu une nouvelle consignation pour la délivrance d'un duplicata de carte perdue ou volée;
- la consignation déposée en garantie de la restitution d'une carte perdue ou volée et non retrouvée, est acquise au chemin de fer.

Ces dispositions ont été adoptées afin d'inciter les abonnés à restituer leur carte dès que possible et d'éviter ainsi qu'ils les utilisent après l'expiration de leur validité.

Il est, en effet, du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables.

En outre, un délai est prévu pour la délivrance d'un duplicata de carte perdue ou volée afin de permettre au chemin de fer d'effectuer des recherches et de mettre opposition à l'utilisation de la carte.

La nouvelle consignation sert de rémunération au chemin de fer pour la fourniture d'une 2ème carte et les frais de recherches et de constitution de dossier.

Par ailleurs, je vous signale que le montant de la consignation peut être remboursé dans une gare quelconque.

Veuillez agréer, Madame, mes respectueux hommages.

Le Directeur Commercial,

28
S. N. C. F.
DIRECTION COMMERCIALE

Copie transmise à
Monsieur le Directeur du Mouvement (1ère Division)
pour la suite qu'il jugera utile en ce qui concerne la
partie accolée "A".
Paris, le 28 janvier 1956

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du trafic-Voyageurs
Signé: RETOURNARD

MINUTE

28 janvier 56

2ème Division/1

523.0/24 SU 3

Monsieur Robert CHARRETON

7, rue Sébastien Mercier, 7

PARIS (16ème)

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 21 janvier par laquelle
vous avez bien voulu nous renvoyer le chèque barré de 500 francs qui fait
double emploi avec celui de 1.073 francs que vous avez encaissé.

Nous avons transmis votre lettre au Service intéressé pour
ce qui concerne les observations qui font l'objet du post-scriptum de cette
communication.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Directeur Commercial,

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du trafic-Voyageurs

Signé: RETOURNARD

ROBERT CHARRETON

Paris 15, le 21 janvier 1956

7 Rue Sébastien Mercier

V.réf : 5230 -24
8377Monsieur le Directeur Commercial
de la S.N.C.F. 2ème Division54 Boulevard Haussmann
PARIS

Monsieur,

En réponse à votre lettre, du 29, 12 1955, j'ai l'avantage de vous accuser réception du chèque annoncé de frs 1073.- et vous retourne ci-joint un chèque de frs 500.- reçu par la suite et qui fait double emploi.

Je vous adresse à toute fin utile la lettre que j'avais reçue de la Gare de Draveil en date du 10 .12.1955 qui faisait l'objet de ma plainte à Monsieur Louis ARMAND.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations empressées.

CHARRETON

A { P.S. A partir de juin prochain les IIIème classes monteront en IIème classe ne croyez vous pas que d'ici là une publicité par radio et cinéma serait nécessaire pour faire comprendre au public que les voitures ne sont pas des poubelles ou l'on jette toutes les épilateurs sous les banquettes...ou l'on ne doit pas y monter... Et que les contrôleurs fassent des procès...Sinon les voitures seront belles... en un rien de temps et les voyages pas agréables pour les gens propres.
Remerciements.

(s)

JM.

S. N. C. F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

5230/24 574

MINUTE

28 JAN 1956

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes
12 bis, rue de Budapest, 12 bis
PARIS (9ème)

Comme suite à ma note même référence qu'en marge du
29 décembre, je vous remets ci-joint le chèque barré n° 5007.675 émis
le 23 décembre 1955 par la Caisse Générale en faveur de M. CHARRETON.

Ce chèque faisant double emploi avec celui de 1.073 francs
qu'il avait reçu antérieurement, nous a été renvoyé par l'intéressé.

Le Directeur Commercial,
Ingénieur en Chef
Chef de la Division des Trains-Voyageurs

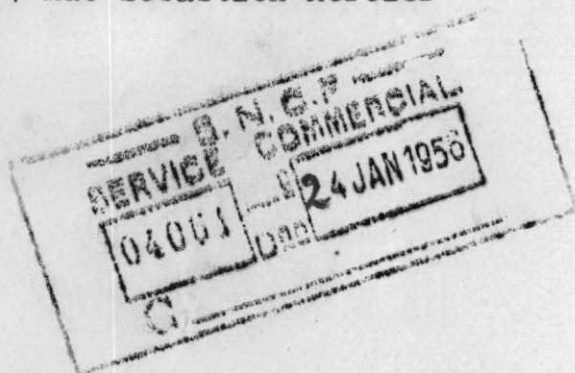
Signé: RETOURNARD

ROBERT CHARRETTON

7 Rue Sébastien Mercier

GENÈVE

Paris 15 le 21.I.1956



Monsieur Le Directeur Commercial
de La S N C F 2^{ème} Division
54 Bd Haussmann Paris

V.ref.5230-24
8377

Monsieur

En réponse a votre lettre, du 29,12 55 j'ai l'avantage de vous accuser réception du chèque annoncé de Frs 1073.-et vous retourne cū-joint un chèque de Frs 500.- reçu par la suite et qui fait double emploi.-

Je vous adresse a toute fin utile la lettre que j'avois reçue de la Gare de Draveil en date du 10.12.1955 qui faisait l'objet de ma plainte a Monsieur Louis Armand.

1
K
Veuillez Agréer Monsieur mes salutations empressées.

Armand

P.S. A partir de juin prochain les III classes monteront en II cl. ne croyez vous pas que d'ici là une publicité par radio et cinema serait nécessaire pour faire comprendre au public que les voitures ne sont pas des poubelles ou l'on jète toutes les épiluchures sous les banquettes ...ou l'on ne doit pas y monter etc.. Et que les controleurs fassent des procès..Sinon les voitures seront belles... en un rien de temps et les voyages pas agréables pour les gens propres. Remerciments

ay.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DU SUD-OUEST —

V/réf. :

N/réf. : 5a-d² AET- 53119

Objet :

Juvisy , le 10 décembre 19 55

Monsieur R. CHARRETON

7, rue Sébastien

- P A R I S -

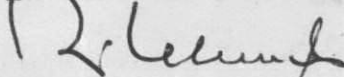
Monsieur ,

Veillez trouver ci-inclus le récépissé au destinataire de l'envoi n° 4420 du 27/06/55 de Juvisy à Genève-Cornavin.

J'ai le regret de vous informer qu'il m'est impossible de procéder au redressement de taxe, le " récépissé pour l'expéditeur " devant être obligatoirement présenté.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Chef de Gare Principal,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
RÉGION DE L'OUEST - EXPLOITATION

S.N.C.F. - S.C.E.T.A.
INSPECTION GÉNÉRALE des BUREAUX de VILLE

18.RM

SC.BV. SC.DV.

27, Rue de l'Échiquier, PARIS 10^e
V/réf. : V/lettre du :
Téléphone : TAIBOUT 45-54

N/réf. : n° 855.55

Objet :

Paris, le 30 Décembre 1955

Monsieur CHARRETTON Robert

7, rue Sébastien Mercier

Paris XV^e

Monsieur,

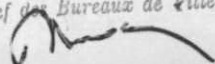
Suite à votre lettre du 26 Novembre
dernier adressée au bureau de Paris-
Champs Elysées.

J'ai l'honneur de vous faire parve-
nir ci-joint le chèque barré bancaire
n° 5.007.675 de 500 fr. du 28.12.55 sur
la Banque de France, représentant le
montant de la consignation de votre car-
te "demi-tarif".

Je me permets toutefois de souligner
le caractère exceptionnel de cette solu-
tion, le remboursement de la consign-
ation devant être demandé au plus tard
8 jours après l'expiration de la validi-
té soit au guichet de n'importe quelle
gare S.N.C.F. soit par correspondance
expédiée de France ou de l'étranger.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assu-
rance de ma considération distinguée.

L'inspecteur Principal
Chef des Bureaux de Ville



R. C. Seine 55 B 4944

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS DLM

COMPTABILITÉ et CONTRÔLE des RECETTES - 12 bis Rue de Budapest - PARIS (IX^e)

R.C. Seine 274483C

Tél. : TRI. 73-00

CRC 7

706

72275

Paris, le 10 JANV 1956 195

Monsieur le Directeur Commercial

Réf. : Lettre 2ème Division 5230/24 n° 8378 du 29/12/55
Objet : Règlement de litiges.

Dès réception de la lettre rappelée ci-dessus nous avons réglé à M. Robert CHARRETON, 7, rue Sébastien Mercier à PARIS, la somme de 1.073 fr par chèque n° 1.573.152 sur la Banque de France.

Ce chèque a été remis le 30 décembre 1955, sous pli spécial, au bureau de poste rue d'Amsterdam, et nous pensons que M. CHARRETON l'a reçu, au plus tard au premier courrier du 31 décembre.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes



29 Décembre 55

Monsieur Robert CHARRETON
7, Rue Sébastien Mercier

2ème Division
5230-24

PARIS 16°

n° 8377

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 18 décembre par laquelle vous avez bien voulu signaler deux faits qui vous ont choqué dans vos rapports avec la S.N.C.F.

Je vous remercie vivement de cette communication qui répond tout à fait à notre désir de voir nos usagers signaler des imperfections de notre service pour nous permettre d'y remédier.

Vos observations sur la consignation des cartes d'abonnement confirment certaines réglamations que nous avons déjà reçues et une étude est en cours en vue de déterminer s'il est possible de supprimer cette formalité.

Par ailleurs, je fais examiner les conditions dans lesquelles sont remboursées les en trop perçus sur nos taxes.

Enfin, il m'est agréable de vous annoncer que vous recevrez prochainement un chèque de 1.073 fr. représentant le montant de la consignation de votre carte à $\frac{1}{2}$ tarif et du trop perçu pour l'expédition de votre voilier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Commercial,

Signé : MAROIS

S. N. C. F.DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division

5230/24

n° 8378

29 DEC 1955

Monsieur le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes
12 bis, rue de Budapest
PARIS (9ème)

Je vous serais obligé de bien vouloir faire établir, pour régler deux litiges, un chèque d'un montant de 1.073 francs à l'adresse de M. Robert CHARRETON, 7, rue Sébastien Mercier, Paris (16ème).

La liquidation devra être faite à raison de :

- 500 Fr au code 13 (Remboursement de consignation de carte),
- 573 Fr au code 61 (Détaxe erreur wagon).

Il me serait agréable que ce chèque parvienne à M. CHARRETON avant le 31 décembre 1955.

Vous voudrez bien me tenir au courant.

Le Directeur Commercial,

Signé : MAROIS

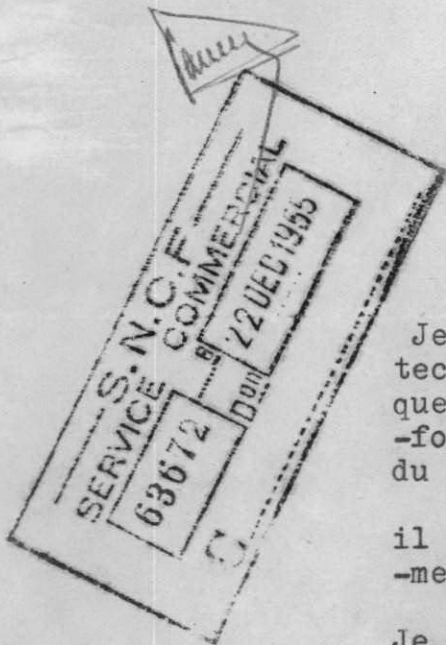
21 DEC 1955

20 DEC 1955

7. RUE SÉBASTIEN MERCIER.XVI
VAUGIRARD 93-06

Paris le 18.12.1955

DIRECTION COMMERCIALE
POUR ATTRIBUTIONS



Monsieur Louis Armand
Président Général de Conseil d. On
de la S N C F
88 Rue Saint Lazare Paris 9

Monsieur Le Président

Je suis très sensible a l'immense progrès technique réalisé par La S N C F et souhaite que le public apprécie a sa juste valeur l'effort fait pour son confort et pour le renouveau du rail français.

Par contre dans le domaine du commercial il n'en est pas de même avec une vieille réglementation tracassière et anti-commerciale..

Voici deux faits:

Je me rends avec retard une carte demi tarif périmée j'étais a l'étranger alors l'Administration ne me rends pas la consignation de la carte. 500.Frs-

J'expédie l'été dernier un voilier et laisss env. 32.000 Frs de transport lorsque en automne je reçois une lettre de vos services avouant avoir trop perçu de taxe et s'offrant a me rembourser 573 Frs.... puis sous prétexte ensuite que je n'avais plus la feuille d'expédition (après 4 mois) on refuse de me rendre l'argent entropers perçu.

Que penser de ces procédés Monsieur ? Faire un procès ? pour 500 frs et pour 573 frs... cela ne peut se faire ainsi le S N C F peut s'approprier en cours d'année de jolis profits inavouables malgré tout et indignes d'une Administration même nationalisée ..je pense,

Je vous prie d'Agréer Monsieur mes salutations très empressées.

Robert Charretton

*M. Rami
Il faut arriver au
somme différé à nous
payer - u*

S.N.C.F.

DIRECTION COMMERCIALE

2ème Division/1

N° 523.0/24

H 28

Transmis

à Monsieur le Chef

de la Division Commerciale de la

Région SUD-EST

une lettre du 16 mai, de M. André
MOUILLE, 8 rue des Halles à BRIE-COMTE-
ROBERT (S et M) pour la suite utile.

Ci-joint carte 1/2 tarif 2è classe
N° 131892.

(remboursement de la consignation)

1
..... P.J.

PARIS, le 18 mai 1956

Le Directeur Commercial,
(L'ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs)

yt

Signé : ANDRÉ

28
MINUTE

11

30

Sur tel nous avons demandé
à M.T. de répondre à S.O. pour
les deux questions (7 heures)
M.T. dit: d'accord.

24. 4. 59

à classer
au D^e 523.0 / 24

COPIE

Paris, le 6 Avril 1956

Copie transmise à
Monsieur le Chef de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes
12bis Rue de Budapest Paris

comme suite à sa note CRE.1 N° 414 - Dr. 13.008 du 12.3.56
et à titre de renseignement.

Le Directeur Commercial,

Monsieur le Chef de la Division
Commerciale de la Région toutes

2ème Division/1 Signé : MAROIS

523.0/24

N° 2381

Le Tarif des Abonnements et celui des Groupes (Titre II) prévoient que la " consignation " perçue pour les cartes d'abonnement ordinaire, les cartes donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif et les cartes d'identité délivrées à l'occasion de billets de famille est remboursée si les cartes sont rendues dans un délai de 8 jours.

Nous avons été saisis de nombreuses réclamations d'usagers qui, n'ayant pas restitué leur carte dans les délais prévus, protestent contre le refus de remboursement qui leur a été opposé.

La consignation a été créée pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées mais on doit reconnaître que la mesure n'a pas beaucoup d'efficacité et présente, par ailleurs, de très nombreux inconvénients. Aussi, avons-nous étudié la suppression pure et simple de la consignation mais les résultats de cette étude nous ont conduits à maintenir le régime actuel en raison des incidences financières importantes qu'entraînerait la mesure.

Dans ces conditions, pour éviter le mécontentement de notre clientèle d'abonnés, nous vous prions d'examiner favorablement les demandes de remboursement de consignation qui vous seront présentées après l'expiration du délai de 8 jours par des abonnés dont la bonne foi vous paraîtra incontestable.

Le Directeur Commercial,

Signé : MAROIS

sp. Hudon

On ne peut vraiment crier de douleur sans factum
et la Cour fit des demandes et si contestable
on (ce qui suppose la condition précédente non remplie)
et il y a intent commercial.

Par ailleurs, je disais volontiers que nous avons étudié
la suppression pure et simple de cette corporation mais
que nous avons été conduits à maintenant la repousser
actuellement en raison de certaines finesses importantes
qui auraient entraînés la ruine.

Sachez mes amis la lettre en tenant compte de
ces observations.

30-5-56

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION COMMERCIALE

Paris, le

Avril 19 56

54, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IX^e

TRinité 76-00 - PI Gelle 74-10

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST

N/rét. 2ème Division/1
523.0/24

R
5-h
Le Tarif des Abonnements et celui des Groupes (Titre II) prévoient que la "consignation" perçue pour les cartes d'abonnement ordinaire, les cartes donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif et les cartes d'identité délivrées à l'occasion de billets de famille est remboursée si les cartes sont rendues dans les 8 jours qui suivent :

- l'expiration de la validité pour les cartes des Titres I et III du Tarif spécial des Abonnements,
- la rentrée du dernier membre de la famille pour les cartes d'identité de famille du Titre II du Tarif spécial des Voyageurs en groupes.

Nous avons été saisis de nombreuses réclamations d'usagers qui, n'ayant pas restitué leur carte dans les délais prévus, protestent contre le refus de remboursement qui leur a été opposé.

La suppression pure et simple de la consignation a été étudiée, mais les résultats de cette étude nous ont conduits à maintenir le régime actuel en raison des incidences financières importantes qu'il aurait entraîné la mesure.

Dans ces conditions, pour éviter le mécontentement de notre clientèle d'abonnés, nous n'aurions pas d'objection à ce que vous examiniez favorablement les demandes de remboursement de consignation qui vous seront présentées après l'expiration du délai de 8 jours, *pour les abonnés dont la bonne foi sera constatée.*

Le Directeur Commercial,

La consignation a été mise fin aux fraudes par attribution de cartes familiales mais on doit remarquer que le service n'a pas beaucoup d'efficacité d'après les chiffres de tarification en cours d'essai. Devrait être étudié.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION COMMERCIALE

Paris, le

19 56

54, BOULEVARD HAUSSMANN - PARIS-IXe

TRInité 76-00 - PI Galle 74-10

Monsieur le Chef de la
Division Commerciale
de la Région E S T

2ème Division/1

N/réf.

523.0/24

Le Tarif des Abonnements et celui des Groupes (Titre II) prévoient que la "consignation" perçue pour les cartes d'abonnement ordinaire, les cartes donnant droit à la délivrance de billets au $\frac{1}{2}$ tarif et cartes d'identité délivrées à l'occasion de billets de famille est remboursée si les cartes sont rendues dans les 8 jours qui suivent :

- l'expiration de la validité pour les cartes des Titres I et III du Tarif spécial des Abonnements,
- la rentrée du dernier membre de la famille pour les cartes d'identité de famille du Titre II du Tarif spécial des Voyageurs en groupes.

Nous avons été saisis de nombreuses réclamations d'usagers qui, n'ayant pas restitué leur carte dans les délais prévus, protestent contre le refus de remboursement qui leur a été opposé.

Néanmoins, lorsque des demandes de remboursement de consignation sont présentées après l'expiration du délai de 8 jours, nous serions d'accord pour que vous leur donniez une suite favorable si vous estimez que la bonne foi du demandeur est incontestable et s'il vous paraît qu'il y a un intérêt commercial à donner satisfaction.

Le Directeur Commercial,

*oile
debut*
*le ruffren un
et simple de cette
consignation nous
nous avons été
introduit à
maintenant le régime
actuel en vertu des
incidences financières
importantes qui auront
entraîné la mesure*

*le ruffren un
consignation
les incidences financières
de la mesure nous ml*

Minute

15 AVRIL 1967

7

2ème Division/1

523.0/24

2430

Monsieur le Chef de la
Comptabilité et du
Contrôle des Recettes
45, rue de Londres

P A R I S

Suite à votre lettre C.R.E. 3 N° 86 Dr. 13.100 du 21 janvier 1967 relative aux conditions de remboursement de la consignation des cartes du Titre III du Tarif spécial des Abonnements.

Ainsi que vous le savez, la consignation a été créée pour éviter des fraudes par l'utilisation de cartes périmées. Mais, on doit reconnaître que la mesure n'a pas beaucoup d'efficacité et présente, par ailleurs, de très nombreux inconvénients. Aussi en envisageons-nous la suppression pure et simple.

En attendant qu'intervienne la modification tarifaire utile - réforme du titre III - je ne serais pas d'avis de modifier le texte de votre imprimé CC 238.

∫ L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

Signé PALIES

*ne retourner avec la consignation
après*

S.N.C.F.
Comptabilité et Contrôle
des Recettes

SUBDIVISION DES ETUDES ET
DE L'INSPECTION

45, rue de Londres-PARIS 8ème

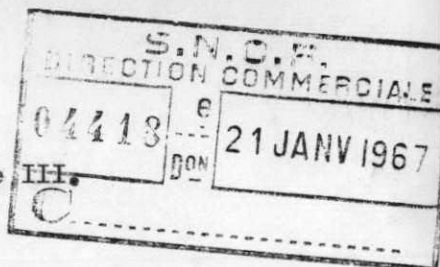
Paris, le 21 JANV 1967

C.R.E. 3 N°86

Dr. 13.100

Monsieur le Chef de
la 2ème Division
de la Direction Commerciale

Objet : Abonnements du titre III.



Je vous adresse ci-jointe une suggestion relative aux conditions de remboursement de la consignation de la carte d'abonnement, lorsque le contrat est rompu, faute de paiement d'une échéance dans les délais prévus au 4ème alinéa de l'Article 66 du Tarif des Abonnements.

Les dispositions tarifaires semblant donner lieu à des interprétations différentes, je vous saurais gré de bien vouloir renseigner le demandeur en m'adressant une copie de votre réponse.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes, *z*

C. Bernoy



Le

== GARE DE ==

M

J'ai l'honneur de vous informer que la validité du fichet de votre carte d'abonnement est expirée depuis le

Je me permets d'attirer votre attention sur les conséquences d'une omission qui vous priverait du bénéfice de votre abonnement.

Vous pouvez, dans les huit jours, demander à la gare de votre choix, un nouveau fichet qui vous sera remis contre la somme de

Passé ce délai, vous risqueriez la résiliation de votre carte et la perte de la consignation.

Veillez agréer, M l'assurance de
ma considération distinguée.

Le Chef de Gare,

P.-S. - Si vous avez effectué le paiement dans une gare autre que la nôtre, il est possible que cet établissement ait omis de nous en aviser. Dans ce cas, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me le faire savoir.

Activité Immobilière

PROPRIÉTAIRE MAURICE VAN DAELE

Commerciale et Industrielle

JOURNAL D'INFORMATIONS IMMOBILIÈRES

• C. LIBOURNE 57 A 282 • EXPLOITÉ EN GÉRANCE LIBRE PAR LE
CONSORTIUM D'ÉDITION & DE PUBLICITÉ DU SUD-OUEST
Société à Responsabilité Limitée au capital • 82.000 frs
RUE FRONSAIDISE - GUITRES (GIRONDE)
R. C. Libourne 57 B 44 - TÉLÉPHONE 75

MVD/AI

Le 20 Avril 1959

Recommandé



DIRECTION DE LA S.N.C.F.
88, rue Saint-Lazare
PARIS IXème

Original adresse
DIRECTION DU MOUVEMENT
DIRECTION COMMERCIALE
POUR ATTRIBUTIONS

Messieurs,

(s) LE GUEN

Je viens vous faire part de deux faits fort regrettables qu'il m'a semblé devoir vous être signalés, le premier quant à la régularité du trafic lui-même, le second quant aux bonnes relations entre le public et votre Société; je m'explique :

1° - en ce qui concerne le trafic G.V. 32 :

Mensuellement, la Société d'Édition & d'Imprimerie du Sud-Ouest, 24 boulevard Alsace-Lorraine à Bayonne, imprimeur éditant le journal dont en-tête ci-dessus, expédie en gare de Guitres (Gironde) ces journaux qui sont ensuite routés ici à destination des services postaux. Toutes les expéditions faites ainsi en gare de Bayonne, le sont en G.V. 32, et il est indiqué sur chaque colis le nom du journal, en gare de Guitres, par Coutras.

Ces paquets sont régulièrement déposés en gare de Bayonne vers 18 heures, afin d'être acheminés par le train 34 arrivant à Coutras vers 23 heures. De ce fait, ils sont rechargés en fin de la nuit sur le train de marchandises quotidien Coutras - St-Mariens arrivant à Guitres le matin de bonne heure.

Malheureusement, depuis plus de six mois, et environ deux fois sur trois, ces journaux ne sont plus déchargés à Coutras, vont jusqu'à Angoulême où, tout de même, il est fait attention à eux; déchargés, ils reprennent alors le train 33 de Paris descendant et arrivent à Coutras après le départ du train de St Mariens. Ils restent donc en souffrance un jour entier en gare de Coutras et n'arrivent alors que le surlendemain du départ de Bayonne.

Les bandes étant timbrées d'avance par les A.T.T., il est donc indispensable que, chaque fois, nous nous rendions

à Coutras prendre possession de nos paquets de journaux afin de les poster dans les délais.

Or, malgré que ce fait regrettable ait été plusieurs fois signalé aux employés et au chef de gare de Coutras, rien n'est fait pour y remédier. De l'enquête faite, j'ai pu constater que les journaux étant placés à Bayonne dans le fourgon de queue et que seul le fourgon de tête étant visité au passage à Coutras, les journaux évidemment restent audit fourgon de queue qui n'est contrôlé qu'à Angoulême.

N'y a-t-il pas là une anomalie, voire une faute d'un cheminot de Coutras?

2° - en ce qui concerne les relations avec le Public

Me rendant très souvent à Paris pour affaires et voyageant régulièrement sur l'axe Paris-Bayonne, j'ai, pour éviter les soucis de l'automobile et pour faire suite à votre publicité dans la presse française, décidé il y a deux ans, de souscrire à une carte annuelle demi-tarif 1ère et 2ème classes. J'ai retiré, de la sorte, ma première carte fin Novembre 1957 et l'ai régulièrement renouvelée fin Novembre 1958.

Lorsque j'ai souscrit à cette carte, il m'avait été indiqué que je pouvais payer celle-ci en trois versements et j'ai donc pratiqué ainsi la première année et cette seconde année; aucun autre avertissement ne m'a été donné.

Or, me rendant à Paris le 2 Avril dernier, je me suis présenté l'avant-veille au guichet de la gare de Coutras pour acquitter mon deuxième versement; en effet, ayant été souffrant une bonne partie du mois de Mars, je n'avais plus voyagé et n'avais pu penser une seconde qu'il m'était fait une obligation d'effectuer ce second versement au plus tard fin Février.

Quelle ne fut pas ma stupéfaction de m'entendre déclarer que ma carte était périmée, que mon versement fait en Décembre de 10.040 francs était tel et bien perdu et que je n'avais, tout simplement, rien à réclamer.

Il me fut en effet indiqué à mon profond ébahissement, que j'avais été averti par lettre, dans le courant du mois de Mars, d'avoir à me rendre à Coutras pour verser, dans un délai de huitaine, ledit second versement de 5.970 francs, faute de quoi ma carte serait périmée.

J'ai évidemment protesté n'avoir jamais rien reçu, car il est loisible de penser que, 5 kilomètres me séparant de Coutras, je ne serais fait une obligation de faire effectuer par un ami ce versement pour ne pas perdre le bénéfice de ma carte annuelle.

Pensant tout naturellement à l'envoi d'un avis par lettre recommandée, j'ai questionné l'employé pour savoir à quelle date m'avait été expédié celui-ci; mais il m'a répondu sèchement que l'envoi recommandé n'était pas prévu et, à son tour, m'a posé, goguenard, l'interrogation: "Qui prouve que vous ne l'avez pas reçu?"

...//.

SB 0/24

....

Je me dois donc de protester énergiquement auprès de votre Direction :

a) parcequ'il est certain, mon intérêt aidant, que je me serais rendu à Coutras si j'y avais été convié;

b) parceque la carte en ma possession N° 106.126 que je vous joins inclus en communication, est bien stipulée valable pour douze mois, sans que nulle part il n'y soit fait mention qu'elle deviendra caduque faute de versements partiels à dates fixes;

c) parceque je puis vous donner ma parole d'honneur que jamais je n'ai rien reçu de vos préposés à Coutras;

d) parcequ'enfin, j'ai dû payer place entière pour mon voyage aller et retour à Paris.

Il est d'autre part évident que j'employé responsable, pour éviter la sanction éventuelle, et puisque l'envoi recommandé prouvant le départ du rappel n'est pas prévu par vos règlements, a spontanément déclaré avoir envoyé cet avis-fantôme; ainsi, bien trop facilement, il se déchargeait.

Comme vous le constaterez, il y a là un fait regrettable susceptible de se renouveler et qui ne peut que nuire aux bonnes relations du Public avec votre estimée Compagnie et auquel il me paraîtrait fort simple de porter remède.

Jugeant injuste d'être pénalisé par la faute certaine et incontrôlable d'un employé de votre service, espérant en votre compréhension pour la réparation du préjudice qui m'a ainsi été causé et souhaitant que vous rappeliez au Chef de gare de Coutras, comme au personnel à son service, leurs obligations.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Maurice VAN DAELE
 Directeur-Gérant,
 Président de la Compagnie Nationale des Experts
 Immobiliers
 Administrateur au Centre National de l'Habitat
 Français et à l'Association Internationale de
 Presse Immobilière

CH.-

Minute

21

juin 62.

2ème DIVISION/1
523.0/24

5469

Monsieur Olivier de LAMOTHE
Secrétaire-Général
du Syndicat des Producteurs de Vin
de consommation courante

9, rue Jacques Dulud

NEUILLY-sur-Seine

(Seine).

Monsieur,

Par lettre du 28 mai, vous avez bien voulu, en rappelant les termes de ma lettre du 22 mars 1961, demander s'il est envisagé de supprimer la consignation perçue au moment de la souscription des cartes donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif.

J'ai l'honneur de vous remercier de votre correspondance qui répond tout à fait à notre désir de voir nos usagers signaler les imperfections de notre service pour nous permettre d'y remédier.

Nos efforts tendent toujours à donner satisfaction dans la plus large mesure possible aux desiderata exprimés par notre clientèle, mais cette intention est limitée par la nécessité dans laquelle nous sommes de trouver des solutions pratiques et d'application facile qui, en même temps, nous garantissent au mieux contre les abus et les tentatives de fraudes malheureusement fréquentes.

Je vous signale qu'à l'occasion de la refonte du tarif des cartes d'abonnement ordinaire intervenue le 1er janvier 1962, nous avons supprimé la perception de la consignation.

Or, une étude est actuellement en cours en vue de l'application

... / ...

d'une réforme analogue au tarif des cartes donnant droit à la délivrance de billets au 1/2 tarif.

Si cette étude aboutit favorablement, la consignation sera également supprimée.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

L'Ingénieur en Chef,
Chef de la Division du Trafic - Voyageurs,

Signé : CRESP

28/5/62

A

M^r Olier de Lamotte
Secrétaire général du Syndicat des Producteurs de vin
de consommation locale Vaucluse (C.G.V.A.)
9 rue Tanguet Duboué à Neuilly s/Seine (Seine)
à Monsieur le Directeur Commercial
de la S.N.C.F. - Paris



Monsieur le Directeur

Titulaire de la carte 1/2 Tarif, 2^e classe, Paris Lyon Béziers
et Paris Est Jouy s/Seine,

N° 612100 délivrée à Paris Ch. Eglysès le 27 mars 1962,
catégorie ordinaire

et n'ayant pu restituer ma carte précédente en temps voulu

j'ai obtenu une détaxe de 400⁺ sur les 500⁺ consignés.

La même mésaventure m'étant déjà arrivée l'an dernier,
car mes occupations m'empêchent de perdre 1/2 journée de
travail pour aller restituer ma carte périmée dans une de
vos gares et mon repos est également précieux pour ma santé.

J'avais protesté l'an dernier contre cette retenue de 100⁺
contre cette exigence de restitution dans les huit jours et
contre le principe de la consignation de 500⁺.

Vous avez bien voulu me faire restituer les 100⁺ retenus,
ce dont je me permets de vous remercier, mais cependant
j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur deux passages
de votre lettre du 22 mars 61 :

1°) vous voulez bien exposer que la consignation a été créée
pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées.

En tant qu'usager contrôlé au moment de la délivrance
du billet et à plusieurs reprises ^{ainsi qu'à l'arrivée} durant le trajet, je me
demande comment il me serait possible d'utiliser une carte périmée.

2°) vous voulez bien me faire part de votre intention de procéder
à une étude en vue de déterminer s'il est possible d'alléger ou de
supprimer cette consignation. Il ne semble pas que vos Services
aient fait un effort dans le sens que vous voulez bien soulever avec moi.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de
mes sentiments distingués
O. de Lamotte



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 55-B-4944

CAISSE GÉNÉRALE

88, Rue Saint-Lazare, PARIS (9^e)

Catégorie

4

AVIS DE PAYEMENT

(1) Toute correspondance relative au présent paiement doit être envoyée, en rappelant notre référence, à l'Organisme désigné ci-dessus.

(2) Rayer le mot inutile,

N/Référence	Réf. et date de votre demande	MONTANT
101.242 B	27.3.62	4.00

- M. DE LAMOTHE
9 RUE JACQUES DULUD-NEUILLY-S-SEINE

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, un chèque barré représentant le montant des sommes dues à titre de détaxe-indemnité (2).

Veuillez agréer, M. ami, l'expression de mes sentiments distingués.

A PARIS, le 7 MAI 1962

Le Caissier Général,

F. FAU.

Avis de Paiement (détaxes et indemnités)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION COMMERCIALE

CH.-

R. C. Seine 55-B-4.944

Paris, le 22 mars 1961.

54, BOULEVARD HAUSSMANN PARIS-IX^e

TRinité 76-00 - PI Galle 74-10

Monsieur Olivier de LAMOTHE
Secrétaire-Général
du Syndicat des Producteurs de Vin
de Consommation Courante (C.G.V.P.)
LES VIGNERES

(Vaucluse).-

2ème Division/1

N/réf.

523.0/24

2467

Monsieur,

Par lettre du 7 mars, vous avez bien voulu me faire part de votre étonnement provoqué par le fait qu'à la date précitée, notre gare de Paris-Lyon a déduit 1 NF du montant de la consignation de votre carte 1/2 tarif, dont la validité était échue depuis le 22 février.

J'ai l'honneur de vous informer que la consignation a été créée pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées, c'est la raison pour laquelle, conformément aux dispositions du tarif des abonnements, le montant n'en est remboursé que si la carte est restituée dans les huit jours qui suivent l'expiration de sa validité ; en cas de dépassement de ce délai, il reste acquis au chemin de fer.

Etant donné que vous aviez dépassé le délai imparti, la gare ne pouvait donner une suite favorable à votre demande. Toutefois, tenant compte de votre qualité d'abonné, votre demande a été considérée, à titre exceptionnel, sous l'angle "détaxe" ce qui impliquait une retenue sur la somme à rembourser.

Vos observations sur la consignation des cartes d'abonnement confirment notre intention de procéder à une étude en vue de déterminer s'il est possible d'alléger ou même de supprimer cette formalité.

Quoi qu'il en soit, je vous adresse ci-joint, en timbres poste, la somme de 1 NF retenue sur la détaxe qui vous a été consentie.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur Commercial,
L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division de Trafic-Voyageurs

Jano

22 mars 61.

Monsieur Olivier de LAMOTHE
Secrétaire-Général
du Syndicat des Producteurs de Vin

2ème Division/1
523.O/24

LES VIGNERES

(Vaucluse).-

Monsieur,

Par lettre du 7 mars, vous avez bien voulu me faire part de votre étonnement provoqué par le fait qu'à la date précitée, notre gare de Paris-Lyon a déduit 1 NF du montant de la consignation de votre carte 1/2 tarif, dont la validité était échue depuis le 22 février.

J'ai l'honneur de vous informer que la consignation a été créée pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées, c'est la raison pour laquelle, conformément aux dispositions du tarif des abonnements, le montant n'en est remboursé que si la carte est restituée dans les huit jours qui suivent l'expiration de sa validité ; en cas de dépassement de ce délai, il reste acquis au chemin de fer.

Etant donné que vous aviez dépassé le délai imparti, la gare ne pouvait donner une suite favorable à votre demande. Toutefois, tenant compte de votre qualité d'abonné, votre demande a été considérée, à titre exceptionnel, sous l'angle "détaxe" ce qui impliquait une retenue sur la somme à rembourser.

Vos observations sur la consignation des cartes d'abonnement confirment notre intention de procéder à une étude en vue de déterminer s'il est possible d'alléger ou même de supprimer cette formalité.

Quoi qu'il en soit, je vous adresse ci-joint, en timbres poste, la somme de 1 NF retenue sur la détaxe qui vous a été consentie.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur Commercial,
Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic Voyageurs
Signé : CRESPE

AC

DIRECTION COMMERCIALE
3ème Division
Détaxes

N° 535/2

Pièces jointes

61/237

Paris, le

14 mai 1961

TRANSMIS à :

Monsieur

André J.S.P.

que cette affaire concerne (partie A de la
lettre) et avec prière de fournir à sa
réponse au réclamant la somme de
400 NF. en timbres poste pour remboursement
à titre exceptionnel

- 8 MARS 1961

Olivier de Lamotte
Secrétaire général
du Syndicat des Producteurs des vins
de consommation courante
des Vignères
Vaucluse

- 8 MARS 1961

DIRECTION COMMERCIALE

POUR ATTRIBUTIONS



7 mars 61

Monsieur le Directeur général
de la S.N.C.F.
88 rue St-Lazare - Paris

Monsieur le Directeur général.

Titulaire de la carte 1/2 Tarif n° 449992, délivrée par
la gare de Cavaillon (Vaucluse), valable pour les parcours Béziers -
Toucy sur Orain (S.E.M.) - 2^e classe, jusqu'au 22 février 1961, je me
suis présenté ce jour à la gare de Lyon à Paris, pour demander l'
établissement d'une nouvelle carte, identique, valable à partir du 10^e,
et j'en ai proposé pour restituer ma carte périmée, en réclamant le
remboursement du dépôt y afférant, soit 5 NF.

Le guichet 47 ne m'a restitué que 4 NF.
J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la mesquinerie du
procédé et de vous demander le remboursement des 1 NF non restitués
par vos Services.

Je sais parfaitement que les 5 NF de dépôt doivent être réclamés
dans les 8 jours qui suivent la fin de validité de la carte; cela
est inscrit en lettres minuscules au dos de celle-ci.

Vous voudrez bien admettre qu'un usager ne va pas subir des frais
et perdre du temps en vue d'un déplacement vers une gare SNCF,
uniquement pour se faire rembourser les 5 NF de dépôt. Il
attendra une raison plus impérieuse, telle un voyage, une expédition, etc.

Il semble d'ailleurs que ce dépôt ne devrait pas exister, cette
somme de 5 NF de garantie ne correspondant à aucune utilité.
Je demande, et c'est là certainement l'avis de tous les Titulaires
de cartes, que ce dépôt soit supprimé. Au cas où vous en décidiez
le maintien, j'espère que vous voudrez bien allonger le délai de
remboursement de 8 jours à 2 mois.

Je vous prie, d'après, Monsieur le Directeur général, l'expression
de mes sentiments distingués

ol. de Lamotte

MINUTE

26 Mars

3

2ème Division/1

523.0/24

2867

Monsieur R. PRESSAT
3, Avenue de Bréteville

NEUILLY/SEINE (Seine)

Monsieur,

Par lettre du 28 Janvier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur les conditions de délivrance des cartes donnant droit à la délivrance de billets au $\frac{1}{2}$ tarif ainsi que sur le délai de remboursement de la consignation.

J'ai l'honneur de vous remercier de votre correspondance qui répond tout à fait à notre désir de voir nos usagers nous faire part des remarques relatives à l'exécution de notre service pour nous permettre d'y apporter les améliorations possibles.

Dans cet ordre d'idées, nos efforts, qui tendent toujours à satisfaire notre clientèle, sont limités par la nécessité où nous sommes de trouver des solutions d'ordre général, pratiques et d'application facile.

C'est ainsi que les opérations de prise en charge, de création de dossier et de confection des cartes par un bureau spécialisé, imposent un certain délai qui est fixé à 5 jours; mais il s'agit là d'un délai maximum dont nos gares ne se prévalent pas systématiquement lorsqu'il est possible de donner satisfaction dans un temps plus réduit. Toutefois il ne peut être envisagé de délivrer les cartes plusieurs jours avant la date de départ de leur validité.

En ce qui concerne la consignation, vous voudrez bien admettre qu'il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables et, dans l'ensemble, le délai de 5 jours imposé pour la restitution des cartes n'apporte pas de gêne aux abonnés.

Je profite de cette correspondance pour attirer votre attention sur le fait que si vous effectuez annuellement 20.000 Km. sur la

.../...

relation Paris-Feignies-Fre, vous auriez intérêt à souscrire plutôt carte $\frac{1}{2}$ tarif, une carte d'abonnement vous permettant de voyager sans avoir ni à prendre de billet, ni à payer le supplément pour l'emprunt des T.E.E.

Dans votre cas particulier, compte tenu du prix de revient du voyage aller et retour Paris-Feignies-Fre avec emprunt des T.E.E. et de celui de la carte donnant droit à la délivrance de billets au $\frac{1}{2}$ tarif valable un an, l'économie réalisée serait de 148 F.

Vous voudrez bien trouver ci-après le détail de ce calcul.

Prix de la carte $\frac{1}{2}$ tarif un an :	218,— F.	
" des billets aller et retour pour 42 voyages : $29,80 \times 42 =$	1.251,60 F.	
" Suppléments T.E.E. $5,6 \times 2 \times 42$	470,40 F.	
	 1.940,— F.
Prix de la carte d'abonnement ordinaire pour une période d'un an : $384 + (128 \times 11) :$ (pour un nombre de voyages illimité)		1.792,— F.
	 Economie : 148,— F.

La 2ème année, pour un même nombre de voyages, l'économie serait de 404,— F.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur commercial :

/ L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs
Signé : CRESPE

29 JANV 1963

30 JANV 1963

Monsieur R. PRESSAT

3, Avenue de Bréteville

NEUILLY^S/SEINE

(Seine)

S.N.C.F.	
DIRECTION COMMERCIALE	
05727	30 JANV 1963
C	

RP/mg

*Il y a tout ça
des craintes à revoir*

Paris, le 28 janvier 1963

DIRECTION COMMERCIALE

POUR ATTRIBUTIONS

Direction Générale
de la S.N.C.F.
88, rue Saint-Lazare

PARIS 9°

Monsieur,

J'effectue de fréquents voyages par T.E.E. entre Paris et Bruxelles, ce qui m'amène à prendre une carte d'abonnement 1/2 tarif entre Paris et Feignies.

Je tiens à vous signaler que les conditions qui sont mises à la délivrance et au remboursement de cette carte constituent une gêne pour l'utilisateur :

- la carte ne peut être délivrée que la veille du jour où elle prend effet, ce qui oblige à un dérangement spécial en supplément du déplacement qu'il a fallu faire quelques jours plus tôt pour être assuré de la réservation.

- elle ne peut être remboursée que dans les huit jours qui suivent la date d'expiration ce qui oblige à une attention qui peut faire défaut à des personnes naturellement très occupées par ailleurs ; en cas d'absence à l'étranger, il peut même être pratiquement impossible d'assurer l'envoi par poste dans les délais fixés.

Toutes ces contraintes témoignent d'une méfiance à l'égard des voyageurs considérés a priori comme suspects. C'est visiblement parce que l'on craint que certaines personnes fassent un usage frauduleux de la carte de réduction, que la S.N.C.F. élabore des règlements désagréables pour l'utilisateur. Un des responsables de votre bureau des Champs-Élysées m'a d'ailleurs affirmé qu'en délivrant trop à l'avance une carte de réduction, il y avait risque d'utilisation frauduleuse, malgré la mention des dates de validité et à cause d'une distraction possible des contrôleurs ... !

.../...

En l'occurrence, ce sont les meilleurs usagers qui sont les principales victimes de ce défaut de conception (je fais quelque 20 000 km par an sur les lignes de la S.N.C.F.), alors qu'un peu d'imagination permettrait de trouver un remède.

Je serais heureux d'avoir votre point de vue sur cette question et serais encore plus satisfait si j'apprenais que vous envisagiez un assouplissement de ces mesures vexatoires et contraignantes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'R. Pressat', written in a cursive style.

R. PRESSAT

Saint-Pierre 235 km

Titre I

1 mois 1^{er} 128
2^e 88,5

Titre III

1 an 218
145.4

Billet AR 1/2 tarif

29.80

20 -

128 x 14 = 1574 amorti à 53 voyages AR

T.E.E. AR 1^{er}

11,20 x

88,5 x 14 = 1093.6 - 55 " "

Voyages effectués (42)

$\frac{2000 \text{ km}}{239 \times 2} = 42$

~~Deux~~ Dejeune avec la carte 1/2 tarif

, one.

carte = 218.-

42 voyages 1.251.6

Taxe T.E.E. 140.4
1.400.0 f.

Dejeune avec carte Titre I

carte 1^{er} 1 an

128 x 14 = 1792 -

1740
1574
166

~~MINUTE~~

2ème Division/1

525.0/24

Monsieur R. PRESSAT
5, Avenue de BretevilleNEUILLY/SEINE (Seine)

Monsieur,

Par lettre du 28 Janvier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur les conditions de délivrance des cartes donnant droit à la délivrance de billets au $\frac{1}{2}$ tarif ainsi que sur le délai de remboursement de la consignation.

J'ai l'honneur de vous remercier de votre correspondance qui répond tout à fait à notre désir de voir nos usagers nous faire part des remarques relatives à l'exécution de notre service pour nous permettre d'y apporter les améliorations possibles.

Dans cet ordre d'idées, nos efforts, qui tendent toujours à satisfaire notre clientèle, sont limités par la nécessité où nous sommes de trouver des solutions d'ordre général, pratiques et d'application facile.

C'est ainsi que les opérations de prise en charge, de création de dossier et de confection des cartes par un bureau spécialisé, imposent un certain délai qui est fixé à 5 jours; mais il s'agit là d'un délai maximum dont nos gares ne se prévalent pas systématiquement lorsqu'il est possible de donner satisfaction dans un temps plus réduit. Toutefois il ne peut être envisagé de délivrer les cartes plusieurs jours avant la date de départ de leur validité.

En ce qui concerne la consignation, vous voudrez bien admettre qu'il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables et, dans l'ensemble, le délai de 8 jours imposé pour la restitution des cartes n'apporte pas de gêne aux abonnés.

Je profite de cette correspondance pour attirer votre attention sur le fait que si vous effectuez annuellement 20.000 Km. sur la

.../...

relation Paris-Feignies Fre, vous auriez intérêt à souscrire plutôt qu'une carte $\frac{1}{2}$ tarif, une carte d'abonnement vous permettant de voyager sans avoir ni à prendre de billet, ni à payer le supplément pour l'emprunt des T.E.E.

Dans votre cas particulier, compte tenu du prix de revient du voyage aller et retour Paris-Feignies fre avec emprunt des T.E.E. et de celui de la carte donnant droit à la délivrance de billets au $\frac{1}{2}$ tarif valable un an, l'économie réalisée serait de 148 F.

Vous voudrez bien trouver ci-après le détail de ce calcul.

Prix de la carte $\frac{1}{2}$ tarif un an :	218,— F.	
" des billets aller et retour pour 42 voyages : $29,80 \times 42 =$	1.251,60 F.	
" Suppléments T.E.E. $5,6 \times 2 \times 42$	470,40 F.	
	<hr/> 1.940,— F.
Prix de la carte d'abonnement ordinaire pour une période d'un an : $384 + (128 \times 11) :$ (pour un nombre de voyages illimité)		1.792,— F. <hr/>
	Economie :	148,— F.

La 2ème année, pour un même nombre de voyages, l'économie serait de 404,— F.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Directeur commercial :

Minute

L.C

1/4

jt.

26 Avril 5

Monsieur Pierre MARQUIS
6, Rue Louis David

PARIS 16e

2ème Division/1

523.0
24

4007

Monsieur,

Par lettre du 6 Avril, vous avez bien voulu me faire part du refus opposé par le Bureau de Paris-Capucines, à la demande de remboursement du montant de la consignation de votre carte $\frac{1}{2}$ tarif, dont la validité expirait le 9 Mars 1965.

J'ai l'honneur de vous informer que la consignation a été créée pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées ; c'est la raison pour laquelle, conformément aux dispositions du tarif des abonnements, le montant n'en est remboursé que si la carte est restituée dans les huit jours qui suivent l'expiration de sa validité ; en cas de dépassement de ce délai, il reste acquis au chemin de fer.

Etant donné que vous aviez dépassé le délai imparti, il ne pouvait être donné une suite favorable à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

/ Le Directeur Commercial,

Signé : CRESP



RENSEIGNEMENTS

donnés par M. Lervault

HORAIRES ET PRIX

Marquis Pierre

16 Bd des Italiens .P. 92

Eugé 3358 - x

Paris Lyon : février - 2^e cl

Prix : 9140 frs.

carte n° 990 174.B

carte de 3 mois —

Fiche 512 985 —

validité du 10/12/54

notez aussi :

Avec

vous arriverez
frais et dispos

**VITTEL
DÉLICES**

1^{er} soda de France

L'un de ces **BILLETS A PRIX RÉDUIT** vous intéresse...

* si vous êtes seul

	RÉDUCTION	CONDITIONS A REMPLIR
BILLET POPULAIRE Valable 3 mois	30 % une fois par an	être : Assuré social, ou Économiquement faible, Pensionné, Retraité, Allocataire, Veuve ou Orphelin de guerre.
BILLET TOURISTIQUE Valable 2 mois	20 %	A partir de 1.500 km (retour compris). Le coupon "aller" et le coupon "retour" doivent comporter chacun un parcours d'au moins 300 km. Le coupon "retour" ne peut pas être utilisé avant le 6 ^e jour.

* si vous êtes plusieurs

BILLET DE GROUPE Valable 1 mois	30 % 40 %	Être 10 personnes ou payer pour 10 Être 25 personnes ou payer pour 25.
BILLET DE FAMILLE Valable 40 jours (3 mois en été)	75 % à partir de la 3 ^e personne	Voyager en famille (3 au minimum). La famille comprend : le père, la mère, les enfants, les grands-parents et les personnes au service de la famille.

et... en achetant une **CARTE 1/2 TARIF**
50 % de réduction pour vos voyages sur un parcours déterminé ou dans une ou plusieurs zones.

IMPORTANT

Renseignez-vous également dans nos gares sur les billets à prix réduit :
Combinés Fer-Autocar - Bon Dimanche et de Week-end - de Sports d'Hiver

H732

8 AVRIL 1965

Paris, le 6 Avril 1965

8 AVRIL 1965

DIRECTION COMMERCIALE
POUR ATTRIBUTIONS

Ducan

S.N.C.F.
Direction Générale
88, Rue Saint-Lazare
PARIS
(8ème)

Messieurs,

Je viens de présenter une carte dite "tarif spécial des abonnements, titre III," délivrée par le Bureau de Paris-Capucines pour obtenir le remboursement de la consignation. Celui-ci m'a été refusé sous prétexte que cette carte d'abonnement valable jusqu'au 9 Mars 1965 aurait dû être présentée dans un délai de huit jours après l'expiration de la validité.

Je n'ai pas à douter du formalisme de votre règlement, mais cette façon de procéder ne réhausse pas le prestige d'une entreprise qui a pour objet essentiel d'être au service du public.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

S.N.C.F.	
DIRECTION COMMERCIALE	
18919	12 AVRIL 1965
00N	
C	

P. Marquis

Pierre MARQUIS

6, Rue Louis-David
PARIS
(16ème)

11

yr

Minute ^{h.c.}

ème Division/1

523.0

24

10888

24 DEC 1965

Monsieur le Chef de la 2e Section,

Suite à votre lettre 529.262/65, du 16 décembre 1965.

Veillez trouver ci-après les éléments de réponse à la question posée par "Riviera Tourisme" au sujet des conditions de remboursement de la consignation des cartes 1/2 tarif.

.....

Il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres de transport soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables et, dans l'ensemble, le délai de 8 jours imposé pour la restitution des cartes demi-tarif n'apporte pas de gêne aux abonnés. Cela étant, il ne peut être question d'augmenter ce délai.

D'autre part, les Régions ont reçu des instructions pour que soient examinées favorablement les demandes de remboursement de consignation présentées après l'expiration du délai de 8 jours par les abonnés dont la bonne foi paraît incontestable.

/ Le Chef de la 1ère Section,

Signé : PALISS

amr
Poste : 453

16 DEC 1965

2ème Division/2

529.262

65

10571

Monsieur le Chef de la 1ère Section,

Veuillez trouver, ci-joint, photocopie d'une lettre qui nous a été adressée par un Organisme de Voyages à l'occasion de la Réunion Professionnelle des Agences de Voyages qui se tiendra le jeudi 17 février 1966 à la Maison de la Chimie.

Cette question ne figurera pas à l'ordre du jour.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir, dans les meilleurs délais, les éléments de la réponse à faire à l'Organisme intéressé.

/ Le Chef de la 2ème Section,

Bouquet



LICENCE N° 347

ORGANISATION DE
TOUS VOYAGES
GROUPES, INDIVIDUELS

BILLETS S. N. C. F.
Agent AIR-FRANCE

Cie Générale Transatlantique
(AGENCE ACCRÉDITÉE)

EXCURSIONS
SUR LA CÔTE D'AZUR
par Autocars S.N.C.F.
à Sièges Pullman individuels

C O N G R È S
AUTOCARS S. N. C. F.
VOITURES PRIVÉES
LOCATION D'AUTOCARS
TOUTES RÉSERVATIONS

CROISIÈRES



RIVIERA TOURISME

RIVIERA TOURISME

— 10, RUE PARADIS, 10 —

NICE

R. C. NICE 60 A 1070

TÉLÉGR. :
RIVTOUR-NICE

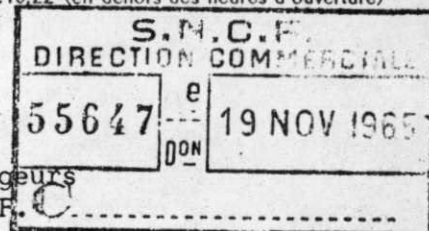
CHÈQUES POSTAUX
MARSEILLE 984-03

NICE, le 18 Novembre 1965

V/Réf.

N/Réf. R.B./RV

Tél. { 80.29.15 (3 lignes groupées)
85.10.22 (en dehors des heures d'ouverture)



MONSIEUR L'INGÉNIEUR EN CHEF
Chef de la Division du Trafic Voyageurs
DIRECTION COMMERCIALE DE LA S.N.C.F.
54, Bd Haussmann
PARIS IXe

Poste intérieur : n° 379
2ème Division /2 529.262
65

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

J'accuse réception de votre honorée du 8 courant et vous confirme que je me ferai un plaisir de me rendre à la réunion professionnelle des Agences et Bureaux de Voyages qui aura lieu le jeudi 17 février prochain.

Je vous remercie par ailleurs de l'aimable invitation au repas de clôture qu'elle comporte au "PAVILLON DAUPHINE" et auquel il me sera agréable de participer.

Je me permets de soumettre les problèmes ci-après :

- 1°) Facilités plus grandes pour le remboursement de la consignation de Frs : 5,00 des cartes demi-tarif, au delà du délai d'expiration de 7 jours.

Un voyageur ne se rend pas toujours compte en effet de la date d'expiration de sa carte, et il nous est arrivé cette année à trois reprises, tout en demandant une nouvelle carte pour un client de devoir établir une demande de détaxe particulière pour le remboursement de cette consignation, le délai d'une semaine étant expiré.

- 2°) Il nous paraît souhaitable que la voiture NICE-VICHY direct partant le 16 juin, puisse commencer plus tôt soit aux alentours du 15 mai si possible.

.../...

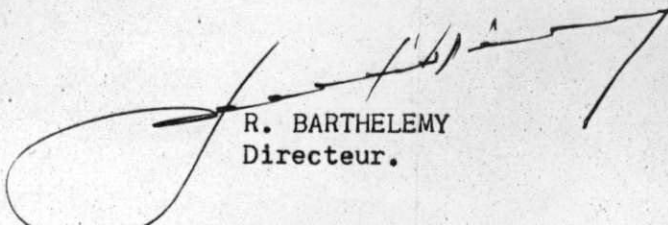
.../

- 3°) Nous souhaitons qu'un accusé de réception soit adressé pour toutes les demandes de locations de groupes qui sont faites aussi bien par la Région à laquelle la commande est adressée, que par les gares auxquelles la Région est susceptible d'envoyer une demande d'acheminement.

Nous avons éprouvé en effet beaucoup de soucis cette année pour un groupe qui partait du réseau Ouest pour venir à Nice, et selon le règlement, nous avons adressé la demande de location à la Rue d'Amsterdam à Paris. Nous ignorons le sort qui avait été réservé à notre demande, mais la Gare de Paris-Lyon n'en a eu possession - et cela sur notre propre initiative - qu'une semaine avant le départ, alors que la commande avait été régulièrement faite 45 jours auparavant. Les trains étaient bondés et nous devons reconnaître que le Chef du Service des Groupes à la Gare de Lyon a fait tout ce qui était en son pouvoir pour assurer l'acheminement de ce groupe, ce qui n'a pas été facile.

- CRN (
- 4°) Nous nous joignons à une suggestion de notre Confrère VOYAGES CONTOURS pour demander que lors de l'établissement de billets, il ne soit plus fait état des noms complémentaires de certaines grandes gares principales comme St Charles (pour Marseille), Ville (pour Nice), Matabiau (pour Toulouse) etc.. etc.. étant entendu que la simple indication de Marseille, Nice ou Toulouse, ne pourra s'appliquer qu'aux trois gares précitées, le nom complémentaire étant toujours à mentionner s'il s'agit de Marseille-Blancarde, Nice-Riquier etc.. C'est une simplification qui serait certainement appréciée de tous.

Avec mes remerciements pour l'examen que vous voudrez bien faire de la présente, veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



R. BARTHELEMY
Directeur.

P.S. - J'ignore encore les possibilités que j'aurai à cette date pour effectuer mon voyage à Paris, mais quoiqu'il en soit je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir en son temps un permis pour m'y rendre. Je vous en remercie.

2ème Division/1

523.0
24

Monsieur le Chef de la 2e Section,

Suite à votre lettre 529.262/65, du 16 décembre 1965.

Veillez trouver ci-après les éléments de réponse à la question posée par "Riviera Tourisme" au sujet des conditions de remboursement de la consignation des cartes 1/2 tarif.

.....

Il est du plus grand intérêt pour le chemin de fer que les titres de transport soient retirés des mains des voyageurs dès qu'ils ne sont plus valables et, dans l'ensemble, le délai de 8 jours imposé pour la restitution des cartes demi-tarif n'apporte pas de gêne aux abonnés. Cela étant, il ne peut être question d'augmenter ce délai.

D'autre part, les Régions ont reçu des instructions pour que soient examinées favorablement les demandes de remboursement de consignation présentées après l'expiration du délai de 8 jours par les abonnés dont la bonne foi paraît incontestable.

Le Chef de la 1ère Section,

dd

Minute

W R

14 MAI 1968

2ème Division/1
523.0/24

3218

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST

En réponse à votre lettre C 2 C/ 95 b1 - 003, reçue le 18 avril, je vous informe que je n'ai pas d'objection à apporter les modifications demandées, tant dans la notice "Cartes 1/2 tarif et d'abonnement ordinaire" que dans la partie correspondante des Renseignements Généraux de l'Indicateur Chaix.

Ces modifications seront effectuées lors d'un prochain tirage des documents en cause.

Le Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

Signé : RMAILHO

dd

2ème Division/1
523.0/24

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST

En réponse à votre lettre C 2 C/ 95 b1 - 003, reçue le 18 avril, je vous informe que je n'ai pas d'objection à apporter les modifications demandées, tant dans la notice "Cartes 1/2 tarif et d'abonnement ordinaire" que dans la partie correspondante des Renseignements Généraux de l'Indicateur Chaix.

Ces modifications seront effectuées lors d'un prochain tirage des documents en cause.

Le Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

2ème Division/1
523.0/24

Monsieur le Chef
de la Division Commerciale
de la Région EST

En réponse à votre lettre C 2 C/ 95 b1 - 003, reçue le 18 avril, je vous informe que je n'ai pas d'objection à apporter les modifications demandées, tant dans la notice "Cartes 1/2 tarif et d'abonnement ordinaire" que dans la partie correspondante des Renseignements Généraux de l'Indicateur Chaix.

Ces modifications seront effectuées lors d'un prochain tirage des documents en cause.

Le Chef de la Division du Trafic-Voyageurs,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'EST - EXPLOITATION - DIVISION COMMERCIALE 13, Rue d'Alsace PARIS X^e - Tél.: 208-48-80 - 878-45-90

R. C. Seine 55-B-4.944

Poste 1.2488

V/réf.:

N/réf.: C2 C
95 b1 - 003

Objet:

Paris, le

*47. Hainval
Fournier
25/4*

Remboursement de la consignation
des cartes d'abonnement donnant droit
à la délivrance de billets au demi-tarif



Monsieur le Directeur Commercial

- 2ème Division/1 -

Quand des cartes d'abonnement titre III sont restituées plus de huit jours après la fin de leur validité, les gares doivent refuser de rembourser la consignation.

Ce délai est mentionné sur les cartes d'abonnement : au verso pour les cartes à parcours déterminé et à la page 4 pour les cartes de zones.

Néanmoins, certains voyageurs admettent difficilement l'application de cette disposition tarifaire parce que le délai de 8 jours n'est pas mentionné dans la notice "cartes $\frac{1}{2}$ tarif et d'abonnement ordinaire". Afin d'éviter les contestations, je serais d'avis d'apporter cette précision dans le document en question ; il conviendrait, en outre, de compléter dans le même sens le § III des Renseignements Généraux de l'Indicateur Chaix.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Pour le Chef de la Division Commerciale,
L'Ingénieur Principal,

C. MONNOT

1956-58

Etude sur le droit de consignation des cartes d'abonnement

Le droit de consignation des cartes d'abonnement est un droit qui permet à l'abonné de verser une somme d'argent à l'éditeur pour garantir le paiement de ses abonnements. Ce droit est régi par la loi du 17 mars 1907 sur le droit de consignation.

Le droit de consignation des cartes d'abonnement est un droit qui permet à l'abonné de verser une somme d'argent à l'éditeur pour garantir le paiement de ses abonnements. Ce droit est régi par la loi du 17 mars 1907 sur le droit de consignation.

Le droit de consignation des cartes d'abonnement

Le droit de consignation des cartes d'abonnement

DIRECTION COMMERCIALE

28 NOV. 1958

2ème Division/1

523.0/24

/5757

MINUTES

Monsieur le Chef
de la Comptabilité et
du Contrôle des Recettes
12 bis, rue de Budapest
P A R I S

OBJET : Etude sur le droit de consignation des cartes d'abonnement
(Titres I et III).

Pour me permettre d'évaluer l'incidence financière de la suppression éventuelle du droit de consignation, je vous prie de me faire connaître le montant des recettes procurées par la perception de ce droit pendant l'année 1957, d'après le nombre de cartes d'abonnement (Titres I et III) donnant lieu à cette perception, vendues en Grandes Lignes et en Banlieue.

Vous voudrez bien m'indiquer, d'autre part, pour cette même année, le montant de la recette qui nous est restée acquise du fait que la consignation de 500 Fr n'a pas été remboursée aux abonnés.

Le Directeur Commercial,

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division du Trafic-Voyageurs

Signé, RETOURNARD

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

COMPTABILITE ET CONTROLE DES RECETTES

CONTROLE DES RECETTES VOYAGEURS - 212, RUE DE BERCY PARIS XII^e

DORian 98-60

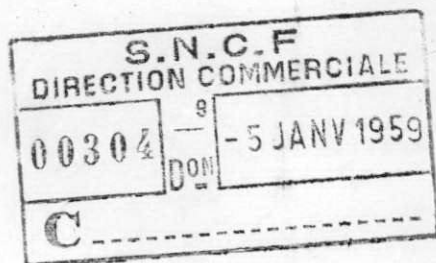
R.C. Seine 55 B 4.944

Adresse télégraphique
CONTRECVO PARIS

C.R.V.3/30/

Paris, le

3 JANV 1959

Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division

de la Direction Commerciale

54, Boulevard Haussmann

P A R I SV.Réf. : N° 523.0/24/5757 du 28 novembre 1958.Objet : Etude sur le droit de consignation des cartes d'abonnement
(Titres I et III).

Je vous indique ci-dessous, pour l'année 1957, les renseignements demandés par votre lettre citée en référence :

- Montant des consignations des cartes émises	
Titres I, III et familles.....	140.914.224 fr. (1)
- Montant des consignations remboursées	
Titres I, III et familles.....	123.835.571 fr.
- Montant de la recette acquise par suite de non remboursement de la consignation.....	17.078.653 fr.

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes

(1) - dont 3.372.500 fr. pour les cartes de famille.

Tous les éléments d'information sont recueillis et figurent dans cette note - mais on sent qu'elle a été faite de pièces et de morceaux et il faut maintenant la reprendre complètement au point de vue rédaction.

La réponse me la fais suivre à :

- De nouvelles recommandations ont été présentées contre ———

elles ont cependant à reprendre complètement l'examen de la question.

présentation générale de la coopération - historique.

Discussion de la situation actuelle

vis à vis du public

vis à vis de la SNCF

Conclusions. Propositions 2 solutions

a) suppression pure et simple. Les 14 difficultés vis à vis du public
en fait les causes de la crise de confiance actuelle
font passer 30 M de crédits et 100 M en travaux

b) maintien du fonctionnement mais complètement assaini de conditions de
fonctionnement (avoir bien parler pour - augmentation de crédits à —) que
parle Suroit - à montrer les libéraux)

mais me répondant sincèrement. Ce total me paraît
raisonnable !

10-2-56



Etude sur la suppression éventuelle de la consignation dans :

(le tarif des Abonnements, titres I et III - le tarif des voyageurs en groupes, titre II famille).

Nous sommes fréquemment saisis de réclamations présentées par les voyageurs qui protestent contre le refus qui leur est opposé de leur rembourser le droit de consignation lorsque la demande en est faite après le délai de 8 jours prévu par le tarif.

Les nouvelles réclamations que nous avons reçues nous ont conduit à reprendre complètement l'examen de la question du maintien et de la suppression éventuelle du droit de consignation prévu dans le tarif des abonnements (titres I et III) et dans le tarif des billets de famille (cartes $\frac{1}{2}$ tarif permettant à un membre de la famille de se rendre de son domicile au lieu de séjour de vacances de l'ensemble de la famille). La validité de ces cartes $\frac{1}{2}$ tarif est celle du billet collectif.

Justification générale de la consignation -

Pour éviter que les voyageurs munis de cartes d'abonnement ordinaire ou au $\frac{1}{2}$ tarif, n'utilisent leur carte au delà de leur validité -ou au delà de la validité du billet de famille- la restitution de cette carte dans un délai de 8 jours donne droit au remboursement de la somme de 500 F. actuellement prévue uniformément comme droit de consignation.

Historique -

a) Abonnements -

Une consignation était déjà perçue antérieurement à 1914; elle était de 10 F., quelle que soit la valeur de l'abonnement ordinaire ou au $\frac{1}{2}$ tarif, mais elle était abaissée à 5 F., lorsque l'abonnement était réglé par versements mensuels.

Ces consignations, variant avec les majorations générales, seront unifiées à 20 F. en 1935 quel que soit le mode de règlement.

Si l'on tient compte de l'indice 19,24 par rapport à 1938 dans l'augmentation du billet de 3ème classe, la consignation de 20 F. devrait être de 385 F.

b) Cartes ½ tarif du billet de famille -

En 1923, jusqu'à l'unification de 1935, le droit de consignation de ces cartes était de 100 F. (5 fois plus élevé que les abonnements afin d'éviter l'utilisation de la carte après le retour de la famille) mais, en 1935, la consignation est ramenée pour ces cartes à 20 F. comme pour les abonnements.

Discussion de la situation actuelle :

a) du point de vue de l'utilisateur -

L'abonné proteste contre la perte des 500 F. qu'il a déboursés à la souscription si pour une raison quelconque (absence, maladie, oubli), il n'a pas restitué sa carte dans le délai de 8 jours prescrit et considère alors notre position comme pour le moins très critiquable sinon comme une spoliation pure et simple.

Il est enclin à comparer sa situation avec celle du titulaire d'une carte d'identité gratuite F.N. ou R.G. qui donne droit à des réductions parfois supérieures à celles du ½ tarif, sans qu'il y ait de perception de droit de consignation.

b) du point de vue S.N.C.F. -

1) Carte du tarif des abonnements -

La valeur de la garantie n'est pas un obstacle à l'utilisation après l'expiration de la validité et n'incite pas à une prompte restitution de cette carte : les 500 F. ne représentant en fait que 4 aller-retour 3ème à 20 km par exemple.

Ainsi l'abonné qui échappe au contrôle en cours de route ou à la sortie au cours de 1 ou 2 voyages de court trajet, aura vite récupéré les 500 F.; il bénéficie d'ailleurs de 8 jours pendant lesquels en courant le risque d'un contrôle efficace, il pourra utiliser sa carte.

En cartes $\frac{1}{2}$ tarif, la fraude est plus difficile puisque le receveur ne doit pas lui délivrer de billet au $\frac{1}{2}$ tarif après l'expiration de la validité de la carte.

En cas de renouvellement des cartes d'abonnement d'un an (on admet que 80% des contrats sont renouvelés), la consignation n'est qu'un jeu d'écritures : remboursement annulé par la perception nouvelle.

Les demandes de remboursement de consignation de cartes restituées tardivement reçoivent satisfaction quand il y a un motif reconnu valable (absence, maladie) ou si la bonne foi du demandeur est reconnue.

2) Carte $\frac{1}{2}$ tarif du billet de famille -

Etant donné les difficultés que présente le contrôle de la validité des cartes $\frac{1}{2}$ tarif et de la rentrée du billet de famille qui obligent à un dépouillement a posteriori et du fait que les intéressés abandonnent volontiers la consignation en ne restituant pas leur carte, on peut se demander s'il convient de maintenir cette consignation.

Il est certain que la suppression de la consignation apporterait une grande simplification dans notre comptabilité.

Conclusion - Les arguments développés ci-dessus nous amènent à envisager deux solutions :

a) suppression pure et simple de la consignation, elle aura pour effet :

- de lever toutes les difficultés que nous avons vis-à-vis des usagers, notamment en ce qui concerne les refus à leur opposer en cas de restitution tardive des cartes,
- de ne pas nous faire courir de risques de fraude nouvelle.

Mais par contre, cette suppression de la consignation conduirait à une perte d'environ 29 millions par an, représentant le montant des consignations qui nous reste acquis par suite d'abandon de cette garantie par les usagers ne restituant pas leur carte et d'une somme de l'ordre de 124 millions en

trésorerie représentant les droits de consignation payés en moyenne chaque année.

b) Maintien du cautionnement de 500 F. -

Dans cette éventualité, nous pourrions apporter un assouplissement marqué des conditions de remboursement aussi bien par les gares en portant le délai de remboursement à un mois par exemple, que par le Service des Détaxes qui recevrait des instructions l'invitant à se montrer très libéral dans l'examen des demandes de remboursement pour les cartes restituées après le délai prévu.

④

J. Mader

Comptabilité et Contrôle
des Recettes

SUBDIVISION DES ÉTUDES ET
DE L'INSPECTION

12^{bis}, rue de Budapest. PARIS-9^e

CRE.1 n° H14
Dr. 13.008



Monsieur le Chef de la 2^{ème} Division
de la Direction Commerciale,

V/Réf. : 2^{ème} Division/1 - 523.024 du 14 février 1956.

Objet : Etude sur le droit de consignation des cartes d'abonnement.

Je vous prie de trouver ci-dessous le montant des recettes procurées par la perception du droit de consignation sur cartes d'abonnement des titres I et III du tarif spécial des abonnements et du titre II famille du tarif spécial des voyageurs en groupe pour les années 1954 et 1955.

	: 1954	: 1955
- Montant des consignations des cartes des titres I et III du tarif spécial des abonnements	(: 119.563.650	(: 120.200.400
- Montant des consignations des cartes du titre II famille du tarif spécial des groupes	(: 3.639.500	(: 3.894.000
TOTAUX	: 123.203.150	: 124.094.400
Montant de la recette acquise par suite du non remboursement de la consignation	31.571.697	29.086.430

Le Chef de la Comptabilité
et du Contrôle des Recettes,

[Signature]

15 mars 1956

Direction Commerciale
2ème Division

d'abord

Suppression éventuelle de la consignation
pour les cartes d'abonnement

Les tarifs prévoient le versement d'une somme de 500 F pour garantie de restitution des cartes d'abonnements (abonnement ordinaire, abonnement à $\frac{1}{2}$ tarif, carte à $\frac{1}{2}$ tarif délivrée à l'occasion d'un billet de famille).

Cette somme est remboursée lorsque la carte est restituée dans les huit jours qui suivent l'expiration de sa validité; en cas de dépassement de ce délai, elle reste acquise au chemin de fer.

Nous sommes saisis périodiquement de réclamations d'usagers n'ayant pas restitué leur carte dans le délai prévu et protestant contre le non remboursement de la consignation. Ceux-ci font notamment état de ce que pour les cartes F.N. et R.G. aucun droit de ce genre n'est prévu.

La consignation a été créée pour éviter des fraudes par utilisation de cartes périmées. On peut observer à ce sujet que le risque de fraude est extrêmement limité pour les cartes à $\frac{1}{2}$ tarif puisque celles-ci doivent être présentées lors de l'achat du billet et que pour l'ensemble des cartes un délai de 8 jours a dû être prévu pour la restitution, délai pendant lequel le voyageur est le plus tenté d'utiliser la carte périmée et où la mesure ne joue pas.

Ces considérations conduiraient à proposer purement et simplement la suppression de la consignation.

Mais il faut tenir compte de ce que :

- la S.N.C.F. encaisse chaque année une trentaine de millions par suite de non remboursement des droits de consignation;
- elle bénéficie à longueur d'année de plus de 100 millions en trésorerie par suite du versement de ces droits.

.....

Devant l'importance de ces chiffres, il est finalement
proposé :

- de maintenir le régime de consignation actuel, tout en
prescrivant aux régions de se montrer plus libérales dans l'examen
des demandes de remboursement de consignation pour cartes resti-
tuées après le délai fixé;

- de revoir la situation après un an d'application de ce
régime pour voir si les sommes abandonnées à la S.N.C.F. pour
non restitution des cautionnements restent de la même importance
qu'actuellement.

[Signature]